

**Jean Jacques Simard
(1979)**

La longue marche des technocrates

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : [mailto: mabergeron@videotron.ca](mailto:mabergeron@videotron.ca)

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergé (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

JEAN-JACQUES SIMARD

La longue marche des technocrates, Montréal : Les Éditions
coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 199 pp.

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour
Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 11 octobre, 2007 à Chicoutimi, Québec.



Jean Jacques Simard
(1979)



Quatrième de couverture

Le gonflement de la fonction publique québécoise et surtout l'extension de son influence là où seuls les hommes politiques décidaient autrefois sont deux phénomènes caractéristiques des changements survenus au sein de l'appareil d'État, depuis 1960.

Sous le prétexte du nationalisme, de nouvelles couches sociales se sont formées, constituant une petite bourgeoisie de caractère technocratique. C'est elle qui a tenté d'initier des formes de développement régional en invitant les communautés locales à la participation. Mais, peu à peu, les citoyens ont appris à devenir critiques face à ces formules d'expérimentation sociale où la participation était encadrée par les technocrates. C'est dans ce contexte que se développe le courant actuel qui tend à l'autogestion : Opérations Dignité, Le J.A.L., Tricofil, etc.

Jean-Jacques Simard est natif du Lac Saint-Jean. Il fut associé durant cinq ans au développement de coopératives chez les Amérindiens du Nouveau-Québec. Actuellement professeur au département de sociologie de l'Université Laval, il collabore à la revue Recherches Sociographiques.

Table des matières

Introduction

- I. – La longue marche des technocrates
- II. – De l'utopie à l'idéologie : planification, participation et pouvoir technocratique
- III. – La bataille du développement régional
- IV. – Critique de l'ordre nouveau technocratique
- V. – Le contre-projet : la communauté auto-déterministe

Conclusion

Annexe

INTRODUCTION

Des angoisses du comte Henri à la révolution tranquille

[Retour à la table des matières](#)

Les sciences sociales sortent des contractions et bousculades subies par l'Occident chrétien au petit jour de l'industrialisation, et résonnent du dialogue que nos sociétés poursuivent avec leur propre histoire, depuis deux siècles. Alors que la religion aura été, selon le mot de Durkheim, « la science des sociétés sans science », les sciences sociales voudront d'abord se constituer en religions des sociétés sans religion. C'est que, soudain, tout change et le monde se construit, tandis que les révolutions bourgeoises – françaises et américaines – ont arraché des enveloppements de ces pouvoirs tombés d'en haut la puissance créatrice de la « société civile ». Coupable de responsabilité, l'homme découvre qu'il a toujours créé Dieu à son image. Comprendre la société pour la prendre à-bras-le-corps, lire l'histoire pour lui donner un sens : tel sera le projet des sciences sociales, comme idéologies du dépassement.

Sous cet angle les archéologues de la sociologie se sont trompés de « comte ». La paternité de notre discipline revient au comte Henri de St-Simon, gentilhomme savant abâtardi de businessman, plutôt qu'à son auguste disciple. Pénétré comme une éponge des flux et des reflux de l'Amérique yankee, de l'Encyclopédie et de la Révolution française, St-Simon déjà, témoigne des tiraillements idéologiques qui vont animer la philosophie de l'histoire et les sciences sociales de l'époque contemporaine.

« La nouvelle religion, prêchait-il, est la collection des applications de la science générale au moyen desquelles les hommes éclairés gouvernent les hommes ignorants. »¹

¹ Toutes les citations de St-Simon sont extraites du petit recueil de textes choisis et présentés par Henri DESROCHES, *Le nouveau Christianisme*, Paris, Seuil, Coll. Politique, 1969, p. 65.

c'est-à-dire « la théorie physiologique, science dont la sommité est la science de l'homme ou la connaissance du petit monde ».

Par le biais de la légitimité ultime de la science, voici posé un premier commandement de la modernité : le « petit monde » ne s'explique pas par l'intervention de forces surnaturelles, mais répond à des impératifs et à des lois qui se façonnent en son sein même. St-Simon ne sera pas le dernier à dégager les deux lignes de force du progrès – la science et l'industrie :

« Les forces temporelles et spirituelles de la société ont changé de mains. La force temporelle véritable réside aujourd'hui dans les industries et la force spirituelle dans les savants. Ces deux classes sont, en outre, les seules qui exercent sur l'opinion et sur la conduite du peuple une influence réelle et permanente. »

Cette observation implique une double interrogation : qui, de *l'homo sapiens* ou de *l'homo faber* est le grand timonier de l'histoire ? Et comment réconcilier la démocratie, le règne de la majorité – et la gravitation tendancielle des savants et industriels vers la crête des vagues de l'histoire ? Bien sûr, la conjoncture au début du dix-neuvième brouille les cartes : collusion nécessaire des hommes de science et d'industrie contre une aristocratie et un clergé fléchissants ; convergence objective des intérêts du peuple et des élites montantes. Mais déjà St-Simon cherche au-delà de la révolution bourgeoise les voies qui libéreront l'avenir.

Il y trouve – et fonde du même coup – les deux grandes religions du progressisme moderne, fusionnées chez-lui en une même utopie : le socialisme et la technocratie. D'abord, « établir la propriété pour l'intérêt général de la société et non plus seulement pour l'avantage d'une des classes qui la composent ». Il faut remettre à la « nation travailleuse » ses outils, son travail, ses produits, et par là, plus radicalement, sa capacité de travailler le Monde, de lui imprimer son Ordre, de façonner l'Histoire. Ici règne *l'homo faber*. Puis, transformer la domination en administration scientifique des choses, Saint-Ingénieur et Saint-Savant, – « le clergé doit être le corps scientifique » – soumis au vouloir populaire, neutre et objectif, apôtre de la connaissance et de la productivité, supplantant la vieille « classe fainéante » au sommet d'une hiérarchie sociale devenue simplement technique, régie par une « science de la production » amalgamée à une « science de la liberté ». C'est le domaine de *l'homo sapiens*. Henri Desroche résume :

« Une société aspirée par un savoir général, poussée par une passion générale, mais où le pouvoir général confié aussi peu que possible à un gouvernement émanerait et se diffuserait dans la généralité de la nation travaillante, lieu sociologique de cette liberté productrice. »

On se doute un peu de ce que la suite du monde fera de cette utopie. Par exemple, Daniel Bell déterre chez St-Simon le fœtus de sa société « post-

industrielle »¹, tandis que les Russes gravent dans la pierre son nom parmi celles des héros de la révolution communiste. La sociologie y puisera pour sa part deux orientations, sortes de HUE et de DIA du discours des sociétés industrielles sur elles-mêmes : la sociologie positiviste et la sociologie critique, c'est-à-dire fort justement, une science de la production vouée paradoxalement à la domination des savants et une science de la liberté, privilégiant plutôt le travailleur.

Le positivisme remonte à Auguste Comte et enclenche le développement diversifié d'une sociologie scientifique, analytique, quantificatrice, conçue aux fins de la manipulation de l'homme pris comme objet et de la rationalisation du Système Social. Il s'agit, en fin de compte, d'une sociologie taillée sur mesure pour les managers technobureaucratiques.

L'autre courant passe par Karl Marx. L'industrie – ou mieux, la Praxis – se place alors, plutôt que la connaissance, au cœur des mouvements profonds de l'histoire. De là rayonnent les multiples avenues de la sociologie critique au sens large, historico-génétique, c'est-à-dire tournée vers la dialectique de l'histoire comme globalité de rapports sociaux en déploiement, créateurs et créés, producteurs et produits, liés et opposés.

La vieille question St-Simonienne de la science et de l'industrie se dédouble en couples de dominos qui basculent l'un sur l'autre : *homo sapiens* et *homo faber*, connaissance et praxis, sociologie de la gestion de la société et sociologie de la société en gestation, projet idéologique et projet utopique, dépassement de la liberté, (pensons à B. F. Skinner qui avec son titre *Beyond Freedom and Dignity*, abat les cartes technocratiques), et dépassement de la production.

Ce livre s'intéresse aux faits de société ayant constitué ce que l'on a appelé la Révolution tranquille du Québec, une période de transformation allant des années de l'après-guerre jusqu'à la prise du pouvoir par le Parti québécois indépendantiste, en 1976. Il se penche nécessairement sur les initiatives de l'État provincial et en veut pour cas d'espèce les généreux essais de planification du développement régional et d'aménagement du territoire qui se sont succédés de 1963 jusqu'au début de la décennie actuelle. En filigrane, une image se tisse tout au long des chapitres : celle de l'évolution récente de la société industrielle en Occident capitaliste vers un nouveau « modèle de société ». L'ombre de St-Simon hante ces pages, car le Québec est entré de plein pied dans l'univers industriel au moment où les utopies contradictoires du vieux prophète se réconciliaient dans la réalité du capitalisme avancé.

Depuis la fin du dix-neuvième siècle jusqu'aux années 1950, le Québec présentait à l'observateur extérieur le visage fractionné d'une société

¹ Daniel BELL, *The coming of Post-Industrial Society : a venture in social forecasting*, New York, Basic Books, 1973.

schizophrénique. Bien qu'emporté à la base par les puissants remous de l'industrialisation nord-américaine qui attiraient ses habitants vers les villes et les usines, ou les éparpillaient vers les régions excentriques, fiefs des grands oligopoles de l'extraction des ressources naturelles, le Québec n'en conservait pas moins certaines structures sociales héritées de la société préindustrielle.

La famille étendue, par exemple, typique d'une économie agraire, persistait à jouer son rôle de cadre des échanges sociaux de première instance. Elle se greffait d'ailleurs à la paroisse, pôle de référence des appartenances communautaires même dans les grandes villes ; à cette structure civile et religieuse se rattachaient la plupart des associations volontaires et services communs d'éducation, de bien-être, d'entraide, de loisirs, etc. La paroisse et « ses œuvres » étaient administrativement encadrées par le clergé, bien entendu, et idéologiquement baignées dans un catholicisme traditionnel, ultramontain. Les institutions taillées à la mesure de la société globale, en incluant celles qu'on avait mises sur pied pour affronter le capitalisme, se plaçaient sous la coupe de l'Église : mouvements de jeunesse étudiante ou ouvrière, journaux, coopératives, syndicats, associations patronales. Pas si claire, enfin, la séparation de l'Église et de l'État : tandis que les élus, le bec collé sur les cabochons épiscopaux, distribuaient le patronage et moussaient les luttes partisans au sein d'un peuple passionné de politique, l'Église défendait l'autonomie des « corps intermédiaires » de la société civile tout en laissant ses évêques fréquenter les alcôves du pouvoir et prêcher le respect des autorités gouvernementales « tenant de Dieu leur mandat ».

Cet édifice a ceci de frappant qu'il organisait la vie sociale sans avoir vraiment de base *dans la production*. Il s'appuyait en entier, dirait une caricature, sur le compromis réalisé entre les notables traditionnels français, clergé en tête, et la bourgeoisie marchande anglaise aux environs de 1840-50, après l'échec des rébellions républicaines de 1837 qui avaient ébranlé tout le régime colonial canadien¹. La convention laissait aux notables les encadrements locaux de la société canadienne-française, à la bourgeoisie anglophone la gestion des affaires commerciales et le loisir d'élaborer les politiques pan-canadiennes de développement de l'économie capitaliste. (En ce domaine, seule l'administration des richesses naturelles relevait des responsabilités de l'État provincial – essentiellement, cela voudrait dire le Québec francophone. Cet étrange oubli s'explique par le fait qu'on vivait encore à l'époque mercantile. Eut-on prévu les immenses ponctions de matières premières qu'exigerait la grande industrialisation capitaliste quelques décennies plus tard, que la Confédération de 1967 eut sans doute confié cette juridiction à l'État fédéral – c'est-à-dire : anglais.)

En conséquence, au Québec, l'univers social semblait discontinu. La collectivité canadienne-française vivait *du* capitalisme industriel, mais évoluait en

¹ Voir : Hubert GUINDON. « La modernisation du Québec et la légitimité de l'État canadien. » *Recherches Sociographiques* XVIII, 3, 1977.

surface *dans* des cadres sociaux centripètes, presque médiévaux, et s'accrochait à une idéologie unitaire de *survivance*, montant en épingle les valeurs de la culture agraire, la protection de la foi, la conservation de la langue, la soumission à l'autorité paternelle, le respect des autorités civiles et la suprématie de l'Église. Notre société se tenait debout sur la tête comme pour éviter de patauger dans les cloaques matérialistes de l'économie moderne. Pendant ce temps, le gouvernement provincial livrait discrètement les ressources du pays aux oligopoles américains, et réprimait sévèrement la lutte des classes. À mille lieux du réel, là où planaient les vieilles élites, c'était le Paradis sur terre.

Après la deuxième guerre mondiale, le Québec subit le maelstrom du second grand bond en avant de l'économie capitaliste occidentale¹ : boum démographique, multiplication et amélioration des moyens de transport et de communication, élargissement des marchés, poids accru des investissements technologiques dans la croissance, homogénéisation des besoins et consommation massive, interdépendance plus serrée des secteurs industriels et géographiques de l'économie sous l'impulsion d'une concentration accrue des moyens de production, élévation du standard de vie et mobilité sociale plus facile, systématisation de l'enseignement supérieur et ouverture au monde subséquente à l'expansion de l'impérialisme. Tout concourt à détruire les bases institutionnelles du pouvoir des notables : la famille étendue, l'organisation locale des services communautaires, l'enracinement paroissial, l'éducation classique, la dépendance à l'égard du patronage, le renoncement anti-matérialiste.

L'heure est venue, pour une nouvelle petite bourgeoisie nationaliste, recrutant ses membres chez des diplômés universitaires ou des praticiens des affaires, d'amorcer cet *aggiornamento* qu'on a appelé Révolution tranquille, de faire la paix entre les Canadiens-français et le monde industriel, de guérir la schizophrénie de notre société.

Il faut se donner les moyens de reprendre le monde en main. Le monde réel. Comme les Anglo-canadiens et les Américains ont la griffe fermement posée sur le grand capital, il ne nous reste que l'État, ses revenus fiscaux, sa légitimité démocratique. Armé de l'État, on voudra s'arracher du ghetto ethnique de l'infériorité économique et technique, se charger de *tout* le Québec, changer de peau comme les serpents et s'appeler désormais *Québécois* plutôt que Canadiens-français.

On a beaucoup insisté, pour expliquer ce déblocage, sur l'évolution des idées et sur le rôle capital d'une poignée d'intellectuels pragmatiques, venus des mouvements sociaux et des universités pour sauver le peuple. C'était là marcher

¹ Voir : Gary CALDWELL et B. Dan CZARNOCKI, « Un rattrapage raté. Le changement social dans le Québec de l'après-guerre, 1950-1974 : une comparaison Québec/Ontario » *Recherches Sociographiques* XVIII, 1977, P.U.L., Québec.

sur les traces d'Auguste Comte, lui qui voyait la civilisation avancer en trois étapes : la pensée scientifique, rivée sur les faits observables et purgée de toute croyance, se dégageait graduellement des volutes ignares de la religion primitive, puis, de l'éther de la métaphysique, avant d'enfin parvenir à baigner le monde moderne de sa lumière par l'intermédiaire d'agents désintéressés comme... Auguste Comte. Prenez par exemple un livre récent de l'historien Jean-Louis Roy¹ : jusqu'à la deuxième guerre, l'orthodoxie des élites traditionnelles confondait doctrine sociale et connaissance sociale : c'était l'âge des « répétitions », entraînant une « lente dégradation de l'irremplaçable ressource humaine ». Ensuite, la connaissance sociale prend ses distances de la doctrine et voici que notre société expérimente « une transition fondamentale... consécutive à l'émergence d'une connaissance factuelle et chiffrée des besoins sociaux ». Affranchis de toute doctrine par leur science, « une jeune génération de chercheurs actifs dans les écoles de sciences sociales et dans les groupes sociaux » apportaient « une nouvelle connaissance du milieu qui a grandi et enrichi les débats traditionnels... en suscitant de nouveaux et fait apparaître des situations collectives inacceptables ». Les rapports s'accumulent, les données s'articulent, les statistiques prêchent, les politiques rationnelles s'ébauchent.

L'État, lui, ne demande pas mieux qu'écouter. Il recrute des managers, met en œuvre les recommandations, libère des crédits. C'est parti : voilà comment on s'y prend pour révolutionner tranquillement une collectivité.

Je ne crois pas beaucoup à la « ressource humaine », cette espèce d'abstraction de la fonction économique de l'homme. La « ressource humaine », c'est le président de l'Hydro-Québec, vous, moi, un ouvrier, un curé. Alors je cherche si des fois, il n'y aurait pas des groupes aux intérêts et aux projets fort divergents au sein de la « ressource humaine ». Difficile aussi, de croire que la « Marche des Québécois », (titre du livre de Roy) de *tous* les Québécois, vous entendez – coïncide avec l'ascension d'une classe d'experts, scientifiques, techniciens, managers, supposément désintéressés et guidés par une rationalité virginale.

Alors nous essaierons de creuser sous les apparences de la Révolution tranquille pour explorer les relations entre les nouvelles conditions de la production capitaliste, la montée des troupes technocratiques, les idéaux et les travaux de la Révolution tranquille. Nous voudrions, imparfaitement et malhabilement, montrer que l'histoire se fait au milieu des contradictions de la pratique, que les idées et les discours dissimulent des stratégies de groupe dont l'enjeu est l'appropriation matérielle et symbolique du monde réel. Les années soixante québécoises prétend-t-on ici, ont porté l'ascension d'une bourgeoisie technocratique alliée à quelques fractions des milieux d'affaires autochtone en vue de gagner la maîtrise de l'État. La Révolution tranquille visait pour l'essentiel à

¹ Jean-Louis ROY, *La marche des Québécois : Le temps des ruptures, 1945-1960*, Ottawa, Leméac, 1976.

ériger en ce pays un modèle de société fonctionnelle et techniquement parfaite, conforme aux impératifs du capitalisme avancé. Elle abandonne dans son élan les fétiches d'une nouvelle religion de la puissance légitime. Grâce à elle, certains membres des classes moyennes s'ouvrent à l'accès à la gestion de l'économie contemporaine, laquelle ne saurait se comprendre dans le seul cadre restreint des usines et de l'échange des marchandises, mais implique l'intégration délibérée à l'appareil productif de plusieurs domaines d'activité sociale comme l'éducation, la recherche, ou les politiques sociales, hier encore considérées négligeables aux fins économiques mais aujourd'hui de plus en plus imbriqués aux déterminants de la croissance et de l'exploitation maximale des forces physiques et intellectuelles du travail.

Réconcilié avec la société industrielle, en retour, le Québec ne sacrifie pas seulement au culte de la technocratie, mais voit naître en son sein l'utopie socialiste et finit d'accomplir les prophéties de St-Simon. Cette utopie transparait dans la vigoureuse et féconde pénétration du marxisme auprès des cercles intellectuels, qui au moins soulève quelques questions fondamentales, après les trop béates croyances à la modernité et le rationalisme étroitement techniciste de la Révolution tranquille. Mais surtout, elle s'annonce dans les explorations pratiques et les luttes originant du peuple lui-même. Nous n'étudierons ici qu'un seul front de cette recherche : celui des groupes marginaux des régions excentriques, particulièrement vulnérables, on le verra, aux envoûtements du retour-en-arrière et au paternalisme d'État ; la pratique est toujours ambiguë, imparfaite, confuse. Nous défendrons par ailleurs l'idée que l'objectif d'une société basée sur *l'auto-détermination communautaire*, (hors des milieux urbains), ou sur l'auto-gestion, (là où la communauté peut s'arc-bouter sur une usine ou un quartier), constitue un contre-projet à surveiller car il s'adresse très immédiatement aux formes nouvelles de domination sociale.

I

La longue marche des technocrates *

« Désormais ! C'est le temps que ça change ! »¹

[Retour à la table des matières](#)

La Révolution tranquille jaillit à la surface de notre histoire avec des cris de rupture : vitement tourner la page, comme en ménagement d'une conscience meurtrie, sur un trop long blocage. Il y avait Maurice Duplessis, dont la médiocre statue hantera d'une plainte muette les purgatoires institutionnels, passant des soubassements aux troisièmes sous-sols en attente de son rachat. Bon, cela fournit un pôle sur lequel, par la suite, on aura tendance à se braquer : les étudiants des C.E.G.E.P. parlent du « temps de Duplessis » comme du précambrien et toute une vague de politiciens évitent le reflux que semble réclamer l'histoire grâce à la digue de leur noble combat contre le Chef.

Pendant près de vingt ans premier ministre, Maurice LeNoblet Duplessis, le « chef », pour être fidèle à l'accent de ses thuriféraires, avait eu le temps d'établir sa poigne solide et obscurantiste sur le Québec. Le temps peinera à effacer ses répressions brutales des ouvriers lors des fameuses grèves du textile (Louiseville), de l'amiante (Thetford), du cuivre (Murdockville), et ses aphorismes mesquins : « Les vérités éternelles sont toujours vraies puisqu'elles sont éternelles ! » « L'éducation, c'est comme la boisson, y'en a qui ne portent pas ça ! » « ... le pire chômage... qui est le chômage du bon sens... »

Passé dans l'Hadès des symboles, Duplessis n'est quand même qu'un signe. Le signifié, c'est le Grand Blocage. Remonter à ses sources nous entraînerait loin

* Ce chapitre est une version modifiée d'un article paru dans *Recherches Sociographiques* XVIII, I, 1977, Québec.

¹ « Désormais » servira de refrain à un discours du premier ministre Paul Sauvé annonçant les réformes qu'il n'aura pas le temps d'accomplir, terrassé quelques mois après son investiture, en 1959. Le slogan du Parti libéral, élu au gouvernement de la province en 1960 était : « c'est le temps que ça change ».

derrière ; nous nous contenterons d'en mentionner quelques jalons. Le rétablissement n'apparaît pas par génération spontanée au lendemain de la mort du vieux Chef, (abattu par une crise cardiaque dans le « staff-house » de l'Iron Ore Company de Schefferville), mais se prépare entre les deux guerres. Enfin, si la fracture de la Révolution tranquille paraît d'abord politique, elle ne s'inscrit pas moins dans un basculement touchant de fond en comble la société québécoise et où elle trouve sa configuration contemporaine.

Le lecteur initié ne trouvera guère ici de faits nouveaux, sauf peut-être quelques miettes à la fin. Lier de façon un peu cohérente des éléments de connaissance aujourd'hui banalisés, pour faire ressortir les filiations qui aboutissent à la Révolution tranquille et jeter ainsi quelque lumière sociologique sur notre situation actuelle, voilà notre objectif.

On se passera d'un long rappel de cette thèse désormais fort répandue selon laquelle les Canadiens-français ont été repoussés en marge du capitalisme par la monopolisation anglaise, puis américaine du pouvoir économique. En retour, et sous l'influence du clergé, ils auraient méprisé les grandes activités économiques pour exalter plutôt les occupations rurales, libérales et cléricales, perdant prise sur le monde réel en émergence ¹. C'est incontestable. Signalons que le mauvais pli remontait déjà au Régime français : les politiques mercantilistes de la Métropole décourageaient systématiquement le développement d'une économie coloniale autonome. La retraite forcée vers la terre n'avait donc rien de neuf pour l'ethnie francophone enracinée en ce pays, même au lendemain de la Conquête. Les tentatives amorcées par la bourgeoisie du cru en vue de forcer, par le biais de l'État (les Patriotes et les Rouges) ou celui des affaires (les entrepreneurs de la fin du dix-neuvième) les portes du ghetto économique, se sont soldées par des échecs.

Seule victoire, à la Pyrrhus il faut dire : la colonisation de l'arrière-pays, de 1860 à 1910, parvient à endiguer le drain démographique vers les États-Unis, mais fonde la crédibilité des idéalizations ruralistes dont le clergé enveloppera l'identité canadienne française pendant près de cent ans ².

Or, par ce repli bienheureux achevé avant la fin du siècle dernier, le peuple canadien-français se voit détourné des avenues de la pratique qui, hélas, dans

¹ Voir R. F. DESROSIERS, « La question de la non-participation des Canadiens-français au développement industriel au début du XX^e siècle » in Robert COMEAU, éd. *Économie Québécoise*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1969.

² Voir Jean HAMELIN *et al.*, *Histoire du Québec*, Paris, Edisem, 1976 ; A. GARON *et al.*, « La bourgeoisie canadienne-française et ses fondements historiques », *Recherches Sociographiques*, VI, 3, 1965 ; Fernand DUMONT, (sous la direction de), *Dossier sur l'idéologie des rouges dans le Québec du milieu du XX^e siècle*, Institut supérieur des sciences humaines, Université Laval, décembre 1971, (miméo.) ; Fernand DUMONT « Idéologies au Canada-français, 1850-1900 : quelques réflexions d'ensemble », *Recherches Sociographiques*, X, 2-3, 1969 ; Jean HAMELIN « L'évolution économique et sociale du Québec, 1851-1896 », *Recherches Sociographiques*, X, 2-3, 1969.

l'Occident de l'époque et au moins pour le siècle à venir encore, constitueront les médiations premières par lesquelles les hommes façonneront leurs rapports au monde, pour s'y traduire et se le traduire : l'industrie, la science, la grand'ville * . Nous les subirons plutôt que de les créer. C'est-à-dire les imprégner de notre identité. Il y aura dès lors ici, comme chez les forains du Racine Greater Show, un *main show* où celui qui a le pouvoir, lire : le capital, le garde ; et un *side show*, où se produisent les avaleurs de sabres et les plus grosses femmes du monde, tristes tréteaux où ceux qui n'ont rien d'autre que leur identité la soufflent en univers parallèle, plus vrai que le vrai.

Alors même que Victoria Regina s'occupe de consacrer dans l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique ce Statu quo (à Ottawa les infrastructures des grands marchés et la monnaie ; à Québec la cuisine et le bon peuple), l'industrialisation proprement dite commence à ramper sur le Québec. Lentement d'abord. Sans cheval valeur ni cheval de fer, nos chevaliers d'industrie lancent à pied leur croisade, portés, faute de mieux, par une abondante main-d'œuvre à bon marché qui hante les villes ou pâtit à la campagne. Puis, au tout début du vingtième siècle, sur les fils de l'énergie hydro-électrique et grâce aux monopoles américains, le mouvement démarre à plein régime ¹. Nous voici de plain-pied, écrira Jean Hamelin, dans un autre univers : « Celui de l'économie industrielle dominée par le capitalisme financier et tentaculaire et caractérisée par la vie urbaine, le syndicalisme, la socialisation. » ²

Les transformations rapides de l'économie et de la société qui accompagnent l'industrialisation à l'américaine créent un climat propice à une remise en question de l'ordre établi :

« Les Canadiens-français, découvrent alors que leur mode de vie s'oppose non seulement à celui du Canada anglais, mais aussi à celui qui prévaut dans toute l'Amérique du Nord. » ³

La Grande Crise viendra souligner brusquement leur infériorité, leur marginalisme économique. Certains soupçonnent l'idéologie nationaliste du repli ; comment, en effet, se demande Esdras Minville, « une société qui méprise le

* Marx, comme plusieurs de ses contemporains, a été frappé par un caractère absolument singulier de la société capitaliste industrielle : l'économie s'arrachait des cadres politiques et culturels qui, dans les sociétés pré-capitalistes, contenaient les activités et les rapports sociaux d'approvisionnement matériel. Je pense que la « détermination en dernière instance » de l'économie est une généralisation empirique portant sur le capitalisme ; on risque de s'égarer à vouloir la plaquer trop mécaniquement sur les sociétés non capitalistes.

¹ Albert FAUCHER et Maurice LAMONTAGNE. « L'histoire du développement industriel au Québec », in Marcel RIOUX et Yves MARTIN. *La société canadienne-française*, Montréal, H.M.H., 1972.

² Jean HAMELIN, *op. cit.*, (1976), p. 157.

³ Fernand OUELLET, in CORNELL *et al.*, *Unité et Diversité*, Montréal, Holt Rinehart, 1971, p. 393.

progrès économique et les multiples moyens de la réaliser peut-elle être à l'avant-garde du développement industriel ? »¹ Se poser la question, c'est y répondre. Aussi, rapportera Yves St-Germain :

« *Des intellectuels avertis et orientés vers l'action, des hommes d'affaires bien au fait de l'évolution économique contemporaine tentent de faire reconnaître la nécessité pour les Canadiens-français de prendre une part plus active au monde de la finance, des affaires, de l'industrie et de la technique.* »²

Génération nouvelles auxquelles il faut s'intéresser car elles feront des petits. Elles œuvrent sur deux fronts ; dans le monde des affaires, on retrouve ces « avocats financiers ou administrateurs au compte des propriétaires de grands capitaux » que Falardeau a identifiés au personnage de roman *Robert Lauzé*³ ou ces ingénieurs, ingénieurs des mines, ingénieurs forestiers, dont parle Minville dès 1927 en même temps que des « ingénieurs agricoles, économistes, sociologues (?), juristes »⁴ qui grenouillent sans doute aux franges du gouvernement provincial ou dans les milieux de l'éducation supérieure comme les H.E.C., l'école Polytechnique ou celle des Sciences sociales de Laval, un peu plus tard. Il y a là, se plaint Minville, « des compétences que nous n'avons pas apprises à utiliser », c'est-à-dire des fonctions bien contemporaines qui plafonnent, s'intègrent mal dans la structure des carrières alors ouvertes à l'élite québécoise. On sait que l'esprit critique s'abreuve goulûment à de telles sources.

Entre le *Maître de notre propre destin* d'Édouard Montpetit, un économiste laïc, et le *Notre Maître le passé* de Lionel Groulx, un historien chanoine, les ambivalences du discours progressiste vont tenter de prescrire les conditions de la rénovation sociale canadienne-française. Tandis que Groulx fustige « ceux qui n'ont rien à voir et ne veulent rien avoir de canadien-français », parvenus « adorateurs du veau d'or et d'argent » pour qui « nous sommes par trop une race de pauvres gens », Montpetit répond :

« *Un élément nouveau, la richesse, est apparu. Au double devoir que nous a légué le passé s'ajoute celui d'être de notre époque en manifestant sur un terrain nouveau nos activités renouvelées et instruites. Pour beaucoup, on ne saurait trop le répéter : la question nationale est une question économique.* »⁵

¹ Rapporté par François-Albert ANGERS, « La pensée économique d'Esdras Minville », in *Économie Québécoise*, op. cit., pp. 465-483.

² Y. St-GERMAIN, « La société québécoise et la vie économique : quelques échos de la décennie de la grande ambivalence », in *Économie Québécoise*, op. cit., Nous soulignons.

³ Jean-Charles FALARDEAU, « Origine et ascension des hommes d'affaires dans la société canadienne-française », *Recherches Sociographiques*, VI, I, 1965, p. 38.

⁴ Cité par ANGERS, op. cit., p. 476.

⁵ Vers la supériorité », rapporté par ANGERS, « L'industrialisation et la pensée nationaliste traditionnelle », in *Économie Québécoise*, op. cit., p. 423.

Touché ! murmurent toutes les classes ascendantes qui aimeraient bien chercher ailleurs que dans le *Traité d'économie politique selon la doctrine de Léon XIII, avec application au Canada* les principes et les pratiques de la gestion des affaires humaines de ce côté-ci de la transcendance, et pensent « que si nous voulons accomplir nos destinées, il nous faut chercher, pour les appliquer à notre pays, les meilleures solutions industrielles et sociales. »¹

On peut chercher de diverses manières. Plus silencieuse est la voie des hommes d'affaires, dont le « rôle historique au plan de l'idéologie et du leadership a été à peu près nul »², bien qu'ils se portent plus volontiers vers les notions libéralistes de réussite, d'esprit d'entreprise, d'accumulation, d'ascension individuelle. Comme dit le journal financier *L'information* : « Qu'on nous donne vingt-cinq chefs d'industrie ou financiers de plus, on verra les résultats. »³

L'intelligentsia, de son côté, voit plus loin : elle parle déjà comme un sous-ministre péquiste. Minville, par exemple, appelle le gouvernement provincial à « stimuler l'entreprise privée languissante, compléter l'initiative privée insuffisante, remplacer l'initiative privée impuissante »⁴, se soucie de planification scientifique, de politiques sociales harmonisées aux politiques économiques, de croissance balancée des centres et des régions, et même des « changements de mentalité » devant accompagner le développement. En vingt-sept, Montpetit propose le regroupement des « compétences » dans un Conseil d'orientation économique chargé d'éclairer l'État « dans la lourde tâche d'imprimer une direction rationnelle au développement économique de notre province » et souhaite dès 1936 que l'on entreprenne ce que François-Albert Angers appelle l'inventaire des ressources naturelles du Québec comme prélude d'une grande politique économique de mise en valeur et de développement⁵.

Une réponse provisoire

N'allons pas croire que ces propos tombent dans l'oreille d'un sourd : au contraire, les establishments traditionnels font, très délibérément, la sourde oreille car on y craint, selon le mot de Gérard Fortin, « encore plus l'État que le Capital »⁶. La marge de manœuvre est bien mince. En 1939, on parle de fédérer la

¹ Édouard MONTPETIT, cité par Jean-Charles FALARDEAU, *L'Essor des sciences sociales au Canada français*, Québec, ministère des Affaires culturelles, 1964, p. 5.

² Jean-Charles FALARDEAU, *op. cit.* (1965), p. 43.

³ Cité par St-GERMAIN, *op. cit.*, p. 457.

⁴ Cité par ANGERS, « La pensée économique... » *op. cit.*, p. 474.

⁵ *Idem*, p. 472. C'est entendu, nous offrons aux économistes de Montréal un clairon trop exclusif. Comprendons que nous voulons polariser un discours qui pénètre et émane d'un cercle plus large, encore que fort circonscrit dans la société québécoise de l'entre-deux guerres. Même chez ceux que nous citons, le « progressisme technocratique » se dégage mal d'une gangue corporatiste, conservatrice, prudente.

⁶ Gérard FORTIN, *Recherches Sociographiques*, VI, I, 1965, pp. 47-58.

douzaine de coopératives de pêcheurs gaspésiens ; les grosses compagnies s'y opposent.

« Monsieur, écrit le ministre provincial à l'évêque de Gaspé, n'allez pas trop vite, je vous prie, vous ne savez pas à quelles pressions nous sommes soumis ! »¹

Ce contexte étouffant explique la stratégie industrielle d'un Minville qui prévoit miser d'abord sur une solide agriculture à la base – notre « vocation » nous y prédestine – puis greffer là-dessus des petites industries avant d'atteindre prudemment les paliers supérieurs de l'activité économique, « comme une dent » explique son disciple Angers, « qui pousserait sous une autre déjà installée ».

Évitant un sérieux mal à la mâchoire, la coalition des clercs, des notables de province et du grand capital – moins on le mentionne celui-là, plus il est facile de l'oublier – ne bougera pas. Soit, la Crise pose la question du capitalisme sauvage ; mais à quoi servirait aux Canadiens-français de « se manger entre eux » ? Le consensus se rabat sur la doctrine corporatiste, qui ne manque pas d'excellentes références catholiques : la France de Charles Mauras, l'Italie de Mussolini, le Portugal de Salazar et l'Espagne de Franco. Mais nous sommes en Amérique anglo-saxonne et le Québec n'est pas un pays. Les fascismes ont eu besoin de la Crise pour se développer. Ici, les politiques sociales de Mackenzie King, premier ministre canadien, conseiller des Rockefeller, et favorable aux libéralisations des rapports entre classes, désamorcent la mèche. Par ailleurs, le capital américain ou canadien, maître de l'industrie québécoise, n'est certes pas prêt à s'asseoir en pair à la même table que l'Église et l'État provincial. La doctrine corporatiste restera donc doctrine. En 1935, une curieuse alliance des conservateurs de Duplessis et des libéraux progressistes de Paul Gouin, gagnés aux idées du nationalisme économique, réussit à former l'opposition au parlement de Québec. Très tôt, Duplessis manœuvre seul en tête, fait lancer l'appel au peuple et prend le pouvoir. Pour les progressistes, c'est le coup d'État qui avorte : ils vont devoir prendre le maquis.

Dans les écoles supérieures et les universités, les mouvements coopératifs et syndicaux, les collèges classiques, la J.E.C. et la J.O.C., les intellectuels d'action iront chercher les moyens de se reproduire et de fourbir leurs armes. De leur côté, les praticiens des affaires vont aller du côté de la grande entreprise étrangère, des Caisses populaires, de l'Assurance mutuelle, des Chambres de commerce ou de l'administration municipale, sinon en s'installant à leur compte, former « les vingt-cinq chefs d'industrie » ou les trois cents *Babbit* qu'il leur faut pour « voir les résultats ». Plusieurs, parmi les deux groupes, s'inscriront à l'Ordre de Jacques

¹ Jean-Louis ROY, *La Marche des Québécois*, op. cit., p. 212. En 1950, les empiètements de l'État tirent un cri du cœur du président de Grand-Mère Kniting C. Ltd. : « Le Canada est visé par un clan préparé par le KONIMTERM ». Ce M. Thibeault dévoile l'existence, sans doute, d'une organisation intermédiaire de l'internationale Kinimiste. On comprend mieux qu'après un regard furtif à la fameuse « Lettre de Fatima », Pie XII ait murmuré : « Pauvre Canada ! »

Cartier, sorte de franc-maçonnerie du pauvre consacrée à la cohésion sous-terraine des élites canadiennes-françaises, et dont le secret est protégé par un pseudonyme : « La Patente »¹.

L'échec de l'entreprise de restauration a laissé des débris : ceux de l'avenir. Malgré les tiraillements entre l'intelligentsia et les milieux d'affaires canadiens-français, l'unanimité qui règne encore se trouve à jamais lézardée. On le sent ; Falardeau le confirme, désormais écrit-il, existerait au Québec

*« une double échelle d'évaluation sociale : la première, autochtone, qui reflète les valeurs traditionnelles dominantes et la seconde, plutôt nord-américaine d'origine, axée sur le succès économique. »*²

Le grand bond en avant

S'agissant de la Révolution tranquille, la période qui va de la deuxième Guerre mondiale aux années soixante s'impose comme celle de la gestation immédiate : le Québec passe sous le régime capitaliste de la seconde génération, caractérisé par la participation délibérée de l'État à la gestion de la croissance, l'exploitation du travail intellectuel, la monopolisation du management, la consommation. Ce mouvement n'est pas encore terminé à l'aube des années quatre-vingt et chevauche d'autres tendances moribondes. Les règnes, en somme, se superposent dans une société engrossée d'un avenir de père inconnu. Ici, nous cherchons le père.

Vers une économie différente

Chose certaine, la productivité de notre économie connaît une poussée fulgurante à la faveur de la Guerre de 1939-1945, en congruence avec l'accélération de l'économie américaine dont elle forme une région. Entre 1940 et 1950, les investissements se multiplient par trois et la valeur réelle de la production double par rapport aux vingt années précédentes. En dix ans, l'augmentation de l'emploi industriel équivaut à la croissance observée pendant les cent ans qui se sont terminés en 1939. Le taux de chômage de 15 % d'avant la guerre a presque entièrement fondu en 1950. Au même moment, 50 % des salariés œuvrent dans l'industrie, tandis qu'un seul sur cinq reste dans l'agriculture. Huit personnes sur dix trouvent à s'employer dans les villes et les villages plutôt que sur la terre ou dans les bois³. Les salaires montent proportionnellement plus vite que le nombre

¹ Notre ami, Raymond Laliberté, professeur en éducation à l'Université Laval, rédige actuellement une thèse sur l'O.J.C., à laquelle il vaudra la peine de s'intéresser.

² Référence atteignant la puissance quatre. Marcel Rioux paraphrase ici Guy Rocher rapportant lui-même les propos de Falardeau. RIOUX, « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec », *Recherches Sociographiques*, VI, I, 1965, p. 24.

³ Albert FAUCHER et Maurice LAMONTAGNE, *op. cit.*, pp. 73 et suivantes.

des effectifs ; pour la seule période de la guerre, les revenus bruts des ménages doublent ¹.

D'abord, le mouvement de prolétarianisation des travailleurs se confirme une fois pour toutes. « Comme catégorie sociale, affirme André Laurendeau en 1947, l'ouvrier et non plus le cultivateur représente la majorité ! » ² Et avec lui, les confrontations syndicales. Tout au long de la Crise, les grèves se produisaient à un rythme d'une vingtaine par an, en 1937, elles sautent à quarante-cinq puis, avec la Guerre, franchissent le cap de la centaine par an, dont plusieurs – fait notable – suivent des débrayages pan-canadiens : à la remorque des unions internationales, les Canadiens-français prennent des cours en « business-unionisme ». Ensuite viennent les épiques combats de l'Amiante, puis de Murdockville ³.

Et puis survient « la société de consommation » : c'est au Québec que la consommation « au détail » connaît le taux de croissance le plus élevé au pays, que les autos et les véhicules de tout genre se multiplient le plus vite. Entre 1950 et 1960, les appareils téléphoniques doublent et on achète un million cent mille postes de télévision ⁴. En 1958, Tremblay et Fortin trouvent que l'endettement atteint le tiers du revenu réel d'au moins 65 % des familles salariées ⁵. « On n'en est pas à la mythique société d'abondance, mais cela suffit pour que l'éthique du *good life* à l'américaine transpire par les fissures ouvertes dans l'esprit de clocher ». Fortin constate une homogénéisation des besoins en ville comme en campagne ⁶ et Laurendeau pleure la « dénationalisation de la classe ouvrière » dans une société « axée sur le profit, sur le rendement maximum, les grandeurs économiques » ⁷. Tandis que les vieilles élites cherchent dans les verts pâturages les gènes supposément purs de notre négritude, le peuple, lui, emprunte chez les Américains ce que la quête de l'authenticité culturelle dans les presbytères s'avère incapable de fournir. L'ethno-folklore passe, Willie Lamothe et le rock'n roll restent ; l'automobile portera désormais les couleurs du machismo canadien-français et incarnera la réussite sociale. Il faut dire que, dès 1937, Everett Cherrington Hugues repérait l'américanisation des loisirs, des modes et des lectures populaires ⁸. La culture américaine, en l'occurrence, passe par les biens de consommation.

¹ E. DUMAS, *Dans le sommeil de nos os : quelques grèves au Québec de 1934 à 1944*, Montréal, Leméac, pp. 13-14.

² André LAURENDEAU, « Le quatrième état dans la nation », *L'action nationale*, XXX, 2, octobre 1947, p. 84.

³ Voir : E. DUMAS, *op. cit.*

⁴ Jean-Louis ROY, *op. cit.*

⁵ Marc-Adélar TREMBLAY et Gérald FORTIN, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec*, P.U.L., 1964.

⁶ Gérald FORTIN, « Milieu rural et milieu ouvrier, deux classes virtuelles », *Recherches Sociographiques*, VI, I, 1965, p. 51.

⁷ Cité par G. DURAND, « La pensée socio-économique d'André Laurendeau », in *Économie Québécoise*, *op. cit.*

⁸ Voir : *Rencontre de deux mondes*, Montréal, Boréal Express, 1972.

Sous la surface, au colonialisme économique qui est la règle depuis les années vingt, se greffe une tendance très ferme du mode de production capitaliste : celle de la concentration technique et géographique des entreprises, au sein de l'empire économique américain et de ses colonies comme le Québec. Cherchant les spécialistes, les moyens d'étude, les facilités de transport dont elles ont besoin, les entreprises se serrent les unes contre les autres dans les centres métropolitains ; de plus, celles qui surnagent tendent à couvrir et à élargir par la production massive le marché qui les occupe : le cénacle décisionnel se comprime sur lui-même, resserre et étend les liens qui le soudent aux salariés et aux consommateurs. Les gros dévorent les petits : de 1954 à 1964 au Canada, quatorze secteurs industriels et commerciaux sur quarante-trois connaissent un accroissement de la concentration ¹. Au Québec, en 1970, la petite industrie (85 % des établissements) occupe 22 % de la main-d'œuvre, la moyenne (13 % des établissements) fournit 26 % des emplois ; mais 53 % des travailleurs sont à l'emploi de la grande industrie, qui ne compte que 3 % des entrées ! A-t-on affaire à des multinationales ? La grande industrie expédie 60 % des exportations québécoises ². Ajoutons à cela les grands holdings financiers du type Power et Argus, et la concentration sous-terrainne du véritable pouvoir décisionnel par resserrement du réseau d'inter-propriété dans tel ou tel secteur. Par exemple, les trusts du papier ou de l'acier ³.

Fondamentalement, qu'est-ce que cela signifie, sinon l'érection d'appareils bureaucratiques intégrant et hiérarchisant dans une même pyramide fonctionnelle les Maîtres à produire, les sous-traitants, les fabricants et les vendeurs, les impératifs de la croissance de la production et ceux de l'augmentation des besoins, de la demande ? Dans la logique de l'accumulation, on atteint, avec les trente dernières années, la phase où la réduction de l'anarchie à l'intérieur du système économique passe au premier plan : éviter la multiplication des centres indépendants d'intervention, régulariser les relations de travail, contrôler les marchés pour canaliser et standardiser la demande, uniformiser sur la plus vaste échelle possible les pratiques administratives et décisionnelles, stabiliser la courbe des bénéfices, coordonner, régulariser, rationaliser. En cela, se manifestent les raisons en même temps que les effets du processus de concentration : il prétend rationaliser l'effort industriel de toute la collectivité en concourant à resserrer la monopolisation des richesses ajoutées, ce qui relance le lourd volant de la concentration, de la production de masse et de la croissance ⁴.

¹ G. ROSENTHAL, « The Relation between Control and Concentration in Canadian Industry », *Revue canadienne d'économie*, XXIII, I, février 1970, pp. 14-38.

² J. GIRARD, *Géographie de l'industrie manufacturière du Québec*, ministère de l'Industrie et du Commerce, 1970 ; voir aussi : Y. St-GERMAIN, *op. cit.*

³ Voir : *Financial Post*, 17 janvier 1970, p. 18.

⁴ Sur les conditions contemporaines du développement des entreprises, les premiers chapitres du *Nouvel État Industriel*, de John Kenneth GALBRAITH, (Paris, Gallimard, 1968, pp. 13-107), restent édifiants.

La société cybernétique

Partout en Occident, la grande crise a exacerbé les critiques adressées au capitalisme sauvage : il faut domestiquer le capital, réduire les misères les plus criantes, éviter les mortelles incartades où les millionnaires découragés sont seuls à avoir le choix du suicide. Aussi bien dans le fascisme que le *New Deal* de Roosevelt, transparait la volonté d'une ingénierie socio-économique confiée à l'État. Par ce biais, la Raison Technique de Keynes prend le pas sur la Main Invisible d'Adam Smith. Nostalgiques des beaux jours de la force brutale, de la spéculation effrénée, du banditisme d'entreprise, les capitalistes rechignent¹. Mais la guerre impose le centralisme étatique, la planification, la collaboration travail-capital-pouvoir. C'est une guerre de productivité, où la politique devient économique et l'économie décide des politiques. Or, ça marche : la productivité monte en flèche. Le « boche » écrasé, le capital a compris. On reconvertit partiellement l'appareil martial de production vers la consommation privée et les publicités télévisées se substituent aux propagandes guerrières. La production massive appelle la consommation massive et celle-ci exige l'uniformisation des besoins. En retour, cette uniformisation s'appuie sur un standard minimal, un « panier de base » de la consommation que les politiques gouvernementales assurent à tous par une certaine redistribution des revenus.

Ce n'est pas tout. Comme Touraine le dit bien, sous un régime de production massive les déterminants de la croissance de la productivité dépassent les cadres restreints de l'entreprise : recherche scientifique, programmation du changement, formation professionnelle et éducation, diffusion d'attitudes favorables à la croissance « sont de plus en plus étroitement liés à ce qu'on pouvait appeler autrefois les forces de production »². Ainsi s'impose la nécessité d'une intégration de toutes sortes de travaux et de fonctions sociales abandonnées hier à l'Église ou aux collectivités locales. La productivité d'ensemble du système social en tant qu'appareil économique prend alors le pas sur les valeurs d'accumulation et d'enrichissement privés qui dominaient la première phase du capitalisme. Deux conclusions s'imposent : 1. l'organisation, la rationalisation de tous les domaines du travail qu'une société exerce sur elle-même et son monde devient nécessaires ; donc, 2. l'État et l'Entreprise doivent œuvrer dans le même sens, se compléter mutuellement. Pour transformer la Société en appareil technique, l'Entreprise (où cela paye), l'État (où cela ne paye pas à court terme), concourent à une

¹ Joseph SCHUMPETER en a parlé dans *Capitalisme, Socialisme et démocratie*, (Paris, Payot, 1972). L'économiste autrichien de Harvard est venu au Québec en 1945, pour faire un exposé au congrès de l'Association professionnelle des industriels. Il répondra aux angoisses de nos hommes d'affaires en prêchant la coopération travail-capital « dans la reconnaissance du leadership patronal » mais avouera que seule la grande entreprise peut disposer d'un capital suffisant pour affronter les syndicats et suivre la poussée technologique. (Jean-Louis ROY, *op. cit.*, pp. 170 et suivantes).

² Alain TOURAINE, *La société post-industrielle*, Paris, Denoël, 1969, pp. 7 et suivantes.

bureaucratisation généralisée de la vie en commun. Et comme l'implacable unité d'intention du productivisme évacue à l'avance les débats sur les grands objectifs que devrait poursuivre la communauté nationale, il ne reste qu'à discuter des moyens et des fins secondaires. Là-dessus, ceux qui œuvrent au sommet des appareils de production/information détiennent le langage technique, donc un avantage qui déprécie le non-initié.

Nichant dans les systèmes et vivant des systèmes, les experts et les managers ont tout à gagner – c'est même leur seule fonction effective – d'une extension des organisations centralisées qui convertissent en travail capitalisable toute participation aux affaires de la Cité. Par là, par son contexte institutionnel, se diffuse une certaine conception de la rationalité immanente à la vie sociale.

« Cette rationalité prend la forme de la planification, qui suppose ou constitue un système. Elle est prise en charge par les spécialistes qui constituent une couche sociale aspirant au statut de classe sociale et même de classe dominante sans pour autant y parvenir : la technobureaucratie. »¹

Parce que l'entreprise fonctionne aux profits et à la stricte efficacité productrice, la planification des stratégies de recherche, de vente, d'organisation du travail y est plus facile parce que la dernière ligne des états d'opération garantit une mesure claire. Il est beaucoup plus délicat d'assurer l'efficacité des services publics ou parapublics : on a affaire aux humeurs d'une clientèle politique, mue par des intérêts, des jugements de valeur, voire des idéaux et des normes contradictoires. Tant que la politique reste un art de pressions, de patronage, de chantage, d'arbitrage entre des forces imprévisibles et passionnelles, impossible d'imposer à l'État une démarche rationnelle, de planifier des décisions. La technique doit remplacer l'art. Il faut systématiser la circulation des informations entre la politique et ses gestionnaires officiels, prendre par exemple des lectures ponctuelles de l'opinion publique par le biais des sondages (apparentés aux recherches de marketing), prévoir des canaux institutionnels de consultation permanente entre les administrations et les couches particulières dont elles s'occupent ; recueillir des statistiques afin de mesurer quantitativement les besoins de la population ; préparer des déclarations de principe avant d'adopter les lois importantes afin de tâter le pouls du public ; diffuser le langage technique, véhicule commun des débats publics ; engager des spécialistes des communications, des relations publiques, et des faiseurs d'images chargés de vendre les politiques administratives. Bref, souder la clientèle et les managers pour que l'appareil gouvernemental puisse s'adapter aux modifications de son environnement – la politique son public – et maintenir l'équilibre du système politique autour de son axe : la mise en valeur et l'entretien de la force collective de travail. L'ensemble de ce système informant constitue, avec les dispositifs de marketing de l'entreprise, le sous-système d'autorégulation de la société capitaliste

¹ Henri LEFEBVRE, *Vers le cybernanthrope*, Paris, Denoël/Gonthier, 1971, p. 63.

de pointe et fait partie intégrante des nouveaux instruments de la gouverne collective.

Que vise ce vaste mouvement, trop mal résumé ici ? Car il s'agit bien d'une visée, d'un projet, d'un faisceau de tendances. Nous répondrons : un modèle de société-machine aux rouages parfaitement huilés, intégrés fonctionnellement dans un appareil centralisé de commande autorégulateur où les mécanismes de *Feedback* se substituent à la force et aux craintes ouvertes ; une société techniquement parfaite, achevée, apte à s'adapter automatiquement aux transformations de son environnement, à l'abri des passions et des jugements de valeur humains, où la division du travail social ne répond qu'à des nécessités techniques.

Abstraction névrotique ? Pas tant que ça. Voyez ce qu'écrivent deux sociologues québécois des années soixante :

*« La population est très réticente à utiliser son revenu pour accéder à certains services qu'elle croit par ailleurs essentiels, tels l'éducation, la santé, l'assurance contre les risques. La production comme la distribution de ces services est définie socialement comme devant être la responsabilité de plus en plus unique de l'État. Il semble ainsi s'établir une dichotomie profonde entre la consommation publique qui en est une de services et la consommation privée. »*¹

« Le développement rationnel est de plus en plus considéré comme l'orientation et comme la tâche principale de la société industrielle. Ce développement implique la formation d'un milieu technique de plus en plus cohérent, des principes d'organisation, la compétence, la division et la complémentarité des tâches et la coordination des fonctions. »

*« Ce modèle d'organisation se développe non seulement dans les industries et dans les activités économiques, mais il tend aussi à devenir le modèle d'organisation de toute la société. »*²

Un retard insupportable

On ne peut pas ne pas conserver tout ceci en mémoire, me semble-t-il, et bien comprendre la Révolution tranquille. Nous avons vu que, dans la sphère privée de la vie économique, le Québec est entraîné très rapidement depuis la Guerre dans le courant de l'empire américain. Si on réclame tant, et avec une aussi candide

¹ Gérald FORTIN, « La société de demain : ses impératifs, son organisation », Rapport de la Commission royale sur la santé et le bien-être social, Annexe 25, Québec, 1972, p. 25.

² L. CHABOT et Gérald FORTIN, *Perspectives théoriques et étude de quatre C.E.R.*, Québec, Conseil d'orientation économique du Québec, 1968.

confiance, la société « moderne », industrielle, « contemporaine », c'est que de plus en plus de groupes sentent que le Québec retarde, même si l'univers quotidien s'est accordé aux vibrations du capitalisme nord-américain. Mais en quoi retarde-t-on ?

C'est une question de pouvoir, plus qu'une question de culture. Les superstructures de cette société, toutes ces institutions qui ont la faculté de faire accepter par le haut (valeurs, politiques, idéologies, lois, etc.) Les conditions posées à la base (dans le mode de production et les rapports de classes) sont aux mains de la vieille coalition des clercs, notables, politiciens, réalisée à la fin du 19^e siècle et rafraîchie durant la dépression des années trente.

Cette classe contrôle l'État. Oh ! ce n'est pas grand chose – Duplessis se vantait de dépenser un million par jour – mais il faut compter la police et le patronage, le gourdin et la carotte. Elle a fait main basse aussi sur les canaux principaux par lesquels passe la reproduction des idéologies établies, par la socialisation et la propagande d'autorité : les écoles et les chaires, les aumôneries et les tribunes. Là encore, rien de très important et en tout cas pas suffisant pour endiguer la modernisation des pratiques et « l'américanisation » de la culture canadienne-française ; mais n'oublions pas la filière divine : elle charge d'autorité le plus banal pouvoir matériel.

C'est suffisant pour maintenir une domination d'autant plus gratifiante pour les vieilles élites autochtones que le capitalisme cultive, ici, une image à profil bas. Il laisse à l'« establishment » canadien-français la jouissance de l'autorité et du prestige, la tâche de prendre soin des travailleurs, pourvu qu'il ait les coudées franches pour piger à pleines mains dans les ressources du pays.

Mais si ce contrat satisfait les notables et les dirigeants de l'activité économique, il semble aberrant aux générations nouvelles, formées à l'école du nationalisme économique apparu entre les deux guerres, et surtout, engagées dans des types de pratique où, de plus en plus, elles plafonnent parce que les portes de l'ascension sociale, tant dans le domaine économique que celui des institutions sociopolitiques, sont fermées sous le poids d'un capital anglo-saxon jaloux de ses chasses-gardées aux commandes de la production et d'un establishment aveugle aux possibilités libérées par la prospérité, en matière d'éducation, de justice sociale, d'intervention étatique.

Déjà, d'ailleurs, Lionel Groulx avait lancé l'avertissement :

« Notre province a trop de richesses et de trop belles ; les grandes convoitises se sont tournées vers elle. Et le problème n'est plus de savoir si ces ressources

*seront exploitées, mais si elles le seront par nous, ou par des étrangers et contre nous. »*¹

L'ouverture du Nouveau Québec qui s'accélère durant les années 1950 confirme encore une fois que c'est le second battant de la pénible alternative posée par Groulx que l'histoire a encouragé. L'ennemi a consolidé ses forces. Pendant trop longtemps, on avait cru identifier l'ennemi à l'Anglais, au Fédéral. Mais dans les universités, sur le terrain concret des affaires ou des luttes syndicales, on s'est convaincu que le pouvoir était ailleurs derrière le dollar, le capital, le savoir-faire. Pierre Vadeboncoeur écrit :

*« Notre vieux nationalisme, devenu impuissant, passéiste, irréaliste, se condamnait lui-même et laissait la place vide ; en outre, on était entré dans une époque d'efficacité pratique, scientifique et technique, qui était pour nous très nouvelle et qui pour cette raison a envoûté beaucoup d'esprits. »*²

Un mariage de raison

L'envoûtement n'est pas le même chez toutes les factions sociales qui aspirent au changement. Nous retrouvons en effet en 1960 la nombreuse descendance des mêmes groupes progressistes qui avaient eu peine à faire surface entre les deux guerres : une intelligentsia et une bourgeoisie d'affaires.

Comme de raison, les premiers ont le verbe plus facile. Cadres des mouvements socio-économiques, journalistes, universitaires forment une confrérie dont les activités portent à privilégier un point de vue général, collectiviste, nationaliste, conservant en ligne l'ensemble de la société, le souci des institutions centrales et de l'identité culturelle.

Nous avons affaire, donc, à des hommes qui observent et étudient depuis des années non seulement l'évolution du Québec, mais celle de tout le monde contemporain. Ils savent que l'heure de l'exploitation éhontée du travail est révolue. En Europe ou aux États-Unis, où plusieurs ont étudié, ils ont découvert que la vie sociale et économique était entrée dans un âge de rationalisation scientifique et que la prospérité n'excluait pas – au contraire – un meilleur pouvoir de consommer et des conditions de travail plus humaines. Ces choses, d'ailleurs, leur tiennent à cœur : leur engagement auprès des mouvements de base les a portés à se solidariser des misères populaires. En lutte contre les vieilles autorités, ils se croient volontiers mandatés par les éléments les plus nombreux de la population.

¹ Cité par ANGERS, « L'industrialisation... » *op. cit.*, p. 427.

² Pierre VADEBONCOEUR, *Un génocide en douce*, Montréal, L'Hexagone/Partis-pris, 1976, p. 43.

Solidaires du mépris traditionnel que les catholiques éprouvent devant le capitalisme sauvage, souvent habiles à chausser les souliers que le clergé veut bien abandonner dans les institutions d'encadrement populaire, ils envisagent non seulement la participation des Canadiens-français au pouvoir économique, mais encore une modernisation du capitalisme lui-même. Dans les termes d'André Laurendeau :

« La seule conclusion logique, c'est de changer cette société, de la rendre plus humanisante : nous débouchons ainsi sur les idées familières de syndicalisme et de coopératisme, sur la nécessité de donner toute sa place au travail dans l'organisation de l'entreprise et sur des débats que nous ne rouvrirons pas aujourd'hui en marge de la sécurité sociale et de l'intervention étatique. »¹

Or, comme on n'accepte plus le rôle de l'Église en tant qu'arbitre des luttes sociales ni comme guide ultra-mondain du destin collectif, il faudra pour y parvenir faire appel à la seule institution « nationale » qui puisse prétendre agir au nom de toutes la collectivité : l'État provincial.

« Pour beaucoup de ceux qui se penchaient sur les problèmes de l'heure, il était indispensable que le gouvernement se lance dans la planification et le développement d'institutions économiques et sociales, ce qui nécessitait l'utilisation massive des fonds publics. (Cela) impliquait l'entrée de l'État dans le domaine de la vie familiale, du bien être social, des soins médicaux et des industries qui assuraient un service public. »²

Voilà un projet qui non seulement menace l'Anglais et le Capital, mais, plus empiriquement, bouleverse « les relations traditionnelles qui s'étaient établies entre l'Église et l'entreprise privée » et entre celle-ci et le pouvoir gouvernemental auquel elle s'était habituée. C'est au nom de la raison, toutefois, que l'attaque s'organise, et de la maîtrise des choses que libère la science. François-Albert Angers, comme bien d'autres, n'en peut plus :

« Nous y allons simplement par la plus pénible méthode de l'empirisme aveugle, bâtissant selon les stimuli d'une réalité inconfortable sur le corps social, avec ce que cela comporte d'échecs donc de coûts en gaspillage, plutôt que selon la vision organisatrice d'une intelligence capable de s'élever au-dessus des détails pour considérer les ensembles et, justement, planifier l'évolution sociale. »³

Revenons à l'autre division des troupes de choc de 1960 : les praticiens des affaires, les avocats intéressés à la politique, les self-made men dont la prestance

¹ André LAURENDEAU, *op. cit.*, p. 86.

² CORNELL *et al.* : *op. cit.*, p. 535.

³ ANGERS, « La pensée économique... », *op. cit.*, pp. 477-78.

tient moins aux diplômes ou aux idées qu'à l'expérience concrète de la gestion quotidienne.

Depuis la fin de la guerre, avec la prospérité qui s'ensuit, ils ont, sur le marché et dans l'industrie, amorcé le second effort de percée des Canadiens-français sur le terrain du capitalisme concurrentiel, en jouant à armes égales, d'homme à homme, selon les règles établies du jeu. Ce sont ces « politiciens-hommes d'affaires », ces praticiens du « droit corporatif », cette « caste de la rue Saint-Jacques », ces « grands brasseurs d'affaires et magnats d'industrie » dont parle Falardeau lorsqu'il analyse leur ascension :

*« Depuis vingt ou trente ans, écrit-il en 1965, les hommes d'affaires et les industriels canadiens-français, ont commencé à conquérir et à maîtriser le capitalisme. Ils ont maintenant des attitudes et une idéologie propres (...) ils sont devenus une catégorie dirigeante. »*¹

Ce ne sont pas des utopistes. Point de discours ici sur la société idéale, mais un écœurement profond pour une société de privilèges acquis, auxquels on ne peut participer ; une politique de petit patronage de bouteilles de gin, de bouts de routes et d'asphaltage des cours d'églises ; une économie dont les clubs de direction se ferment aux hommes vaillants et dynamiques mais offrent des politesses aux évêques.

Voici « un corps bien concret d'hommes entreprenants qui ont eu assez de succès et passent de la petite à la grande entreprise ». En face, « une aristocratie sans muscle, sans pouvoir réel », les curés, Duplessis et les siens, la vieille élite des professions libérales. Ce sont là les termes mêmes de la revue *Commerce*, décrivant :

*« la fierté de toute une troupe de petits entrepreneurs et de commerçants qui, à force de peiner, ont enfin assez d'affaires en main pour vouloir devenir les maîtres de leur destinée. »*²

Alors qu'au regard des intellectuels d'action, le Québec est un projet national, une société à faire, un peuple à libérer, pour les pragmatiques, le Québec, c'est eux, le destin du Québec, c'est le leur, dirait-on même, celui de leur succès. La classe existe, mais la perspective est celle de la réussite individuelle, tarée par la résistance des élites empoussiérées et par le bouchon anglo-saxon qui bloque l'ascension économique.³

¹ FALARDEAU, *op. cit.* (1965), p. 45.

² D. CLIFT, « Une fière bourgeoisie nouvelle canadienne-française », *Commerce*, septembre 1964, p. 34-35.

³ Nationalisme et intérêts d'affaires vont bien de pair. Hughes signalait avant la guerre que « les associations nominalement vouées à des intérêts économiques » fécondaient une critique

L'idéologie sous-jacente à ces revendications diffère peu, en somme, du rêve libéral à l'américaine : le vrai succès doit être obtenu à la force des bras, c'est la récompense du travail ; ce qui est bon pour nos affaires est bon également pour la collectivité ; l'ordre social doit offrir des chances de promotion égales pour tous les individus. Le Québec des Canadiens-français, des affaires canadiennes-françaises, aborde enfin l'aube de son décollage – *Commerce* publie une série d'articles sous la rubrique : « 4 ... 3... 2 ... 1 ... QUÉBEC ! »

Il faut ramasser le bois mort. D'abord, dévêtir la vieille élite des oripeaux du pouvoir dont elle s'affuble aux frais des honnêtes entrepreneurs qui, eux font vraiment fonctionner la machine à survivre ; remettre la main sur les superstructures, l'État en tête. Deuxièmement, il faut aiguiller autrement les drains de la richesse collective afin d'en détourner une partie vers les services aux Canadiens-français, leur donner la chance de contrôler des gros investissements – comme les Anglais – et rétablir, en somme, l'équilibre des forces ethniques au sein du système capitaliste que l'on connaît et que l'on est disposé à utiliser. Le levier, c'est l'État ; le moteur, c'est l'entreprise privée.

Pour renégocier l'ensemble du contrat social, d'un côté, pour rétablir l'équilibre des forces, de l'autre, les nouvelles classes qui aspirent à la domination sociale se rencontrent aux portes du Parlement. Du nationalisme de la Révolution tranquille, Fernand Dumont écrit que deux traits principaux le distinguent de l'ancienne idéologie unitaire :

« Le rôle important accordé à l'État, la volonté résolue d'une ample politique industrielle dont les Canadiens-français auraient la maîtrise. »

Mais Dumont sent bien que le mariage en est un de raison, non de cœur,

« L'un et l'autre de ces thèmes sont partagés aussi bien par la faction de droite que par celle de gauche, dans une sorte de confusion qui ne saurait durer bien longtemps. »¹

Nous sommes en 1965 et les contradictions idéologiques semblent encore troubles, souterraines, mal différenciées. Elles sortiront de l'ombre et se camperont plus nettement dans la pratique, au gré des années qui s'en viennent.

fortement nationaliste, et parmi elles les « Ligues de propriétaires, Chambres de commerce, Chambre de commerce des jeunes, Associations de marchands détaillants » (*op. cit.*, p. 375).

¹ DUMONT, *Recherches Sociographiques*, VI, 1965, p. 22.

L'âge d'or d'un nouveau clergé

Pendant quelque temps, les technocrates issus de l'intelligentsia vont avoir le champ libre. Dans l'euphorie de l'après-duplessisme, les Canadiens-français du Québec envisagent volontiers d'entreprendre, vraiment, de nouvelles choses.

« Les principaux responsables de la Révolution tranquille, ceux qui, d'ailleurs, écrivaient les discours des hommes politiques, furent une dizaine d'économistes et de sociologues qui devinrent les premiers technocrates de l'État du Québec. Ces spécialistes de la décision générale avaient pratiquement tous comme caractéristique commune une formation de l'École des sciences sociales de Laval. »¹

L'auteur cité ici, elle-même cybernaute des appareils publics, fait trop d'honneur à l'Université Laval ; le noviciat, on l'a dit, englobait bien d'autres milieux et la Révolution tranquille, comme on verra, ne s'est pas concentrée dans les discours des ministres. Mais enfin il faut reconnaître que les intellectuels activistes, les techniciens du bien commun donnent le ton.

Ils n'ont trempé ni dans les ombres incertaines de l'électoralisme politique quotidien, ni dans la conduite des affaires et de l'industrie. Habités par une certaine persécution à porter bien haut l'idéal, ils entretiennent, sans intérêt personnel et sans mesquinerie, des visions panoramiques d'autant enjolivées et optimistes que leur représentation des sociétés modernes d'ailleurs, est idéalisée. Le vrai pouvoir, celui qu'ils ont combattu, réside au gouvernement du Québec. La nation qu'ils connaissent est celle des Canadiens-français du Québec. C'est de ce promontoire-là qu'ils ont toujours imaginé leurs plans pour cette société-ci.

Formés aux « sciences » concrètes de l'économie, du social, de l'administration, de la pédagogie, ils jouissent, comme dit Fortin, « d'un monopole des moyens » qui sont mis en œuvre dans la gestion et la planification des sociétés contemporaines. La compétition, en effet, est bien faible : dans les affaires, peu de francophones ont atteint des niveaux suffisamment élevés pour acquérir un savoir-faire de grande envergure. La fonction publique de Duplessis, ni fonctionnelle ni publique, ne compte – c'est tout dire – aucun économiste. Et Ottawa, pour le Québécois de langue française, n'a rien d'une pépinière.

Leur pouvoir, selon Fortin, ne tient pas seulement à ce monopole mais « surtout » à ceci :

¹ Louise BEAUDOIN, *L'Évolution des structures de l'État québécois 1940-1970*. Québec, Institut supérieur des sciences humaines, Université Laval, 1972, (miméo).

« ils présentent à notre société une nouvelle définition d'elle-même. Porteurs, sinon définisseurs du nouveau nationalisme, ils veulent faire de notre société une société industrielle et moderne. Par ailleurs, leur idéologie du progrès et du développement s'appuie sur une conception égalitaire de la société et sur l'idée qu'il faut donner à l'État un rôle prédominant. Enfin, ils ont contribué à instaurer le climat de participation que nous connaissons. La création des conseils supérieurs et l'animation sociale sont en grande partie leur œuvre, comme la critique du patronage. »¹

Habitué à des curés qui ont quotidiennement accès à la vérité divine, notre peuple avalera le nouveau clergé technocratique qui détient, lui aussi, un savoir hermétique, connaît la voie de la Providence (depuis le temps, elle a reçu ses diplômes d'université) et jure une immortelle dévotion au bien commun. Plus « purs » que les politiciens dont nous avons appris à nous méfier, et que les hommes d'affaires qui ne broutent que l'argent, les scientifiques de l'intérêt national deviendront même les underdogs sympathiques d'une lutte historique qui oppose l'État québécois – qui nous appartient – à celui d'Ottawa, et aux chapelles puissantes du capitalisme anglo-saxon qui partagent l'attitude réactionnaire de tous les colonisateurs quand les autochtones se mettent à danser dans les bois.

Contre le matérialisme des grandes affaires et l'abrutissement personnel de l'ouvrier aux mains du capitaliste, contre la concurrence qui écrase les petits, qui déprécie les Canadiens-français, qui favorise les Anglais, les technocrates détiennent la solution : on va étatiser le développement du capitalisme, sans menacer le capital lui-même. Écoutons Arthur Tremblay :

« C'est d'abord et principalement par le biais de la prospective et de la planification que l'État a le plus de chance d'être à l'avant-garde de l'évolution sociale, de l'anticiper et de l'orienter dans le sens des objectifs qu'il a la responsabilité de définir au nom de la collectivité. »²

Désirant planifier le développement pour humaniser le capitalisme, nos technocrates canalisent du même coup le nationalisme traditionnel (maîtres chez nous) et une volonté collective réelle de prendre le monde à bras le corps « avant-garde de l'évolution ». Mieux encore : pas question de convier les Canadiens-français à devenir personnellement capitalistes. Non, non, rassurons-nous, monsieur Tremblay le dit sans équivoque : « La nouvelle génération de fonctionnaires se sent équipée pour assumer intégralement le rôle dynamique de l'État dans le développement. » Un vrai rêve.

¹ Gérald FORTIN, « Transformation des structures du pouvoir », *Recherches Sociographiques*, VII, 1-2, 1966. (Le Pouvoir dans la société canadienne-française, Québec, P.U.L., 1966).

² A. TREMBLAY, *Le fonctionnaire à l'avant-garde ou à la remorque de l'évolution sociale*, Institut canadien des affaires publiques, Québec, septembre, 1970.

Les politiciens sachant flairer le vent ne seront pas les seuls à y souscrire. Pour toute une jeunesse, l'invitation ouvre des portes vers une mobilité ascendante inespérée et, à cause de l'emprise étrangère sur les grandes affaires et sur le gouvernement du Canada, elle débloque des positions d'expérimentation responsable, hier encore gelées par le poids du clergé et l'incurie des gouvernants ; des champs nouveaux s'ouvriront, tels ceux de l'éducation, du travail social, du développement régional, de la planification économique, de l'administration. Les milieux d'affaires canadiens-français n'ont, de leur côté, rien à craindre de discours qui soulignent le contrôle démesuré des compagnies anglo-saxonnes sur leur secteur d'activité, attaquent le patronage, parlent de développer l'infrastructure et de favoriser les entreprises d'ici. Le peuple lui-même trouve son compte dans cette poussée de libéralisation qui veut mettre au rancart les « establishments » arriérés, répandre l'éducation, faire participer les citoyens de façon plus intime et plus continue aux décisions publiques.

Édifier l'appareil

Sans fausse pudeur et sans hésitation, profitant du consensus, on se met à l'ouvrage : faire de l'État québécois le premier organisateur et le moteur réel du développement de la société. Les incantations « structures », « cadres », « rationnel », « fonctionnel », exorciseront tous les doutes et, le cas échéant, la bêtise. Le mot « traditionnel » tombera tel un couperet sur les obstacles.

Car il s'agit, d'abord, de monter l'Appareil, dans l'esprit par exemple des recommandations du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec :

« Par rapport à l'administration publique traditionnelle qui attend l'événement, réglemente, surveille, le cadre institutionnel de planification devra aller vers l'événement, inciter, promouvoir les changements, porter les lois aux administrés. »¹

L'accent porté sur le « cadre institutionnel » est à retenir ; la réforme de l'éducation et plus tard celle des affaires sociales porteront elles aussi d'abord sur la mise au point d'un cadre institutionnel. On se soucie peu des contenus et en fait, des véritables choix politiques : il suffit d'aménager la situation qui conditionne les choix, de mettre en place des infrastructures administratives qui supposent une modification de la conscience des problèmes et de la mentalité avec laquelle on les approche implicitement, il est admis que si l'encadrement est fonctionnel, et qu'il est vendu aux administrés (« porté »), les choix politiques subséquents seront de même fonctionnels. À la limite, l'établissement d'un complexe intégré de cadres ou d'appareils parfaitement cohérent devrait conduire à la fermeture des canaux

¹ B.A.E.Q., « Objectif d'établissement d'un cadre institutionnel de planification et de participation », Plan de développement de l'Est du Québec, cahier 8, Québec, Conseil d'orientation économique du Québec, 1966.

d'irrationalité encore ouverts dans la machine sociale, ne laissant passer que les options harmonisées à la vie du système. Louise Beaudoin traduit cette représentation lorsqu'elle relève que :

« la grande nouveauté des années 60, constitue (sic) la prise de conscience de la part des gouvernements de la valeur de l'harmonisation et de la coordonnisation (sic) des politiques mises en œuvres. »¹

C'est dire que l'érection de structures hiérarchisées menant du corps politique au sommet du gouvernement s'avouait plutôt comme moyen privilégié qu'en tant que fin suffisante. La cohérence de l'action brille plus haut au firmament. Mais si l'inventaire des crédits de la Révolution tranquille relève maints champs d'innovation, de succès, nous proposons que derrière la diversité apparente des objectifs dormait une unité d'intention beaucoup plus clairement énoncée dans les moyens mis en œuvre pour les réaliser que dans les objectifs eux-mêmes.

Concédon, avec Claude Ryan, les points suivants :

« 1. rattrapage phénoménal du Québec au chapitre de l'éducation ; 2. investissement massif de l'État dans l'infrastructure publique et modernisation de l'appareil administratif ; 3. relèvement sensible du niveau de vie des citoyens alors que le revenu per capita est passé de 83 % à 90 % de la moyenne nationale ; 4. renaissance culturelle qui a permis de réaliser l'immense potentiel artistique du peuple canadien-français ; 5. rapatriement des points d'impôts du gouvernement fédéral ; 6. libéralisation et modernisation d'un très grand nombre de lois (droits de la femme, relations de travail) ; 7. création d'institutions économiques autochtones (notamment la Caisse de dépôt) et progrès phénoménal du mouvement Desjardins ; 8. diversification du leadership au Québec par le biais d'une multiplication des spécialistes en sciences humaines. »²

Les points 1, 2, 5, 6 et 7 impliquent une intervention étatique qui, avec le recul, ne laisse pas seulement des améliorations quantitatives mais surtout un renforcement des pouvoirs centraux de l'État québécois et ce qu'il faut bien appeler des architectures bureaucratiques, surtout lorsqu'on ajoute au bilan de Ryan les conseils régionaux de développement et l'important édifice qu'on appelle « Le Réseau » tant à l'Université du Québec qu'au ministère de la rue Joffre chargé d'étatiser la misère et la maladie.

De son point de vue privilégié, le premier ministre Bourassa soulignera que « les instances administratives québécoises ont connu une croissance phénoménale au cours de la dernière décennie »³. Voilà ce qui s'appelle parler sobrement :

¹ *Op. cit.*

² Claude RYAN, *Le Devoir*, 28 avril 1973, p. 18.

³ Robert BOURASSA, « La réforme de l'administration publique », *Le Devoir*, 4 janvier 1973, p. 4.

l'araignée étatique a littéralement tissé sa toile sur le Québec. Elle comprend vingt-trois ministères dont un seul, celui du Revenu, n'a pas changé de vocation depuis 1960, cinquante-cinq organismes de consultations nés pour la plupart au cours de la même période, neuf institutions judiciaires et soixante-trois organismes divers de gestion ou de régulation économique ; sur cent quarante-huit organisations autonomes, cent vingt-six datent de moins de quinze ans. Quant aux deux cent-cinquante conseils scolaires, aux C.E.G.E.P., universités et écoles, au millier et plus de conseils municipaux, aux mille institutions de santé et de service social, sans compter les conférences administratives régionales, les C.R.S.S.S., C.L.S.C., et autre C.S.S., tous croissent en sagesse et en triplicata à mesure que s'accroît au nom de la coordination et la cohérence, la dépendance financière, administrative et politique qui les rattache aux instances ultimes du gouvernement provincial¹. D'aucun, étouffés, poussent un cri :

« La frénésie normative du ministère de l'Éducation a fait disparaître un peu partout les colorations locales ou régionales : la norme parle et les institutions exécutent. Le corridor administratif défini par les normes du ministère est même si étroit que les technocrates peuvent déceler et corriger tout ce qui ne ressemble pas à une ligne parfaitement droite : la marge, quand elle existe, ne peut tolérer qu'une ombre d'initiative. »²

Plus significative encore, peut-être, est la tentative mise en branle pour allonger les tentacules de l'État dans les pattes du capitalisme concurrentiel, et le domestiquer : l'Hydro-Québec en électricité, la Sidbec en sidérurgie, la Soquem dans les mines, la Rexfor en forêt, la S.G.F., la Caisse de dépôt, la Régie des rentes, la Banque d'expansion industrielle dans l'univers financier, la S.H.Q. dans l'habitation, la S.D.I. pour la promotion industrielle et depuis peu la S.D.B.J. balisent la poussée gouvernementale dans la chasse-gardée du Capital. Ne faisons pas l'erreur des chefs d'entreprise à la vue courte : l'État ne se mêle pas d'action économique pour contrecarrer le capital mais pour le garder de ses propres excès, assurer la cohérence de l'appareil productif et son rendement maximum. Bien des programmes, d'ailleurs en témoignent : les allègements d'impôts, de taxes et de droits concédés aux entreprises privées, les parcs industriels et autres dépenses d'infrastructures qui retiennent d'abord les impératifs de croissance des affaires, l'aide au développement industriel de pointe et aux entreprises des régions excentriques, le recyclage et autres programmes de formation en cours d'emploi, les boîtes comme l'I.N.R.S, où les résultats de la recherche payée par l'État sont passés aux intérêts privés.

L'État, dira le président Raynauld du Conseil économique du Canada, n'est pas « une fée économique » et son rôle se résume à « renforcer les nombreux mécanismes de décision aujourd'hui encore trop disparates », « harmoniser à tous

¹ Voir : G. ATHOT, « La réforme administrative », *Le Soleil*, le 2 mars 1973, p. 4.

² R. LAPLANTE, « Participer, mais avec quels moyens ? », *Le Devoir*, 2 mars 1973, p. 4.

les niveaux les politiques gouvernementales », tout cela « en concertation avec l'entreprise privée »¹. La technocratie publique n'ambitionne pas, c'est clair, de diriger l'économie et les entreprises au jour le jour, seulement la société en général et, à l'intérieur de cette limite, surveiller l'économie. Ses recettes ne varient guère ; mécaniser, harmoniser, concerter ; diviser, fonctionnaliser, sectoriser, puis par le sommet, refaire la cohérence.

Au sommet, on trouve le cœur de l'administration publique ; les ministères de l'exécutif gouvernemental, que les cybernétistes doivent non seulement réformer et développer selon leurs vues mais, physiquement, occuper.

Au cours des années soixante, dans la foulée de croissance des « instances administratives », la fonction publique québécoise connaissait des évolutions qualitatives fort significatives. Non seulement verra-t-on les effectifs « professionnels » (diplômés universitaires) gonfler remarquablement mais surtout, ce mouvement s'enrichit d'un bond spectaculaire des occupations rattachées à l'ingénierie sociale et économique comme à la régulation des appareils administratifs. Regardons le tableau 1.

Beaux joueurs, et en oubliant l'agronome planificateur et l'ingénieur en ponts humains, nous avons tenu à priver du titre de technicien de l'intérêt général ou de fabricant de systèmes les praticiens des sciences biologiques et physiques. Est-ce par hasard que ce groupe, où se recrutait près des deux tiers des professionnels à l'emploi des ministères en 1964, n'en occupe plus que le tiers en 1971 ? Ils traînent la patte : alors que dans l'ensemble les universitaires se multiplient par 120 %, leur nombre n'augmente que de 20 %.

Indubitablement, c'est la sphère d'occupations à teinte techno-bureaucratique qui enfle le plus ; en fait, elle triple. À l'intérieur de celle-ci nous avons distingué les tâches de gestion, tournées vers les appareils et leur fonctionnement (support juridico-administratif), et ceux qui se piquent généralement d'ingénierie socio-économique. (Le lecteur pourra s'amuser à réorganiser autrement les données car nos choix n'ont pas su éviter une certaine marge d'arbitraire).

¹ André RAYNAUD, « L'État n'est pas une fée économique », *Le Devoir*, 29 septembre 1973, p. 23. Raynaud parle d'Ottawa, mais ses propos restent pertinents pour l'étude de la société québécoise. Contrairement à une opinion répandue, je ne pense pas que nation, société et État québécois recouvrent la même chose en tous points. Encore moins que les frontières juridiques délimitent l'extension d'une société. Nous portons l'emphase sur le Québec. Le cas du mariage de l'A.R.D.A. et du B.A.E.Q. démontre à quel point parfois les interventions fédérales se sont fondues dans le mouvement de la Révolution tranquille. On sait enfin, que les libéraux de 60 ont pigé à pleines mains dans les rangs du petit mandarinat outaouais pour meubler leur fonction publique.

Les premiers augmentent de 246 % en sept ans et comptent près de la moitié de tous les professionnels de la fonction publique en 1971, comptables et attachés d'administration font un joli bond, dont l'éclat toutefois pâlit devant le soudain parachutage de deux cent-soixante-sept analystes en informatique invisibles en 1964. Ces logisticiens de l'information cybernétique repoussent dans l'ombre les juristes – fait étonnant lorsqu'on songe qu'au bout du compte un gouvernement sert à brasser et à produire des lois.

Tableau 1
*Augmentation du nombre de fonctionnaires professionnels
 au gouvernement du Québec entre 1964 et 1971 par fonction exercée*

FONCTION	1964		1971		AUGMEN TATION
	N	%	N	%	
Techniques biologiques et physiques	1 316	62,6	1 586	34,1	20,5
– agronomes	397		410		
– arpenteurs, géologue	23		56		
– biologistes	25		458		
– ingénieurs	459		494		
– ingénieurs forestiers	138		195		
– vétérinaires	78		98		
– sciences pures	37		111		
– diététiciens	0		7		
– dentistes, médecins	159		158		
Techniques sociales et administratives	787	37,4	3 066	65,4	208,9
A. Support juridico- administratif	602	28,7	2 088	44,9	246,7
– comptables	269		744		
– analystes en informatique	0				
– attachés d'administration	223				
– bibliothécaires	0		45		
– traducteurs	0		25		
– juristes	110		191		
B. Ingénierie humaine et socio-économique	185	8,7	972	21,0	420,5
– architectes	2		18		
– gestion personnel	52		156		
– planification socio- économique	85		272		
– agents d'information	41		77		
– agents de développement industriel	0		85		
– agents culturels	0		72		
– orientation professionnelle		0	19		
– sciences de l'éducation	0		242		
– travailleurs sociaux	0		25		
– psychologues	5		6		
TOTAL	2 103	100,0	4 646	100,0	120,9

Source : ministère de la Fonction publique du Québec

Les experts du comportement humain et manipulateurs de social se propagent comme des lapins ; cette faune s'accroît de 420,5 % et, dans l'histoire, les agents de planification socio-économique et les spécialistes des sciences de l'éducation, – souverains programmeurs d'hommes s'il en est – battent les pistes. Avant 1955, la fonction publique québécoise comptait neuf professionnels des disciplines sociales. Entre 1955 et 1959, sept autres s'ajoutent aux rangs. Soudain commence la Révolution tranquille : entre 1960 et 1962, l'embauche saute à trente-huit ; l'année suivante, voici cinquante-cinq recrues ; en soixante-cinq, on en assimile cent quatre-vingt-cinq de plus dont soixante-neuf économistes et quarante diplômés de relations industrielles ». ¹

Les professionnels occupent, dans les pyramides hiérarchiques une position stratégique, d'où leur influence peut se propager vers le haut – en direction des cadres supérieurs et des politiciens – comme vers le bas, par les fonctionnaires subalternes qui se réfèrent à eux ou par leur fonction conseil (staff), atteindre les organismes autonomes ou parapublics, institutions d'enseignement ou de services sociaux, corps intermédiaires, municipalités et associations volontaires qui travaillent de concert – j'allais dire : en symbiose – avec les administrations centrales où se négocient contrats, subventions, éligibilité aux programmes, privilèges légaux et autres aménités.

Prendre soin du bon peuple

Sous le couvert de la « consultation » et de la « participation », en fait, la technobureaucratie étend ses tentacules dans toutes sortes de recoins de la *vie quotidienne*, question de systématiser et d'allonger les courroies de transmission de son idéologie. La « participation » sous diverses formes n'a pas fait qu'accompagner la tranquille révolution cybernétique, elle en fait partie intégralement.

Pour pallier les carences d'un régime électoral trop rigide, pour obtenir à l'avance l'acceptation des décisions que les dirigeants de l'État se voient pressés de prendre, pour se prémunir des carnivals politiques où l'émotivité et l'intérêt prennent le pas sur l'analyse rationnelle des facteurs et moyens du développement, pour contrer aussi les discontinuités inhérentes aux changements de personnel politique, la technocratie tente d'intégrer le plus possible les citoyens aux démarches qui conduisent, sinon aux prises de décision elles-mêmes, du moins à l'élaboration des « dossiers », de la « problématique », des choix.

Stratégie d'autant plus nécessaire que la techno-bureaucratiation et le *Welfare State* portent une dangereuse propension à encourager l'apathie ; à trop organiser le bien-être des masses et la gestion des affaires de la Cité, les appareils d'État et

¹ P. GERVAIS, *Les diplômés en sciences sociales dans la fonction publique du Québec*, Thèse de maîtrise en sciences politiques, Université de Montréal, 1970.

d'entreprise risquent de favoriser l'avènement d'un type d'aliénation qu'Henry James, le philosophe et moraliste, nommait amèrement « l'esprit d'Hotel » : quand l'homme sacrifie son autonomie individuelle ou communautaire et abandonne à la direction toutes les décisions à prendre en échange du grand luxe matériel.

Certes, le peuple québécois n'habite pas encore entièrement les douillettes chambres du Hilton ; aussi la technocratisation du pouvoir invite-t-elle plutôt maints milieux populaires à se désintéresser, voire même à se détourner de la chose politique, par impuissance, abandon ou crainte de ne plus posséder la « compétence », pour pratiquer la démocratie. Cette attitude, en plus que d'entraîner des gaspillages, menace la cohérence et la cohésion du système : l'apathie, qui maintient hors circuit des groupes sociaux fonctionnellement nécessaires, risque de générer des tensions car elle recouvre souvent des grondements et précède même parfois la révolte.

Conséquemment, l'implantation d'une cybernétique efficace implique des canaux qui portent vers le sommet des appareils l'expertise empirique du peuple (consultation) et vers la base la problématique ou les données corrigées (information). Dès lors, la contribution des citoyens – ou des consommateurs, ce qui revient au même ici – est essentielle, non pas tant à la gouverne de leurs propres affaires qu'au fonctionnement onctueux des structures bureaucratiques qui, elles, s'occupent des matières communes. Léon Dion ajoute :

« Si la société moderne tend à émousser le goût de participer, elle s'efforce en même temps de susciter les participations à la fois pour échapper au pouvoir technocratique et pour éviter que le peuple ne se révolte finalement contre un régime qui le tient dans la dépendance et qui ne parvient pas à satisfaire ses besoins élémentaires ni à répondre à ses aspirations. »¹

Il n'est guère de réforme majeure conçue au Québec depuis les années soixante qui n'ait accordé à quelque forme institutionnalisée de consultation ou de participation une place importante. Volonté qui s'accuse avec le temps : la réforme de l'éducation a peut-être laissé ces aspects au second plan ; ils marqueront plus nettement l'organisation du développement régional et finalement, triomphalement, glorieusement, se placeront au cœur de la réforme des Affaires sociales. Depuis 1960, le gouvernement a créé cinquante-cinq organismes consultatifs et ouvert la législature aux groupes constitués (par le biais des commissions parlementaires).

La somme et le reste

Personne, même chez les défenseurs de la participation institutionnalisée, n'ose aujourd'hui affirmer que les objectifs avoués de ces mécanismes – représentativité, débat démocratique, égalité des chances pour les groupes participants – ont été

¹ Léon DION, *Société et Politique*, Tome II, Québec, P.U.L., 1971, p. 389.

atteints. Au mieux, on prétend que les structures ne sont pas au point, que les gens n'y sont pas habitués, tandis que d'autres, les Chambres de commerce par exemple, suggèrent simplement de mettre fin aux essais en diagnostiquant l'échec, et la mort de l'efficacité.

Des conseils consultatifs, Louise Beaudoin par exemple, observe que la moitié seulement sont représentatifs « en ce sens que leurs membres sont issus d'un groupement ou d'un autre, ce qui exclut par ailleurs la majorité des citoyens ». Elle ajoute ensuite que la consultation reste « confidentielle », trois organismes seulement pouvant recevoir des suggestions du public, tandis que deux doivent publier leurs rapports ¹. J. Jacques conclut, de son côté, à la futilité des tentatives de déconcentration administrative, dont l'effet principal serait de permettre aux pouvoirs centraux d'allonger leur emprise ². Nous avons, pour notre part, observé le même effet dans l'appareil de planification démocratique du développement régional, qui n'est ni régional, ni planifié, ni démocratique. Dans les conseils scolaires comme aux C.R.D., les citoyens se butent aux normes et autres impératifs venus d'en haut, aux influences occultes de la vieille politique de patronage, au bloc des « technocrates-experts-qui-possèdent-l'information », aux collusions des « establishments » bourgeois constitués qui ne manquent pas d'occuper tout canal, si inefficace soit-il, vers le pouvoir central.

La somme faite, reste la cybernétisation de notre vie sociale : encadrements systématiques, fonctionnalisation des participations (cela s'appelle « interlocuteur valable »), diffusion de l'idéologie techniste de la démocratie par les structures, la multiplication des dits « permanents », les dossiers qui remplacent les « hustings ». Un matin, les citoyens se retrouvent devant des labyrinthes-entonnoirs avec lesquels il faut traiter au risque de perdre voix au chapitre, donc s'organiser et apprendre à intervenir selon les modalités et la rationalité fonctionnaliste implicite dans les appareils eux-mêmes. Dans leur sillage, les grands-prêtres du cybernétisme abandonnent les cathédrales bureaucratiques où désormais il faudra s'agenouiller pour toucher le cœur des Puissances. C'est la « propagande sociologique » dont parle Jacques Ellul, la pénétration d'une idéologie par son contexte social :

« Cela produit une adaptation progressive à un certain ordre de choses, un certain concept des relations humaines, qui modèlent inconsciemment les individus et les poussent à se conformer à la société. » ³

Un document du Secrétariat d'État canadien fournit, ingrédient par ingrédient, la recette typique d'une telle cuisine. Prenez d'abord « des personnes qui viennent

¹ *Op. cit.*

² Jocelyn JACQUES, *La déconcentration administrative au Québec*, Thèse de maîtrise en sciences politiques, Université Laval, 1970.

³ Jacques ELLUL, *Propaganda*, New-York, Knopf, 1963.

et sont encore attachées aux classes laborieuses », et ajoutez quelques animateurs qui

« vont organiser des ateliers où on expliquerait que, depuis six mois, le gouvernement dispose d'une équipe spéciale (project team) qui essaie d'apprécier les besoins des nouveaux groupes de citoyens. En termes généraux, ils livreraient les conclusions de l'équipe notamment que les besoins des groupes en question étaient : a) des ressources information factuelle ; b) des ressources en formation ; c) des ressources matérielles et financières. »

« Les participants pourraient alors instaurer des comités d'étude ou engager des consultants ou bien encore décider sur le champ ce qu'ils veulent. Ils coucheraient alors leur réquisition sur une formule en y adjoignant un budget. »¹

Ainsi se diffusent dans tous les milieux (jusque dans les comités de citoyens), les valeurs/moyens et les normes propres aux organisations bureaucratiques. Petit à petit, par les coutumes, les habitudes les plus inconscientes, s'établit un certain ordre des choses, puis une nécessité objective à laquelle la population dans son ensemble s'adapte.

On apprend à manier les fétiches de la puissance, à pratiquer certains modes d'accréditation sociologique hors desquels l'action d'un groupe ou d'un individu perd son efficacité : il se retrouve dépassé, impuissant, émasculé.

L'expression collective revêt nécessairement les attributs, la symbolique du pouvoir établi : on forme des comités, on brandit les statistiques, on se structure avant même d'avoir établi les finalités de l'action. Voyons les C.E.G.E.P., les établissements sociaux : avant d'être des organismes réels, composés d'êtres humains réunis afin d'accomplir une tâche, ils ont voulu être une image ; une des premières choses dont ils s'occupent après leur création est de se donner un sigle, un symbole graphique qui, par association avec les images de marque établies dans le commerce, crée l'impression de sérieux, de permanence, de puissance avant même que l'organisme ait fait ses preuves. La Société de développement de la Baie James et ses filiales possédaient leur sigle avant d'avoir recruté leur personnel.

Hors même des univers corporatifs, les groupes cherchent à se revêtir des déguisements de la fonctionnalité. Qu'ils représentent ou non des intérêts réellement enracinés à la base, cela importe peu pourvu que l'existence abstraite de leur fonction dans l'appareil social soit établie ; d'où la multiplication des acronymes, qui – tout comme les sigles – transforment l'image du groupe qu'ils recouvrent, en font un « organisme » au même titre que les directions générales

¹ Ministère du Secrétariat d'État, *Project Team on New Citizen Groups*, Ottawa, 1972, (miméo). Nous traduisons.

des ministères, dépositaire d'une fonction nécessaire, officiellement reçue. À la fin, l'observateur ne distingue plus où s'arrête la bureaucratie et où commence l'association de citoyens ; un bref survol du domaine culturel produit, par exemple, la litanie suivante : FCCQ, MAC, BAC, CSQ, CLQ, CRL, CHLS, ACCL, CROC, ASQ, SAPO, AGQ, CRAA, AAQ, CAR.

Le langage, ensuite. Henri Lefebvre a écrit que « c'est par et à travers le langage que l'idéologie entre dans les consciences et les façonne »¹. Tout le monde serine à l'ennui « au niveau, au niveau » comme pour niveler les hommes en catégories et l'action collective en strates hiérarchiques.

*« Depuis un certain temps déjà, écrit le C.R.D. de l'Outaouais, on a vu apparaître au Québec une vague de fond véhiculant tout un monde, un langage et des techniques jusque-là inconnues. »*²

On apprendra rapidement. Un technocrate aussi éminent qu'André Raynaud peu, sans l'ombre du ridicule, parler de « méthodologie décisive » et de priorités économiques plus « opérationnelles dans leur finalité », puisque, de leur côté, les agriculteurs brandissent la « planification agro-forestière », les ouvriers de la CSN ne clignent pas la paupière devant la « structure fédérative et la structure territoriale », les commerçants réclament l'« intégration des infrastructures urbaines » et les assistés sociaux l'« accessibilité aux services ».

Par le langage et la diffusion des symboles, l'expertise, la spécialisation et la technicité fournissent les auréoles sans lesquelles les conduites échappent à la légitimité sociale. N'en prenons à témoin que l'apparition des récréologues et autres génagogues ou la « technicité » des activités de loisir, allant des jouets électriques qui jouent-pour-vous, en passant par la professionnalisation des équipements de ski, ou de course à pied, jusqu'à ces ineffables bicyclettes de compétition qui transforment la course entre le centre commercial et la conciergerie en Tour de France.

Les arts eux-mêmes cherchent le masque de la technicité : les salons montréalais du ministère des Affaires culturelles abritent des colloques sur « L'art et la Technique » et tandis que l'OP-ART fouille dans les incongruités ondulaires la façon d'étourdir le public du Musée d'art contemporain, l'équipement audiovisuel envahit les vides de la pédagogie.

La rhétorique de la science tient lieu de discours scientifique, quand elle n'enlumine pas simplement la bêtise. Hors même des universités et des ministères, voici comment on s'y prend pour dire : chaque groupe devrait s'entendre sur ce

¹ Henri LEFEBVRE, *op. cit.*, p. 96.

² Conseil régional de développement de l'Outaouais, *Le C.R.D. de l'Outaouais face à la participation de la population*, Assemblée générale, Hull, 29 avril 1972.

qu'il veut faire puis, concerter son action avec celle d'autres groupes, – lorsqu'on est un Bureau de recherche et d'intervention clinique (B.R.I.C.) :

*« l'on procède dans un premier temps avec des groupes restreints et homogènes à définir des objectifs minima partagés par tous les membres du groupe. Dans un deuxième temps, l'on définit les moyens et un programme d'activités en adéquation aux objectifs. Enfin, dans un troisième temps, l'on accorde la tâche du groupe à celle d'autres groupes (selon la technique des grappes). »*¹

Évidemment, cette phrase n'a rien d'efficace, de technique, de savant, et à vrai dire manque de simple bon sens. C'est un message idéologique, comme cette autre sentence inénarrable pondue par quelque démographe à la radio, pour faire avaler d'un trait et à la sauce d'un progressisme serein quelques-uns parmi les maîtres-dogmes de la Société-Machine – tout se mesure en termes économiques, les citoyens-prolétaires sont la propriété de l'État-entreprise, la Société abstraite est une création extérieure aux simples êtres humains qui la composent : « Jusqu'à maintenant, les parents ont consenti à donner gratuitement à la société les enfants dont elle avait besoin pour survivre. »²

On pourrait poursuivre l'illustration. Espérons que notre propos apparaîtra avec une suffisante clarté malgré le côté impressionniste des exemples.

Bref, nous essayons de montrer que la technocratisation ne s'arrête pas à modifier le fonctionnement des grosses organisations, ni simplement à mousser le rôle ou l'importance de l'État. Comme la pointe de l'iceberg laisse insoupçonnée la pénétration de sa masse, ces évidences apparemment superficielles signifient et recouvrent un mouvement profond qui dérange les conceptions du monde, les règles d'interaction entre les individus et les groupes, la socialisation et le système des valeurs qui réalisent le consensus dominant. Vague de fond qui pousse le capitalisme, en tant qu'ordre social, vers le futur, elle ne bouscule pas seulement les superstructures de la société, mais elle surgit des changements qui ont stigmatisé le mode d'organisation et de fonctionnement de l'ensemble des activités de production, d'échange, de consommation.

Ne ratissons donc pas les contreforts de l'État ou les innovations sociales manifestes dans la vie quotidienne des Québécois pour y glaner les acquis de la Révolution tranquille ; on risque de s'apercevoir que malgré les cris nationalistes et les chants d'un peuple qui, reprenant pied sur la terre ferme de l'histoire, a repris la parole, le résidu le plus concret, le plus palpable du changement renvoie l'image d'une société qui n'a fait que rejoindre le chenal principal creusé par la civilisation

¹ B.R.I.C., *Le rôle du Conseil de développement du Québec métropolitain*, mémoire présenté au Conseil d'administration du G.D.Q.M., Québec 28 octobre 1971, (miméo).

² « *Présent-Québec* », Québec, C.B.F., Radio-Canada, jeudi, 1^{er} février 1974.

américaine et le capitalisme occidental. Un ordre nouveau s'est installé au Québec ; il n'est pas inutile de rappeler que ce que nous avons voulu y déceler, en tout cas, n'a rien de spécifiquement québécois ¹.

Une hausse moyenne du revenu par habitant ? Un déplacement de l'économie vers le tertiaire ? Un plancher des revenus et du niveau de vie ? Une baisse du commerce par rapport aux entreprises publiques et sociales ? ² Une société qui s'instruit ? Les entreprises privées ne sont plus les sources principales d'innovation ? Nous parlons du Québec, bien sûr ; mais avec les mots mêmes que le vrai guru de la fausse prospective, Hermann Khan, applique à sa société « post-industrielle ». ³

La lutte entre les deux lignes

Nous soulevons plus haut l'hypothèse que les nouvelles élites de la Révolution tranquille se recrutaient autant auprès des milieux technocratiques qu'au sein de la bourgeoisie d'affaires (et des politiciens qui, traditionnellement, y étaient liés). Après les premières années du Grand Ménage, les différences idéologiques qui séparaient les deux groupes se sont plus librement manifestées alors même que se poursuivait le mouvement de techno-bureaucratisation. Dans les fissures qui couraient déjà sur les fronts unifiés des premières années de la Révolution tranquille apparaissent de nouvelles oppositions idéologiques qui se camperont de façon de plus en plus ouverte à mesure que s'écouleront les années soixante.

Marx l'a trop bien démontré pour qu'il nous faille revenir sur le fait que c'est en s'appropriant les moyens collectifs de production de la survie matérielle que les catégories dirigeantes de nos sociétés s'arrogent le pouvoir d'ériger et de maintenir un ordre social conforme à leurs objectifs. Mais comme on l'a suggéré, à ce stade-ci de l'évolution du capitalisme, ces moyens s'étendent à l'instruction technique des travailleurs, à l'orientation de la recherche universitaire, au prélèvement et à la redistribution judicieuse d'une partie de la richesse produite, à la coordination des stratégies d'investissement global, bref, à toute une série de tâches qui

¹ D'ailleurs, Caldwell et Czarnocki ont trouvé que toutes sortes d'indices économiques et sociaux de la « modernisation » avaient augmenté au Québec dans les mêmes proportions qu'en Ontario, entre 1950 et 1974, même si le Québec, handicapé au départ, traîne toujours de quelques points derrière la province voisine. Seule exception : la consommation, qui a progressé plus vite qu'en Ontario. En une phrase : C'est l'Amérique, qui nous mène qui nous mène, c'est l'Amérique qui nous mène en haut, (air connu).

² De 1961 à 1970, l'emploi au Québec descendait de 7 pour cent à 11 pour cent dans le secteur primaire, de 34 pour cent à 30 pour cent dans le secondaire et montait de 51 pour cent à 62 pour cent dans le tertiaire. Entre 1960 et 1968, l'emploi dans le commerce passe de 27 pour cent à 23 pour cent de l'emploi total : autres services et administration publique vont de 36 pour cent à 47 pour cent. (Ministère de l'Industrie et du Commerce, *La production intérieure brute du Québec, par secteur*, Gouvernement du Québec, mai 1972, pp. 14 et suivantes).

³ H. KAHN et M. WIENER, *L'an 2000 : la bible des trente prochaines années*, Verviers, Gérard, 1972.

appartiennent en priorité à l'État, lequel possède d'ailleurs aussi les moyens d'extraire de l'économie et d'y réinvestir des montants extrêmement importants. La division sociale du travail a certainement changé et, de nos jours toute confrontation dont l'enjeu comporte une recherche de domination sociale vise inévitablement à infléchir les politiques de l'État dans un sens favorable.

Par ailleurs, le langage du pouvoir n'est plus le même. Les préceptes et lois attribuées à Dieu ont cédé devant les valorisations inspirées des succès même de l'industrie capitaliste ; aux motivations morales et personnelles, la culture actuelle en Occident tend à substituer l'efficacité, la rationalité instrumentale des techniques, les satisfactions individualisées obtenues dans un contexte massif. En conséquence, le langage du pouvoir légitime est fixé par les hommes de moyens, par ceux qui substituent l'analyse objective des facteurs aux jugements de valeur : les technocrates. Il y a longtemps que l'entreprise avait les siens. L'inédit, c'est que l'État en ait besoin. Rien n'empêche, bien entendu, que les objectifs fondamentaux d'un groupe essayant de contrôler l'État n'aient rien à voir avec la science, la rationalité, l'efficacité ou le bien commun, ni qu'en filigrane ne jouent les vieilles traditions de coulisses, mais la propagande idéologique partage les mêmes accents, paye les mêmes tributs aux clichés technicistes.

Cependant, la liberté absolue de l'entreprise privée et la planification étatique de la croissance s'entrechoquent souvent ; il en est de même des croyances bien ancrées à la survivance du plus fort et des larmoiements du *Welfare State* ; et au même titre, la recherche brutale du profit et les notions de bien commun ou d'harmonisation sociale. Aux États-Unis, l'opposition des milieux d'affaires aux mesures du *New Deal* et plus tard, à l'élargissement continu du rôle économique de l'État s'est grandement résorbée : les intimités complices de ce qu'Eisenhower baptisa « le complexe militaro-industriel » y ont certainement été pour quelque chose. De plus, la population américaine est en général favorable à la « business » qui fait partie intégrante de l'*American Dream* poursuivi par tant d'immigrants. Une technocratie mobile est apparue, circulant entre les compagnies, les administrations, les universités, comme s'il s'agissait d'une même organisation où l'on « fait carrière » ¹.

Historiquement, au Québec, le grand capitalisme privé a été et demeure la chasse-gardée des anglophones, qu'on en juge par le critère de propriété des actions ou par celui des postes de commande. En 1972, les francophones maîtrisaient 42 % des épargnes confiées aux sociétés de crédit ; leurs trois banques détenaient 29 % des actifs bancaires ; ils occupaient 24 % du marché de l'assurance-vie, 9 % de celui des sociétés de gestion, 8 % de celui des sociétés de fiducie et 3 % des fonds mutuels. Voilà pour la finance, dont la plus grande part

¹ GALBRAITH, *op. cit.*, comme C. Wright MILLS avant lui (dans *L'Élite du pouvoir*), le fait voir.

est, de toute façon, drainée par les multinationales. Quant au secteur de la fabrication, nous en occupons 20 % ¹.

Parlant des fonctions de responsabilité par rapport au critère linguistique, la commission d'enquête Gendron concluait à

« une écrasante sous-représentation des francophones aux postes de contrôle de l'entreprise privée au Québec (...). Cette sur-représentation des travailleurs (sic !) anglophones, nous la retrouvons encore plus haut, dans la structure de contrôle elle-même du secteur privé de l'économie : les sièges sociaux. »

Il y a deux gâteaux à partager, l'État-à-la-crème, et l'Entreprise-des-anges, mais les deux factions linguistiques de la même strate professionnelle ont déjà avalé un gâteau chacune. Au nom de la québécoïté, les francophones se vendent au capitalisme d'État, cybernétiste ; en face, menacés par le péril FROG ², les technocrates du secteur privé se trouvent, malgré eux, *ethniquement solidaires* du capitalisme libéral. Le quotidien *Le Devoir*, ébahi, résume leurs prises de position :

« Jamais n'avait-on pu sentir aussi bien cette vieille mentalité, que d'aucun se plaisent à croire éteinte, du laissez-faire économique qui nous renvoie aux belles années de la main invisible d'Adam Smith... les syndiqués comme les politiciens sont irrémédiablement classés comme ennemis de l'entreprise privée. » ³

La petite bourgeoisie d'affaires de langue française, elle, ne sait plus trop où donner de la tête. Absente du secteur oligopolistique de l'économie, elle frétille encore parmi les P.M.E., où les règles classiques de la concurrence jouent à plein. Elle veut bien obtenir des contrats, des subsides, des dégrèvements fiscaux du gouvernement, mais la planification étatique du développement ne signifie pour elle que des bâtons bureaucratiques dans les roues. Dès 1964, la revue des Chambres de Commerce juge utile d'avertir ses ouailles qu'il ne sert à rien de rechigner, puisque la « nouvelle notion de l'État ne sera pas arrêtée dans son évolution par un parti politique ni par un petit groupe de profiteurs ».

« L'élite bourgeoise, continuent les rédacteurs de Commerce, ne cherche pas la cohésion sociale. Elle a encore aujourd'hui des réflexes autoritaires des

¹ Voir MORIN, R., « L'Économie québécoise à la petite semaine », *Le Soleil*, mardi le 28 novembre 1972, p. 16.

² Frog, c'est-à-dire « grenouille », est le sobriquet appliqué aux francophones par les anglophones du Canada. Question de cuisses, sans doute, et de préjugés sur la cuisine française de tous les jours.

³ M. GUÉNARD, « Rapport Fantus : le salarié québécois en retard de 2 ans sur l'ontarien », *Le Devoir*, lundi 2 mars 1973, p. 1.

*élites d'autrefois et cherche à s'imposer. Nous croyons qu'elle se trompe de voie. »*¹

Quitte à passer pour antinationalistes, petits industriels et commerçants, des politiciens municipaux, des députés, certains membres des traditionnelles professions libérales préfèrent s'inscrire dans le camp des grandes affaires ; les Chambres de commerce se feront les porte-parole francophones du libéralisme économique, en attendant que le Centre des dirigeants d'entreprise ne vienne plus tard affirmer la nécessité rationnelle du profit et de la libre entreprise et revendiquer – s'il faut que l'État se mêle de régenter la société – qu'il favorise plutôt l'aide aux entreprises que l'aide sociale aux malheureux.

Graduellement, on assistera à la polarisation des confrontations entre les deux idéologies, alors que, à partir du noyau initial des architectes de la Révolution tranquille, les troupes du cybernétisme se gonflent de recrues nouvelles, à l'intérieur de la fonction publique comme à l'extérieur, au sein justement des nouveaux appareils générés par la « fonctionnalisation rationnelle » de la société : cadres et spécialistes permanents de l'enseignement, de l'éducation populaire, de la recherche socio-économique, des corps intermédiaires autres que ceux du milieu des affaires, du développement régional et bientôt, des affaires sociales. Falardeau constatera :

*« En définitive, notre société est dominée par deux constellations de planificateurs et de technocrates qui s'opposent au moins partiellement, par leurs objectifs et leurs idéologies. L'une est issue de l'université. L'autre est issue de la grande entreprise industrielle et financière. L'une et l'autre cherchent à contrôler l'État. »*².

Conséquemment, les réalignements sociaux se reflètent sur la scène politique : l'alliance nationale réalisée pour liquider la société traditionnelle canadienne-française et relancer le Québec s'effritera. Comme Dumont et Falardeau l'ont pressenti, aussitôt amorcée la course de notre société vers le capitalisme de la seconde génération, les éléments progressistes et conservateurs correspondant au nouvel ordre établi ont chacun regagné leurs barricades.

Attribuant sa défaite de soixante-six aux réformes trop agressives lancées par la grande technocratie, le Parti libéral jugera bon de purger ses rangs de la base au sommet, comptant avant tout, désormais, sur des gens « pratiques » et terre-à-terre venus de l'entreprise privée pour meubler son organisation*. Revendiquant de

¹ DAIGNEAULT et CLIFT, « L'élite bourgeoise prendra-t-elle ses responsabilités sociales » *Commerce*, novembre 1963, pp. 32-37.

² Jean-Charles FALARDEAU, « Des élites traditionnelles aux élites nouvelles » in *Le Pouvoir dans la société canadienne-française*, Québec, P.U.L., 1966.

* Monsieur Paul Desrochers, organisateur en chef du Parti libéral, confiera au *Devoir* qu'il pouvait compter sur « 50 000 » gars prêts à passer à l'action au moindre signe. La plupart,

l'autre côté la traditionnelle adéquation des intérêts nationaux anti-anglais, anti-fédéraux, et la lutte au capitalisme sauvage, les tenants de l'idéologie cybernétiste tendront à graviter vers le Parti québécois ; quant aux épaves traditionalistes ou réactionnaires épargnées par le raz-de-marée des années 60, et qui n'ont rejoint aucun des grands partis, ils flottent vers les formations de tierce importance, dont les cahotantes et souffreteuses évolutions indiquent un désarroi certain.

Les jeux, pourtant, ne sont pas faits. D'un côté, on verra sourdre des régions excentriques et des comités de citoyens arc-boutés sur les quartiers les plus pauvres de nos villes un projet imparfait de société qui s'élève à la fois contre le capitalisme sauvage et le capitalisme cybernétique. D'un autre côté, avec l'arrivée consciente du Québec sur le terrain de la société industrielle, les technocrates positivistes d'Auguste Comte ne sont pas les seuls à sortir de l'ombre. On s'en souvient, n'est-ce pas ? En face, et de concert, il y a la voix des socialistes, du marxisme.

Rien ne va plus !

Mais Si parfois le vent d'Europe Morte amène quelque écho d'autrefois, écoutez bien le bruit des mots qui passent sans se faire entendre : c'est la voix du Comte Henri de St-Simon qui murmure :

« Nos fils croiront avoir de l'imagination ; ils n'auront que des reminiscences. »

II

De l'utopie à l'idéologie : planification, participation et pouvoir technocratique

[Retour à la table des matières](#)

La période qui va de 1962 à la fin de la décennie 60 constitue approximativement l'ère de gloire, avec ses hauts et ses bas, de la technocratie originale de la Révolution tranquille. Profitant d'un relatif champ libre et d'une légitimité rarement et faiblement mise en doute, ce noyau rayonnant entreprendra les réformes et lancera les expériences au gré desquelles il tentera d'imprimer à la société concrète sa conception d'une cité idéale. Du même coup, il précisera cette conception, en formalisera les valeurs et les normes, et étoffera les velléités utopistes qui lui servent de point de départ par des méthodes, des théories, des règles et des structures institutionnelles bien concrètes visant à consolider un nouvel ordre.

Parmi les véhicules d'exploration, celui de l'aménagement et du développement régional sera des plus alléchants : en effet la région peut être considérée comme micro-société (on dira au B.A.E.Q. « région-pilote »), un laboratoire où se faire la main en attendant de s'attaquer carrément aux cadres socio-politiques de toute la société québécoise. Tel ce sociologue qui mijotera sur le terrain de l'Est du Québec la recette de la « société de demain » livrée en annexe au rapport Castonguay-Nepveu, ou comme cet aménagiste important du B.A.E.Q. qui échouera au sommet de l'appareil d'État, premier fonctionnaire du Québec.

Au-dessus de toutes les expériences tentées en vue de résoudre le problème du développement régional, plane l'ombre de celle du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec. Les stratégies du Bureau puisent à trois sources : les données américaines les plus avancées en matière d'aménagement du territoire ; les conceptions européennes sur la participation des ruraux à la planification ; les intentions du Conseil d'orientation économique du Québec, fortement influencées

par les explorations des économistes nationalistes montréalais entre 1945 et 1960 ¹.

Sa production de documents sera énorme ; remises en question, définitions de principes et de normes, études empiriques à caractère économique ou social, élaboration de techniques d'intervention, etc. Véritable creuset d'élaboration des théories technocratiques du développement, le B.A.E.Q. deviendra le point de référence à partir duquel seront lancées d'autres entreprises ; soit qu'il serve alors de norme exemplaire, soit au contraire qu'il serve d'exemple du genre d'erreurs à éviter, selon que l'on souscrive ou non au genre de rationalité qu'il suppose, autrement dit, à l'idéologie qui le sous-tend. À ce titre, il appartient au triptyque des « chefs-d'œuvre » de la Révolution tranquille, qui inclut les travaux de la Commission d'enquête Parent sur l'éducation, et ceux de la Commission Castonguay-Nepveu sur les services sociaux.

Nous voudrions maintenant relever certains aspects de cette théorie du développement et de la société à bâtir dont le B.A.E.Q. (mais aussi bien d'autres centres de réflexion et d'action qui se sont constitués par la suite) a jeté les premiers jalons.

Nous tenterons de montrer comment, au gré de la pratique, des propositions issues d'une critique radicale du libéralisme économique se sont en quelque sorte rigidifiées dans des doctrines et des méthodes formelles et comment les moyens censés, à l'origine, conduire vers certaines fins et valeurs libératrices sont devenus des fins en eux-mêmes et des véhicules garantissant l'acceptation et la légitimité du capitalisme avancé. Ce passage, nous dirons qu'il effectue la mutation rapide de l'Utopie en Idéologie.

L'attention sera d'abord concentrée sur les fondements de la rationalité technocratique : le fonctionnalisme social et l'économicisme des perceptions, la manipulation des consciences par le conditionnement. Ensuite, on s'attachera au concept de participation qui constitue, à nos yeux, la clef de voûte des divers objectifs d'action concrète formant le modèle d'une « société de planification incitative avec concours populaire », ou plus simplement, *des devis de la société cybernétiste*.

¹ Par certains aspects de sa constitution (autonomie relative, aménagement « global », mobilisation des techniciens, polarité économique), il rappelle la Tennessee Valley Authority, joyau du New Deal. Voir aussi J.C. LEBEL, dans « La participation de la collectivité à une planification économique ». Les Cahiers de l'I.C.E.A., no. 3. Montréal, 1967 et TÉTREAULT, A. « Notions d'animation », Les cahiers de l'I.C.E.A., no. 45, Montréal, 1967. Aussi Léon DION et P. ANGERS, *Participation et planification régionale : l'expérience du B.A.E.Q. 1963-1966*, Québec, P.U.L., 1971. Marc-André LESSARD a dressé une bibliographie des centaines d'articles ou livres ayant porté sur le Bureau. Enfin, pour un bilan critique : Clermont DUGAS, *L'Est du Québec à l'heure du développement régional*, Rimouski, P.U.Q., 1976.

I^{re} partie : la planification

La fonctionnalité de l'appareil économique

Il ne fait aucun doute, que l'idée d'organiser rationnellement le développement recelait une volonté réelle de transformer l'ordre établi afin de réaliser des idéaux « radicaux » (tels l'autonomie des groupes et des personnes, la liberté, le bien-être, la démocratie). Tout le langage de la documentation disponible fait appel à de telles valeurs suprêmes et donne lieu à des envolées singulièrement stimulantes. Cette volonté de dépassement transparait, par exemple, sous un pronunciamiento du CER du Nord-Ouest :

« Il y a dans tout développement et dans toute marche vers la plus grande autonomie sociale, politique ou économique, ce désir d'initiative personnelle et collective, ce défi constant qui maintient un peuple donné ou une population donnée dans un dynamisme constant. »¹

Voyons de plus près. Une fois bien enrobés du vocabulaire techniciste sous la plume du Conseil économique du Bas St-Laurent, les objectifs s'annoncent plus concrètement. Le développement devient :

« l'organisation harmonieuse de l'ensemble des ressources d'un territoire et la mise en valeur de chacune de celles-ci. visant à optimiser les interrelations entre la population, les ressources et l'organisation socio-économique d'un territoire donné dans le but d'assurer un meilleur perfectionnement humain. »²

Le terme « organisation harmonieuse » recèle la critique de la concurrence inégale qui oppose les forces économiques ou politiques dans le système libéraliste. On rejette ici la « jungle » économique, les luttes sociales, la politique traditionnelle de patronage.

L'harmonisation, de plus, doit toucher « l'ensemble des ressources » d'un territoire. On n'admet pas que la logique du profit à tout prix détruit les rivières pour accommoder les billots, laisse croupir les laissés-pour-compte de l'économie et gaspille leur pouvoir de travailler.

¹ CERNOQ, *Feuillets Nouvelles*, 5 mars 1971, vol. 3, no. 1, Rouyn.

² Rapporté par MORENCY, A., *Stratégies décisionnelles dans une expérience de planification du développement : le cas du B.A.E.Q.*, Université de Montréal, 1971, thèse de maîtrise en sciences politiques.

À la poursuite à courte vue du profit maximum, sous souci pour la rentabilité à long terme de l'exploitation des ressources, la pensée cybernétiste oppose le concept de *productivité maximum* de tout l'appareil de production, dont les composantes sont identifiées à la population, aux ressources, et aux infrastructures qui exercent la médiation entre cette population et ces ressources. En retour, la productivité doit se dédoubler dans un meilleur *niveau de vie*. On ne doute pas enfin d'une croyance (tout à fait indissociable de la pensée occidentale depuis le développement du capitalisme) que le bien-être (meilleur niveau de vie), la disponibilité de biens et de services matériels accrus, conduit nécessairement à l'épanouissement des hommes. En 1960, ce tissu d'abstractions savantes constitue véritablement un projet progressiste, dans la mesure où il rompt nettement avec les préceptes du capitalisme libéral pour projeter le présent à la pointe de la société « post-industrielle ».

Entendons bien cependant, que la productivité dont il s'agit ici tend à l'efficacité maximale du Système social dans son ensemble et rejette en conséquence l'exploitation effrénée de toute ressource, humaine ou naturelle.

« On sait, écrit par exemple Roland Parenteau, que la poursuite simultanée de ces deux objectifs de production maximale et de répartition optimale obligent parfois à faire des concessions sur les plans de la productivité pure. Mais celle-ci en réalité ne constitue pas un objectif par elle-même. »¹

Évidemment, ces jeux de mots paraissent un peu nébuleux. En fait, ils tentent de bien distinguer les objectifs propres aux technocrates de ceux des affairistes auxquels ils s'apparentent. La productivité capitaliste ne s'embarrasse pas en principe de trop d'égard pour l'équilibre du système social. Elle pousse le moteur au maximum sans souci des autres pièces de la mécanique. Quelle ignorance, rétorquent les économistes et les sociologues ! À ceux qui voudraient mettre tous les œufs de la décentralisation industrielle dans le panier des politiques de subventions aux entreprises, ils rappellent par exemple les coûts cachés d'éducation, de santé, de voirie, d'énergie, d'assistance sociale, auxquels il faudra consentir afin de rendre viables les régions périphériques. Il est donc nécessaire de tenir compte de l'interaction de toutes les parties du Système, et de ne pas en abandonner l'évolution à des forces libres d'agir à leur guise, tirant à hue et à dia au risque d'engendrer des déséquilibres irréparables. Ça n'est pas *rationnel*. Il faut un plan.

« Le plan », écrit le B.A.E.Q., « est donc la programmation rationnelle, à un moment donné, dans une perspective sectorielle et territoriale, en collaboration avec la population, des actions nécessaires pour parvenir à un

¹ Roland PARENTEAU, « Les régions riches et les régions pauvres », Montréal. *Cité Libre*, vol. XV, no. 70, oct. 1964.

« système plus cohérent et plus efficace de relations entre population-organisation-territoire. »¹

Au terme d'une stratégie des petits pas, nous voici soudain au cœur de la pensée positiviste : les rapports concrets et profonds entre les groupes humains, les luttes qu'ils se mènent pour l'appropriation du monde, les appartenances symboliques qui les soudent et les distinguent disparaissent sous les abstractions superficielles : population, ressources, etc. Voici la vie sociale ramenée à un « système » de relations entre des objets quantifiables, des *choses* pour la primauté d'un « système » qui est en quelque sorte extérieur aux acteurs : selon l'angle, voici des habitants « territoriaux », les voici « sectoriaux ». Le modèle, c'est clair, est celui de *l'économie*, lequel ramène, sous prétexte théorique, l'homme à sa fonction d'animal travailleur et consommateur. Le modèle économique peut certes aider à comprendre les soubresauts des statistiques, mais il devient idéologique lorsqu'on le confond avec la réalité sociale tout entière, en allant même jusqu'à reprocher au réel de ne pas se conduire comme le modèle ! Rendu-là, le progrès consiste à comprimer le réel jusqu'à ce qu'il se mette au pas.

J'en veux pour exemple la catégorisation que le Conseil régional de développement du Saguenay-Lac-St-Jean² imposait à la participation des citoyens. Les « secteurs » de la société se partagent entre le « secteur économique » et le « secteur social ». La première catégorie procède d'abord de la division technique des industries : forêt et agriculture, transport, industrie et commerce. À ces trois « secteurs » de représentativité s'ajoutent, curieusement : la main-d'œuvre, (les travailleurs sont une ressource, comme la forêt, mais ils se plaignent sociologiquement plutôt qu'économiquement) ; les affaires municipales, (les maîtres n'ont d'autre rôle que de favoriser l'expansion). Du côté social on s'attendrait à trouver des groupes, des classes, des communautés – du social, en somme ! Pas du tout. Il y a le « secteur » de l'éducation (« son importance », rappelle le CRD, « a déjà été soulignée en affirmant la nécessité de coordonner la formation et les besoins de l'économie »³) ensuite le « secteur » récréation et loisir, (c'est-à-dire le temps économique de récupération de la force de travail) ; enfin, le « secteur » bien-être et santé, (qui s'occupe de ceux qui se trouvent temporairement écartés de la chaîne de production).

Il existe une clef idéologique à ce découpage ; par rapport aux propriétaires capitalistes et aux industriels, les technocrates avancent d'un cran : l'homme de la société capitaliste avancée n'est plus seulement prolétaire dans l'usine ou le bureau, mais puisque les déterminants de la croissance s'étendent à d'autres pratiques collectives, il faut poursuivre le prolétaire sur ces terrains-là, et voir à la « mise en valeur » de ses ressources – euphémisme bien connu pour dire poliment : exploiter

¹ B.A.E.Q. *Cahier Jaune*, Conseil d'orientation économique du Québec, Québec. 1964.

² C.R.D. 02. *Document sur la représentativité*, Assemblée spéciale, Jonquières, mars 1972.

³ O.P.D.Q. *Esquisse du Plan de développement, I- Synthèse*, Mission du Saguenay-Lac St-Jean, Québec, décembre 1969, p. 99.

les capacités physiques et intellectuelles des êtres humains. C'est une innovation, un progrès. La survie du capitalisme en dépend *.

Dans un moment de délire verbeux, Guy Coulombe, l'aménagiste-chef du B.A.E.Q. passe aux aveux :

« Une exploitation plus rationnelle des ressources avec des techniques appropriées et une restructuration de l'organisation socio-économique permettront de maximiser les interrelations sectorielles. »¹

On aura saisi qu'il ne s'agit pas de modifier le système, mais d'augmenter le rendement de ce qui existe déjà, « maximiser les interrelations », co-ordonner, canaliser, tout soumettre au Souverain Juge de la productivité. Le B.A.E.Q. proposera les ajustements qu'exige le Système : rationalisation et organisation scientifique de la recherche et de l'intervention, organisation plus rationnelle des moyens de production, concentration des forces productives et des masses consommatrices, rationalisation des structures et méthodes de gouvernement, information systématiquement organisée².

Le bureau, qui associe ces « méthodes » à la construction d'un « futur volontaire » ne laisse pourtant pas la « volonté » au hasard simple. Il veut *systématiser* l'information. Voyons pourquoi.

L'aménagement des têtes

À quoi servirait d'harmoniser le système productif si les membres de la société refusent de s'ajuster aux nouveaux objectifs ? Justement, les aménagistes du B.A.E.Q. se sont rendu compte que beaucoup trop de gens de la région-pilote s'accrochaient aux normes et valeurs correspondant aux anciens ordres sociaux. Les « mentalités traditionnelles » se sont-ils dit, vont devoir *se placer*. Le bureau, écrivent Dion et Angers, veut s'adresser à toute la population,

« et c'est sa mentalité même qu'il veut transformer en lui faisant abandonner ses représentations traditionnelles » (au bénéfice d'autres représentations) « plus conformes aux nécessités de l'aménagement. »³

On multipliera les études sur la « mentalité » des pêcheurs, des bûcherons, des cultivateurs, des entrepreneurs, des « patroneux » de la politique. « Quant aux recherches sur les structures socio-économiques, elles furent beaucoup moins

* Non seulement sous les régimes libéraux. Que croyez-vous que fait le parti, en Chine ?

¹ Guy Coulombe, *Dimensions de l'aménagement : recherche et collaboration, participation, action*, B.A.E.Q., Rimouski, juin 1967.

² B.A.E.Q. *Cahier Jaune*, op. cit.

³ Léon DION, P. ANGERS, *Participation et planification régionale, l'expérience du B.A.E.Q. 1963-1966*, Québec, 1971.

nombreuses. »¹ En clair, on ne s'intéresse pas aux forces collectives en opposition, aux déséquilibres du pouvoir inscrit dans l'économie politique. C'est que, simplement, on espère réconcilier les classes sociales autour de Notre-Dame-de-la-Rationalité.

*« Toute planification démocratique, condition d'une société post-moderne et active (sic) repose sur des rapports équilibrés entre les élites politiques, les élites sociales et économiques et les élites administratives. » **

De l'utopie à l'idéologie

Si la constitution d'un tel front commun ne répugnera aucunement aux élites elles-mêmes, au cœur de la Révolution tranquille, il va sans dire qu'elle ne garantit pas automatiquement l'adhésion populaire. Or, dans l'esprit des aménagistes, la véritable concertation sociale ne peut fouler du pied les aspirations générales de la population dans son ensemble. Si la population n'en vient pas à désirer elle-même les changements qu'impose la « rationalité » productiviste, des entraves, issues de l'insatisfaction ou de l'apathie, seront posées sur la voie du développement. Comme nous disait un directeur du C.R.D. :

« Tu peux mettre sur pied un projet qui vaut rien parce qu'il tient pas compte du système de valeurs du gars qui va vivre le plan par la suite. Dans ce système-là, la consultation, c'est pas juste un jeu, c'est un des éléments essentiels au développement. Pour éviter de poser des gestes qui sont rationnels, mais qui ne sont rationnels qu'en termes techniques, qui ne tiennent pas compte des systèmes de valeurs ou de l'émotivité des gens qui vont les vivre. »²

Dans l'esprit de notre informateur, (qui cite à l'appui le patron de l'O.P.D.Q.), le technicien, « lui, a une vue rationnelle des choses » tandis que « la population », elle, réagit sur une base émotive, à partir d'un système de valeurs ». Les ingrédients sont sur la table : il s'agit d'homogénéiser la mentalité des élites, celle du peuple, liquider les émotivités, pétrir la pâte mentale jusqu'à...

« rebalancer le statut humain des individus en les préparant à l'exécution du plan directeur. Cette préparation suppose d'abord une révolution psychique et une évolution mentale technique des populations locales. »³

¹ *Ibid.*

* On remarquera l'entrée subreptice d'une faction « administrative » dans la typologie des pouvoirs. Drôle d'élite, ni sociale, ni économique, ni politique ! On pense au clergé : divine alors ? Non, scientifique. Rationnelle ; ailleurs que chez les hommes quoi.

² Entrevue no. 2

³ Gérald FORTIN, Louise CHABOT, *Perspectives théoriques et études de quatre CER Conseil d'orientation économique du Québec*, février 1968.

La contorsion symbolique de cet étonnant *mental technique* dit bien ce qu'elle veut dire. L'évolution souhaitée devra changer les références mêmes de la croyance humaine, pathologiquement nouée à la sécrétion d'un sens sur le monde, par le biais d'une « sensibilisation » – on vise la sensibilité, l'âme – progressive à l'utilisation des techniques et au logos de type scientifique qu'elles exigent. La logique des techniques et la rationalité instrumentale, démontent l'organisation sociale et la culture existantes afin d'accommoder celles qui leur sont nécessaires. La culture sort de l'homme. Aussi ne fait-il pas de doute aux yeux du B.A.E.Q. que des actions « énergiques » doivent être entreprises, « bien coordonnées en vue d'assurer la socialisation aux normes et aux valeurs de la planification participationniste elle-même. »¹

En ce sens, les interventions des technocrates (dont le pouvoir tient à la connaissance de la technologie et à leur aisance dans l'univers collectif que celle-ci façonne) n'ont pas d'autre but que de gagner à leur façon de faire et de voir le reste de la population. D'ailleurs, même si c'est vers la base plutôt que vers le sommet des pyramides hiérarchiques de la société d'un changement de mentalité se fait sentir, on ne néglige pas pour autant les cercles du pouvoir légués par le passé :

« Ya pas de doute », nous disait un permanent du C.R.D., « qu'il a un changement de mentalité qui est nécessaire à opérer, ne serait-ce que le changement qui permet à des personnes qui sont en pouvoir de décision, de décider autrement, et d'avoir dans leur cocologie une mentalité de gestion qui est différente de celle de maintenant, la mentalité du court terme. »²

Ici, un problème survient. Il faut que les mentalités changent. Fort bien, mais enfin, que faut-il changer pour que changent les mentalités ?

L'acculturation par encadrement

« La force, écrit Gérard Fortin, n'est pas une méthode rationnelle d'orchestrer le mouvement social. »³ Certes, le seul développement de la Sibérie stalinienne démontre que la contrainte et la frayeur peuvent conduire les hommes à s'adapter sans regimber à des impératifs qu'ils ont, ni individuellement, ni culturellement choisis. Par ailleurs, les gens sont ainsi qu'ils se rebiffent lorsqu'on leur pousse dans le dos, même moralement. Un cadre de l'O.P.D.Q. situe le problème :

« Ce sont les processus de changements qu'on voudrait relativement accélérer par rapport à un laisser-faire. Or, si on veut pas un laisser-faire, planifier et développer, forcément, on bouscule quelques-uns, et qui sont pas toujours

¹ B.A.E.Q., Objectif de l'établissement d'un cadre institutionnel de planification et de participation ; Esquisse du plan de développement, Cahier 8, Québec, 1966. Entrevue no. 3.

² Gérald FORTIN, Louise CHABOT, *Perspectives théoriques et études de quatre CER* Conseil d'orientation économique du Québec, février 1968.

³ *Ibid.*

*insatisfaits après coup, mais au moment où vous êtes bousculés, vous êtes pas heureux. »*¹

C'est alors que la science sociale se rabat sur le conditionnement. La psychologie behavioriste enseigne en effet que les hommes sont le produit de leur situation sociale, biologique, physique. D'où il s'ensuit qu'en modifiant la situation, en encourageant tel type de réponses grâce à tel type de stimulants, il est possible de porter « librement » les hommes vers tel comportement plutôt que tel autre. On peut conditionner la situation, laquelle conditionne les choix. Naturellement, la *situation*, dans la perspective technocratique, se réduit aux *structures*, à l'encadrement. De la même manière que « les impératifs économiques et techniques » ont rendu nécessaire, dans les termes de Jean-Charles Falardeau « une saisie préalable des composantes culturelles des régions à aménager » (les mentalités),

*« Pour des raisons analogues, dans le Québec, un récent souci de rationalisation de l'exploitation des ressources naturelles et humaines incite à identifier avec précision les unités morphologiques et fonctionnelles de notre territoire disparate. »*²

Voici comment cela fonctionne.

Sous le prétexte d'une structuration plus efficace d'une certaine unité géographique, on regroupe les villages, on forme des comités sectoriels, on favorise la croissance industrielle le long de tel axe régional plutôt que tel autre, etc. En conséquence, les citoyens sont amenés à comprendre autrement la communauté, et leur participation aux œuvres collectives. La paroisse, le rang, la ville, le comté ne sont pas que des structures : ils supportent un style de vie, une conception de l'Univers. Lorsqu'ils cèdent le pas aux régions ou aux sous-régions, cela implique une référence abstraite à des collectivités potentielles plus que réelles, mais qui obligent quand même à l'adoption de canaux d'expression nouveaux et imposent à la longue toute une nouvelle manière de vivre avec les autres.

*« L'Esprit régional, explique-t-on en Abitibi, a été suscité beaucoup par les structures administratives régionales. Ici, ça s'adonne que la région administrative correspond à une région en termes sociaux et économiques. »*³

Même si la pensée technocratique place au sommet des autels les valeurs et la rationalité inhérentes à la productivité économique, son intervention prend ainsi surtout l'aspect d'une structuration volontaire du social, de la vie des groupes et de

¹ Entrevue no. 4.

² Jean-Charles FALARDEAU. Compte rendu du livre de DUMONT et MARTIN, *L'Analyse des structures sociales régionales, Recherches Sociographiques*, p. 239.

³ Entrevue no. 5.

leurs rapports. La communauté planifiée et planificatrice nouvelle – jugée nécessaire au développement – prendra forme d'abord dans les engrenages que l'on installe pour la définir. Les hommes, conditionnés, y accorderont leurs pianos.

À cet égard, le cahier huit de l'Esquisse du Plan de l'Est du Québec, prêche par l'éloquence de son titre : l'Encadrement. Il propose en effet de mettre en place une structure régionale et de prendre les moyens pour que les citoyens apprennent à s'en servir :

1. réorganisation des services administratifs du gouvernement provincial.
2. regroupement municipal.
3. participation consultative (commissions municipales de développement, conseil sous-régional, C.R.D.)
4. circuits d'information.
5. animation (étude du plan par les leaders, commissions locales de développement).¹

Une fois l'appareil en place, la question des changements de mentalité se trouve simplifiée. Selon l'étude de Morency :

« le problème qui se posait à cette époque était le suivant : l'on fonde des comités locaux ; comment les associer à une tâche commune, régionale dans sa perspective, susceptible d'amorcer un changement de mentalité. »²

Mais encore, quelle tâche commune ? Planifier ? Donner son avis ? Participer au développement ? Tout cela, bien entendu. Mais en pratique, la première tâche commune, *c'est d'entrer dans les structures mises en place. Les appareils sont là pour exécuter un travail collectif qui d'abord, consiste à permettre à l'appareil de fonctionner.*

Reste un problème, et de taille : comment amener les gens à rejoindre leurs cases dans l'appareil ? En principe, la théorie behavioriste laisse croire qu'on pourrait, sans détour, conditionner les populations à l'acceptation de certaines normes grâce à l'aménagement délibéré des situations. Et que l'on peut ainsi conduire les hommes à la conformité d'un bonheur serein. Mais cet aménagement délibéré lui-même suppose une intervention impérative, unilatérale au début, de la part des pouvoirs établis : une telle méthode est chez-nous identifiée à la dictature communiste, aux partis uniques, etc., elle va à l'encontre de la valeur « démocratie ».

Il s'ensuit que si la théorie cybernétiste du développement conduit au conditionnement des hommes par les structures, elle doit également faire place à des mécanismes propres à amoindrir les contrecoups du changement forcé par la

¹ B.A.E.Q. « Cahier 8 », *op. cit.*

² MORENCY, *op. cit.*

restructuration du social. Il faut bien, après tout, que, dans le contexte démocratique, la population commence par accepter les changements de structure eux-mêmes.

II^e partie : la participation

Par conséquent, pour marier la planification (dynamique première de la société idéale cybernétiste) et la mentalité de planification (idéologie de la société cybernétiste exprimée dans la systématisation de la vie publique), il faut faire intervenir la *participation* (pratique de la démocratie cybernétiste comme expression du pouvoir du peuple par les appareils publics de planification). Si on peut concevoir la planification et l'acceptation de la mentalité de planification sans recours à la « participation volontaire » sous d'autres régimes politico-économiques que le nôtre, ce n'est qu'en comprenant bien la nature de ce concept et des moyens mis en œuvre pour l'actualiser qu'émerge la spécificité du mouvement social global vers la cybernétisation *tel qu'il anime le capitalisme de la seconde génération*. Fil d'Ariane traversant les stratégies cybernétistes, le concept de participation lie ses diverses réincarnations dans la pratique du développement régional.

« La participation, dit le B.A.E.Q., est le processus par lequel les citoyens sont associés à la définition des normes qui président au partage des biens sociaux, l'expression biens sociaux étant ici entendue dans son sens le plus large possible et incluant des réalités aussi globales que le statut socio-économique, les rôles sociaux, les biens politiques et les biens économiques. »¹

On trouve là, un peu étriquée, la définition que Fortin donne du développement : un processus au gré duquel une société construit consciemment son futur. Si le B.A.E.Q. voit la participation comme un moyen de rendre l'acceptation des changements plus facile, comme on le suggérait plus haut, il ne fait pas de doute pour Dion et Angers qu'il en fait aussi une fin :

« La participation, c'est le développement, puisque le développement doit permettre aux gens de définir eux-mêmes le rythme et la nature des changements. »²

On voit à quel point la participation s'avère un concept à la fois critique et utopique. Il conteste d'abord la société de consommation et le rôle passif qu'elle impose aux citoyens sur le plan politique, comparable à celui de l'acheteur qui n'a de prise sur les priorités de la production que par le choix entre des biens et services dont la culture dominante et sa publicité ont au préalable défini la

¹ B.A.E.Q., « Cahier Jaune » *op. cit.*

² DION, ANGERS, *op. cit.*

nécessité. Les classes les plus éveillées de la population, écrit Fortin, en éprouvent une « conscience de n'être que de simples exécutants qui ne participent pas aux décisions ».

« Cette conscience, ajoute-t-il, semble conduire dans la plupart des cas, à la recherche d'une solution de type collectif et à la recherche d'une nouvelle structure d'organisation sociale et politique. »¹

La participation veut être cette solution. Elle rejette le mythe libéraliste de « l'égalité des chances » et reconnaît les différences objectives entre les classes sociales quant au bien-être, au pouvoir, à l'autonomie. La participation implique que les individus canalisent leur expression par le biais de groupes organisés, selon les secteurs et les communautés territoriales ; elle socialise en somme les forces individuelles. Pour Fortin, tous les groupes sociaux sont fonctionnellement égaux et ont droit au chapitre. Aucun ne peut prétendre être seul « agent légitime » du pouvoir social. En d'autres mots, que disparaissent les classes dominantes. Ce collectivisme peut être rattaché au socialisme bien qu'il soit inacceptable aux tenants de la participation d'envisager la « dictature » d'une majorité quelconque. On amène plutôt tout le monde à la même table. Ce qui sous-tend une médiation ultime : elle est partagée entre l'État – seul véritable agent collectif de pouvoir – et la science.

Participation et éducation

Le rôle de l'État et celui de la science se fondent dans la personne des spécialistes du gouvernement. Dans la société qu'ils proposent écrit Fortin,

« experts et techniciens ont, à l'aide de leur instrumentation scientifique, à établir des choix possibles devant lesquels est placée la société, de même que les différentes conséquences de chacun de ces choix. Placée devant cet éventail de choix, la société, par des mécanismes nouveaux de participation, devrait permettre à tous les citoyens de déterminer besoins et priorités. »²

On réconcilie par conséquent certains aspects de l'anarchisme jeffersonien (*grass roots democracy*) et les impératifs d'une société industrielle chargée de beaucoup de technicité. Les citoyens, inconsciemment peut-être, ont d'ailleurs déjà déterminé le besoin de participation ; les experts se chargent d'en préciser les conséquences pratiques.

¹ Gérald FORTIN. « Transformation des structures de pouvoir », *Recherches Sociographiques*, vol. VI, 1965, p. 23.

² Gérald FORTIN, *La société de demain : ses objectifs, son organisation*, Québec, Éditeur officiel. Annexe 25 au rapport de la Commission d'Enquête Royale sur la Santé et le Bien-être social, 1970, p. 23.

Dès le départ, l'idéal participationniste rencontre l'obstacle d'une différence de scolarisation, d'expérience et de spécialisation entre les experts et la population en général. Les technocrates appellent cela des « écarts de rationalité ». Afin de les combler, il convient les citoyens à *s'associer aux études* précédant l'adoption des objectifs du plan. En principe, l'inventaire conjoint de la réalité régionale de ses problèmes devrait conduire à une fusion des mentalités locales et des « problématiques » scientifiques. Le plus souvent, elle conduit simplement à l'acculturation technique des simples citoyens, ou à des oppositions de plus en plus fermes entre ceux-ci et les experts. Au B.A.E.Q., en tout cas, on a vite réalisé qu'une fois familiarisés avec leurs problèmes et avec les outils d'analyse scientifique, trop de gens ambitionnaient eux-mêmes de se servir de ces derniers pour régler les premiers sans attendre *l'imprimatur* des évêques de l'Église de la Rationalité.

Les leaders, les petites élites, agissent souvent différemment. L'attrait du pouvoir ne leur échappe pas. Leur disponibilité envers les émissaires des universités ou de l'État s'en accroît d'autant. Pour eux, on lancera (avec la coopération de l'Institut Desjardins de Lévis) divers programmes de formation du leadership. Ces « intellectuels organiques » passeront des semaines intensives à l'étude des esquisses du futur plan et au retour, souffriront beaucoup moins des « écarts de rationalité ».

Participation et animation

Enquêtes participation, formation des leaders : autant de moyens d'encourager la participation, autant de formes, bien entendu, de l'animation. Car si la première constitue un idéal, la seconde en est le déclencheur.

Selon l'optique privilégiée, l'animation des groupes peut avoir des objectifs bien différents que nous qualifierons en empruntant la typologie d'Hugues Quirion : l'action sociale, la socio-thérapie, l'accessibilité aux services. *L'action sociale* fait d'un groupe une source de pouvoir. Cette conception des fins de l'animation n'a pas été absente du B.A.E.Q. ; défendue par les animateurs eux-mêmes et au sein de la population, elle n'a toutefois pas résisté devant celle que privilégiaient les grosses têtes du Bureau d'aménagement, se rapprochant plutôt de la *socio-thérapie*. On peut alors voir l'animation, selon Léon Dion, comme « technique de psychothérapie de groupe » et définir ainsi sa finalité :

« Par son intervention sur les mentalités, l'animation entend créer chez les individus cet état de déséquilibre qui favorise l'assimilation d'informations nouvelles, l'abandon d'anciennes convictions et l'acceptation de nouveaux modes de pensée et d'action. »¹

¹ Léon DION, *Société et politique. Tome I : la vie des groupes*, Québec, P.U.L.

Comme on le sent, une telle orientation n'encourage la participation qu'en autant que celle-ci se situe à l'intérieur des bornes de l'aménagement rationnel, fixées, faut-il le dire, par les technocrates. « Par rapport à l'animation sociale, écrira l'aménagiste Guy Coulombe, la participation est un objectif. Par rapport à l'aménagement, elle constitue un moyen. » ¹

Son collègue Jean-Claude Lebel précise :

« en introduisant, dans la société urbaine et industrielle, les normes et les valeurs de la société urbaine et industrielle, l'animation sociale misera, pour ce faire, sur une collaboration entre les planifiants et les planifiés. » ²

Vous ne saisissez pas ?

« Le rôle de l'animateur est, en effet, d'amener la population avec laquelle il entre en contact, à comprendre les objectifs précis du planificateur. L'animateur rendra ainsi possible une participation dynamique, éclairée, intelligente et constructive (sic) de cette population dans la poursuite des objectifs définis par le planificateur. » ³

Comment ne pas conclure que l'idéal de la participation se trouve essentiellement faussé : loin de tendre à résoudre le problème des inégalités sociales, il cherche plutôt à les recouvrir sous la diffusion d'une idéologie réductrice des conflits latents grâce à des techniques non-directives de conditionnement. En définitive, dans la terminologie de Quirion, l'animation devient un moyen d'assurer un *accès aux services*. Quels services ? Ceux qu'offrent les aménagistes-experts et l'État. Mais encore ? *Le service de s'inscrire dans l'appareil de planification et d'en accepter les préceptes.*

Participation, consultation et information

Les conditions de contribution à la vie politique sont ainsi ajustées à la nouvelle société : la consultation et l'information permanentes des citoyens délogeront, idéalement, la politique partisane et le patronage.

Dans une société capitaliste avancée, la rapidité du changement, la nécessité d'arrêter l'action présente en prévoyant le futur, la technicité des décisions à prendre sans arrêt pour maintenir le rythme de croisière de l'économie, la complexité même des politiques à mettre en œuvre, tout cela concourt à rendre grossièrement désuet le mécanisme établi de consultation politique que sont les

¹ COULOMBE, *op. cit.*

² J.-C. LEBEL. « L'animation sociale et l'expérience du B.A.E.Q. », dans *La participation de la collectivité à une planification économique*, Montréal, Les Cahiers de l'I.C.E.A., 1967.

³ MONTMINY, Jean-Paul, *Une expérience d'animateur social auprès du clergé du territoire pilote*, B.A.E.Q., annexe technique no. 25, Québec, août 1964.

élections quadriennales, conduites dans un esprit de carnaval et de foire aux images. Par ailleurs, il faut également concevoir une échappatoire aux pressions occultes du patronage dont l'effet est de confirmer l'influence indue des plus forts en plus que de contrecarrer souvent la planification.

En matière de développement régional, les Conseils régionaux de développement seront les canaux principaux par lesquels il deviendra possible aux citoyens des régions de faire connaître leur point de vue aux gouvernants et d'amorcer ainsi un régime permanent d'échange entre le sommet et la base des pyramides. Dans ce que l'O.P.D.Q. définit comme « un rôle d'encadrement et de concertation des agents régionaux de développement »¹, un permanent de CRD, lui, voit une canalisation essentielle entre les citoyens, l'État-entreprise et les propriétaires des moyens de production :

*« On essaie, nous autres – c'est pratiquement une utopie – de relier ce qu'on appelle dans le vocabulaire traditionnel distributeur et consommateur : la personne qui profite et la personne qui produit. Pour que les besoins de l'un et de l'autre soient satisfaits. »*²

Le Bureau d'aménagement de l'Est, puis l'Office de planification, tiendront fermement à la séparation entre la structure « consultative » et les instances décisionnelles de l'État. On compte sur le C.R.D. :

- « a) pour obtenir des avis lorsque, dans le cadre des programmes régionaux, de tels avis sont requis ;*
- b) pour encourager la concentration des actions régionales de consultation des ministères qui en expriment le désir ;*
- c) pour fournir, de sa propre initiative ou sur demande, la documentation disponible à l'Office du Plan. »*³

Vers le bas, à partir du C.R.D. lui-même, la participation consultative oblige à ériger un réseau qui aille littéralement « chercher » l'opinion populaire. Mais dans la mesure où la pointe de cet appareil régional se voit réduite à devenir une succursale de l'O.P.D.Q., l'effet principal de l'articulation institutionnalisée des intérêts locaux est de leur faire partager le rôle du C.R.D. lui-même ; la condition de l'efficacité de leur participation consultative est alors de devenir les relais – vers la base – de l'information que l'État voudra bien consentir à donner au réseau.

¹ O.P.D.Q., *Rapport annuel du directeur général*, Québec, mai 1972.

² Entrevue no. 1.

³ C.R.D. 02, *Rapport annuel du directeur général*, Jonquière, 1972.

Lorsque la population consulte les experts, elle reçoit de « l'information » : des choses objectives, vraies, scientifiques, rationnelles. Quand c'est la population qui informe les puissants, cela s'appelle de la « consultation » : l'expression d'intérêts parfois mesquins, de choses émotives, valables, certes, mais soumises à l'arbitrage du consensus, de l'expertise ou du bien commun dont, nous le savons maintenant, l'État est le seul dépositaire. L'information, dans cet esprit, origine surtout de l'État et alors que celui-ci devait idéalement consulter la population avant d'orienter son action, voilà que c'est plutôt la population – du moins celle qui consent à fonctionner dans le réseau dont le C.R.D. forme un nœud – qui se retrouve en train de consulter le gouvernement avant de décider ce qu'elle doit faire !

« Ça cause un problème dans le sens que c'est pas la population qui parle, c'est le gouvernement qui parle à la population. Ça devient un organisme d'information. »¹

Participation et régionalisation

L'idéal de la participation se déploie dans une autre dimension, plus nettement orientée, celle-ci, vers la modification des structures politiques et administratives. On veut annuler ici la tendance croissante à la bureaucratisation et à la centralisation excessives des appareils étatiques. Pour rendre possible la participation la plus immédiate des citoyens à la direction au jour le jour des affaires de l'État, il faut envisager l'opportunité de dépasser la simple consultation, et ramener à l'échelle de la région elle-même les institutions légitimes d'exercice du pouvoir d'État.

Deux concepts appliquent cette prétention : la déconcentration et la décentralisation du pouvoir. En gros, déconcentrer le pouvoir équivaut à installer dans une région des représentants du pouvoir central et à augmenter la marge où ils peuvent exercer le pouvoir décisionnel. Tel est le but de la création des conférences administratives régionales, par exemple, qui regroupent, sous la responsabilité d'un coordonnateur régional, chacun des responsables régionaux des principaux ministères présents dans la région.

La décentralisation du pouvoir signifie partage réel du pouvoir exécutif entre le pouvoir central et les instances locales. La création d'un gouvernement régional est l'exemple le plus net d'un effort de décentralisation du pouvoir ; les municipalités représentent un pouvoir décentralisé. À ce chapitre, le B.A.E.Q. recommande la création d'un office de développement de l'Est du Québec, flanqué par le C.R.D. d'un côté, et de l'autre, une structure consultative à demi parallèle, formée de commissions municipales débouchant sur des conseils sous-régionaux, rattachés eux-mêmes en dernière instance au C.R.D. Tout bien mesuré, il n'en restera pas grand chose. Le C.R.D. sera vite réduit à son rôle de courroie de transmission entre

¹ Entrevue no. 2.

les promoteurs régionaux de l'expansion et l'État. L'O.D.E.Q., quant à lui, se satisfera d'administrer quelques temps les fonds du programme fédéral A.R.D.A. avant de fuir Rimouski pour venir se loger dans les méandres bureaucratiques de sa maison-mère, l'O.P.D.Q., à Québec même.

Les slogans de déconcentration et la décentralisation se sont peu à peu retournés à l'envers, comme le lion de la blague dont on tire la queue en passant par la gueule. Sous prétexte de renforcer les instances déconcentrées des ministères, on retire les fonctionnaires des localités pour les regrouper à Rimouski, à Val d'Or, à Jonquière. La déconcentration vue de Québec prend toutes les formes de la concentration pour le citoyen de Cap-aux-Meules, de Taschereau ou St-Félicien. La décentralisation qui confère aux fonctionnaires de l'O.D.E.Q. – installés en partie dans la ville de Québec ! – certains pouvoirs autrefois dévolus aux ministères a tout l'air d'un drainage du pouvoir réel vers l'État central pour les leaders des municipalités locales de l'Est québécois.

En conviant les représentants les plus divers des populations locales à prendre part à la planification, à la participation, on permet des échanges d'une grande fécondité entre des gens qui, renfermés dans leurs milieux géographiques ou économiques ou sociaux, s'ignorent souvent et ignorent de plus la communauté des besoins qui les relie les uns aux autres. La participation se dédouble dans le slogan de *régionalisation*, au sens de création d'une véritable communauté, ou société, de la Région. Au B.A.E.Q. comme dans les autres régions québécoises, tous les animateurs ont tenté de susciter une « conscience régionale ».

Ce terme peut avoir deux sens. Disparition d'abord de l'esprit de clocher et de l'égoïsme des groupes d'intérêts, au profit d'une solidarité élargie. Vu du côté quotidien, maintenant, il suppose une réduction à une échelle plus préhensible, des macro-structures institutionnelles de la société globale. Avant que la bureaucratie cybernétiste ne s'en mêle, un petit article publié par le Conseil régional du Nord-Ouest expliquait fort éloquemment la portée de l'idéal régionaliste. Cela vaut la peine de le citer longuement :

« la régionalisation, c'est la création d'un niveau politique entre le local et le provincial, par un nouveau découpage de l'espace géographique, par l'arrangement physique et socio-politique de cet espace, le tout recouvert par un sentiment d'appartenance nouveau. Jusqu'ici, il y a environ dix ans, la vie n'était organisée qu'autour de la paroisse ou de la municipalité (...) Aujourd'hui (...) si la vie n'était organisée qu'autour de la paroisse, on ne pourrait satisfaire les besoins nouveaux parce que les services qu'ils requièrent ne sont rentables que s'ils desservent une population beaucoup plus grande. L'organisation de ces services nouveaux exige donc la formation d'une nouvelle entité collective plus vaste. »^{1}*

¹ CERNOQ, *Feuillets Nouvelles*, vol. 1, no. 2, 27 mai 1969, Rouyn.

La régionalisation est inscrite dans l'évolution des besoins de la société. Elle y répond, en somme, et fait partie du processus de modernisation que le Québec des années 60 est prêt à entreprendre. C'est un objectif utopiste dans la mesure où il mobilise les énergies au profit d'une incarnation élargie de la fraternité, où il appelle les citoyens à embrasser une communauté aux frontières plus vastes :

« Au niveau de la paroisse, il existait une solidarité ; spontanément, on se comportait comme faisant partie d'une communauté locale. La régionalisation suppose l'éclosion d'une nouvelle solidarité : au niveau de la région, on devra vivre ensemble, travailler ensemble et décider ensemble. Qu'on l'appelle esprit régional, conscience régionale, solidarité nouvelle ou sentiment d'appartenance nouveau, la région ne peut exister comme entité politique vivante sans cet élargissement de l'univers immédiat de chacun. »¹

On est gêné de le dire *ex post facto*, d'avoir raison après le fait – (mais les intellectuels ne font souvent pas mieux) : il demeure que cet appel à la solidarité, fondé sur l'appartenance à un territoire, offrait une proie facile à l'idéologie technocratique, si soucieuse de dissimuler les contradictions de classe. Le régionalisme, comme son parent le nationalisme, est charismatique, mobilisateur, populiste : il peut servir à bien des sauces, et il relève singulièrement bien l'harmonisme rationaliste des techniciens du bien commun.

La portée en sera réduite, comme en fait état cet extrait d'un article de Roland Parenteau, de 1964 à 1966, écrit-il :

« une attention particulière a été apportée à l'étude des problèmes régionaux et à la création d'une conscience régionale, de nature à faciliter la solution des problèmes d'aménagement du territoire. »²

Désormais, alors que selon un directeur de C.R.D. plusieurs participants se demanderont « si la conscience régionale », en soi, était un « objectif », les théoriciens de l'aménagement, eux, ne douteront plus qu'il s'agit d'un moyen. Fidèle à la théorie en ce sens, l'esquisse du Plan du Saguenay-Lac St-Jean affirme que « l'une des fonctions premières » du C.R.D. est de créer une « conscience régionale », un consensus sur les objectifs du développement.

Comment cela ? Premièrement, le C.R.D. doit « diffuser le Plan auprès de la population ». Deuxièmement, le C.R.D. « forme » la population. Les fonctionnaires et les citoyens devraient avoir le même langage basé sur les « données objectives et scientifiques du Plan ». Il faut, ajoute-t-on, « dialoguer sur

* Nous tenons à souligner pour montrer à quel point l'idée de régionalisation transgresse les simples concepts de déconcentration et de décentralisation. Le niveau politique dont il est ici question est celui d'une communauté politique, aussi bien que sociologique.

¹ *Ibid.*

² PARENTEAU, *op. cit.* Nous soulignons.

le plan rationnel ». Le C.R.D., enfin, doit être un « canal fidèle » entre la population et les technocrates. ¹

Cherchant à débloquent par les structures l'émergence de la solidarité régionale en Abitibi, deux aménagistes à l'emploi du Conseil économique régional du Nord-Ouest concluent par ces mots leur rapport sur la restructuration municipale :

« Il est évident que de telles politiques bousculent passablement de gens, mais il ne faudrait pas que des questions d'intérêt personnel ou d'attachement sentimental bloquent ce projet.

Nous n'avons aucune objection à ce que le projet que nous soumettons soit complètement remanié, mais nous espérons que seuls des critères d'efficacité, de rentabilité et la connaissance de perspectives d'avenir seront à l'origine des suggestions alors proposées. » ²

En quoi il est démontré qu'il ne suffit pas d'avoir la conscience régionale pour être conscient puisque ni l'efficacité, ni la rentabilité ni la prospective ne sont automatiquement livrées dans le même paquet qui contient l'expansion de la solidarité humaine du village à la communauté régionale. Si les citoyens veulent se donner une conscience régionale, elle devra être en même temps cybernétiste.

Quant à tous ceux qui, au sein du peuple comme chez les professionnels et les militants, ont cru sincèrement à la participation, ils ont été confrontés à un choix de plus en plus pressant : derrière les mots il y a les idéaux et derrière ceux-ci les techniques ; derrière les techniques se cachent les intérêts, et derrière ces derniers, le pouvoir ; autour du pouvoir, il y a les camps, les classes ; tout compte fait, il faut commencer par choisir son camp.

¹ O.P.D.Q., *Esquisse du plan du Saguenay-Lac-St-Jean, I-Synthèse, op. cit.*

² CERNOQ *L'avis du CERNOQ, annexe C : Étude de préliminaires en vue de la restructuration municipale*, Rouyn, mai 1971.

III

La bataille du développement régional

1^{re} période : ENSEMBLE ! ENSEMBLE !

I Le terrain

[Retour à la table des matières](#)

Les vecteurs de monopolisation et de concentration des forces productives donnent le ton de l'industrialisation, et on peut en lire les effets morphologiques sur les cartes géographiques, par le phénomène d'urbanisation. Lorsque le capitalisme entre dans sa phase de maturité, l'inégal développement des régions à l'intérieur même des marchés nationaux prend une allure irréversible. Les régions périphériques, souvent confinées à un type dominant de production (au Québec : l'extraction des matières premières) se trouvent de plus en plus dépendantes des métropoles, en capital, en main-d'œuvre spécialisée, en technologie et pouvoir décisionnel. Les chaînons du « développement du sous-développement »¹, grâce auxquels la croissance métropolitaine vampirise l'expansion régionale, se resserrent.

Avec la décennie 60, Montréal tend à accaparer le meilleur des industries génératrices de croissance et de développement (7/10 de toute l'industrie manufacturière), Québec s'habitue à un rôle inédit de grande banlieue administrative de la métropole, à mesure que les institutions étatiques se gonflent.

Montréal bénéficie de tous les facteurs qui pèsent sur la localisation des entreprises, à notre époque. Depuis plus de cent ans déjà, elle abrite le système nerveux de l'économie : la finance et les sièges sociaux. On y trouve le capital, de même que les pouvoirs d'en disposer. Véritable nœud de trafic continental, les voies de communications maritimes, aériennes et terrestres les plus modernes et les plus stratégiques y débouchent. À ces facilités de distribution des produits et d'importation des matières premières, s'ajoute la proximité d'un gigantesque

¹ Déjà en place au siècle dernier. Voir : Normand SEGUIN *La conquête du sol au IX^e siècle*, Sillery, Boréal Express, 1977.

marché d'écoulement, tant parce qu'elle attire le tiers de toute la population québécoise, que parce que les riches y vivent et parce qu'elle s'intègre dans le quadrilatère New-York-Washington-Chicago-Toronto. L'énergie électrique y coule à flot et à bas prix. Cosmopolite, ouverte au monde, pluraliste, Montréal attire la fleur des ressources humaines dont a besoin l'entreprise contemporaine : vaste éventail de techniciens, d'ouvriers spécialisés, d'administrateurs et de chercheurs.

« Depuis 1945, écrit Jacques Girard, la prépondérance de la région de Montréal est telle que seules les industries liées à l'exploitation des ressources naturelles consentent facilement à s'implanter en dehors de son territoire. Dans les autres régions du triangle Montréal-Québec-Sherbrooke les nouvelles implantations sont relativement peu nombreuses et l'expansion d'industries en place est principalement responsable de la croissance qu'on peut trouver. »¹

Roland Parenteau écrira en 1964 que la métropole est devenue :

« la seule agglomération vraiment diversifiée, le seul centre polarisateur d'activités, c'est-à-dire capable d'engendrer par lui-même des activités nouvelles »²

Et, pourrait-on ajouter, cela ne s'arrête pas à l'économie : la région métropolitaine tend à monopoliser la production littéraire, artistique et culturelle au sens large : celle des valeurs de rechange, des idées dominantes et des styles de vie. À la fin des années cinquante, Tremblay et Fortin découvraient, à leur grande surprise, que les comportements et les aspirations économiques des ruraux recoupaient ceux des urbains. Le Québec était culturellement devenu, selon le mot de Fortin, « une ville à inventer », une seule ville au réseau géographique plus ou moins dense³. Le réseau urbain québécois est grossièrement débalancé. On ne peut parler, chez-nous, de véritables villes intermédiaires (comme Thunder Bay ou Hamilton) qui pourraient ancrer des économies régionales et sous-régionales placées dans une hiérarchie graduelle où trônerait Montréal. Le Québec ne compte que six villes dont la population varie entre 50 000 et 500 000 habitants ; parmi lesquelles il faut décompter Hull – « ville dortoir », d'Ottawa – et Laval, qui occupe la même fonction face à Montréal.

Or, écrit Robert Hirsch, c'est dans ce groupe d'agglomérations que l'on peut espérer trouver les points d'ancrage d'un développement régional équilibré, et c'est de l'évolution de ce groupe (...) que dépendra en grande partie le succès

¹ Jacques GIRARD, *Géographie de l'industrie manufacturière du Québec*, Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, 1970, p. 287.

² Roland PARENTEAU, « Les régions riches et les régions pauvres du Québec », in *Cité Libre*, Montréal Vol. XV, n° 70, octobre 1964.

³ Gérard FORTIN, « Le Québec : une ville à inventer », *La fin d'un règne*, Montréal, H.M.H., 1973.

*des efforts visant, dans le cas du Québec, non pas à réduire la croissance de Montréal, mais à éviter que Montréal ne devienne (...) le centre gigantesque et prospère d'une province déserte et sous-développée. »*¹

On se demande si ça n'est pas déjà fait. À part la zone métropolitaine, Parenteau² identifie deux types de régions, en 1964 :

- i) Les régions périphériques, handicapées au premier chef par leur éloignement des centres de Québec et de Montréal. Certaines sont anciennes et souffrent d'une dépendance touchant à la fois les capitaux et les produits de consommation usuels ; le chômage chronique – parce qu'inhérent à la désuétude de la structure industrielle locale – encourage l'émigration. D'autres, telles la Côte Nord, le coin de l'amiante ou celui de Murdockville, se réduisent à des régions-entreprises ; bien que le niveau de vie y soit relativement développé, nous dit Parenteau, l'absence de transformation locale empêche une réelle polarisation ; si les activités tertiaires (petit commerce, secteur public et loisirs) y connaissent une certaine prospérité, le transfert des richesses produites vers d'autres régions accuse la dépendance des régions-entreprises qui, par manque d'autonomie, reposent sur une économie instable.
- ii) L'autre type, les régions diversifiées à centre urbain, profitent de la présence d'une capitale naturelle (Sherbrooke, Chicoutimi, Trois-Rivières, Shawinigan, etc.). Mais dès 1964, Parenteau remarquait : « les capitales régionales perdent graduellement leur rôle de centres de décision et s'avèrent incapables d'exercer une influence polarisante. » Les entreprises évitent les capitales de zone pour traiter directement avec Québec et Montréal.

À vrai dire, les régions du Québec sont engagées dans un processus classique de sous-développement où la paupérisation et l'impuissance se relancent la balle d'un combat de Sisyphe contre la stagnation et la dépendance. Tous les observateurs s'entendent, par exemple, sur le dépérissement de l'agriculture. Fortin voit s'amorcer après la guerre la reconversion et la spécialisation des fermes. Autrefois voués à l'auto-subsistance, les cultivateurs vendront désormais leurs produits aux grosses compagnies sinon à des acheteurs régionaux. Un grand nombre abandonnent, s'en allant gonfler les rangs des urbains de campagne ou chez les jeunes surtout, de ceux du triangle manufacturier ; d'autres vivoteront en engraisant leur pécule d'un travail occasionnel en forêt ou dans la construction urbaine³. Dumont et Martin signalent les problèmes d'organisation et le

¹ Robert HIRSCH, *Les origines et la nature des déséquilibres régionaux au Québec*, Québec, Conseil d'orientation économique du Québec, La planification du développement régional, série II, Cahier 11/2, octobre 1967.

² PARENTEAU, *op. cit.*

³ Gérard FORTIN, « Milieu rural, milieu ouvrier : deux classes virtuelles », Québec, in *Recherches Sociographiques*, Vol. 11, n°. 1, 1965, pp. 47-59.

vieillesse des populations activement engagées dans l'agriculture ¹. Tout compte fait, le secteur décrépit au gré de deux tendances, entre 1946 et 1961, selon le ministère de l'Industrie et du Commerce : 1. Une augmentation de la production mais une diminution de sa part dans la production totale du Québec. 2. Une baisse de l'emploi suivie d'un exode rural continu ².

Fait à noter, le M.I.C. porte un diagnostic similaire sur un secteur d'activité censé renflouer les goussets des travailleurs ruraux : « Si la production forestière a augmenté, l'emploi par contre a sensiblement diminué entre 1946 et 1961. »

Voyons les pêches qui intéressent la Gaspésie, les Îles-de-la-Madeleine et la Côte Nord. En 1972, les économistes du Ministère de l'Industrie et du Commerce se voient obligés d'avouer que : « l'industrie québécoise des pêches peut être considérée comme un secteur sous-développé, n'ayant pas été capable de s'adapter aux normes de concurrence des autres secteurs de l'économie. »

Quant à l'industrie des pâtes et papiers elle se caractérise par un

« manque de compétitivité sur les marchés extérieurs, en raison de l'accroissement continu des coûts de production et de transport qui n'est pas compensé par une amélioration proportionnelle de la productivité... difficile d'entrevoir des perspectives optimistes. » ³

Pour les produits du bois, comme pour les industries de métallurgie primaire, les perspectives ouvertes après 1969 semblent assez bonnes bien que

*« la tendance générale de l'emploi (soit) à la stagnation dans le premier cas, tandis que l'emploi a diminué de 1958 à 1968 pour le second. Sur l'ensemble du primaire, en résumé, l'emploi a diminué dans toutes les activités *, excepté pour l'extraction minière où il a augmenté au taux annuel de 2 % entre 1959 et 1968. »*

L'image des conditions de vie s'assombrit d'autant, puisque les économies périphériques reposent toutes sur une ou deux grandes industries primaires (au Saguenay-Lac St-Jean, 75 % de l'emploi régional en 1965 tient à l'aluminium et au

¹ Fernand DUMONT et Yves MARTIN, *L'étude des structures sociales régionales*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1964.

² Ministère de l'Industrie et du Commerce, *La production intérieure brute du Québec, par secteurs, évolution et perspectives*. Québec, mai 1972.

³ *Ibid.*, pp. 33, 38, 130, 111, 148.

* Les statistiques vont de 1946 à 1969. L'impact des mines de la Côte Nord compte pour beaucoup dans l'augmentation retenue. Nous verrons malgré cela, la Côte Nord partage les premières places du palmarès du chômage avec les autres régions éloignées. Dans cette pénible hiérarchie, Québec et les Cantons de l'Est se disputent l'avantage de traîner derrière l'Outaouais aux places intermédiaires, tandis que Montréal connaît toujours le taux le plus bas.

papier. En 1970, 93 % de la valeur des expéditions d'Abitibi vient du métal, du bois et du papier). Aussi, depuis 1955, la Gaspésie, le Saguenay-Lac St-Jean, la Côte Nord et la Mauricie souffrent-elles d'un taux de chômage qui dépasse constamment celui des autres coins du Québec¹ et augmente depuis 1960. Il atteindra par exemple un travailleur abitibien sur six, au début de 1970². Comment se surprendre, dès lors, de voir les éléments les plus dynamiques de la population abandonner ces régions pour des milieux plus stimulants où il est possible de bien gagner sa vie.

« Prélèvement sélectif, écrit Robert Hirsch, l'érosion migratoire atteint particulièrement les jeunes et conduit à un vieillissement prématuré de la population. »³ Or, de 1951 à 1961, toutes les régions du Québec perdent du monde, sauf Montréal, l'Outaouais et la Côte Nord* ; l'immigration et les naissances ne réussissent à compenser ce drainage qu'au Saguenay-Lac St-Jean et au Nord-Ouest, où la population cesse de croître et tend à se stabiliser⁴. Hirsch rapporte de plus qu'un écart majeur sépare les revenus moyens de l'ensemble du Québec et ceux qui ont cours dans les régions. La Gaspésie et le Bas St-Laurent, le Saguenay-Lac St-Jean, Trois-Rivières et la Côte Nord portent sous ce rapport le plus grand désavantage de 1951 à 1961, tandis que l'Abitibi, les Cantons de l'Est et l'Outaouais s'en tirent mieux tout en traînant derrière la moyenne provinciale.

Il est vrai que, dans les grandes industries régionales, les salaires ont monté de façon appréciable, de 1946 à 1968 ; de \$1 971 en moyenne, à \$6 885 dans les pâtes et papier ; de \$1 486 à \$6 425 dans la forêt ; de \$1 886 à \$6 685 dans les mines, jusqu'à atteindre même \$7 145 dans la métallurgie primaire. Mais ces augmentations ne font qu'exacerber la différence entre ce qui devient un revenu décent dans l'ensemble de l'économie et les revenus moyens permis par les économies régionales. Le revenu par tête reste plus bas dans les régions excentriques – si on excepte la Côte Nord – que ce qu'il atteint pour l'ensemble du Québec*.

Inévitablement, on comptera sur l'État pour renflouer les familles des régions et leur permettre de prendre part à « l'abondance » générale. Ainsi, remarque le B.A.E.Q. à propos de la Gaspésie, où en 1964, 60 % des revenus aux familles provenaient des paiements de transfert : « Cette dépendance accrue par le bas niveau de vie et le taux élevé de chômage se manifeste par l'intérêt que prend la

¹ HIRSCH, *op. cit.*

² Marcien VILLEMURE, *Les villes de la taille de Cadillac*, CERNOQ, Rouyn, septembre 1971.

³ HIRSCH, *op. cit.*, p. 74.

* Par exemple : Bas St-Laurent et Gaspésie, 15,98 pour cent ; Nord-Ouest, 15,79 pour cent ; Cantons de l'Est, 9,97 pour cent ; Trois-Rivières, 7 pour cent ; Saguenay-Lac St-Jean, 4,63 pour cent.

⁴ *Ibid.*, pp. 70-74.

* Villemure nous dit qu'en 1970 il ne dépassait pas \$1 372 avant impôt en Abitibi, c'est-à-dire le fond du panier québécois. M.I.C., *La production intérieure...*, *op. cit.*

population aux octrois pour les travaux d'hiver qui fait du gouvernement un agent local d'assistance chômage. »¹

1. Impuissance et aliénation

La situation des régions excentriques – dont les plus nettement caractérisées sont l'Abitibi, le Saguenay-Lac St-Jean et l'Est du Québec – prend donc une teinte assez sombre au cours des années où s'effectue la Révolution tranquille. Pour le président du Conseil d'orientation économique, les déséquilibres observés reposent, à la base, sur : « la persistance à côté d'un secteur moderne, de vestiges d'économie archaïque qui n'a pas été entièrement supplantée par des initiatives de fraîche date. »²

Certes, le maintien des activités productrices traditionnelles, retarde la relance des régions. Mais, comme on l'a vu, même les grandes entreprises d'extraction des richesses naturelles végètent et vieillissent. C'est que la monopolisation et la centralisation de la production drainent toute l'énergie régionale.

Récupérés par les grandes institutions financières, les capitaux locaux construisent et renforcent les entreprises de Montréal qui, par leur taille et le « know-how » dévorent les industries locales ne disposant pas de vastes marchés, collées dans « la zone des rendements décroissants » dit Parenteau et défavorisées de surcroît par les déficiences des services publics et de l'infrastructure locale.

*« Le marché régional est négligeable pour l'ensemble des productions. De ceci découle la dépendance à l'égard des marchés extérieurs et donc la vulnérabilité aux fluctuations d'une conjoncture économique sur laquelle la région n'a aucun pouvoir. »*³

Exportatrice de capitaux, de main-d'œuvre, de matières premières, les économies régionales s'avèrent incapables de générer des innovations appuyées sur les ressources locales et les initiatives de développement – à vrai dire les impulsions qui décident du sort des gens, doivent venir du grand capital métropolitain souvent téléguidé par Wall Street et Bay Street, ou bien par l'État central.

Les cris lancés des fonds du pays parlent d'impuissance et de dépendance tant politique qu'économique. Les régionaux se sentent muselés par la distance qui les sépare physiquement des centres de décision administratifs ; les grands media absents, il semble impossible de toucher l'opinion publique ; l'éparpillement

¹ Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, *L'objectif d'établissement d'un cadre institutionnel de participation, Esquisse du Plan*, Cahier 8, Rimouski, 1966, p. 69.

² PARENTEAU, *op. cit.*, p. 8.

³ Office de planification et de développement du Québec, « Résumé de l'Esquisse du plan de développement du Saguenay-Lac St-Jean », Québec, 1971, p. 148.

géographique de la population ne sert en rien la cohésion collective, sa faiblesse numérique réduit son poids électoral et, du même coup, son pouvoir. Insignifiantes dans un système politico-économique marqué par la centralisation et la concentration, les administrations municipales périmées et encrassées dans l'esprit de clocher se confinent « souvent à faire des pressions auprès des centres de décision pour obtenir plus de biens pour leur communauté. »¹

Dumont et Martin diront que la conscience régionale, la conscience de la situation, font défaut. Nous avons affaire, à vrai dire, à un cercle vicieux : « La dépendance locale constitue un frein de plus à l'émergence d'une conscience et de solidarités supra-communautaires et régionales. »² Paupérisation, chômage, stagnation, impuissance, dépendance, effritement ; quelle était donc cette phrase du Conseil économique régional du Nord-Ouest québécois qui stigmatisait si bien la condition régionale ? « L'incertitude vis-à-vis l'avenir engendre une insécurité croissante. »³

2. Les premières manœuvres

Sombre, la situation des régions n'avait pas attendu les années soixante pour qu'y tombe soudain le crépuscule.

En fait, le problème des disparités régionales avait déjà été soulevé dans les années trente, par les tenants du nationalisme économique et cela, dans les termes même qu'allaient plus tard utiliser les artisans de la Révolution tranquille : études, planification, changement des structures sociales et des mentalités. Les idées d'Esdras Minville présentent, sous cet angle, une étonnante jeunesse :

*« Chaque région, écrit-il, doit être traitée selon son potentiel propre, ses particularités physiques et économiques, de façon à obtenir de ses ressources le maximum de rendement humain... donc, industries locales et régionales, au besoin liées les unes aux autres, coordonnées en vue de la plus complète utilisation des richesses naturelles et de la plus grande satisfaction. »*⁴

On reconnaît dans cette déclaration les balises d'une pensée fonctionnaliste qui connaîtra plus tard son ère de gloire : déconcentration, concertation, productivité et bien-être. François Albert Angers ajoute même que Minville « voit l'importance de ce que l'on appelle aujourd'hui les structures mentales du développement », c'est-à-dire du besoin de conditionner les esprits, et cela, dès 1927 : « Il nous apparaît,

¹ B.A.E.Q., *op. cit.*, p. 68.

² *Ibid.*

³ Conseil économique régional du Nord-Ouest, *L'Avis du CERNOQ : le développement des différents secteurs de l'Économie*, livre 2, Rouyn, 1971.

⁴ Esdras MINVILLE, « Schéma d'une politique de sécurité économique et sociale pour la province de Québec », *Actualité Économique*, Vol. 11, n^{os} 2-3, décembre 1944, janvier 1945, pp. 151-152.

conclut Angers, comme l'un des premiers théoriciens du développement selon les données contemporaines du plan, de l'aménagement régional et de la réforme des structures mentales. »¹

On trouve d'ailleurs dans le corporatisme des élèves et des amis de Lionel Groulx, les bases de ce qui devait s'appeler plus tard la participation. Citons encore ici François-Albert Angers :

« Les jeunes intellectuels assez désincarnés de la génération 50-60 ont fait un épouvantail à moineaux de ces conceptions « corporatistes »... (qui vont) fortement caractériser les idées de l'école nationaliste des années 30 à 40. Mais aujourd'hui qu'on ne parle plus partout que de la participation, il faudra bien qu'on en vienne à se demander si la participation globale des individus élisant les administrateurs de l'État (...) est suffisante ; et si toute participation ne devra pas être organisée en fonction de corps intermédiaires compétents, fonctionnels et non seulement faisant fonction de groupes de pression. »²

Les nationalistes économiques métropolitains ont des disciples dans les régions. C'est par exemple un journaliste, admirateur de l'abbé Groulx et ami personnel de Minville qui, dès 1945, se plaignait de ce que « le développement du Saguenay » s'accomplisse « sans plan rationnel, selon le hasard des circonstances... en somme (...) échappe à notre maîtrise »³. Le goût de la prospérité a pénétré dans les régions avec la guerre, et un espoir renaît : voir les Canadiens-français se tailler une place dans l'industrie, jouer un rôle moteur dans la croissance. « La création de nouvelles industries », continue notre scribe, « s'impose de toute évidence »⁴. Or, on se rend compte qu'il ne suffit plus de s'abandonner aux grandes industries lesquelles « de toute façon, n'ont pas vraiment réussi » sauf à déséquilibrer dangereusement la structure économique locale.

Mais enfin, le passé est le passé : le capital « anglais » faisait hier ce qu'il voulait, au grand dam des avenir régionaux. « C'était la mode et le gouvernement ne s'intéressait pas à cela. » Personne ne s'est chargé d'améliorer les infrastructures locales, il n'y avait « pas d'ingénieurs, pas d'économistes... » Que faire maintenant ? Le corporatisme demeure encore le moyen idéal de mobiliser les « forces vives » de la population :

« Notre région ne pourra progresser vraiment sans l'union de toutes les forces agissantes, sans une étroite collaboration entre le capital et le travail d'une

¹ François Albert ANGERS. « La pensée économique d'Esdras Minville » in Robert COMEAU, éd. *Économie Québécoise*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1969, p. 476.

² *Ibid.*

³ J. G. LAMONTAGNE, « Éditorial », *Le Progrès du Saguenay*, Chicoutimi, 12 avril 1945, p. 1.

⁴ *Ibid.*, 30 mars 1944.

*part, entre les pouvoirs publics et les diverses organisations locales d'autre part. »*¹

D'abord, il faut liquider l'esprit de clocher et comprendre qu'à l'ère industrielle tous les établissements locaux d'une région sont, bon gré, mal gré, poussés dans la même barque et doivent ramer ensemble pour avancer. En outre, se débarrasser de l'esprit partisan mesquin. Élever ses perspectives. Par exemple, faire l'inventaire systématique des avantages comparatifs que possède chaque région puis, dossier en main, aller rationnellement convaincre les capitalistes des attraits d'une location excentrique : « Notre région mieux connue, ses ressources et ses possibilités mises en évidence, nous pourrions plus aisément obtenir notre large part des industries étrangères qui s'établiront au Canada après la guerre. »²

À l'échelle régionale, c'est la Révolution tranquille qui commence. Comme dans tout le Québec, une nouvelle classe moyenne pousse agressivement contre le monopole qu'exercent les notables sur les institutions.

Les bases du pouvoir du clergé, des professionnels, des marchands généraux, des maires, ont effectivement une extension locale n'échappant guère à l'ombre du clocher. Rois du village, seigneurs des paroisses, embrassant tout au plus un diocèse ecclésiastique, les notables sont aveugles aux mutations économiques qui resserrent l'interdépendance des collectivités locales entre elles et ignorent la polarisation de l'économie nationale condamnant peu à peu les zones périphériques à la stagnation.

Il en est autrement dans le cas des entrepreneurs : petits industriels, commerçants, contracteurs, agents d'assurance ou d'immeuble. Ces gens là tirent leur légitimité de leur savoir-faire plutôt que des croyances ultramontaines de la « folk society » ruraliste. La communauté dont ils sont conscients de former l'élite – ils préfèrent dire : « qu'on fait vivre ! » – dépasse les cadres paroissiaux pour atteindre une zone de plusieurs villes et villages : la Région. Ces hommes travaillent pour et avec l'argent. Ils retrouvent la région dans son infrastructure commune, son éloignement des grands marchés, la précarité de sa dépendance à l'égard d'un ou deux oligopoles nord-américains de l'extraction, bref elle s'avoue globalement sous les désavantages dont souffrent les Affaires.

Il n'est donc pas surprenant que ce soit dans les associations volontaires d'entrepreneurs qu'on parle d'abord de « régionalisation », d'organisation d'une unité économique et sociale plus vaste, d'une communauté supra-locale. Partout au pays, ce seront ainsi les *Chambres de Commerce régionales* qui vont lancer les premières tentatives de régionalisation du développement. Aux côtés des entrepreneurs, on retrouve quelques membres de la nouvelle intelligentsia, aptes à

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, 18 janvier 1945.

enluminer les aspirations à la modernité d'un discours agréable. Or, dans les régions, les intellectuels n'en mènent pas large, car l'emprise du clergé demeure forte sur les institutions d'encadrement de la vie communautaire. Restent quand même quelques journalistes, des enseignants d'un collège dirigé par une communauté religieuse plus indépendante de l'évêché local, certains cadres des organisations catholiques agricoles, de la J.O.C. ou de la J.E.C., quelques permanents syndicaux ou du mouvement coopératif. Ils ont en commun une ouverture idéologique, (ou bureaucratique, lorsqu'ils œuvrent au sein d'une institution à base nationale), sur les centres métropolitains. Ils y ont des contacts, des maîtres ; ils y puisent des concepts, un certain recul, une vision d'ensemble et une perspective à long terme, plus globalisante que celle des hommes d'affaires évoluant au ras du quotidien, l'œil rivé sur la prochaine paye, l'échéance mensuelle des comptes, la fin d'un contrat. D'ailleurs, on jalouse d'abord le clergé, on revendique contre lui le droit de définir et guider moralement la collectivité. D'où l'invocation de la science contre les « valeurs traditionnelles », une visée rationalisatrice englobant l'ensemble des structures sociales, une modernisation grosse d'objectifs « sociaux » et préoccupée du bien-être des classes ouvrières ou miséreuses.

Au combat des couches ascendantes, le corporatisme fournit un alibi bon-ententiste ; le désir inavoué d'abattre les notables, son unité. Contre le patronage des députés ou le paternalisme des curés, le « know-how » des entrepreneurs et la science de l'intelligentsia. Contre les partis politiques et la dissension sociale, le corporatisme. Contre le renoncement catholique, la croissance économique. Contre l'agriculture d'hier, l'industrialisation... Contre les enseignements de notre Mère La Sainte Église, la connaissance positive. Contre la soumission à l'Anglais, le regroupement des nôtres. Contre le clocher, la région.

Et contre l'évêché, un Conseil économique régional.

3. Les Conseils économiques régionaux

Entre les deux guerres, Minville avait proposé la création d'un conseil d'orientation économique à l'échelle provinciale : il faudra attendre la Révolution tranquille. Mais les gens des régions périphériques retiennent la suggestion. En 1946, un C.O.E. naît au Saguenay. En 1949, son principal animateur visite le Bas du Fleuve afin d'aider à la création d'un organisme similaire. Au milieu des années cinquante, le feu est pris, et les conseils économiques régionaux se propagent de région en région jusqu'à atteindre Québec et Montréal¹. Très nettement, l'impulsion vient des Chambres de Commerce, lesquelles rappelons-le, accueillent aussi bien les industriels et tous ceux qui ont à cœur l'expansion économique.

¹ Y. ROBERT, *Les Conseils économiques régionaux*, Québec, O.P.D.Q., février 1969.

Pour comprendre ce qui va se passer, l'évolution du C.O.E.R. du Saguenay fournit un cas d'espèce à propos duquel nous disposons d'une excellente monographie : celle de M. Guy Gauthier ¹.

Pendant quelques années, le Conseil se veut une table ronde où se rencontrent tous les groupes d'intérêt : syndicat, U.C.C., édiles municipaux, hommes d'affaires y cohabitent aussi longtemps que les enjeux flottent dans les sphères éthérées de la bonne volonté. Mais à mesure que la prospérité s'installe, plus les dollars circulent dans la région, le mariage de raison craque. En 1957, les milieux d'affaires sabordent l'organisme, qui cède le pas à un comité provisoire * comptant « seize personnalités, hommes d'affaires de la région, industriels et présidents des Chambres de Commerce locales ». Ces gens-là en ont assez de faire vivre un Conseil où tout le monde s'obstine à tirer la couverture de son bord sans égard, n'est-ce-pas, pour le bien commun. Écoutez : « *A priori*, on avait exclu l'U.C.C., les syndicats ouvriers et les maires sous prétexte de bannir la politique et la partisanerie. » ² Qu'est-ce donc que cette « politique » pratiquée sans vergogne par l'Union catholique des cultivateurs ? par les syndicats ? Voyez-vous, ces organismes possèdent une structure provinciale, en prise sur les milieux métropolitains. Deux facettes de leur état d'esprit exaspèrent les entrepreneurs libéralistes.

Premièrement, elles sont fortement teintées d'un humanisme chrétien inspiré de la doctrine sociale de l'Église catholique : la critique de l'exploitation des travailleurs, du matérialisme de profit, galvanisée par les luttes ouvrières menées contre l'Anglais et Duplessis, tout cela s'accorde mal avec les appétits goulus des hommes d'affaires. Deuxièmement, elles canalisent une idéologie du développement qui contredit le libéralisme. Dès 1954, par exemple, agronomes et agriculteurs d'Abitibi se soucient de l'aménagement rationnel des ressources et en 1958, ils soumettent, par l'U.C.C., un plan de consolidation agricole et forestière. Cela sent la planification, l'idéalisme technocratique. Demain, pensent les libéralistes, on aura l'État dans les pattes et il faudra demander la permission avant de s'enrichir ! « Les esprits, explique pudiquement Gauthier, n'étaient pas bien préparés au travail de planification à long terme, mais tournés vers les réalisations immédiates. » Coincés entre les notables qui défendent leur butin et les « intellectuels » populistes en mal de planification globale, les hommes d'affaires occupent le juste milieu :

« J'ai toujours été d'avis », confie l'un d'eux, « qu'un organisme de promotion économique régional devait être à l'abri total de toute politique et d'esprit de clan et que, conséquemment, il ne pouvait s'avérer viable que s'il demeurait

¹ Guy GAUTHIER, *Le Conseil économique régional du Saguenay-Lac St-Jean : la naissance d'un mouvement social*, Québec, Université Laval, Thèse de maîtrise en sociologie, août 1968.

* Dont le président deviendra directeur des usines de l'Alcan d'Arvida.

² Cité par GAUTHIER, *op. cit.*, p. 33.

sous le contrôle des Chambres de Commerce à l'échelle régionale où la politique et l'esprit de clan ne peuvent ni vivre ni survivre. »¹

Les Conseils économiques régionaux des autres régions partageront tellement cette confortable conviction que, plusieurs années plus tard, le B.A.E.Q. devra insister auprès des Chambres de Commerce afin qu'elles abandonnent leur obstination à vouloir parler au nom de toute la population et un de nos informateurs de la région de Hull se plaindra du joug des « anciens Conseils économiques » sur les nouveaux Conseils régionaux de développement, apparus après 1965.

Car bientôt va commencer le deuxième acte du développement régional organisé. Il commence d'ailleurs que dans les régions excentriques. Les acteurs principaux se recrutent dans les rangs de la technocratie gouvernementale. Les souffleurs sont les universitaires chargés de théoriser l'avenir du Québec.

4. Les technocrates s'en mêlent

En 1960, quand les maîtres-d'œuvre de la Révolution tranquille atteignent enfin la colline parlementaire, d'où on peut admirer le panorama de la situation québécoise, le problème du sous-développement et de la marginalisation des régions excentriques est en train de devenir, on l'a vu au début de ce chapitre, de plus en plus pressant. Il faut s'en occuper.

Gérard D. Lévesque qui était là^{*}, signale qu'on approche le problème de deux façons : si on privilégie la pauvreté du milieu rural, on insiste sur les aspects socio-culturels du sous-développement autant que sur ses facettes strictement économiques. L'ARDA^{*}, un programme fédéral, voit les choses dans cette perspective, et évoluera vers la notion d'aménagement régional. C'est, dit Lévesque, un programme « social ».

D'un autre côté, continue le ministre, en privilégiant le problème de la déconcentration industrielle, on retiendra surtout l'aspect « économique » du sous-développement des régions. Les programmes de promotion industrielle, de subventions à l'entreprise privée, d'avantages fiscaux accordés aux industries décentralisées, etc., suivent cette voie. Ils intéressent d'abord le ministère de l'Industrie et du Commerce²

Il faut pourtant insister sur la communauté d'intérêts et de vues qui lie les agents technocratiques du courant « social » et du courant « économique », au-delà

¹ *Ibid.*, p. 40.

^{*} À titre de membre du cabinet provincial.

^{*} Programme d'aménagement rural et de développement agricole.

² Gérard-D. LÉVESQUE, Discours du 3 mars 1972, rapporté par CERNOQ, « Feuillettes nouvelles », vol. 4, 28 avril 1972, n° 1, Rouyn.

des sympathies partielles et passagères qu'ils peuvent entretenir à l'égard du libéralisme traditionnel, d'une part, ou du rationalisme sociétal de l'autre. Le concept de société fonctionnelle, le souci de la rationalité des moyens d'action, l'acceptation des postulats de justice distributive (capitalisme d'État), la volonté ferme de contraindre et de manipuler scientifiquement la situation qui conditionne les choix des hommes, voilà autant de courants que partagent les uns comme les autres.

Lorsqu'ils considèrent la situation des régions, les technocrates envisagent trois solutions possibles, que résume Roland Parenteau¹ : 1. vider graduellement les régions non rentables ; mais la population locale ne l'accepterait pas ; 2. déplacer les activités économiques et les orienter vers les endroits où la population est déjà installée ; mais ceci consacrerait les erreurs du passé, au sens d'une concentration métropolitaine excessive ; enfin, et c'est la solution retenue, 3. la théorie des capitales régionales.

Voyons un peu. À partir d'un certain seuil de diversification économique, d'un certain nombre d'habitants, la ville « décolle », se met à générer des activités nouvelles, à s'engager sur la voie de la croissance et surtout, entraîne à sa suite sa région environnante : elle agit comme « pôle de croissance ». Derrière cette théorie couve une conception particulière de la région, et de la place des régions dans l'ensemble du pays. Idéalement, ce pays compte une métropole, (Montréal), et les villes secondaires, (les capitales régionales), elles-mêmes métropoles d'un groupe de villes primaires, dont la périphérie rurale constitue les dépendances. Voilà le réseau fonctionnel, équilibré, cohérent, avec ses nœuds de plus en plus gros, rattachés comme les branches à l'arbre et l'arbre au tronc, la métropole. La région boîte si, par rapport à la métropole, elle ne constitue pas elle-même un réseau métropolisé.

D'une part, donc les régions du Québec de 1960 devraient s'accommoder d'une certaine centralisation interne, d'une nodalisation qui en fasse un ensemble cohérent, structuré, interdépendant, un tout aux bornes nettes. Bien sûr, qu'il faudra envisager la création d'industries nouvelles dans les régions. Mais il faudra d'abord leur fournir une base sociologique solide, une « société régionale » cohérente. Et pour cela, pour organiser, systématiser, donner forme en somme à toutes les régions du Québec, l'État devra prendre en main la régionalisation. Régionalisation industrielle, « économique », et régionalisation « sociale », c'est-à-dire de toutes les activités publiques conduites sur une base locale.

Or, un des postulats principaux d'une conception cybernétiste de la société est celui de l'intégration des forces du milieu en vue d'assurer la cohérence la plus parfaite possible de l'action de la collectivité. Il s'agit en quelque sorte d'organiser des appareils permettant de drainer les énergies qui s'expriment dans le corps

¹ Roland PARENTEAU, *op. cit.*, p. 6 et suiv.

social. Ces systèmes convergent vers l'appareil de l'État qui non seulement peut alors orchestrer plus aisément le travail de la nation, mais jouer un rôle d'initiateur du mouvement, et de régulateur des tensions.

Parler région, c'est donc parler d'appareil régional, de centralisation régionale, de coordination régionale. La région assumera la réalité des structures qu'on y érigeria. On a les régions qu'on veut et c'est celles-là que l'on aura.

Où les technocrates trouveront-ils les alliés régionaux qu'exige l'application de leurs théories ? Certainement pas chez les notables municipaux, du genre de celui qui confiait à Gauthier : « Je prétends que c'est très mauvais les pôles de croissance. L'économie de la région va se régler dans chaque paroisse. » Quant aux curés, ne leur demandez pas d'abandonner les clochers : ce sont eux qui sonnent les cloches. Alors ? ¹

On s'en souvient : il y a les Conseils régionaux d'expansion économique où les petits-bourgeois du monde des affaires essaient justement de consolider et légitimer le mandat dont ils se sont chargés envers leurs coins de pays. Or, voici qu'on frappe à la porte : des experts a-politiques, sensibles aux déséquilibres géographiques de la structure économique, suffisamment près des politiciens métropolitains pour court-circuiter les députés locaux, une main derrière le dos cachant les subventions à la pelle. Les affairistes reconnaissent là des alliés naturels.

Les technocrates publics des années 60, de leur côté, ne sont ni élus, ni riches, ni fiés au grand capital. Leur propre légitimité oscille encore ; subséquemment, leur force et leur influence au sein de la société en général et auprès des pouvoirs légitimes – politiques et économiques – tiendront au monopole qu'ils détiennent sur l'information technique et au mandat implicite qu'ils auront été chercher auprès du peuple. Ils ne demandent qu'à trouver dans les régions un support autochtone dont l'appui peut être utile lors des confrontations qui surviennent entre leurs alliés chez les politiciens progressistes et les forces plus conservatrices qui cherchent à influencer les décisions gouvernementales. Pour cela, il leur faut l'appui de la population régionale et de ses élites. Lorsqu'ils se présentent au pouvoir central, réel objet de leurs convoitises, rien ne donne plus de poids à leur compétence technique que de « connaître les besoins de la population ».

Les uns et les autres y trouvent leur compte, surtout parce qu'on cherche d'abord, de part et d'autre, à supplanter les anciennes élites, puis à gagner une part légitime au pouvoir social. Ainsi, toutes les études sur cette période concourent fermement : les élites libéralistes régionales préfèrent, au niveau central, traiter avec les fonctionnaires plutôt qu'avec les politiciens et, réciproquement, les fonctionnaires préfèrent s'adresser aux corps intermédiaires plutôt qu'aux députés

¹ Rapporté par GAUTHIER, *op. cit.*

ou aux curés¹. Mais les régionaux ignorent que le premier gagnant de cette stratégie ne sera pas vraiment qui ils croient.

Les années 60 verront les agents de l'État poser une patte de plus en plus ferme sur les initiatives régionales. Reprenons notre exemple du Saguenay-Lac St-Jean. Une fois débarrassés des notables et des contestataires idéalistes, les hommes d'affaires ont remis sur pied un Conseil économique. Mais cette fois, finis les détours : son nom le consacre à *l'expansion* et non à *l'orientation* de l'économie régionale. En 1961, suite aux requêtes de la Chambre de Commerce régionale, le ministère de l'Industrie et du Commerce entre en scène par la nomination d'un « délégué industriel ». Notre homme découvre une foire aux crabes : la Confédération des syndicats nationaux et les maires ruraux, exclus par les Chambres, sont en train d'essayer de monter un conseil parallèle. Il n'est pas jusqu'à l'U.C.C. qui tente de son côté de former une structure similaire sur ses bases agricoles du Lac St-Jean. Le délégué industriel réussit, en 1962, à ramener les trois factions à la même table. Mais « il reviendra aux Chambres de Commerce de favoriser le rayonnement du futur organisme d'expansion économique » insiste le délégué, histoire de modérer les prétentions sécessionnistes de la C.S.N. et de reconforter les Chambres qui trouvent, selon Guy Gauthier que « ça va trop vite ».

Parallèlement, d'autres émissaires de Québec ont ouvert un second front dans la région. Des experts du *Conseil d'orientation économique du Québec* soutiennent un curé progressiste du Lac St-Jean et ses « Unités d'aménagement de la Basse-Pérignonka », où quelques petites municipalités ont été regroupées d'après une étude « basée sur la théorie des pôles de croissance ». Nettement sous la coupe des stratégies sociales-technocratiques du C.O.E.Q., les Unités d'aménagement organisent des « enquêtes-participation » auprès de la population, moussent l'animation sociale et constituent, selon Gauthier, « l'ébauche d'une étude rationnelle de toute la région du Saguenay-Lac St-Jean ».

Sans doute les fonctionnaires du M.I.C. et du C.O.E.Q. trouvèrent-ils l'occasion de se réconcilier en haut lieu puisqu'en 1965, le Conseil économique régional ouvre les bras pour intégrer les « Unités d'aménagement ». Le voici devenu le seul organisme « reconnu par le C.O.E.Q., de même que par toutes les autorités provinciales comme interlocuteur valable ». Autrement dit, il dépendra désormais des impulsions et des subventions venues de l'État. Comme tous les autres conseils régionaux, celui du Saguenay-Lac St-Jean passera d'un rôle d'association volontaire destinée à la promotion industrielle selon les règles du capitalisme libéral à celui de cellule régionale du réseau étatique de planification, courroie de transmission des informations entre les experts de l'Administration québécoise et les populations régionales. Ainsi que tous les autres, il se pliera aux volontés du C.O.E.Q. (devenu lui-même Office de planification, puis de planification et de

¹ Voir Louise CHABOT, Gérard FORTIN, *Perspectives théoriques et étude de quatre C.E.R., C.O.E.Q., Québec, février 1968.*

développement du Québec, O.P.D.Q.) et changera de raison sociale pour prendre le nom de C.R.D. : Conseil régional de développement. Consécration symbolique de la récupération par l'État-entreprise.

Conformément aux volontés technocratiques, le véritable moteur de la planification régionale, y compris ses aspects de participation locale, sort des régions elles-mêmes et converge vers le centre, par les structures et selon les programmes conçus par les spécialistes de l'État. La dynamique des C.R.D. sera de plus en plus exogène. C'est ce qui ressort des conclusions du travail de Guy Gauthier qui identifie aux trois facteurs suivant la force de l'organisme au Saguenay-Lac St-Jean :

- la loi ARDA, un programme d'encouragement à l'aménagement régional muni de généreuses carottes-subventions ;
- l'O.P.D.Q., qui garantit le support de Québec et doit coordonner les plans régionaux dans un plan provincial ;
- l'idéologie de la planification généralisée. Dans notre langage, il s'agit d'une facette de l'idéologie cybernétiste. Plus les représentants régionaux en acceptent les prémisses, plus efficace sera leur action.

Il en est ainsi à peu près partout au Québec. La prolifération des C.R.D. dans chacune des régions est, selon Y. Robert, « redevable aux initiatives du ministère de l'Industrie et du Commerce et de l'administration ARDA-Québec ! ¹ Au Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, André Morency trouve que « l'élite scientifique a apporté beaucoup plus qu'un ensemble de connaissances et de techniques du savoir (...) et fait prédominer sa conception rationalisatrice du développement » ². Falardeau constate que pour se révéler pleinement, les élites régionales nouvelles ont eu besoin de « l'aiguillon des animateurs sociaux ou des planificateurs » ³.

Admettons-le, il ne s'agit pas là d'une recette improvisée, mais d'une entreprise délibérée vouée à « changer la situation qui conditionne les choix » ou, soyons un peu choquant, de manipulation par structures. Graduellement, le mode par lequel le peuple fait sentir sa présence et ses points de vue au cours des affaires collectives est programmé ; à travers le labyrinthe socio-politique, des galeries sont ouvertes, des entonnoirs aspirent les divergences, une voie complexe est tracée, mais

¹ ROBERT, *op. cit.*

² André MORENCY, *Stratégies décisionnelles dans une expérience de planification du développement : le cas du B.A.E.Q.*, Montréal, Université de Montréal, thèse de maîtrise en sociologie, 1971, p. 54.

³ Jean-Charles FALARDEAU, « Des élites traditionnelles aux élites nouvelles » dans *Le Pouvoir dans la société canadienne-française*, Québec, P.U.L., 1966.

continuellement, les chemins concourent vers des portes qui seules, débouchent au palier suivant. Un permanent du C.R.D. de l'Outaouais explique :

« On était supposé devenir un organisme de participation populaire... fallait voir comment on pouvait rejoindre cette couche de la population. Là, on a créé des zones, on a divisé notre région administrative en 11 zones, petites agglomérations, avec un centre d'intérêt commun. Ainsi divisé, il est plus facile d'aller vers la couche populaire d'une population. Il fallait aussi intégrer ces gens-là au niveau des décisions qui pouvaient se prendre ici au Conseil pour l'orientation... on essaie autant que possible de les fédérer pour qu'ils choisissent deux délégués... »¹

La cybernétisation du développement régional se manifeste d'abord dans la mise en place d'un appareil : il s'agit d'une structure formelle regroupant diverses institutions, accrochée par son sommet aux instances supérieures de l'État, comportant ses normes, valeurs et techniques propres, de même que ses animateurs. Cet appareil, il s'est érigé graduellement.

Il a commencé au début de la décennie, avec la création du Conseil d'orientation économique du Québec dont le rôle était de présenter au gouvernement des suggestions pour influencer le développement économique et de préparer un plan global et multisectoriel de développement pour l'ensemble du Québec. Le C.O.E.Q., on le sait, a été remplacé par l'O.P.D.Q.

L'Administration centrale fait place à des Bureaux de planification qui, dans plusieurs ministères, conseilleront le ministre et entretiendront les contrats avec l'O.P.D.Q. En 1965, le ministère de l'Industrie et du Commerce délimite dix régions-plan et 25 sous-régions. Bien que les autres ministères ne respectent pas toujours les prescriptions du M.I.C., on assiste partout à une « phase de prise de conscience du niveau régional »². Une douzaine de ministères entretiennent les fonctionnaires permanents dans chaque région, et plusieurs ont créé des « directions régionales ». Le Québec met l'appareil sur pied, Ottawa y investit ses largesses, tels les millions libérés en vertu des programmes ARDA ou du fonds de développement économique régional (FODER).

Les données disponibles sur le personnel gouvernemental ne sont pas toujours compilées sur une base régionale. Il est donc impossible de voir à quel point la mise en place de cet appareil débouche sur une croissance des effectifs permanents dans les régions mêmes. En 1970, l'administration publique québécoise employait environ 11 000 fonctionnaires dans les régions³. Dix pour cent de ces fonctionnaires étaient des professionnels, ce qui est plus intéressant, puisque les

¹ Entrevue n° 1.

² Voir Jocelyn JACQUES, *La déconcentration administrative au Québec*, Québec, Université Laval, thèse de maîtrise en sciences politiques, 1970.

³ *Ibid*, p. 81.

défenseurs de la technocratie se recrutent surtout dans cette catégorie. Presque partout, les chefs de mission venus de divers ministères se rencontrent statutairement au sein des nouvelles « conférences administratives régionales ».

On sous-estimerait la portée de cette expansion à l'isoler du courant général où elle se situe. La subversion des C.R.D. appartient à une vague incluant, bien entendu, ce bouillonnant laboratoire que fut le B.A.E.Q., mais aussi les « Missions de planification » expédiées dans les régions par l'O.P.D.Q., le regroupement des commissions scolaires, les fusions municipales, la création des Conseils régionaux de la Santé et des Services sociaux, la venue des constituantes de l'Université du Québec, etc. Les régions ont en fait connu une inflation phénoménale du nombre d'employés des secteurs publics et parapublics (où Gerry Gold¹ a d'ailleurs reconnu « a growing power class ») auxquels il faut sans doute ajouter ces inclassifiables « permanents » des groupes de pression, animateurs et fonctionnaires des associations essentiellement orientées vers la revendication des faveurs étatiques. La griffe technocratique a, en quelque sorte, partout laissé sa marque : les conditions d'exercice et le langage du pouvoir en portent désormais l'empreinte. Faudra s'y faire.

Mais les luttes pour le pouvoir, elles, ne cesseront pas.

II^e période : CHICANES ! CHICANES !

C'est à partir des thèmes introduits par les technocrates que se polariseront les luttes idéologiques québécoises à partir de la deuxième partie de la décennie soixante. Le langage de la légitimité a changé : « nous autres », comme se demandait en notre présence un Gaspésien « est-ce qu'on peut se prononcer si on n'a pas des experts, des économistes ?² » ; et la population du Nord-Ouest, sidérée par « les statistiques », lance au gouvernement un appel au secours aux accents inoubliables : « Nous nous croyons justifiés de demander immédiatement l'aide planifiée de spécialistes qui forment la Mission préparatoire au développement économique d'une région... »³

La décennie soixante tire à sa fin. Le vocabulaire et les structures proposées par les technocrates pour résoudre les difficultés posées par la stagnation économique et sociale des régions font désormais partie des réalités avec lesquelles il faut composer : bien plus, ces institutions prétendent monopoliser le progrès pour leur compte. Comment vont réagir les élites régionales devant ce nouvel état de fait ?

¹ Gerald Louis GOLD, *Voluntary Association and a New Economic Elite in French Canadian Community*, Toronto, York University, 1972, Manuscript.

² Entrevue n° 2.

³ CERNOQ, « L'Avis du CERNOQ : Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue », Rouyn, mai 1971, p. 5.

D'un côté, elles devront apprendre à composer avec les œuvres cybernétistes et à en tirer le plus grand bénéfice. De l'autre, elles entreprendront une lutte ouverte contre celles-ci, parce qu'elles menacent les conditions établies qui justifient leur propre éminence : on ne se gênera pas pour évoquer, contre les conceptions technocratiques, celles qui s'inspirent d'une idéologie de continuité plutôt que de réforme. On attaquera même de front les réformes accomplies, et cela, sur la place publique, auprès du gouvernement, en alliance avec les puissants intérêts liés au capitalisme traditionnel.

1. L'heure du recyclage

L'expérience du B.A.E.Q. a mobilisé directement 3 000 personnes ; sept mille y ont participé à divers titres. Société privée sans but lucratif créée à la demande de deux conseils économiques régionaux, le Bureau d'aménagement profitait d'un statut de neutralité politique, du support généreux des gouvernements, et ses objectifs élargis de réforme socio-économique ont non seulement envoûté beaucoup d'experts et d'étudiants gradués lancés en croisade, mais ont aussi séduit un nombre extraordinaire de simples citoyens de tout l'Est du Québec.

Les notables du Bas St-Laurent et de la Gaspésie ne pouvaient longtemps boudier l'expérience ; aux hommes d'affaires elle offrait une occasion rêvée d'acquérir de nouvelles habiletés technocratiques et de manipuler la planification.

« À leurs yeux, c'est une modification mineure de la situation qui doit venir les aider à solutionner le problème de la prospérité en ajoutant du poids à leurs revendications. »¹

La même observation s'applique à l'ensemble des régions qui toutes, ont connu leur heure d'études, de consultation et de planification. Partout aussi, la réconciliation entre la petite bourgeoisie locale, les technocrates et les représentants des milieux populaires ou ouvriers a posé des problèmes. Les maires de l'Outaouais, par exemple, rechignent sur leur cotisation au C.R.D. parce que les organisations socio-culturelles populaires enterrent provisoirement les autres ; au Saguenay les vieilles chicanes rebondissent lorsque l'U.C.C. et les syndicats risquent de prendre le haut du pavé : on sent, avoue un industriel « une certaine abdication des Chambres de Commerce » ; même en Gaspésie où pourtant, l'entente est relativement cordiale, un des fondateurs du B.A.E.Q. nous confiera : « Les Chambres ont toujours eu une dent contre l'organisation du B.A.E.Q. et du C.R.D. Même si elles ont participé avec des représentants continuellement. »²

¹ A. MORENCY, *op. cit.*, pp. 121-122.

² Entrevue n° 6.

Les municipalités et les entrepreneurs régionaux possédaient une certaine expérience des rapports avec l'administration publique : on s'adressait à des fonctionnaires tournés vers la gestion routinière et l'application des lois et règlements, on contournait les normes par le patronage, en faisant appel au député, en fréquentant les anti-chambres des ministres. Plusieurs s'imaginaient que les C.R.D. et les efforts de planification fourniraient l'occasion d'organiser sur des bases rationnelles un lobbying régional plus sérieux, plus systématique, mais un lobbying tout de même, fonctionnant selon les règles traditionnelles du genre : tirage de ficelles, complicités inavouées, alliances politiques personnelles, petits chantages, négociations d'influence. C'était là se leurrer profondément sur les ambitions de la nouvelle technocratie, qui n'a pas l'intention de servir d'entremetteur entre les élites locales et les politiciens, mais de se porter en deçà des mesquineries et conflits de la société politique existante pour arbitrer scientifiquement les divergences et susciter un consensus rationnel autour d'un plan a-politique qu'elle se chargerait d'appliquer. Deux armes supportent son noble combat, l'une et l'autre fort menaçantes envers les anciennes habitudes des élites : la science, la consultation. Selon un officier de C.R.D., les nouvelles règles du jeu désarçonnent l'« establishment » régional :

« Tu sais, c'est les nouveaux technocrates qui arrivent dans la place puis les anciens commerçants, puis la bourgeoisie traditionnelle craint cette nouvelle bourgeoisie-là, technocratique, qui est bien plus avancée qu'elle et qui sait bien plus d'affaires qu'elle. »¹

Cette crainte est d'ailleurs partagée par les députés, à quelques exceptions près. Pour le député moyen.

« Ca mine son prestige, son pouvoir, ou ça risque de le faire en tout cas. Y'a une foule de mentalités, d'attitudes qu'il faut changer, avant que la notion de consultation soit comprise, admise et certainement avant qu'elle soit institutionnalisée. »²

La petite bourgeoisie autochtone n'a pas le choix, qu'importent ses réticences. La technocratie règne à Québec avec l'appui des politiciens, l'heure est au progressisme et à la rationalité, la consultation est lancée auprès du peuple, les animateurs sociaux rampent dans le pays : il faut garder le contrôle, conserver la main haute sur son domaine, surveiller au mieux les technocrates, bref, se porter volontaire. Car l'affaire une fois lancée acquiert d'elle-même une vitesse de croisière difficile à freiner.

« Évidemment, quand tu te ramasses avec 150 professionnels dont une cinquantaine de sociologues, et après ça des gens de tous les calibres puis de

¹ Entrevue n° 1.

² Entrevue n° 1.

toutes les tendances, puis les animateurs professionnels – la première fois que ça se faisait au Québec que tu envoyais des animateurs professionnels rencontrer la population... Il y a bien des choses qui ont échappé à notre contrôle... »¹

Dès le début des essais de planification régionale, l'animation et la mobilisation de la population en général déclenchent dans la masse des mouvements d'espoir, des bourdonnements d'autonomie, des froncements collectifs de sourcils qui ne sont pas sans troubler une élite locale habituée à un bon peuple catholique, bien « à sa place ». Malgré l'insécurité dont ils souffrent dans l'entourage des technocrates, ces soubresauts poussent les establishments régionaux à préférer quand même la technique, l'efficacité et la consultation-dans-l'ordre, à la contestation. La stratégie est simple : il suffit de faire main basse sur l'appareil de consultation et de s'allier avec les technocrates pour modérer les ardeurs du bon peuple. Les analyses de Dion et Angers ont ainsi observé au B.A.E.Q. que de 1963 à 1966, on assistait à « une diminution de l'importance des simples citoyens dans les processus de participation parallèlement à un accroissement du rôle des leaders traditionnels »². Cela touche tous les niveaux du réseau : le premier Conseil d'administration du Bureau compte quatre délégués des Chambres de Commerce, un avocat. Quant aux membres du comité exécutif, tous proviennent des élites³. À la base, au sein des comités locaux de ville ou de village, la composition des délégués évoluera jusqu'à ce que leur profil socio-économique soit celui-ci :

« les individus qui... étaient membres des comités locaux ont une profession et un revenu supérieur à la moyenne, un niveau élevé d'information, une très grande stabilité de résidence, un âge égal ou supérieur à la moyenne, et appartiennent enfin à plusieurs organisations »⁴

Au début des années 70, tous les C.R.D., à l'exception de ceux de l'Outaouais et de la région métropolitaine de Québec, étaient passés sous la maîtrise de la petite bourgeoisie locale.

Les huit membres du comité exécutif du C.R.D. de la Mauricie comptaient : un président de journal, un délégué de l'Hydro-Québec, un délégué de la Consolidated-Bathurst, un délégué d'une compagnie manufacturière de chaussures, un autre de l'usine Wabasso, un délégué d'une municipalité, le directeur-général (ancien permanent de la Chambre de Commerce) et... un délégué de l'Union des producteurs agricoles. Au C.R.D.-6C, cinq conseillers sous-régionaux de la région sud de Montréal avaient choisi leurs représentants au Conseil régional : sur 24 membres, 16 provenaient de corporations privées ou de société d'État. Des dix

¹ Entrevue n° 6.

² Léon DION et Pierre ANGERS, *Participation et planification régionale : l'expérience du B.A.E.Q., 1963-1966*, Québec, P.U.L., 1971, p. 148.

³ MORENCY, *op. cit.*

⁴ DION, ANGERS, *op. cit.*, p. 77.

membres du Conseil du C.R.D. Laurentides-Lanaudière, cinq étaient liés au monde des affaires, un était chirurgien et un autre gérant municipal. Le Conseil exécutif de celui du Saguenay-Lac St-Jean accordait sept sièges aux notables et entrepreneurs contre deux aux syndicats ; et fait significatif, lorsqu'un congrès sur la « représentativité » du Conseil a lieu, ce n'est pas le déséquilibre entre les classes qui préoccupe les participants, mais l'égale présence des gens du Lac et de ceux du Saguenay.

2. Le tremplin technocratique

En 1968, Louise Chabot et Gérard Fortin¹ ont examiné l'orientation idéologique des C.R.D. et ont observé que les conseils des zones métropolitaines de Québec et de Montréal étaient plus « technocratiques » que ceux des régions périphériques. Ajoutant à cette liste celui de Hull, nos observations de 1972 confirment celles de Chabot et de Fortin. La proximité des centres administratifs, sources vives du langage cybernétiste et où pullulent les technocrates-étalons, favorise en effet grandement la légitimité des fonctionnaires permanents des C.R.D. Mais ceux de la périphérie sont loin d'être purgés, même si les promoteurs et les nantis des régions y sont confortablement installés. L'accouplement des directeurs élus ou délégués et des permanents n'y est pas toujours fécond, la séduction mutuelle passe par bien des bouderies.

Les permanents ont le plus souvent fréquenté les institutions supérieures d'enseignement, ou ont une expérience approfondie des corps intermédiaires, des comités, etc. Ils partagent un esprit commun de service public et de rationalité, qui contraste avec les intérêts privés qui poussent la plupart des administrateurs élus ou délégués à prendre part au C.R.D. Ils s'entendent plus facilement avec les fonctionnaires-planificateurs des ministères ou de l'O.P.D.Q., dont ils maîtrisent le langage, et n'hésitent pas à former un front uni avec les permanents d'autres organisations régionales qui souscrivent comme eux au crédo cybernétiste. À l'intérieur de chaque organisme, leur influence dépasse en proportion l'insignifiance relative de leur nombre, comparativement à celle des administrateurs délégués qui ont bien d'autres intérêts tandis que les permanents vouent tout leur temps au C.R.D. Qu'un directeur-général « propose le tiers des résolutions adoptées par le Conseil exécutif à lui seul » constitue plutôt la règle que l'exception².

Une opposition idéologique latente dont les racines s'étendent bien au-delà des C.R.D. eux-mêmes les tiraille constamment. Au Saguenay-Lac St-Jean, les

¹ CHABOT, FORTIN, *op. cit.*

² Voir GAUTHIER, *op. cit.* Et aussi, un curé de Thetford sortant de ses très saints gonds dans « Les permanents du C.R.D.Q. sont des dictateurs ». *Le Soleil*, mercredi 29 novembre 1972, p. 2.

permanents de *divers* organismes représentés au Conseil formeront, par exemple, un front commun en rupture avec les exécutifs délégués.

*« Les membres du Comité des permanents croient urgent que le C.R.D. se redéfinisse : en fonction de toutes les exigences d'une société préoccupée par le développement non seulement économique, mais aussi social et culturel de toute la région Saguenay-Lac St-Jean. »*¹

Les voici à l'autre bout du Québec, qui résumant sur papier l'alternative entre l'idéologie libéraliste traditionnelle que défendent les élites affairistes, et leur vision cybernétiste de la société :

*« Croissance absolue vs croissance per capita ; distribution du revenu par politique sociale vs distribution par développement (sic !) ; décision par le pouvoir économique et politique vs participation et représentation ; impact culturel laissé au hasard vs planification culturelle ; dépendance économique grandissante vs autonomie relative de l'économie régionale. »*²

L'exaspération des tenants de l'ordre et du laisser-faire économique se comprend : leur position a au moins l'avantage de s'accorder à des pratiques connues, tandis que le projet sociétal des jeunes technocrates reste au niveau des vœux pieux. Pour l'amour du Bon Dieu, qu'est-ce que la « planification culturelle » ou la « distribution par développement » ? Vaste programme en perspective, qui explique deux marottes des permanents : la recherche et la consultation. Ou, dans un langage plus terre à terre, alliance provisoire avec le peuple contre les classes régnautes en attendant de mettre au point les devis de réformes sociales qui, toutes, exigent, une nouvelle catégorie de professionnels de la planification économique, politique, culturelle, écologique *. Gérald Fortin l'avait compris :

*« Ces officiers jouant à l'intérieur de leur propre organisation le rôle de technocrates, peuvent souhaiter une participation d'experts. Il s'agirait donc pour ces technocrates associationistes de pouvoir entrer dans l'élite technocratique sous le couvert de la participation. »*³

Pendant qu'au B.A.E.Q., les directeurs élus s'acharnaient contre les équipes d'animation, qu'en Abitibi, ils cherchaient à se débarrasser des volontaires de la Compagnies de jeunes Canadiens, qu'au Saguenay le C.R.D. se débarrassait de

¹ C.R.D.-02, *Congrès annuel 1972*, Jonquière, 1972.

² Document que nous a remis un permanent du C.R.D. en nous faisant jurer la confidentialité !

* La tactique était déjà au point en 1964 : « Les aménagistes semblent opter pour un B.A.E.Q. organisme de recherche et de recommandation... De la sorte, le B.A.E.Q. pourra vraiment consacrer toutes ses énergies à une tâche que les jeunes spécialistes connaissent le plus : la recherche. » MORENCY, *op. cit.*, p. 73.

³ Gérald FORTIN, « Transformation des structures du pouvoir », in *Recherches Sociographiques*, Vol. VII, n° 1-2, 1966.

trois de ses animateurs, des dizaines d'aménagistes, chercheurs et planificateurs du B.A.E.Q. se dénichaient des postes à l'O.P.D.Q., au Conseil du Trésor provincial, dans les universités et les ministères fédéraux. Tous ne deviendront pas, comme l'aménagiste chef du B.A.E.Q., secrétaire du Conseil Exécutif du gouvernement québécois ; on retrouve quand même un ancien directeur-général du C.R.D.-02 aux commandes d'un Collège régional, celui du CERNOQ (Abitibi) au Conseil provincial de planification, tandis qu'un autre sera promu du C.R.D. de Rimouski au ministère du Tourisme.

En définitive, le mouvement de planification régionale n'aura, pour les élites régionales aussi bien que technocratiques, qu'une valeur instrumentale. Les uns et les autres l'utilisent comme levier d'accès aux plateaux supérieurs de l'État. Un petit maire rural veut que « le gouvernement arrête de maquignonner et qu'il reconnaisse le C.R.D. pour les projets régionaux »¹. Un membre de l'élite agraire se vante d'avoir été, (à titre de membre d'un Conseil régional), consulté sur un projet d'arrêté ministériel « absolument secret »². Les techniciens du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec ajusteront leurs divergences avec les petits-bourgeois locaux pour empêcher que l'Esquisse du Plan ne soit soumise à toute la sarabande consultatrice, car le pouvoir politique en avait assez. « Plusieurs personnes avaient alors des liens avec les entourages supérieurs du gouvernement »³, expliquera un de ceux qui étaient impliqués, « c'est d'autant plus difficile de ne pas être subjugué ». En une phrase, celle d'un officier du C.R.D. de Trois-Rivières :

« Il y a des membres du C.R.D. qui vont dire : bien, la représentativité, je m'en crisse. Ce que je peux, c'est de l'action, du développement. S'il faut absolument que j'aie un organisme représentatif pour y parvenir, je vas me le donner. C'est pas un instrument qui m'intéresse, c'est la finalité qui m'intéresse. »⁴

Lire plutôt : ma finalité, mes intérêts. Là-dessus, on s'entendra, gardant ses larmes pour « l'expansion économique de la région », gardant ses larmes pour « la rationalisation du développement », gardant ses larmes pour soi-même.

3. Le regain libéraliste

Si l'aménagement du territoire a servi de courroie de transmission de l'idéologie cybernétiste et de Cheval de Troie technocratique, les agitations que ce mouvement a suscitées dans notre société ont en contre-partie obligé les forces conservatrices à se regrouper et à formuler clairement les maîtres-dogmes du

¹ Entrevue n° 13.

² Entrevue n° 2.

³ Entrevue n° 15.

⁴ Entrevue n° 8.

libéralisme économique que menaçaient les prétentions planificatrices des « progressistes ».

La contre-attaque se manifeste très tôt : dans l'opposition entre l'action immédiate et la recherche systématique présente, on l'a mentionné, à la naissance du B.A.E.Q. Puis, elle s'articule et se déploie dans toutes les directions : l'économique s'oppose au social, la libre-entreprise s'affirme contre l'État-entreprise, la compétition prétend supplanter la participation, le profit régional éclipse le pouvoir régional. La résistance trouvera des échos sous divers azimuts sociaux, y compris chez les gouvernements, et le concept même de planification paraîtra odieux. L'heure était aux grands débats, les technocrates donnant le ton. Puisqu'il s'agissait rien de moins que de l'orientation du changement social et du rôle de l'État, les nantis allaient rétorquer « En contestant la sagesse des décisions suggérées par les techniciens, on conteste la nouvelle société dont ils sont à la fois précurseurs et grands prêtres. » ¹

Voici, en résumé, ce qu'ont à dire les libéralistes :

Les experts cherchent en vain le système idéal. Ils vont s'imaginer que l'État peut délibérément façonner les règles du jeu. D'où leur manie de conduire à tout propos de longues recherches. Or, la croissance a ses lois universelles, celles de l'économie de marché, qu'il ne sert à rien de contredire.

« Les études de base, les choses fabriquées... bien ! mais il va falloir être réalistes puis penser qu'il va falloir être compétitif Ça n'est pas un raisonnement de Chambre de Commerce, parce que tous ceux qui sont sur la boule font ça. » ²

Alors, à quoi sert de perdre son temps à théoriser des utopies ? À accumuler les statistiques ? Pendant que les comités parlottent et que les experts s'invitent à leurs propres conférences, on « perd des opportunités ». S'agit de s'ouvrir les yeux, « où il y a des systèmes d'autoroute, bien, c'est généralement dans des régions qui ont de la croissance, où ça va bien. Généralement c'est lié où il y a de l'industrie. » ³ Cessons de chercher la cohérence, l'intégration de tous les secteurs, la rationalité synchronisée de tous les objectifs. « Avec une route, 1 700 personnes ont trouvé du travail » ; « les gens veulent un steak, ils veulent travailler. On est allé à Ottawa, par exemple, et on a obtenu 300 emplois ». Cela, c'est pratique ; cela c'est concret : agissons et laissons la Main Invisible de l'Économie accomplir ses merveilles : « On va tout brasser ça ensemble, puis quand tu brasses tout ça ensemble, tu fais du développement. » ⁴

¹ FORTIN, « Transformation... », *op. cit.*

² Entrevue n° 8.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

Les technocrates, ensuite, prêchent que les pauvres sont marginalisés par les conditionnements sociaux, que le chômage pourrait être combattu par des prévisions à long terme et des mesures anticipatrices, ils prétendent même que l'aménagement fonctionnel abolit la distinction entre le socioculturel et l'économique. Les maires de la région ouest, eux, éprouvent un saint ennui à l'égard des problèmes sociaux, « ça, c'est la Société St-Vincent de Paul »¹. On a mieux à faire que d'amuser les chômeurs tandis qu'on pourrait « mettre de l'énergie à en faire des « Rockfeller »². Plutôt que de jouer avec les structures sociales et de mobiliser les groupes, intervenons au plan individuel : « l'humain, c'est la formation professionnelle »³. Donnez-nous la croissance, nous vous donnerons la retombée des bienfaits : « Plus on va grossir le gâteau, plus ça en fera à partager. Moi je parle de croissance et pas de répartition des richesses. Faut faire autre chose que de demander aux récréologues ce qu'ils voudront faire dans dix ans. »⁴

Quand d'aucun réprouvent, par exemple, une fermeture d'usine « il faut pas penser que ça dépend de l'entreprise puisque c'est des mauvais gars ; si on le savait depuis cinq ans et qu'on a rien fait, c'est de notre faute à tout le monde »⁵. Rien ne sert par conséquent de brailler sur les éclopés et les laissés pour compte, de polariser la lutte des classes. Ce ne sont pas les travailleurs sociaux qui font vivre le monde. Dans cette veine, le Conseil du patronat n'a que faire des rapports larmoyants dressés par les permanents du C.R.D. à l'occasion des relocalisations forcées par la construction de l'aéroport de Mirabel ; « ils ont dit : félicitations les gars, vous avez fait de la belle sociologie formelle ; puis, ils ont produit un rapport économique »⁶. Le comité économique du C.R.D. de Hull souhaite que le Conseil « ne soit pas émotionnel » devant la fermeture de la compagnie E. B. Eddy, « et qu'il étudie plutôt le point de vue économique que sociologique »⁷.

Curieusement ambiguë, l'attitude des défenseurs de la libre entreprise et de « l'économique » devant le nouveau rôle de l'État. D'une part, on craint qu'à vouloir faire de l'État le moteur principal du développement, la marge de manœuvre – et de profits – des entreprises s'en trouve réduite. D'autre part, la bourgeoisie industrielle régionale manque de capitaux et ne crache point sur les crédits gouvernementaux. « Je ne crois pas, avait dit à Guy Gauthier un Saguenayen, que ceux qui ont de l'argent dans la région puissent se passer du gouvernement pour développer... »⁸ L'ayant précocement compris, quelques directeurs du B.A.E.Q. ont essayé, au printemps de 1965, de mettre sur pied deux

¹ Entrevue n° 1.

² Entrevue n° 12.

³ Entrevue n° 8.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ Entrevue n° 3.

⁷ C.R.D. Outaouais, Assemblée générale annuelle du C.R.D.Q., Rapports d'ateliers, Hull, 29 avril 1972.

⁸ GAUTHIER, *op. cit.*, p. 226.

entreprises susceptibles de travailler à l'exécution de projets suggérés par les aménagistes. Le même petit industriel qui vante son affaire : « c'est rentable, on vit pas aux dépens du gouvernement pour opérer, on opère par nous autres mêmes... » finit sa tirade en avouant être... « prêt à aller au ministère de l'Expansion (économique) » chercher des subventions. Mais attention : « s'ils veulent m'aider c'est très bien, mais à mes idées à moi par rapport que je sais que je vas pouvoir arriver, mais pas aux idées des gars du gouvernement qui connaissent rien là-dedans »¹. Le directeur général du C.R.D. du Lac St-Jean, quant à lui, a... « plus confiance à une région qui se donne ses propres outils de travail... plutôt que de s'accommoder de structures désuètes imposées par l'État ou par des fonctionnaires qui choisissent la voie de la facilité »².

Voici où le bât blesse. La techno-bureaucratie concéderait bien à l'entreprise privée la faculté de mener efficacement une affaire. Mais elle lui refuse de décider des priorités à partir des seuls critères de rentabilité que connaît le propriétaire. Elle n'a rien contre l'assistance sociale, même au bénéfice des sociétés commerciales, mais à la condition que la science, humblement soumise à l'État, se substitue à l'initiative privée pour arrêter judicieusement les lignes de forces du progrès. Or, les libéralistes prétendent que « ce sont toujours les individus, l'initiative privée qui vont faire le développement »³. À l'État de soutenir, de stimuler ces ferments. Qu'il prête des experts aux « industries momentanément en difficulté ou en évolution ». Qu'il répartisse sagement les concessions forestières entre les barons de la pulpe de l'Outaouais⁴. Qu'il prépare un nid douillet aux promoteurs dans la région de St-Jean d'Iberville, comme le propose le C.R.D.-6C, en érigeant : un centre administratif, un hôtel-motel, un club de golf, une marina, un aéroport commercial, un parc industriel⁵. Préfère-t-il plutôt la recette de la Chambre de Commerce du Bas St-Laurent ? « Une exemption d'impôt de plus de trois ans », pour calmer au départ l'anxiété des patrons. Une « allocation d'investissement ». Une « subvention au transport » réduirait le désavantage de l'éloignement des marchés surtout qu'on y ajoute des « achats provinciaux dans la région » et le recyclage de la main-d'œuvre « à des fonctions industrielles ». Il faudrait encore que « l'électricité soit moins chère » et que l'État consente à des « prêts sans intérêts » tout en se chargeant d'ériger une « infrastructure de services », routes, etc. Enfin, s'il faut vaincre toute résistance, création d'entreprises mixtes ou la Province serait « partenaire minoritaire »⁶. Résumons, avec la philosophie d'un homme du Saguenay : « Dans le développement régional,

¹ Entrevue n° 23.

² C.R.D.-02, Assemblée générale annuelle du C.R.D.-02, Rapport annuel du directeur-général, Jonquière, mai 1971.

³ Informateur cité par GAUTHIER, *op. cit.*

⁴ C.R.D.O., Assemblée générale annuelle, *op. cit.*, Hull, 1972.

⁵ C.R.D.-06, « Prospérité ou disparition », St-Jean, 1971, p. 9.

⁶ « Plan de développement de la C.C. du Bas St-Laurent », Commerce, Montréal, septembre 1964, p. 20.

d'une manière ou d'une autre, il faut que l'État paie... l'État est mieux de subventionner l'industrie pour employer la main-d'œuvre chez-nous »¹.

Autre point de mécontentement : la région. Les techniciens du bien commun y voient la base d'une déconcentration administrative complétée par une structure permanente de consultation, coiffée par le Conseil régional de développement, le système d'ensemble permettant à la fois de rapprocher l'État des administrés et d'aller veiller à la base, les volontés de la clientèle régionale à intégrer dans le plan central que « se donne » la collectivité nationale. Le schéma déplaît aux libéralistes. Comme la société offre à tous une chance égale de réussir, la présence de l'élite des *producteurs*, c'est-à-dire, n'est-ce pas, des propriétaires, des gérants, des plus intelligents, cette montée de la crème sur le lait est tout-à-fait normale, à plus forte raison lorsque l'objectif régional est l'expansion économique. D'ailleurs, la population régionale se laisse traîner, elle n'a aucun désir de faire l'effort de participer au développement. « La masse des gens ne s'intéresse pas à leur propre sort ; que c'est que tu veux que j'y fasse »² réprouvait un ancien directeur du B.A.E.Q. Dans la même veine, à Chicoutimi, le président des C.R.D. Associés du Québec lève les bras : « Monsieur-tout-le-monde se plaint. Il est négatif. Il ne participe pas. Regarde les HLM, les gens chialent parce que c'est pas fini. On leur donne tout cuit dans la bouche et ils sont pas contents. »

Alors, imaginez, on ne va pas perdre son temps à piquer les morts pour qu'ils parlent. Non, la région est d'abord constituée par ceux qui s'expriment le plus fort.

*« La participation était pas un idéal comme tel. Bien écoute, on vit en société, il y a toutes sortes de points de vue, il y a pratiquement autant de points de vue qu'il y a d'individus qui évoluent dedans. À moins de faire une enquête systématique pour voir quel point de vue qui domine, t'es obligé de faire confiance aux choses que t'entends le plus souvent. »*³

À moins de bien se tromper, voilà une élégante traduction, dans le langage politique nouveau où la consultation fait office de légitimité, de la vieille idéologie de la concurrence individuelle et de la survie des plus forts. Conséquemment, le « pouvoir régional » à construire doit se concevoir dans la perspective d'une concurrence *entre* les régions, en non pas d'une lutte commune des collectivités périphériques contre les pouvoirs métropolitains.

Gauthier écrit : « Les gens du C.E.R. (du Saguenay-Lac St-Jean), recherchent le plus de profit, de rentabilité possible pour leur région dans leurs relations, soit avec le gouvernement, soit avec ses organismes ou représentants. »⁴. C'est comme si on élargissait à la dimension régionale le vieil esprit de clocher tant conspué ; et

¹ Rapporté par GAUTHIER, *op. cit.*

² Entrevue n° 6.

³ Entrevue n° 14.

⁴ *Op. cit.*, p. 119.

cette attitude s'insère dans l'idéologie de la concurrence et de la pression. Les élites des régions manipuleront la prétention au pouvoir régional pour faire contrepoids au pouvoir des technocrates au sein du gouvernement central, et pour combattre l'étatisme, associé à la lourdeur bureaucratique.

*« Devant toute cette compétition qui s'annonce * », dit-on dans le Richelieu, « la région 6C se rend pleinement compte des dangers qui la guettent et des difficultés immenses qu'elle rencontrera à obtenir quelque investissement que ce soit de la part des gouvernements qui auront tout misé sur la rive nord. »¹*

La crainte de voir la compétition favoriser les centres au détriment des régions périphériques réduira l'idée de pouvoir régional à une sorte d'épouvantail utilisé pour faire chanter les pouvoirs métropolitains. Les élites régionales n'ont donc rien à faire d'une justification rationnelle, à la technocrate, de ce pouvoir. « Le critère, dira le président d'un C.R.D., qu'est-ce que ça donne de plus ou moins au territoire que nous desservons ». Il faut veiller au grain. Chaque région le fait, et chaque C.R.D. est jaloux de ses prérogatives.

« Les C.R.D. associés du Québec constituent une table de rencontre provinciale pour les C.R.D., mais en aucun temps il ne peut et ne doit (sic) devenir le porte-parole du Saguenay-Lac St-Jean ou son C.R.D., et encore moins l'organisme planificateur du Québec, supposément mandaté par la population. »²

Pour tout dire, nous n'avons nulle part trouvé de représentants des élites régionales qui défendaient l'idée de créer des « gouvernements régionaux ». Personne ne souhaite voir s'interposer entre les C.R.D. et le gouvernement provincial une structure intermédiaire qui viendrait compliquer le jeu de coulisses actuel. Et même si les hommes d'affaires et leurs alliés ont appris le langage technocratique, même s'ils ne négligent pas d'occuper et d'utiliser les mécanismes consultatifs mis en place par les apôtres de la Révolution tranquille, cela reste pour eux un pis-aller. On ne jette pas aux élites un os aussi facilement qu'au peuple. Un informateur du C.R.D. de la Mauricie explique pourquoi : « L.O.P.D.Q., les structures, les Missions, les personnes qui en font partie, tout cela est très bien. Mais c'est petit en comparaison avec les anciens centres de décision. »³

Centres de décisions loin d'être morts d'ailleurs. Les capitalistes, en général peu portés à l'esbroufe, ont laissé quelques temps aux technocrates la bride sur le cou. Mais ils constatèrent rapidement qu'entre l'État-planificateur et la propriété privée, existait le risque d'un affrontement. Et ils trouvèrent des oreilles attentives auprès

* En rapport avec la construction de l'aéroport de Mirabel.

¹ C.R.D.-06, « Prospérité... », *op. cit.*, p. 4.

² Rapport annuel du directeur général du C.R.D.-02, *op. cit.*, 1972.

³ Entrevue n° 8.

de « l'Équipe du Tonnerre », comme s'appelaient eux-mêmes les politiciens libéraux ayant pris le pouvoir en 1960. Pendant que le Conseil d'orientation économique du Québec affirmait dans son rapport annuel de 1963 que ses travaux avançaient et proposait les rudiments d'un modèle cybernétiste de « planification démocratique », le rédacteur en chef de la revue *Commerce* écrivait :

*« Le thème de la planification a disparu des discours des membres du cabinet provincial (...) et le premier ministre affirme que, par exemple, le Conseil n'a pas été consulté quant à l'établissement, à Ste-Thérèse, de la General Motors. »*¹

Demander aux avocats-brasseurs d'affaires du Parti libéral de 1960 de nationaliser l'industrie hydro-électrique était déjà énorme. Chose faite, observait un autre scribe de *Commerce*, on tendait aussitôt « de calmer les alarmes afin de stimuler les capitaux (...) C'est ainsi que l'offensive est ouverte, de plus en plus maintenant, en faveur de l'entreprise privée. »²

En outre, celle-ci n'est pas seule à éternuer devant les courants d'air technocratiques : la fonction publique québécoise comprend maints administrateurs, professionnels et commis dont l'orientation est routinière, ritualiste ; ces gens sont aussi menacés par les thèses cybernétistes et la présence d'un nouveau type de fonctionnaire en leur sein : le planificateur. Pensons par exemple au personnel d'un organisme comme le ministère des Richesses naturelles, habitué depuis toujours à l'administration de contrôles et de règles, et dédié traditionnellement à servir, à cousiner, à encourager l'exploitation privée des ressources primaires du Québec par les grandes compagnies à direction non-autochtone. La greffe, sur tel corps, d'une notion de bien commun agrémentée d'exploitation cohérente et maximale du sous-sol, du potentiel hydro-électrique ou d'autres sources d'énergie, etc., entraînera une certaine réaction de rejet.

Les forces conjuguées des politiciens libéralistes, des intérêts capitalistes, des petites élites d'entrepreneurs, du fonctionnalisme routinier (et, disons-le, conditionné à une certaine servilité), représentent un obstacle de taille aux visées des grands commis, des technocrates de tous niveaux, des élites régionales sympathisantes.

Le combat vise en même temps les technocrates (« non issus du milieu ») et les forces populaires, trop issues du milieu celles-là, que des éperons comme le B.A.E.Q., les Missions, ou les C.R.D. risquent de déclencher. Aussi, les élites libéralistes du Québec se rabattront-elles sur « les anciens centres de décision » non-technocratiques, pour influencer le développement du pays, et l'évolution des

¹ Maurice CHARTRAND, « Éditorial », *Commerce*, novembre 1974, p. 134.

² C. DÉRY, « Après la revanche des berceaux, la conquête de l'économie », *Commerce*, mai 1964, pp. 23-24.

stratégies de développement des régions périphériques reflétera l'efficacité des pressions exercées sur les gouvernants.

Premier essai : le B.A.E.Q. Les objectifs avoués du Bureau, officiellement indépendant de l'administration publique, appellent au joug commun une équipe imposante d'experts, d'animateurs, et de représentants divers de la population du Bas St-Laurent. La consultation populaire, la préparation, voir à l'exécution du plan, constituaient ses préceptes fondamentaux. Toutefois le processus idéal devra être tronqué, parce que les autorités gouvernementales exigent de l'action, des « résultats » concrets. Les politiciens libéralistes s'impatientent. Ils s'inquiètent, nous dira un des fondateurs du Bureau d'aménagement, de voir leur base de pouvoir menacée par le peuple participant et par le prestige contraignant des études scientifiques. Sous le gouvernement de monsieur Daniel Johnson, le cabinet ministériel lui-même est tirailé. Selon un informateur de Gaspésie, le ministre responsable de l'O.P.D.Q. viendra confier aux directeurs du C.R.D. que : « sur les 24 ministres formant le gouvernement, il y en a à peu près quatre ou cinq qui sont sensibilisés à l'aménagement. Les autres, c'est de la foutaise »¹.

Deuxième essai : la Mission du Lac St-Jean. Cette fois, l'idée d'un organisme autonome est abandonnée et les fonctionnaires de l'Office de planification du Québec forment la Mission. Selon l'O.P.D.Q. : « Il s'agissait là, d'une véritable innovation par rapport à la façon dont le plan de l'Est du Québec s'est par des équipes constituées principalement de personnel recruté à l'extérieur des ministères. »²

Mine de rien, cette « innovation » réduit l'autonomie des experts qui tombent alors plus directement sous la coupe des politiciens. Plutôt que de vastes consultations, de comités locaux, etc., on s'attend à ce que les *fonctionnaires* de la région servent d'informateurs et de supports à l'occasion. Car il ne faut tout de même pas trop réduire la franchise des coudées concédées aux émissaires de l'O.P.D.Q., dont le mandat réduit n'est plus que « de dégager les principaux objectifs de développement et de proposer quelques projets prioritaires »³.

De plus, avec la Mission du Saguenay-Lac St-Jean, apparaît l'ombre d'un pouvoir politique échaudé qui ne veut pas revivre les dangers de faire croire aux citoyens que l'on veut vraiment planifier. Aussi, l'Esquisse du Plan nous offre-t-elle une admirable cabriole : après avoir affirmé que les propositions de la Mission « sont approuvées officiellement par les ministères responsables », les missionnaires annoncent par l'autre coin de la bouche que l'esquisse « ne représente pas la position officielle du gouvernement du Québec sur les objectifs et programmes prioritaires nécessaires au développement régional ».⁴

¹ Entrevue n° 2.

² O.P.D.Q., « *Premier rapport annuel* », Québec, 1972.

³ *Ibid.*, *Résumé de l'Esquisse du Plan du Saguenay-Lac St-Jean*, Québec, 1971.

⁴ *Ibid.*, « *Esquisse du Plan de développement du S.L.S.J. 1 : synthèse* », Québec, 1971.

Troisième essai : la Mission du Nord-Ouest. Sur le front de l'Abitibi-Témiscamingue, les technocrates de Québec ont moins de corde. Les voici obligés d'accueillir dans le personnel de la Mission les fonctionnaires locaux des ministères « parce que ceux-ci sont directement impliqués dans l'exécution », évidemment, et non pas parce qu'ils sont plus routiniers, plus inféodés aux élites régionales, moins portés à la réforme sur une vaste échelle. Fi d'objections, il n'est plus question de planification à long terme. La Mission est chargée : « de préparer une programmation globale des activités gouvernementales pour 1971-72. Elle met donc l'accent sur des actions immédiates »¹.

Enfin, on ne prêche plus la participation populaire à l'élaboration du plan : la consultation passera plutôt par le C.R.D., qui devra se contenter de fournir son avis, à partir de l'Esquisse du Plan fabriqué par les fonctionnaires. Les 10 comités consultatifs dont la formation a été suscitée par la Mission ne suffisent pas à réconcilier le peuple et les experts.²

Quatrième essai : la Mission des Cantons de l'Est. Ici, on croirait presque à une opération clandestine. Le rapport final tarde, et, voyant leurs écrits corrigés certains fonctionnaires laissent couler les originaux dans la presse tandis que le directeur-général du C.R.D. se plaint à la télévision du manque de consultation et des pouvoirs occultes qui, en « haut lieu », dit-il, cherchent à protéger les grandes sociétés – de l'amiante surtout – et à étouffer les découvertes des planificateurs.

Restent les miettes. À propos de la Côte Nord, de Québec, de la Mauricie, le premier rapport annuel de l'O.P.D.Q. avoue la « préparation d'un document sur les caractéristiques générales des régions ». On n'a plus besoin de Mission comme telle, et l'Office s'efforce de désamorcer d'avance les espoirs : « ce document ne constitue certes pas un véritable plan de développement ». On veut plutôt définir avec une certaine précision les « vocations » propres à chacun des pôles régionaux en question, et fournir « une sorte de toile de fond pour les programmes de développement à mettre en œuvre à *courte échéance* ». À la fin des années 70, le gouvernement Bourassa préférera nommer quatre ministres responsables des régions, qu'ils se partagent. Celui qui s'occupe du Nord-Ouest annoncera la fondation d'un Bureau de développement en avertissant bien la population « qu'il ne sera pas question d'entreprendre un nouveau bilan » et de relancer la consultation³. Belle pudeur. L'ineffable Honorable Tessier, chargé de l'Office de développement de l'Est du Québec, va plus directement au but :

« À l'avenir, quant à moi, comme ministre responsable de l'O.D.E.Q., ce ne sera plus le C.R.D. qui sera mon interlocuteur, mais j'écouterai tous les autres »

¹ *Ibid.*, « Résumé de l'Esquisse du Plan du Nord-Ouest », Québec, 1971.

² *Ibid.*, *op. cit.*

³ Gilles Massé, cité par CERNOQ, « Feuillettes nouvelles », Vol. 3, n° 6, février 1972, p. 4.

comme les députés, les conseils municipaux et les Chambres de Commerce qui eux, sont des connaisseurs auprès de la population. »¹

Oyez, Oyez les connaisseurs ! Peut-on trouver meilleur porte-parole que le président de la Fédération des Caisses d'entraide économique du Québec, au nom de tous les patroneux, patenteux, contracteurs ou businessmen des régions ? À son avis :

« ... les Conseils régionaux de développement sont inefficaces ; il faut cesser de faire des rêves et réunir les vrais promoteurs régionaux autour d'une table. L'an prochain, nous aurons 90 millions à investir ; l'argent ne manque pas au Québec ; ce qu'il nous faut, ce sont des idées audacieuses et des hommes d'action (...) Je me considère comme un contestataire, je me suis toujours méfié des structures qui nous arrivent toutes faites, conçues, pensées par des technocrates qui sont loin des gens du milieu et de leur réalité. »²

4. Les technocrates s'aplombent

Il serait intéressant d'examiner, en terminant, comment la technocratie du développement et les cybernétistes ont réagi devant cette nouvelle réalité.

Deux stratégies s'élaborent ; dans le premier cas, on composera avec les conservateurs, tout en protégeant quelques principes essentiels ; il faut avant tout conserver sa niche au pouvoir ; dans le second cas, on portera le débat hors des couloirs bureaucratiques, sur la place publique, dans la lutte électorale.

Les idéologues et grands techniciens originaux du développement régional planifié cherchent ailleurs des champs plus efficaces pour faire valoir la légitimité de leurs prétentions au pouvoir. Nous avons déjà signalé les promotions, dans les filières administratives, des premiers artisans du B.A.E.Q. et de certains hommes-clefs de divers C.R.D. Les officines gouvernementales de planification, O.P.D.Q. et autres bureaux sectoriels, tâtent du confort de l'oubli bénin « sur les tablettes » de l'appareil de l'État, et apprennent à se recycler vers des tâches moins utopistes, comme la rationalisation des méthodes administratives et la préparation des budgets planifiés (PPB, etc.). Récemment, l'O.P.D.Q. allait chercher son salut du côté de la prospective et de la futurologie.

Quant au développement régional, comme tel, il n'a plus l'attrait lyrique qu'il exerçait autrefois chez les technocrates *. Comme on le pense à l'O.P.D.Q. :

¹ À ma grande honte, j'ai oublié la date en découpant l'article du Soleil qui rapportait les propos de l'auguste ministre.

² R. MORIN, « L'Économie québécoise à la petite semaine », *Le Soleil*, 29 novembre 1972, p. 16.

* Il y a encore des C.R.D., technocratiques et non technocratiques, comme Louise Chabot l'avait observé en 1968, Ces derniers ne sont pas contestataires mais libéralistes, conservateurs, vendus corps et biens à la promotion industrielle.

d'aborder enfin les régions de croissance et les régions centrales *sans renoncer pour autant à se préoccuper des régions périphériques.* »¹

Réflexion en tous points conforme aux recommandations du rapport Martin-Higgins-Raynaud, commanditée par le gouvernement fédéral :

« En attendant, une sagesse élémentaire pourrait être de reconnaître et d'admettre franchement qu'il n'y a pas d'autre pôle de développement au Québec que Montréal, et aucun pôle de croissance qui soit vraiment fort, à l'exception de Sept-Îles. »^{2 *}

On peut se poser la question : les technocrates ont-ils jamais cru à la planification et à la participation ? Je pense que oui, puisque la société qu'ils désirent ériger s'appuie sur l'une et l'autre. Oui, aussi, parce que ces deux étendards offrent une alternative valable à la société du laisser-faire qu'ils souhaitent abattre. Oui, enfin, dans une perspective dialectique, parce que la planification permet aux technocrates d'établir leur compétence à exercer le pouvoir, et que la participation élargie – grâce au recrutement « d'experts du peuple » – les fondements de cette compétence.

Mais si on excepte les idéologues de monde académique qui ont le luxe de l'intransigeance bien pensante, les hommes de troupe de la technocratie voient la planification et la participation surtout comme des moyens soumis à des objectifs plus élevés, et non comme des valeurs en elles-mêmes. Le véritable crédo technocratique pourrait se résumer ainsi : *rendre cohérente et harmoniser l'organisation socio-économique grâce à la manipulation scientifique des ressources naturelles, des structures sociales et des ressources humaines, afin d'accroître la capacité productrice et consommatrice de la nation.* Plus cyniquement, on affirmerait volontiers que derrière l'idéologie réside l'intérêt d'une élite déterminée à prendre le contrôle de l'État, et à tenter d'en faire le chef d'orchestre du développement.

Le reste, c'est une question de stratégie. Si les intérêts du capitalisme privé exigent la concentration des forces productrices, soit ! La technocratie abandonnera ses velléités de planification régionale pour encourager la métropolisation du développement, puisque les tendances mesurables pointent dans cette direction. Ainsi, verra-t-on les politiques du gouvernement fédéral conçues afin d'encourager l'expansion économique « régionale » s'axer autour du pôle « naturel » qu'est Montréal.

¹ O.P.D.Q., « Premier rapport annuel », *op. cit.*

² HIGGINS B., MARTIN, Fernand, RAYNAUD André, *Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec*, Ottawa, M.E.E.R., 1970.

* N'importe quel étudiant sait bien que c'est pas Sept-Îles, mais l'Iron Ore Company qui constitue un pôle de croissance ; autant aller chercher à Hong-Kong ou à Macao les solutions aux « consommations » accablant les secteurs mous de l'économie québécoise !

Si les intérêts du capitalisme privé sont mieux servis lorsque les prolétaires et marginaux s'abstiennent d'intervenir activement et directement dans le développement, soit ! La technocratie se restreindra à concevoir des politiques de répartition des revenus qui tendent à garantir à chaque individu une participation décente à la consommation ; elle organisera rationnellement les demandes des groupes non dominants à l'intérieur de cadres qui les restreignent à un rôle revendicatif, comme dans le cas du syndicalisme d'affaires ou des C.R.D., enfin elle prendra soin des éclopés de la croissance, qu'il s'agisse des vieux, des chômeurs, ou des jeunes.

Voilà un premier mode de résolution de la contradiction entre la bourgeoisie des technocrates et celle des entrepreneurs, fondé sur des compromis où les deux parties abandonnent certains idéaux pour conserver leur part du pouvoir.

Cependant, les cybernétistes québécois ne choisirent pas tous cette voie. Avec la Révolution tranquille, plusieurs ont cru à la théorie du coup *d'État par l'intérieur* : il suffisait de faire main basse sur les postes administratifs du gouvernement pour exercer sur les décisions publiques une influence déterminante, il suffisait de s'adresser au peuple et aux élites à partir des chaires universitaires, de faire appel à leur rationalité et vendre ainsi les idéaux cybernétistes. Mais l'émergence des forces un instant muettes du libéralisme a conduit les technocrates à se rendre compte que, tout compte fait, le véritable pouvoir au sein de l'État était lié aux postes électifs. Qu'il fallait former le gouvernement pour maîtriser vraiment les institutions étatiques.

La technostructure sortira de l'ombre, formera un parti politique nationaliste, et les contradictions idéologiques autrefois souterraines entre libéralistes et technocrates se camperont ouvertement sur la place publique. L'entrée en politique des hauts fonctionnaires, des syndicalistes, des enseignants, sous la bannière du Parti québécois au tournant de la décennie 60, signale que les nouvelles élites cybernétistes en ont assez de servir les princes du libéralisme.

Ce passage de la politique occulte à la politique ouverte commence d'abord chez les inconditionnels du cybernétisme, ceux qui ont goûté de près au pouvoir sans pouvoir apaiser leur faim ; les idéologues originaux de la nouvelle société ; les fantassins frustrés résolument dédiés aux valeurs rationalistes. Mais la composition de l'équipe péquiste, en 1978, témoigne d'une pénétration accrue de l'idéologie cybernétiste dans une couche encore plus large de la population. Plusieurs permanents des « corps intermédiaires » par exemple, vont quitter les maquis inefficaces de la consultation pour rejoindre l'armée régulière du pouvoir cybernétiste. Maires, curés, enseignants, encore hier contents d'observer le cours des choses, se « branchent » et, munis de la rationalité alternative au laisser-faire économique et social, montent sur les « hustings ».

Le quinze novembre 1976, ce sera leur tour.

IV

Critique de l'ordre nouveau technocratique

[Retour à la table des matières](#)

Plusieurs auteurs ¹ et, pourrait-on dire, l'opinion générale, ont appliqué au dernier quart de siècle québécois le qualificatif de « période de modernisation ». On suppose l'inévitabilité de ce processus de mise à jour, comme si l'histoire des peuples se déplaçait vers l'avant sur les rails d'une nécessité objective, évidente à la surface même des choses, repérable par les statistiques de la croissance et prédéterminée par les modèles des sociétés déjà modernes qu'il s'agit de rattraper. Dans un sens, tout cela se défend, puisque notre époque prête lieu à une mondialisation et à une intégration poussée des armatures fondamentales d'une économie politique particulière : le capitalisme technobureaucratique, centré aux États-Unis. Sur toute la planète la croissance de la productivité et du bien-être matériel s'imposent comme finalités immanentes au développement et la puissante efficacité des techniques et de l'organisation sollicitent la recherche délibérée des structures sociales les mieux aptes à engendrer cette augmentation à deux visages.

Néanmoins le mot moderne reste trop automatiquement associé à l'idée d'un progrès aux recettes prédéterminées pour qu'on s'en trouve à l'aise. On peut se purger de cette illusion en se souvenant que le processus de modernisation peut aussi bien engendrer Idi Amine Dada que Chou-en-lai ou Pinochet. Il n'est pas non plus inutile de voir que la société américaine, sorte de pôle inavoué de cette modernisation, est aussi en transformation et, au gré des débats et des luttes qui reflètent les tensions de tout l'impérialisme américain, elle se trouve pour ainsi dire en constante modernisation par rapport à ce qu'elle était la veille. Il y a donc quelqu'un, quelque part, qui s'occupe de cette modernisation.

¹ Voir Gary CALDWELL et B. CZARNOCKI, « Un rattrapage raté. Le changement social dans le Québec de l'après-guerre, 1950-1974 : une comparaison Québec Ontario » in *Recherches Sociographiques*, XVIII, 1, 1977, Québec, Presses de l'Université Laval. Et « Un rattrapage raté. II – La variation à court terme », in *Recherches Sociographiques*, XVIII, 3, 1977. Aussi Hubert GUINDON, « La modernisation du Québec et la légitimité de l'État canadien. » Dans le même numéro.

Dès lors que le Québec se réconcilie avec la poursuite délibérée de la croissance industrielle et de la rationalisation bureaucratique de toutes les affaires collectives, il embrasse les problèmes et les misères de la société occidentale toute entière. D'un côté, ce rattrapage suppose l'apparition de débats et de luttes sociales tenant moins aux particularismes locaux qu'à l'expérience du capitalisme avancé. Par ailleurs, il entraîne aussi une recherche d'identité puisqu'à force d'écouter les anciennes élites, les Québécois en étaient venus à croire que leur unicité était à jamais soudée aux structures d'un mode de production pré-industriel. En somme, deux questions se recoupent et même, coïncident : qu'est-ce que la *différence* québécoise ? et : que faire de cette Amérique technobureaucratique qui désormais, fait partie de nous ?

Autrement dit, pour éviter le triomphalisme béat que risque de recéler le concept de « modernisation », il est utile de chercher aussitôt les nouvelles contradictions qui animent notre société et d'explorer les pratiques sociales pour en dégager déjà, les perspectives critiques qui correspondent à la « modernisation ».

Car, au Québec en tout cas, le processus de modernisation a, dès le départ, soulevé des conflits profonds. La Révolution tranquille a en effet été marquée au coin par un optimisme naïf : un peu plus et les nouvelles élites s'imaginaient que le monde recommençait à neuf en 1960. Avant, il y avait le traditionalisme. Après, le modernisme. Mais devant la table rase, les projets diffèrent. Dès 1965, Gérard Fortin voyait naître entre les élites une lutte afin de déterminer qui avait la compétence pour exercer le pouvoir¹. Le torchon brûle entre politiciens et haut-fonctionnaires, entre ingénieurs et avocats face aux sociologues et aux économistes, entre les hommes de l'État et ceux de l'Entreprise. On s'entend néanmoins sur la nécessité pressante d'un développement économique agressif et sur le rôle majeur que l'État doit assumer dans cette stratégie. Les plus idéalistes envisagent d'ériger, ex nihilo, et à partir de l'État, une mécanique sociale globalement fonctionnelle où la rencontre des citoyens organisés selon leurs intérêts, des experts et des preneurs de décision est systématiquement favorisée au sein des grands appareils de planification et de participation. C'est cette extension de la rationalité instrumentale, (hier confinée à l'industrie), pour intégrer l'ensemble des pratiques collectives pertinentes à la croissance économique et à l'augmentation du bien-être que nous avons appelé la *cybernétisation* de la société.

Nul effort en ce sens, peut-être, ne fut plus ambitieux que celui du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec et à sa suite, des diverses missions et études en vue de systématiser l'aménagement du territoire et le développement régional. Économie, problèmes sociaux, valeurs et culture, réconciliation des intérêts divergents, toute la vie sociale s'y trouvait embrassée. Le peuple lui-même était invité au festin : « Come as you are ! » disaient les animateurs chargés de

¹ Gérard FORTIN, « Milieu rural et milieu ouvrier : deux classes virtuelles », in *Recherches Sociographiques*, vol. V, n° 1, 1965.

provoquer la participation. Bon. Mais il fallut se rendre bientôt compte que la chorale chantait faux. Les jeunes technocrates voulaient susciter un « esprit régional » en faveur de leur vision de la société idéale ; ils cherchaient à stimuler une « prise de conscience » par laquelle les citoyens atteindraient sans doute le même « niveau de rationalité » que les experts. Personne n'imaginait qu'en invitant les manants dans le chœur de l'église, ils voudraient boire dans les calices, apprendre le latin et découvrir que sous leurs vêtements sacerdotaux les puissants étaient nus ? C'est pourtant ce qui se produisit. En plus des chicanes entre élites, observait toujours Fortin, on voyait s'amorcer une lutte *entre le peuple et les élites*, le premier niant aux secondes la compétence même pour exercer le pouvoir. On aura tout vu !

C'est cette critique populaire que nous voudrions essayer de reconstituer.

Nous parlerons du peuple, parfois des « citoyens », des « gens ». À dessein, pour ne pas assécher nos propos, nous emprunterons le langage courant. Mais il faut s'entendre. Cet espèce d'agrégat mal nommé forme une classe sociale c'est-à-dire un des plus grands groupes sociaux concrets faisant partie de la société globale. Les classes sociales se départagent selon le rôle qu'elles occupent dans la division sociale du travail productif. Lorsque, avec l'industrialisation, la production matérielle tend à souder ensemble au sein d'un marché des plus vastes, des communautés locales établies sur tout le territoire d'un État-Nation (au lieu par exemple de quelques bandes indépendantes comme chez les Indiens, ou quelques villages d'un fief comme au Moyen-Âge), alors les classes sociales regroupent des collectivités de plus en plus nombreuses et de ce fait les rapports se font de plus en plus indirects. C'est ce qui fait paraître si abstrait le concept de classe sociale. Quand, dans un village un peu fermé sur lui-même, tout le monde peut voir la distance qui sépare le curé, le marchand, le patron de la scierie, etc., des simples cultivateurs et travailleurs, personne n'a de problème à voir les classes sociales. Déjà, au dix-neuvième siècle, la condition de prolétaire, de travailleur salarié, s'étendait à des multitudes éparpillées mais la brutalité du capitalisme sauvage épargnait les nuances : rongés par la maladie, sans terre, parqués dans des logements insalubres, femmes et enfants au travail, les prolétaires portaient sur le visage leur appartenance de classe. Néanmoins les rapports de classe n'en passaient pas moins par le mécanisme abstrait du salariat, et Marx observait justement que tous les salariés obligés de vendre leur force de travail, leur identité, leur faculté de façonner leur monde, se trouvaient globalement solidaire devant une classe de propriétaires-entrepreneurs dispersés sur tout le territoire d'un marché désormais concevable par les seuls dispositifs de l'abstraction.

Quand la multiplication des sociétés à actionnaires et l'augmentation de la taille des entreprises exigent l'emploi d'une main-d'œuvre de gestionnaires et de contremaîtres de plus en plus nombreux, le rapport de classe perd un peu de sa limpidité. Et puis quand la classe dirigeante se voit obligée d'embrasser toutes sortes de facteurs pertinents à la productivité globale de l'économie, donc à

l'accumulation, quand par le biais de l'État elle doit rationaliser l'éducation, le recyclage, l'entretien de nécessaire, le maintien d'une consommation de base, la protection des marchés, la recherche scientifique, etc. Alors les frontières se brouillent.

On doit se rabattre sur une définition très large de l'inégalité des rapports tissés dans la nouvelle division sociale du travail, ne retenir que l'essentiel : la condition des dominés est de devoir se déposséder de leur puissance physique et intellectuelle d'appropriation matérielle et symbolique du monde. Corollairement, la puissance matérielle et symbolique des dominants ne peut venir que de l'appropriation des puissances humaines des masses. Quand nous parlons de l'ordre établi, nous voulons signifier la réalité des formes et des structures institutionnalisées qui permettent et perpétuent l'appropriation inégale, matérielle et symbolique des forces humaines de production et des ressources de la terre et réciproquement, la dépossession qui en est le résultat ou la condition première.

Le peuple, l'ensemble des fractions et des sous-groupes formant globalement la classe dominée, comprend tous ceux qui subissent à des degrés divers et selon des mécanismes diversifiés, une *aliénation sociale*. Certes, le rapport du prolétariat aux bourgeois se perpétue typiquement dans l'industrie (où se produit la plus-value proprement dite). Mais quand, délibérément, la science et l'organisation, en somme la recherche et l'application de la « meilleure et la seule façon » s'étendent dans tous les recoins des sollicitations institutionnelles de la participation sociale, c'est à bien d'autres titres que celui d'ouvriers que les membres de la société contribuent à la création de « plus-value relative », c'est-à-dire à l'augmentation globale de la productivité.

Dès lors la définition (même généralisante, abstraite, théorique) des rapports de classe doit se rapprocher du vécu, de la situation des groupes et des collectivités.

L'aliénation dans les régions périphériques

Cela va de soi : la prolétarianisation constitue la forme première de l'aliénation, d'autant que son extension est plutôt récente ailleurs que dans les métropoles.

Si, grâce à la guerre, les régions périphériques ont connu une expansion industrielle d'abord considérée comme bienvenue parce qu'elle générait de l'emploi et des richesses, les masses nouvelles d'ouvriers d'usine n'ont pas tardé à éprouver les désavantages du travail salarié et des chaînes de production. Les années cinquante ont été celles des grandes grèves, comme si elles coïncidaient avec la fin de la résignation de la vaillante et soumise main-d'œuvre canadienne-française-catholique. D'autre part, des secteurs d'activités où, traditionnelle nient, le rapport du travailleur avec son produit était plus intime, comme ceux de la forêt et de l'agriculture, ont été poussés par le souci de rentabilité dans les chemins déjà battus par les manufactures et la grande industrie primaire : spécialisation, mécanisation,

monopolisation. Les petits producteurs forestiers disparaissent au bénéfice des grandes compagnies ¹, et dans l'agriculture,

« Les gens savent pas où va leur lait, ils se disent : j'ai rien que la peine de prendre ma paye et de fermer ma gueule. Ils font ce qu'ils veulent avec mon lait (...) La masse est fâchée, on est à l'époque où la machine remplace l'homme. » ²

Par ailleurs, avec l'élévation du standard de vie, les couches populaires ont adopté les attitudes urbaines de consommation : on ne travaille plus pour survivre, mais pour s'offrir sa part du luxe minimum. On a tort, à gauche, de ne pas voir comment la consommation se substitue aisément aux aspirations de production. Car elle permet de s'appropriier une partie du monde, elle permet de produire son environnement matériel quotidien et même si l'appropriation est privée, l'évocation symbolique des biens et services ouvre la porte à une participation sociale élargie : deux propriétaires de caravane se reconnaissent, comme se parlent dans leur mutisme spectateur deux propriétaires d'un télé-couleur. Fortin, toujours, s'est rendu compte qu'aux yeux mêmes des moins nantis, c'est à partir de critères de consommation que se définissaient les classes : d'un côté les petits, dont la consommation est frustrée, « les cultivateurs, les bûcherons, les journaliers et les chômeurs » ; de l'autre, les gros, « les exploités, ce sont tous ceux qui gagnent plus de \$4 000 par année » ³.

Voyons-y une facette de l'aliénation de l'homme-travailleur : on ne devient professionnel de la consommation que lorsqu'on ne peut s'exprimer dans ses œuvres, ses activités productrices. Dans leur étude de la région de Saint-Jérôme, Dumont et Martin ont noté que le chômage et l'instabilité de l'emploi, lorsque acceptés, témoignaient chez les gens d'un « phénomène que l'on pourrait qualifier de rétrécissement de la personnalité » ⁴. En retour, à l'encontre d'une longue tradition rurale d'autonomie, les consommateurs forcés n'ont plus qu'un haut-parleur : celui de quémander auprès des pouvoirs diffus qui règnent sur eux. L'État étant le plus visible, c'est à lui qu'il revient de leur donner un niveau de vie comparable à celui des autres consommateurs.

« C'est donc, poursuit Fortin, une conscience de classe ou une conscience de milieu qui s'exprime par la consommation et non par des facteurs de production. Ce ne sont pas des producteurs qui réclament de meilleures

¹ Voir Gérard FORTIN, *La fin d'un règne*, Montréal, H.M.H.

² Entrevue n° 16.

³ Gérard FORTIN, « Milieu rural et milieu ouvrier : deux classes virtuelles », in *Recherches Sociographiques*, vol. V, n° 1, 1965, p. 51.

⁴ Fernand DUMONT et Yves MARTIN, *L'étude des structures sociales régionales*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1963, p. 147.

*conditions de travail, ce sont des consommateurs qui réclament tout simplement du travail ou du moins un revenu. »*¹

D'autre part, il est un second type de dépossession dont les critiques actuels du capitalisme semblent avoir perdu mémoire. Pourtant, les pages de Marx sur l'accumulation primitive sont à ce sujet éloquentes : c'est en s'appropriant d'abord les ressources de la terre que les bourgeois se sont équipés en « capital » en même temps qu'ils lançaient sur les routes ces milliers de familles déracinées qui constituaient les premières divisions du prolétariat. Alors que l'artisan était dépouillé de son *métier* et se trouvait transformé en main-d'œuvre abstraite dans la manufacture, atteindre le même résultat avec des paysans supposait qu'on les exproprie de *leur terre*².

Cet aspect de l'industrialisation n'échappait pas aux régionaux québécois de 1960. Certes il n'y a plus eu de véritable expropriation forcée depuis le dix-neuvième siècle. Mais il y a pillage des ressources. On se compare aux pays du Tiers-monde dont les richesses sont accaparées par les pays développés.

*« La sous-exploitation ou mal exploitation de nos terres, de nos forêts, de nos lacs, de nos produits (...) équivaut à la dépossession lente mais sûre de notre patrimoine régional au profit de producteurs extérieurs sur lesquels nous n'avons aucun pouvoir et dont dépendra la qualité de notre existence, de notre bien-être, selon leur bon vouloir. »*³

Il faut dire que la population des régions non seulement travaille souvent directement une ressource naturelle, mais que de plus, l'environnement naturel occupe une présence physique envahissante dans ces coins de pays moins peuplés, contrairement à ce qui se passe dans les métropoles où les artefacts humains introduisent entre l'homme et la nature le feutre épais de la civilisation du béton, de l'asphalte, de la foule et des relations secondaires. Si l'ouvrier de Montréal parle rarement de « sa » matière première, le cultivateur ou le mineur d'Abitibi, de Gaspésie, de la Côte Nord éprouve un fort sentiment d'interdépendance et même de symbiose à l'égard de « son » minerai, « sa » terre, « sa » rivière.

Si le travailleur industriel ne possède que sa force de travail, les habitants des régions (comme collectivité enracinée dans un milieu géophysique déterminé et qui a rendu siennes les ressources de ce milieu par la colonisation) considèrent qu'ils ne possèdent que ces ressources, que seules, elles garantissent l'avenir de leurs enfants. Bien sûr, ils désirent que ces ressources soient exploitées ; mais

¹ Voir aussi Daniel BERTAUX, *Destin personnel et structure de classes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1977.

² Voir aussi Daniel BERTAUX, *Destin personnel et structure de classes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1977.

³ Mémoire des agriculteurs d'Abitibi. In *L'Avis du CERNOQ*. Mission du Nord-ouest. Québec, Office de planification et de développement du Québec. pp. 20-21.

l'aliénation de leurs ressources, du support naturel de la collectivité régionale, survient lorsque l'exploitation des ressources ne sert pas les besoins de ses « véritables propriétaires », mais concourt à renforcer le pouvoir des maîtres des entreprises de production.

« Ils ont extrait du sol des montages de minerai, ils ont coupé des centaines de millions d'arbres, ils ont défriché etensemencé 500 000 acres de terre. Mais ces richesses accumulées ne leur ont pas procuré une plus grande sécurité. »¹

En Gaspésie, on utilise un autre vocabulaire : « Les gens ont été coupés par la tête et par la base. » Par la tête, c'est le drainage des ressources humaines (« les plus forts sont émigrés et sont demeurés dans les régions les gens incapables de se subvenir à eux-mêmes à tout point de vue »)² et par la base, c'est la surexploitation des ressources, le chômage et la pauvreté.

À cela, se greffe nécessairement une conscience aiguë de l'éloignement des centres de décision, d'ailleurs mal identifiés. On se sent marginal, exclu, impuissant, étranger.

« Ils connaissent leur isolement », disent les agriculteurs d'Abitibi au ministre de l'Agriculture à leur propre sujet, « leur manque de pouvoir, les inégalités de toutes sortes qu'ils subissent ainsi que l'indifférence, à leur endroit, des gens de l'extérieur qui possèdent des pouvoirs ou des influences sur les centres de décision de quelque nature que ce soit. »³

Mais ici encore, l'État offre une cible facile. On lui reproche d'ignorer et de négliger, pour ne pas dire de mépriser les besoins des régions périphériques. On continue d'agir comme consommateurs de services, collectifs cette fois.

« C'est le gouvernement, plus que les compagnies qu'on accuse. En général, on est assez fataliste devant les compagnies qui se servent largement ; mais on ne pardonne pas au gouvernement de tout laisser faire. »⁴

On ne réclame ni du gouvernement, ni des compagnies, plus de pouvoir aux régions ou plus de pouvoir aux travailleurs, de manière à rompre la chaîne de dépendance, mais on se plaint plutôt que l'État « néglige » la région, n'y investit pas de capital, n'y envoie pas ses fonctionnaires, de manière à régler, pour les régionaux, les problèmes de pauvreté relative dont ils souffrent. « Pas de nouvelles du gouvernement, ils sont peut-être morts. »⁵ De sorte que le sentiment

¹ *Ibid.*

² Entrevue n° 12.

³ Mémoire des agriculteurs... *op. cit.*, p. 4.

⁴ CERNOQ, « *Feuillets Nouvelles* », vol. 1, n° 3, Rouyn, 2 juillet 1969.

⁵ CERNOQ, « *Feuillets Nouvelles* », vol. 1, Rouyn, 26 mai 1969, p. 2.

d'aliénation ne conduit pas à une volonté ferme d'auto-détermination, mais contribue plutôt à resserrer les liens de dépendance avec les centres métropolitains.

Cette réaction populaire, Albert Meister l'a observée en Amérique du Sud, comme il en fait état dans son livre *Participation et Développement*, en des termes qui sont éloquent même lorsqu'on les applique au Québec :

« Si on accepte la revendication de mesures distributives ou protectrices réclamées du gouvernement, les individus ne savent pas ce qu'ils pourraient faire eux-mêmes, comment ils pourraient contribuer au changement. »¹

Aussi longtemps qu'une intervention de l'État peut rétablir un certain équilibre entre les niveaux de bien-être métropolitain et régionaux, même les plus colonisés des citoyens hésitent à entreprendre vraiment de nouvelles choses. Adoptant des positions défensives, les populations des régions se remettent entre les mains de l'État-Providence, quitte à appliquer des pressions, à exercer un certain chantage sur les gouvernants.

Pour passer des plaintes à la contestation active, des demandes aux suggestions de réformes, de l'apathie résignée mais plaignarde à l'action transformatrice, il faudra qu'interviennent des éléments importés des villes : les missionnaires du développement régional.

Participation et récupération

Rien ne permettait de croire au manque de bonne foi des jeunes technocrates de l'aménagement et de l'animation lorsqu'ils convoquèrent au banquet du pouvoir régional des citoyens qui, la veille encore, devaient se laisser balloter sur les vagues métropolitaines venant se briser sur les rives de leur lointain pays. Toutefois, même si les théories technocratiques de la participation ont fait l'unanimité quelques temps, il devint de plus en plus évident que la seule application d'une théorie ne suffisait pas à effacer les contradictions plus profondes entre le peuple et l'élite. Essentiellement, la participation est un bel idéal, mais quand on met les dirigeants au pied du mur, ils se défilent, car celui qui a le pouvoir, le garde.

Peu à peu, les citoyens ont dû se rendre à l'évidence qu'ils n'étaient pas techniquement prêts à participer, à discuter d'égal à égal avec des spécialistes ou des politiciens, déjà aguerris au pouvoir, ou déjà habitués à fournir en même temps questions et réponses. Le dialogue véritable, en effet, ne pouvait pas très bien s'engager. D'une part, une masse non organisée, dépendante pour ses idées comme pour ses ressources des « establishments » locaux ou centraux, d'autre part, une alliance diffuse de gouvernants hésitants, de techniciens armés de certitudes, d'élites locales en mal de conserver leur ascendant.

¹ Albert MEISTER, *Animation, participation et développement*.

Aussi longtemps que les participants populaires acceptent le paternalisme des animateurs et des planificateurs, leur contribution est bienvenue. Mais dès qu'ils cherchent à affirmer une certaine imagination autonome, c'est le signe qui avise les aménagistes que le peuple ne comprend pas.

Ainsi, lorsque les habitants de la ville de Cabano lancent un projet de cartonnerie, la première réaction du Conseil régional de développement est d'affirmer que ça ne fait pas sérieux. Les Opérations-Dignité, sortes d'associations populaires informelles ayant pour but de trouver une solution à la menace de fermeture pesant sur des paroisses marginales sont quant à elles le fait de « curés hystériques ». En Abitibi, le Conseil économique régional met soudainement à la porte des animateurs volontaires du programme « Action sociale jeunesse » qu'un comité de villages marginaux utilisaient à titre de conseillers techniques. « Tu ne peux pas, nous disait un ancien dirigeant du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, demander à la masse de s'auto-déterminer et de s'auto-analyser »¹.

À vrai dire, il est fort possible que les groupes de citoyens de la base consultés par les technocrates pèchent par naïveté, par improvisation, par amateurisme ou par idéalisme lorsqu'il s'agit de proposer des solutions à leurs propres problèmes. Mais comment en serait-il autrement, puisqu'ils ne disposent pas des moyens de recherche que possèdent les grands appareils.

« Il n'est pas surprenant, dit Albert Meister, que les suggestions que les habitants peuvent donner pour contribuer à leur propre développement soient extrêmement pauvres et c'est frôler la tromperie que de parler de participation à une élaboration de plan de développement, d'auto-détermination, etc., avant que d'avoir donné aux gens les moyens de ce faire. »²

L'égalité de droit, n'est pas l'égalité de fait et l'inégalité de moyens de planification entre le peuple et l'élite renferme celui-là dans un rôle de consultant bienveillant dont on peut considérer ou négliger le point de vue. D'ailleurs, lorsque le moment de la rédaction du plan survient, en Gaspésie, les aménagistes ne se firent pas de bile à y incorporer leurs idées sans retenir les suggestions populaires, à partir d'un jugement – probablement fondé – sur la possibilité de réalisation pratique de ces suggestions.

Alors que les technocrates et les politiciens resserraient graduellement le sens du mot participation pour n'en attendre que la présentation de « dossiers » et de « représentations » de la part des groupes « représentatifs », les citoyens non-organisés réalisaient que l'invitation des planificateurs dissimulait les visées récupératrices des émissaires de l'État ; au mieux, ils se voyaient faire l'enjeu d'une

¹ Entrevue n° 16.

² MEISTER, *op. cit.*

revendication de légitimité où, face à face, politiciens, technocrates et petits-bourgeois locaux se réclamaient de leurs consultations respectives pour donner plus de poids à leurs arguties.

Les gens des Opérations-Dignité, par exemple, affirmaient devant nous que le C.R.D. désirait intégrer le mouvement à ses cadres sous forme de « commissions populaires » de crainte de voir les citoyens s'adresser directement aux instances centrales de l'État, et diminuer du même coup l'impact des représentations du C.R.D., qui prétendent refléter toute la population.

Le gouvernement lui-même veut canaliser la participation afin d'éviter des conflits publics entre les intérêts contradictoires qui tiraillent l'harmonie sociale. « Le ministre », « veut faire du C.R.D. le seul interlocuteur valable parce qu'il a peur de la contestation ! »¹

Dans la région nord de Montréal, des permanents du C.R.D. considèrent que leur rôle est d'aller chercher la dimension populaire des volontés de développement, mais qu'étant donné la faiblesse du C.R.D. auprès des instances gouvernementales, « on peut fort bien se servir de caution au gouvernement qui pourrait se gaver de dire qu'il a consulté la population »². Partout, d'ailleurs, il semble que le rôle consultatif du C.R.D. ne satisfait ni les élites établies dans les régions, ni le peuple.

L'« utopie » cybernétiste qui veut amener à la même table des intérêts fonctionnellement égaux relève donc bien plutôt du phénomène de l'idéologie : camoufler les conflits latents dans le corps social afin de consolider la préséance des élites établies. Aussi longtemps que les revendications populaires suivent les canaux bureaucratiques, il est possible de prétendre que l'État est vraiment cet agent neutre du pouvoir qui arbitre et fonde dans un tout cohérent – le plan – les volontés et les aspirations conflictuelles de « l'électorat ». Mais la réalité est tout autre : on ne peut ménager en même temps et la chèvre et le chou ; aussi la stratégie des pouvoirs, en prêchant l'harmonisation et la cohérence, ne sert-elle finalement que les pouvoirs eux-mêmes.

Alors même que toute la littérature sur la planification et la participation régionale prend bien garde d'éviter de faire ressortir les oppositions au sein de la société en général, la pratique, elle, suit une dynamique de lutte ouverte. Rappelons-nous comment, au Lac St-Jean, il a suffi que les syndicats d'ouvriers et d'agriculteurs renforcent leurs positions dans l'organisme régional de promotion du développement pour qu'industriels et commerçants aillent se plaindre qu'on leur politisait l'avenir. Témoin encore, ce reportage à chaud d'un permanent du Conseil de l'Outaouais :

¹ Entrevue n° 11.

² Entrevue n° 3.

« L'élément fort actuellement, est certainement celui qui est en faveur d'un changement social quelconque, changement de structures sociales. De sorte que ça, c'est pas non plus sans provoquer des difficultés avec les gens qui, eux autres, maintiennent les structures sociales, qui n'ont pas du tout l'intention de les changer. »¹

L'issue normale des confrontations de ce type, (ayant secoué tous les C.R.D.), semble être toujours la même : le peuple s'y retrouve perdant. Selon Albert Meister, c'est qu'en acceptant le jeu même de la participation harmoniste, la population concède aux élites le droit de fixer les règles qui favorisent le maintien du statu quo :

« L'idée d'un développement harmonisé sert les intérêts des pouvoirs en masquant par des mesures peu coûteuses », (comme un C.R.D., quelques bureaux et quelques milliers de dollars), « leur volonté de ne pas transformer les cadres sociaux, partage du pouvoir économique dans l'entreprise, du pouvoir politique et économique au niveau de la nation ».

Inutile, pour parler ainsi, d'avoir visité l'Argentine : on sait maintenant que dans les régions du Québec, les pratiques cybernétistes du développement planifié n'attendaient du peuple qu'un « feed-back » dirigé vers les appareils consultatifs maîtrisés par les élites régionales, tandis qu'au nom de la planification, les spécialistes du bien commun cherchaient leur niche auprès des grands pouvoirs chargés du développement réel de la société.

Bureaucratie et impuissance : la cristal de patente

Banalité, mais qui compte encore dans la vie de tous les jours : le principe « diviser pour régner » demeure valable. Sous prétexte de tenir compte de la complexité de la vie « moderne », et d'assurer une représentation plus fonctionnelle des « secteurs » de la société, la logique technocratique multiplie les juridictions, empile les niveaux d'intervention, essaie en somme de reproduire dans les organismes bureaucratiques sa vision linéaire de la pratique collective. Pourtant, vous et moi considérons notre vie comme un tout ; à la manière d'ailleurs des Parlements, dont la compétence représentative s'étend à l'étude de tout type de lois, aujourd'hui en éducation, demain en matière d'agriculture, etc. En dernière analyse, le bon sens et la pensée politique dépassent toutes les expertises.

Puisque les citoyens des régions tendent à se tourner vers l'État pour le rendre ultimement responsable de leurs conditions de vie marginales, l'attrait original des structures de planification débouchant sur le pouvoir central y est fort alléchant. Il leur est même permis de croire qu'un outil leur est offert grâce auxquels les

¹ Entrevue n° 1.

hommes d'un milieu peuvent s'associer pour s'attaquer ensemble à leurs problèmes. On s'illusionne aisément sur l'ampleur du « nous » auquel on appartient. Voulant éviter les affrontements de classe et la politisation « non-scientifique » des débats, les technocrates canalisent la consultation, isolent les intérêts, multiplient les comités sectoriels, distribuent les compétences de sorte que personne, au sein de la structure, ne peut prétendre représenter à lui seul le « bien commun ». À mesure que se rode la machine, les règles et les méthodes, le langage et la définition des problèmes descendent du haut de la pyramide, où se fait la synthèse, et buissonnent vers le bas, jusqu'aux groupes locaux ou comités sectoriels de la forêt, des coopératives, de l'agriculture, d'urbanisme, etc. Les études et conclusions des experts bousculent la réflexion populaire, la fonctionnalité musèle l'imagination, l'étau de la rentabilité ou de la « faisabilité », resserre la participation aux dimensions instrumentales où les instances supérieures de l'appareil veulent la contenir.

Le citoyen ne s'y retrouve plus. « C'était pas qu'une cristal de patente ! » explique un Madelinot avant de continuer :

« Mais c'est le gars qui l'a fait, cette affaire-là et puis il voudrait participer à tout ça. À quelle place que le gars se ramasse ? Il comprend jamais rien à cette affaire-là. »¹

En Abitibi, on ne saisit pas où se situe la frontière entre les instances gouvernementales et celles qui sont ouvertes à la consultation populaire : « de nombreuses personnes confondent encore Mission de planification et Conseil régional de développement ». Et dans le Bas du Fleuve, on nous affirme que l'Office de développement de l'Est du Québec, le B.A.E.Q., le C.R.D., l'O.P.D.Q. (instance centrale de la planification gouvernementale) « c'est toute la même potée ! »

Les élites s'en inquiètent d'ailleurs. « Les gens ne comprennent pas leur rôle, et le rôle de leur Conseil régional ». Un directeur du C.R.D. déplore qu'on ait « bâti des structures extrêmement compliquées, on a structuré ; à prime abord, on saisissait pas très bien »². Au Lac St-Jean, un maire rural soulève le danger d'une césure entre base et sommet :

« Quand ça devient trop gros (le CR.D.), le danger c'est l'embourgeoisement. L'exécutif a pas le temps de retourner à la population. C'est restreint à un groupe de gars. Pour la masse, c'est du chinois. »³

¹ Entrevue n° 10.

² Entrevue n° 2.

³ Entrevue n° 13.

Ce qui survient dans ces circonstances est assez simple : l'outil ne peut servir qu'à ceux qui en saisissent les principes et le fonctionnement ; seuls, ils peuvent l'utiliser et généralement, pour servir leurs propres fins. Or, l'élite régionale a déjà l'expérience de la direction, et de plus elle se trouve en contact constant avec les experts et les fonctionnaires. La difficulté technique d'une bureaucratisation des appareils de consultation se transforme alors en problème socio-politique : l'assujettissement d'un outil (initialement conçu pour équilibrer les voix de toutes les classes de la société) aux intérêts de ceux qui détiennent déjà le pouvoir.

« L'impression que j'ai, bien des fois, c'était des gens qui avaient un poste de commande là-dedans (C.R.D.) qui se servaient de la participation de la population quand ça faisait leur affaire. Au fond des choses ils disaient ce groupe-là, on va te les faire chialer en masse... mais c'est rien que pour leur donner l'impression qu'il va participer. »¹

Aussi, les milieux populaires actifs tendront-ils à éviter à tous les coûts de se laisser « enfiouaper » dans la structure officielle, dès que les intérêts vitaux pour eux sont en jeu. Pour cette raison le comité des paroisses marginales d'Abitibi prendra ses distances à l'égard du C.R.D. local.

« On voulait » nous disait un de ses leaders, « rester un mouvement populaire... Eux autres avaient des visées plus hautes que les nôtres. C'était plutôt l'industrie, les mines, le commerce du bois. »²

Visées plus hautes ? Ou visées plus terre-à-terre, comme on semble le croire à Cabano, où certains considèrent les dirigeants du C.R.D. comme « des commerçants qui s'occupent de leur « business » plutôt que de la population » ou « des industriels qui « squouizent » la population plutôt que de la développer »³.

Le musellement technocratique

Alors que la parole cybernétiste conviait les citoyens à l'érection rationnelle et consensuelle d'une société meilleure qui donnerait à chacun et à tous les groupes une chance égale d'expression et d'épanouissement, dans la réalité, les technocrates faisaient des pieds et des mains pour modeler un ordre, une mécanique collective inspirée de leur propre type de rationalité, à l'exclusion de toute autre.

Ainsi, par exemple, il n'y a rien, en soi, de technocratique, dans l'idée de la consultation ; au contraire, il semblerait à prime abord qu'un tel objectif s'attache à mieux servir la démocratie. Mais considérée d'un autre point de vue, la consultation devient technocratique lorsqu'elle n'a pas pour effet d'élargir la base

¹ Entrevue n° 10.

² Entrevue n° 21.

³ Entrevue n° 22.

active de l'appareil décisionnel de l'État, mais de permettre aux gouvernants de capitaliser à leur profit les connaissances et les informations nécessaires à la prise des décisions. L'appareil de consultation pour la planification régionale véhicule, de niveaux en niveaux, les suggestions, les volitions, les projets, les analyses des citoyens, des scientifiques, des leaders, jusqu'au faite de la pyramide ; ainsi sont amassés les deux groupes de données essentielles à une décision qui se veut rationnelle mais qui reste, bien sûr, politique : les volontés du peuple, et les contraintes de la réalité. Il reste maintenant à faire des choix d'objectifs prioritaires et à adopter des moyens pour atteindre ces buts.

Une option politique, donc, et des décisions d'ordre technique. Le pouvoir technocratique se manifeste, à ce niveau, lorsque les experts s'arrogent la compétence exclusive pour estimer quels moyens sont à mettre en œuvre, pour évaluer quelles contraintes « scientifiquement objectives » imposent telle et telle solution. Dès lors, les décisions finales n'apparaîtront pas comme politiques, mais comme techniquement inéluctables. Pour capitaliser l'information, c'est-à-dire pour s'approprier le privilège exclusif de savoir, le pouvoir technocratique doit rendre l'information inaccessible ou inutilisable à l'ensemble de la population ; il doit aussi dépolitiser les choix de la collectivité en laissant entendre que la science économique, ou les réalités objectives que la masse ne peut comprendre, ne laissent aux gouvernements qu'une seule issue, qui n'a rien à voir avec leurs désirs sincères, mais leur est dictée par le réalisme et la rationalité. En conséquence, les gouvernements et leurs experts de tout poil tronquent le droit du public à connaître, à comprendre et, par conséquent, à décider des affaires collectives, et accumulent pour eux seul usufruit l'ensemble de ces droits. Or, comme l'écrit Alain Touraine :

« Dans une société de plus en plus tertiaire, c'est-à-dire où le traitement de l'information joue le même rôle central que le traitement des ressources naturelles a joué aux débuts de l'industrialisation, la forme la plus grave de gaspillage est l'absence de participation à la décision. Toutes les études montrent que la première condition de celle-ci est l'information. »

Les technocrates le savent bien, d'ailleurs, aussi se feront-ils les apôtres de la consultation. Mais ce sont eux qui non seulement dictent les conditions de cette consultation, mais encore qui posent les questions, de telle manière que l'éventail des réponses possibles reste très limité.

Ils ramèneront tous les problèmes, par exemple, à l'économique, en négligeant à toutes fins pratiques les autres champs de l'activité humaine et nous verrons plus loin que cette attitude sera vertement critiquée par les citoyens. Les gens que l'on consulte se trouvent enfermés d'avance dans des cadres de référence bloqués, comme ces citoyens de Repentigny à qui on demande leur avis sur l'aménagement de la région du nouvel aéroport de Montréal :

« Il n'y a pas de consultation véritable dans la mesure où le schéma n'offre pas d'autre alternative que celle d'accepter l'option proposée ; dans la mesure où l'option proposée apparaît définitive ; dans la mesure où les données nous ayant permis de considérer toute option sont absentes du schéma. »¹

Une autre façon de contrôler toute l'information pertinente – tout en renforçant l'ignorance ressentie par les non-experts – est celle du langage hermétique et de l'abstraction. Comme on le disait à Laval : « Le schéma vulgarisé se situe à un niveau d'abstraction élevé, ce qui rend difficile d'une part, la formation d'un avis. »²

En réalité, les technocrates ne parlent pas du tout comme les philosophes et leurs abstractions ne sont pas si élevées ; elles ont plutôt tendance à n'avoir qu'un rapport accidentel avec la réalité. Ce qui déroute le citoyen c'est cette propension à prendre les statistiques pour le réel qu'elles reflètent, les graphiques pour des photographies, ainsi à l'avenant jusqu'à reconstituer un univers d'abstractions où seuls les experts sauront vivre comme des poissons dans l'eau.

Il arrive même que l'image suggère des conduites à la réalité ; dans une sorte de délire, les technocrates donnent à leurs abstractions une vie autonome, sur laquelle ils souhaitent « ajuster » le réel, par exemple :

« ... on peut se rendre compte que le réseau d'ensemble qu'il nous faut bâtir doit quadriller la région de sept routes principales, lequel quadrillage doit être traversé obliquement de deux autres routes suivant les axes de développement. »³

Il faut que la région ressemble aux axes ! On entend déjà le douanier du roman de Jacques Sternberg, *L'Employé*, qui reprochait à un voyageur de ne pas ressembler beaucoup à la signature sur son passeport.

Les abstractions technocratiques ont l'effet de convaincre le citoyen qu'il n'a pas les ressources intellectuelles pour agir sur son propre milieu ; mais en tant qu'élément composant d'un langage, d'une façon de voir, elles opèrent une manipulation plus profonde encore : celle d'imposer l'idéologie cybernétiste comme seule manière efficace de comprendre la vie collective, celle, bref, d'amener les citoyens à souscrire à un certain ordre des choses où les dominants règnent légitimement, à choisir entre remettre aux technocrates la responsabilité de conduire leur vie, ou bien avoir l'air d'idiots et renoncer à se faire entendre.

¹ Conseil régional de développement Laurentides-Lanaudière, *Rapport final : opération consultation, sous-région nord de Montréal*, St-Jérôme, déc. 1971, p. 64.

² C.R.D.L.L., *ibid.*, p. 62.

³ CERNOQ, *L'Avis du CERNOQ : le développement des différents secteurs de l'économie*, Mission de planification du Nord-Ouest québécois, Québec, O.P.D.Q., 1971.

« Non seulement, écrit Albert Meister, (les besoins exprimés de la population) sont exogènes, mais la logique de leurs explications l'est aussi (...). En ce sens, la détermination des besoins par la communauté locale est entièrement exprimée dans un langage qui n'est pas le sien. »¹

Dorénavant, la population devra nommer et comprendre le monde à la manière des spécialistes du bien commun ; pour agir sur ce monde, du même trait, il faudra passer par les canaux, les méthodes et les solutions technocratiques. Il n'y a pas de moyen terme, et pour éviter les carcans, les citoyens doivent renoncer à discuter les propositions des plans conçus par les planificateurs et remettre radicalement en cause la logique même de la consultation, comme le font les gens du Bas du Fleuve ou d'Abitibi qui boudent leur C.R.D., ou comme ceux dont nous parlent deux permanents d'un Conseil régional du nord de la métropole :

« La population dit : voici ce qu'on pense de la consultation, voici la façon dont on pense qu'on devrait être approché, puisqu'on devrait être associé à la préparation d'un schéma de développement, puis au développement même de notre région, c'est ça la première chose qu'on veut vous dire. Vous venez nous demander ce qu'on pense ; on veut vous dire d'abord ce qu'on pense du fait que vous nous demandez ce qu'on pense. »²

Une telle démarche s'ouvre directement sur la critique des rapports entre les classes de la société, elle touche à la légitimité du pouvoir et, d'autant plus aisément qu'elle s'amorce sur la question du développement économique et social, elle risquerait de ramener en surface les contradictions de tout le système social. Cela, ni les pouvoirs d'État ni leurs technocrates, ne le désirent, et tous finissent par adopter un comportement singulièrement évasif : chez les fonctionnaires ou redoute comme la peste les confrontations directes avec les citoyens, et les politiciens réservent leur spontanéité à des auditoires sympathiques choisies avec une grande précaution.

Quant à la planification régionale, depuis les échaudements du B.A.E.Q., elle préfère la correspondance systématisée au dialogue face à face et ouvert ; l'initiative d'aménagement du nord de Montréal en ce sens, en vaut une autre :

« L'opération débute avec un schéma tout écrit et conçu en fonction de l'option déjà choisie par les techniciens. Or, ces derniers ne sont pas présents aux activités d'études sur le schéma, auxquelles s'adonne la population. Celle-ci est donc dans l'impossibilité d'échanger avec eux au moment où le besoin d'en fait sentir. »³

¹ *Op. cit.*

² Entrevue n° 3.

³ C.R.D.L.L., *Avis régional, opération consultation, sous-région nord de Montréal*, St-Jérôme, déc. 1971.

Le peuple en retire sans peine l'impression que contrairement à ses professions de foi théoriques, la technocratie ne désire vraiment pas consulter, et alors, certainement pas informer. Il n'a pas tort. Lors de l'expérience d'aménagement du Bas St-Laurent, le B.A.E.Q. discontinuera une série d'émissions efficaces de vulgarisation, « Les Jaseries du Père Clophas », suite aux représentations des notables que l'accent de l'animateur insulte, même si des pages et des pages d'expertises prêchent pour une information accessible à l'ensemble des citoyens.

Parce qu'il laisse à la classe dominante le loisir de s'appropriier exclusivement les informations et la connaissance technique, le système technocratique fait du citoyen « non instruit », un étranger sur une terre étrangère. La consultation, plutôt que de rapprocher le peuple des centres de décision, ne fait que confirmer son impression d'incompétence et d'impuissance.

En même temps, l'intervention des spécialistes, au lieu de donner aux gens des éclairages nouveaux grâce auxquels ils pourraient exercer une plus grande responsabilité à l'égard de leurs propres affaires, ne réussit souvent qu'à détruire les impulsions créatives et les volontés d'auto-développement qui les animent. Témoin par exemple la destruction de la pêche artisanale en Gaspésie : convoqués à s'unir afin d'augmenter le rendement de leur travail, les pêcheurs-artisans seront emportés dans un courant de rationalisation menant à la création de deux centres portuaires et à un sur-équipement qui finira par anéantir les petits opérateurs de Matane jusqu'à Bonaventure.

« Le même phénomène se produit dans les coopératives », nous confiait un coopérateur des Îles-de-la-Madeleine. « Des grands technocrates s'en viennent former des coopératives, ils basent leur affaire sur la participation puis ils content des histoires que les gars comprennent pas, ou ils veulent essayer de résoudre des problèmes avec des solutions que les gars peuvent pas se rentrer dans la tête. La coopérative, chez le diable »¹

En Abitibi, lorsque les réunions sur la question des paroisses marginales attirent constamment entre 50 et 250 personnes, les gens du comité des paroisses ont l'impression « que certains fonctionnaires considèrent ce dynamisme comme un faux espoir ».

Pour plusieurs, parmi les plus actifs et les plus autonomes des citoyens, ce comportement tient au fait que les technocrates se soucient moins de développement et d'épanouissement populaire que de l'adoption de leurs méthodes, et de leurs croyances. On se demande, comme ce leader de Ste-Anne-des-Monts, si les fonctionnaires ne seraient pas une nouvelle sorte de missionnaires, avec ce que cela suppose de colonialisme de la pensée et de suprématie subséquente pour « celui qui dit toujours la vérité ».

¹ Entrevue n° 10.

« Ils partent de Québec avec des belles idées en tête puis ils disent : "La Gaspésie là, et d'autres coins, l'Abitibi, c'est de même qu'on va vous civiliser bande de sauvages ». « Si le sauvage dit : "non, non, non, j'ai mon petit canot puis je suis heureux comme ça" ah !... l'hérésie est complète. »

On ne jettera peut-être pas de cendres sur la tête des hérétiques ; tout au plus devront-ils porter l'étiquette honteuse de l'irrationalité ou du *traditionalisme* ^{*}.

Économisme et productivisme

Qui le niera : l'idéologie régnante à notre époque souffre de fixation économique. Pour bien comprendre cette obsession, il faut revenir sur la façon singulière dont le rationalisme instrumental, s'attache à comprendre l'univers social.

Le psychologue Erich Fromm a essayé de débroussailler cette question, dans son livre *The Sane Society* ¹.

Nous pouvons pratiquer, selon son point de vue, deux types d'abstractions :

1. Essayer de concevoir un objet comme une réalité concrète, c'est-à-dire tout un ensemble de choses vivantes dotées de *qualités multiples*, (par exemple, penser SOCIÉTÉ et voir des ménagères, des édifices à bureaux, une foule houleuse qui manifeste, des vieillards inactifs, des enfants devant la télévision, l'activité tendue de la Bourse, etc., etc.). On peut aussi,
2. concevoir des qualités abstraites des choses et des gens, remplacer le concret par des concepts aptes à incarner des *quantités que l'on peut mesurer*, des formes descriptibles, (en tout cas, SOCIÉTÉ évoque des structures, de la main-d'œuvre, du capital, un électorat, des millions en échange, des flux de marchandises, etc., etc.)

La science positiviste s'intéresse d'abord à ce qui est mesurable : aux qualités qui peuvent être quantifiées, aux formes stables de relations dont on sait décrire le modèle. Par exemple, personne ne peut mesurer la valeur que peut avoir pour moi un veston favori ou pour un autre, une automobile. Pour celui qui en possède déjà deux, une automobile en surplus n'a pas la même valeur d'usage que pour le père de famille qui s'en sert pour vendre des encyclopédies dans toute la ville. Ce sont

^{*} Question stratégique. Lorsqu'au milieu des années 70, les technocrates du ministère des Affaires culturelles voudront aménager à leur guise l'Île d'Orléans, ils se réclameront de la « protection dit patrimoine traditionnel ». Pressé de définir ses termes, un géographe avouera qu'on y permettra aussi la construction de pavillons de style « beau futuriste ». Ouais. Les tours inspirées de Mies van der Rohe ont déjà exprimé le « beau futuriste ».

¹ Erich FROMM, *The Sane Society*, New-York, Holt, Rinehart & Winston, 1955.

là des questions d'ordre économique, mais que la science économique néglige souvent, parce que la valeur d'usage ne se mesure pas aussi facilement que la valeur d'échange d'un bien. Pour la science qui mesure, les biens et les services sont perçus comme des quantités abstraites de valeur d'échange, valeur qui n'existe pas dans l'esprit des consommateurs, mais dans les courbes d'offre et de demande. Veut-on décrire la ville, un milieu de vie très mouvant, qu'on défile la ribambelle des quantités abstraites : verges de routes, milles de trottoirs, tonnes de poussière, montagnes de nourriture, étages de maison, crime-à-la-minute, arbres par acres, etc. La vie est une succession de secteurs : le travail / le loisir / le privé / le public. Le bonheur, qui doit aussi être mesuré, c'est le standard de vie, le panier de base de la consommation. Les aspirations humaines, c'est « la demande », le consensus social, c'est « la majorité ». Ce qui ne se compte pas n'existe pas.

D'autre part, une certaine science sociale tient mordicus à passer pour une science naturelle, au sens où elle recherche des relations causales stables, représentées dans des modèles – des graphiques intellectuels – séquentiels d'interdépendance entre les phénomènes. Ainsi, on est habilité à prédire que si la variable « main-d'œuvre » se comporte de telle façon, la variable « emploi » réagira de telle manière. Mais l'univers social n'est pas une réplique de l'univers naturel. Comme le dit R. L. Heilbronner :

« La différence critique est que les éléments de l'univers social, contrairement à l'interaction des atomes ou des étoiles, sont conscients de leurs dépendances mutuelles – ils ont des besoins et des sentiments (...) c'est-à-dire que les particules sociales agissent, selon une signification du terme qui n'a pas son équivalent dans l'univers physique. »¹

Lorsque les éléments du milieu social sont traduits en « data », en quantités, on peut les standardiser, les traiter, mesurer leurs relations, établir des modèles de causalité. En retour, il devient apparemment plus facile de manipuler le réel.

Rappelons-nous la façon dont les technocrates hachent la communauté humaine en tranches fonctionnelles interdépendantes, puis essaient de la reconstituer artificiellement sous la forme d'appareils d'exécution. Dans l'esprit du cybernétisme, l'organigramme de l'État et celui de l'Entreprise dans son ensemble se veulent organigramme de la société humaine elle-même. On veut se débarrasser de l'erreur, de l'hésitation, du rêve, des ambiguïtés et autres facteurs irrationnels comme la solidarité, les croyances, l'identité, le bon sens ou l'amitié, qui non seulement ne peuvent être mesurés, mais dérangent en plus le bon fonctionnement théorique des modèles. Ainsi, la pensée se traduit dans des pratiques : les échafaudages de structures, de fonctions hiérarchisées et de règles s'étendent dans tous les sens pour étouffer et prendre la place des réseaux instables de relations,

¹ Robert L. HEILBRONNER, « Balancing the World's accounts », in *New-York Review of Books*, vol. XX, n° 19, 1973, p. 32. Notre traduction.

des équilibres délicats, des contradictions qui constituent, concrètement, la vie collective telle que nous la vivons tous quotidiennement.

Si la logique de la mesure, des modèles et de la manipulation convient souvent à la recherche scientifique, elle sert particulièrement bien une forme de pensée qui n'a d'autres espoirs que d'administrer la vie collective comme une grande entreprise.

Ainsi, la régionalisation : alors que pour les citoyens elle répond à la nécessité de rapprocher le pouvoir du quotidien et d'élargir les fondements de l'appartenance communautaire, pour les technocrates, c'est l'alibi d'une administration du quotidien ; ils se trouvent, dans les termes d'un informateur :

*« confrontés par un problème administratif : comment faire pénétrer à la base ce qui avait été pensé en haut. Ça prenait un niveau intermédiaire pour réinterpréter, puis ajuster tout ça, tu sais. »*¹

Parlant de l'unité géographique sur laquelle s'appuyait le B.A.E.Q., les professeurs Dion et Angers concluent, quant à eux que « l'ensemble de ce territoire aux frontières arbitraires ne formait certainement pas une région naturelle »². Il suffisait qu'il se prête à la classification administrative, critère principal en vertu duquel les ministères divisent le Québec en régions. Pour celui-ci l'important est le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale, pour l'autre, la mesure de l'activité agricole dans la région, etc.

La région, en somme, n'est qu'un ensemble de choses sur un certain espace. La population se réduit à des dimensions démographiques. Le développement, il va s'en dire, se confond avec la productivité économique, ou plus précisément, avec la mesure qu'en fournissent les instruments d'analyse.

Les gens qui habitent les coins de pays périphériques ne peuvent cependant admettre que la région se résume à un ensemble de statistiques ; si les mesures objectives des indicateurs standardisés fournissent souvent une lumière nouvelle pour comprendre certaines situations, elles ne reflètent que grossièrement, et d'une façon déformée, les forces réelles qui agissent pour façonner la vie régionale. On ne cuisine pas le développement avec du capital, de la main-d'œuvre, du recyclage – la paupérisation du Tiers-monde en donne une preuve suffisante – mais avec des énergies humaines, que la forme en soit l'esprit d'entreprise, la volonté communautaire, la poursuite du bonheur, l'effort ou la lutte.

Le citoyen qui se déplace au ras de la quotidienneté ne perçoit pas sa propre vie comme un ensemble de secteurs, il ne peut se contenter d'être seulement un *homo*

¹ Entrevue n° 15.

² DION, ANGERS, *op. cit.*

œconomicus et encore moins un point sur une courbe statistique. Et même si la croissance zéro est un luxe élitiste dans des collectivités qui souffrent du chômage, d'une pauvreté relative et d'une grande insécurité économique, on ne peut simplement pas concevoir le développement autrement que globalement, comme phénomène économique, certes, mais aussi politique et culturel. Ce point de vue a été exprimé clairement dans toutes les régions.

Curieusement, ce sont les technocrates cybernétistes qui, les premiers, ont attiré l'attention sur l'interrelation de toutes les fonctions sociales et sur l'unité inséparable du culturel, de l'économique, du politique. Pourtant leurs interventions démentent continuellement cette réalité. Au B.A.E.Q., « les interventions de développement sont conçues de façon à résoudre des problèmes de production économique »¹ même si beaucoup de citoyens ont sincèrement cru que l'on désirait aménager une société nouvelle. Aujourd'hui, la véritable compréhension du phénomène semble venir surtout du peuple. À St-Jérôme et à St-Eustache, on affirme que l'esquisse présentée par la Commission de développement de la Région métropolitaine « n'est pas de la planification », parce que :

*« le schéma présenté par la C.D.R.M. était trop économique et qu'il négligeait les aspects sociaux du développement. Il faut voir à créer des villes plus humaines et non seulement penser à implanter des industries. »*²

Cependant, en Abitibi, on va plus loin : la négligence des coûts sociaux de l'expansion industrielle n'est pas seulement déplorable du point de vue humaniste, mais elle est *contradictoire à partir des critères de productivité que les technocrates vénèrent* :

*« Il ressort du programme de travail (proposé par la Mission) qu'on privilégie le critère de rentabilité des secteurs industriels et ce, au détriment du critère de réduction des coûts sociaux et au détriment même du critère de rentabilité de l'appareil global de production. »*³

Ainsi, la relocalisation des ruraux marginaux à proximité des centres urbains. Elle profite aux ministères qui réalisent des économies d'échelle en centralisant leurs services, ou discontinuent des opérations onéreuses – la voirie, disons – dans l'arrière-pays ; elle profite aussi aux entreprises en gonflant leur marché et leur bassin de main-d'œuvre facilement accessibles. Mais que coûtera la réadaptation brusque des ruraux au monde urbain ?

Combien coûte l'aliénation soudaine des agriculteurs autonomes attirés dans les villes par les éclats de pacotille de services à la consommation alléchants et "la

¹ MORENCY, *op. cit.*

² C.R.D.L.L., *Rapport final...*, *op. cit.*, p. 69.

³ CERNOQ, *L'Avis... développement des différents secteurs...*, *op. cit.*

bonne vie" du petit pavillon de banlieue, et qui découvrent plutôt la concurrence dans les rapports sociaux, l'instabilité de l'emploi non qualifié, la montée incontrôlable des besoins de consommation – toutes choses associées à la vie en ville ?

Les milieux populaires régionaux ne sont pas plus capables que les experts des Nations-Unies de mettre au point des « indicateurs sociaux » permettant de calculer précisément les coûts sociaux, en dollars, d'un développement axé sur la productivité industrielle à tout prix. Mais on sait désormais que cette question est légitime et suffit à dénuder les contradictions du productivisme.

La véritable interrogation se situe à un plan plus profond : quel est le coût de l'appartenance au milieu où on se reconnaît, que vaut la différence des styles de vie ?

Le bon gré, l'espoir même avec lequel les habitants des paroisses marginales du Bas St-Laurent et de Gaspésie ont d'abord consenti à la relocalisation montre que cette question ne s'est pas posée que graduellement, à mesure que l'impact des bonheurs technocratiques pénétrait la conscience populaire. Déjà, après le B.A.E.Q., des noyaux de résistance se sont constitués. Plus tard, en Abitibi, la même tentative de la part des aménagistes suscitera beaucoup plus d'opposition, sous la guise d'un front uni des paroisses menacées de fermeture. Au Saguenay – où on en n'a pas encore parlé parce que les paroisses abandonnées par la crise de 1930 sont plus rares – le comité de citoyens de Ferland-Boileau s'engage dans la réanimation économique de son milieu de crainte que les planificateurs, dont l'ombre plane, ne tombent du ciel avec leurs suggestions enluminées de fermeture des villages.

Sans doute la question de la relocalisation a-t-elle été l'occasion la plus propice de dénoncer la logique productiviste ; une fois qu'on a compris que les bénéfices économiques de la concentration des équipements et ressources productives se fait souvent au détriment d'autres valeurs, la critique de la fixation économique des planificateurs s'étend à d'autres champs.

Un Gaspésien soulignait devant nous une impression fort répandue dans le milieu régional au sujet des politiques de recyclage du ministère fédéral de la Main-d'œuvre :

« Quel intérêt avait-on de mettre 90 millions dans la première entente pour perfectionner des gens à faire de l'ouvrage ou à se spécialiser dans un emploi qui n'est pas en Gaspésie et qu'ils ont averti qu'il ne serait jamais en Gaspésie ? »

À terme, cette stratégie supposément vouée au développement de la région fait le jeu contraire, celui de la concentration métropolitaine :

« Ça a pris du temps à le réaliser, que le but du fédéral était de vider la péninsule parce que ça coûte trop cher à entretenir. C'est simple. Mais y aurait fallu que les gens se lèvent pour dire : de la merde ! »¹

Cependant, ces critiques ne signifient pas que les régionaux refusent le développement économique de leur pays, au contraire. Mais à leurs yeux, il s'agit moins de poursuivre la croissance à tout prix que d'acquérir du pouvoir économique, une certaine autonomie régionale, de manière à subsister politiquement et culturellement. À la limite, la recherche de la rentabilité justifierait que l'on ferme les régions parce que le seul pôle de croissance réel est Montréal, puis de fermer le Québec. Mais, comme nous disait ce cultivateur du Lac St-Jean :

« La région c'est comme le pays. Économiquement, on a pas d'affaire à produire ici, au Canada. Les États-Unis pourraient nous faire vivre. Mais politiquement, il faut produire. L'Angleterre a toujours été à la pointe en agriculture ; pourquoi ? Parce qu'ils sont sur une île. Ils voulaient pas mourir politiquement. Les Japonais font du papier pour la même raison. »²

Le champ économique ne s'arrête pas à la croissance, au bien-être, au plein emploi ; il peut aussi signifier force économique et devenir expression intégrante de la liberté collective et du droit de vivre chez soi, comme on l'entend.

L'obsession économiciste ne se révèle pas seulement dans la structuration abstraite de la vie et le culte de la productivité, mais elle débouche aussi sur un effort de dépolitisation des choix collectifs, sur l'évacuation du politique.

Les technocrates prétendent alors réduire la politique à la sélection rationnelle, scientifique et consensuelle, des meilleurs moyens techniques pour assurer l'expansion du produit national brut, sésame ouvrant toutes les félicités. Auprès de populations qui traditionnellement ont appris à définir la politique comme un phénomène de luttes, d'intérêts mesquins, de parti pris, de chantage ou de patronage, cet aspect de l'idéologie cybernétiste a peut-être été le plus vulnérable à la dénonciation.

D'abord, les idéologues se contredisaient eux-mêmes, comme Dion et Angers le font remarquer :

« Tandis que le B.A.E.Q. ne cessait de répéter que l'aménagement du territoire était un processus apolitique et que les animateurs étaient chargés de véhiculer cette conception, le journal faisait de son côté une utilisation très

¹ Entrevue n° 12.

² Entrevue n° 16.

généreuse du vocabulaire politique (gouvernement, ministère, Ottawa, Québec.) »¹

De plus, dès que les recommandations du plan engagent des dépenses gouvernementales, la politique a tôt fait de se montrer le nez, surtout dans les régions où les bouts de chemin ont longtemps tenu lieu de discours électoraux :

« C'était bien beau le temps que tu faisais tes études, mais après ça, c'est venu les réalisations. Fallait obtenir des signatures, des piastres, nécessairement, à ce niveau-là, c'était politique. »²

Nombre d'universitaires « conseillers-du-prince » et de hauts-fonctionnaires (ce qui, admettons, revient au même puisque plusieurs savants se voient comme des hauts-fonctionnaires *in absentia*), ont poussé les hauts-cris à chaque fois qu'un Conseil régional de développement s'est comporté comme groupe de pression. Voilà encore le traditionalisme, l'esprit de clocher, l'irrationalité pré-moderne, ont-ils hoché de la tête. Pour tout dire au contraire, les C.R.D. n'ont échappé à l'insignifiance qu'aux moments où ils sont venus grogner aux portes des chapelles politiques. Se pourrait-il qu'en pratique le développement soit beaucoup moins question de techniques économiques ou sociologiques « efficaces » qu'enjeu de luttes politiques ? Quoi ? Les experts obligés alors de s'engager ? De prendre parti pour des factions sociales concrètes ? On n'est pas en Chine !

La critique générée par le mouvement de développement régional ne se cantonnera pas dans le rejet de la fausse participation, ou même dans la condamnation des technocrates et de leurs « technocraties ». Elle s'étendra naturellement à se demander qui contrôle vraiment le développement des régions et pour quelles fins.

Faux technocrates et vrais puissants

Chose certaine, on ne croit pas généralement que ce soit les technocrates ; même si on se demande parfois « si c'est le ministre qui mène, ou les fonctionnaires », on n'accorde pas à ces derniers tout le pouvoir qu'ils s'attribuent parfois eux-mêmes. Cela ne veut pas dire que l'on ne perçoit pas l'oppression du *système* techno-bureaucratique ; les pages précédentes démontrent au contraire à quel point les formes nouvelles d'aliénation n'échappent pas aux citoyens qui en souffrent. Mais cela signifie que les technocrates ne sont que les idéologues et les exécutants des pouvoirs réels : ils sont les maîtres d'œuvre des formes que prend la culture, des méthodes par lesquelles le pouvoir s'exerce, mais ils ne détiennent pas encore les rênes de ce pouvoir. Leur situation s'apparente, en somme, à celle des membres du clergé dans le Québec d'avant la Révolution tranquille.

¹ DION, ANGERS, *op. cit.*

² Entrevue n° 10.

Il serait erroné d'en conclure que les technocrates ne participent pas au pouvoir. Leur rôle dépend, bien entendu, de la façon dont s'articule le pouvoir dans la société capitaliste avancée. Étant donné que les déterminants de la croissance de la productivité englobent des domaines d'activité qui échappent à l'emprise directe des entreprises, et qu'en vertu des idéologies largement acceptées, l'État dispose légitimement de capitaux annuels dont l'investissement est désormais significatif dans l'ensemble de l'économie, la maîtrise des grandes orientations des politiques publiques fait l'objet de luttes ouvertes. Sous cet angle, les anciennes légitimations morales ou religieuses ne tiennent plus : l'efficacité instrumentale, la connaissance des moyens les plus propres à mousser la croissance ou un bien-être supérieur tiennent lieu de religion.

Par ailleurs, dès que les très grandes entreprises oligopolistiques cessent de se faire concurrence sur les prix pour plutôt se battre pour l'accès aux technologies avancées et aux marchés, la loi du plus fort passe par la puissance d'ingénierie et l'aptitude à stimuler et maintenir la demande globale. Par conséquent, dans l'Entreprise comme dans l'État une couche intermédiaire de spécialistes de la technique, des sciences du comportement, de la planification et de l'organisation partagent un même vocabulaire.

C'est ici qu'il y a place pour les technocrates : puisqu'ils préparent les dossiers à partir desquels le gouvernement doit décider, ils donnent le ton du discours politique. Ce sont eux qui posent les questions et suggèrent certaines réponses selon des critères définis. En comité parlementaire ou auprès de l'opinion publique, les débats doivent se conformer aux lignes générales définies par les technocrates. Aussi longtemps que les interventions politiques de quelque source que ce soit se font sur la place publique, elles seront technicistes, fonctionnalistes, economicistes, ou bien elles perdront toute efficacité.

Mais si le langage et les techniques d'exercice du pouvoir adoptent une coloration en accord avec l'idéologie formulée par les technocrates, si le langage officiel des corporations privées, du syndicalisme, ou des universités s'exprime au même diapason, cela ne signifie nullement que les raisons pour lesquelles on désire contrôler l'État suivent en tous points l'idéologie cybernétiste.

Autrement dit, si la culture politique est techno-bureaucratique, le pouvoir lui, n'a pas besoin de l'être. C'est au nom de la liberté d'entreprise, de l'égalité des chances, voire de la créativité et de l'initiative individuelle que John D. Rockefeller a massacré puis dévoré la majorité des producteurs de pétrole au début du siècle. Et c'est au nom du bien commun, de la mise en valeur des ressources, de la compétence et de l'efficacité techniques que l'International Telephone and Telegraph s'est accaparé la majeure partie des ressources forestières de la Côte Nord. Le pouvoir établi reste d'abord capitaliste et sa motivation n'est pas plus le désir d'ériger une société rationnelle aux fonctions intégrées qu'il ne fut jamais celui d'assurer une chance égale pour tous dans un régime de concurrence parfaite.

Sa motivation, c'est de contrôler les moyens de production, de diriger le changement, ou plus succinctement, *de garder le pouvoir*. On comprend mieux Lefebvre lorsqu'il conclut que « les technocrates aménagent selon des normes qui n'ont rien à voir avec la technique elle-même »¹.

L'objectif fondamental d'une initiative comme la planification du développement régional revient à vouloir faire de l'État la force motrice des réaménagements nécessaires de l'ensemble des moyens de production de la société. C'est déjà manifester une volonté de retirer aux maîtres du capital une partie de l'autonomie de classe dont ils ont toujours joui.

Au mieux, les patrons des entreprises paient leur écu aux propagandes planificatrices et rehaussent leurs revendications du bruit exorciseur des gris-gris technocratiques ; au pire, ils combattent les tendances cybernétistes générées par l'État et se voient réduits à faire des pieds et des mains pour contrecarrer les visées de la technocratie publique. Entre les deux, la force d'inertie, faire le mort, tenir le corps mou.

*« Les compagnies forestières contrôlent la forêt. Elles sont assises sur des acquis. Elles sont 25 ans en retard. Elles veulent protéger deux choses : leurs concessions, leurs usines. »*²

En définitive le succès d'un développement axé sur la participation du peuple et la rationalisation des institutions économiques et sociales dépend de l'insuccès des visées capitalistes à l'égard du développement de la société en général.

*« Je vois sacrement bien que je va être coupé plus loin parce que je marche dans un système capitaliste. Le système capitaliste puis la consultation, me semble que c'est l'eau puis le feu. »*³

Cette contradiction entre l'eau et le feu apparaît sous bien d'autres thèmes ; par exemple celui de la survivance même de la communauté régionale, ou si l'on préfère, de la déconcentration économique. La décrépitude de certaines régions, comme le signale Robert Hirsch, n'est que « la manifestation très concrète de la pérennité d'une logique de la localisation appréciée en termes de coûts par l'entrepreneur ». Logique qui entre en opposition directe avec celle du peuple qui lui, se sent malgré tout attaché à son milieu même si celui-ci sort perdant du jeu de la concurrence et de la rentabilité. Le peuple trouve sa logique dans ce qu'il est concrètement : territorialisé.

¹ Henri LEFEBVRE, *Position contre les technocrates*, Paris, Denoël Gonthier, 1966.

² Entrevue n° 23.

³ Entrevue n° 10.

On assiste donc partout à d'amères condamnations du système capitaliste, au sens – classique chez les catholiques que nous sommes – d'un régime d'exploitation de l'homme par l'homme, comme dans cette tirade vitriolique du Comité industriel du Conseil régional de développement des Cantons de l'Est :

« L'industrie du bois de l'Estrie semble donc enlisée profondément dans un système lugubre qui repose sur l'exploitation réciproque des parties impliquées des usines américaines et des scieries jusqu'aux travailleurs, en passant par la population des villages. Ce système permet finalement de consolider la misère, l'aliénation et le désespoir clans des communautés rurales déjà durement hypothéquées. »¹

Pourtant, nous n'avons nulle part constaté que cette agressivité se retournait contre les capitalistes eux-mêmes. De façon générale, c'est plutôt contre l'État, et contre le gouvernement, que la critique se porte dans les termes les plus virulents. *Les gens trouvent « normal » que les capitalistes se comportent en capitalistes, mais ils n'admettent pas que le gouvernement les laisse agir à leur guise.*

En bonne part, ce comportement un peu étonnant tient à la façon particulière dont beaucoup de Canadiens-français ont rationalisé la situation coloniale. Dans leur univers à eux, le pouvoir réside au bout des bulletins de vote, plutôt que dans les bureaux capitonnés où se gèrent l'industrie et les grandes affaires. Ce monde-là, c'est celui des Anglais – qu'ils soient britanniques ou américains n'a pas grande importance – et il se trouve hors de portée du citoyen. Selon eux, la stratification sociale au Canada n'a pas, jusqu'à tout dernièrement, opposé les travailleurs et les propriétaires, les consommateurs et les fabricants, mais les habitants et les étrangers conquérants. Or, c'est au Parlement d'Ottawa que l'on confronte l'Anglais, pas dans les camps de bûcherons ou sur les machines à tisser ; c'est au Parlement de Québec que se conduisent les affaires du peuple canadien-français, et là, les Anglais n'ont rien à faire d'autre que de suivre les souhaits de la majorité des Québécois. Le gouvernement du Québec appartient aux Canadiens-français, la province de Québec est cette partie du Canada qui est habitée par les Canadiens-français ; il ne viendrait à personne de penser que les Anglais de Montréal sont aussi des habitants de la province de Québec puisque leur monde à eux est celui des compagnies. Dira-t-on que cette attitude est aujourd'hui révolue ? Ce n'est pas certain, voyons les nationalistes populistes de 1978 : à leurs yeux, il ne fait pas de doute que les capitalistes ne sont pas vraiment des « Québécois », et cela n'importe plus qu'ils parlent français ou anglais.

Aux États-Unis, on s'attend à ce que les propriétaires des corporations exercent leurs responsabilités sociales, qu'ils servent leur pays et contentent leur peuple. Comment exiger des capitalistes d'ici qu'ils agissent de cette manière puisque ce peuple n'est pas leur peuple et que ce pays n'est pas leur pays ?

¹ C.R.D. Cantons de l'Est, *Journée d'étude industrielle*, Princeville, Sherbrooke, 1971.

Mais il reste bien sûr, que les deux univers empiètent l'un sur l'autre et si le peuple ne peut directement influencer les compagnies puisqu'il n'en est pas propriétaire, seul le pouvoir légitimement confié à l'État peut le faire. Les Canadiens-français ont toujours pensé qu'ils étaient les seuls véritables propriétaires du gouvernement. *Aussi retirent-ils l'impression d'une impardonnable trahison lorsqu'ils se rendent compte que le gouvernement prend ses ordres du pouvoir capitaliste au lieu de les recevoir du peuple.*

Justement, la conviction que le Capital contrôle l'État ou, ce qui revient au même et en plus choquant, que le gouvernement sert le capital avant le peuple, est fort répandue :

« À l'âge que j'ai là, nous disait un leader du Témiscouata, je suis convaincu que c'est les compagnies qui mènent le gouvernement, tant fédéral que provincial. Tant que ça va être de même on pourra jamais s'en sortir. »¹

On en veut surtout pour preuve le rôle d'appoint que l'État assume à l'égard de l'industrialisation et du développement des régions, lorsqu'il consent des dégrèvements d'impôts et de subventions aux entreprises, lorsqu'il accepte de prendre en charge, comme dit Hirsch « la quasi totalité des équipements collectifs », ou concède à bas prix les richesses naturelles, sans pour autant exiger une soumission quelconque des intérêts privés des entreprises à ceux de la population dans son ensemble.

« Y'a des maudits scandales : le fer du Grand Nord, l'I.T.T... » (Bas St-Laurent)²

« Le gouvernement a fait quelque chose avec la Société générale de financement, mais ils ont ramassé le pas payant, ils ont acheté des boîtes en faillite. » (Lac St-Jean)³

« La Gorton Pew fait de la canne, elle fait de tout. Toutes sortes de poisson, elle prend de tout. Elle est subventionnée par le gouvernement en quantité. Prenez les chiffres de subventions que le gouvernement leur verse, puis tout ça. À la fin, additionnez-les tous. Vous regarderez la rentabilité de la compagnie. Elle est rentable pour elle-même ; mais ce qu'elle a coûté au gouvernement ! Elle est pas rentable pour le gouvernement, puis elle est pas rentable pour nous autres, la population, non plus. » (Baie des Chaleurs)⁴

Où est donc, derrière tout ceci, cette technocratie froide, savante, fonctionnelle qui dicterait au pouvoir ses conduites à partir d'arguties savantes, rigoureusement

¹ Entrevue n° 22.

² *Ibid.*

³ Entrevue n° 16.

⁴ Entrevue n° 23.

vouées à la productivité et à la rentabilité ? Nulle part, bien sûr, puisque l'État a l'air de prendre ses choses ordres ailleurs que dans les analyses désintéressées et les études techniques. Alors, quand les planificateurs parlent de développement intégré du social et de l'économique, on a envie de leur répondre : allez donc demander la permission aux propriétaires d'usine. Selon les gens de Cabano, c'est exactement ce qu'ils font : malgré l'adhésion officielle des ministres au projet de cartonnerie, ils se sont rendu compte que :

« les fonctionnaires travaillaient pour bloquer le projet, parce qu'ils subissaient des pressions de la Canadian Pulp Association... Au Québec surtout, on avait senti des pressions de la Domtar. »¹

En somme, comme le disait ce cultivateur du Lac St-Jean, « on peut bien voir toute la question humaine, mais les compagnies ont le beau rôle. Elles ont la compétence et elles contrôlent le gouvernement. »

Cette compétence tient précisément à cette faculté de capitalisation des connaissances dont nous discutons plus haut. Maîtres de leurs moyens, disposant d'ingénieurs et autre personnel hautement spécialisé, bien au fait des conditions prévalant sur le marché, dotés de l'expérience technique, les grandes entreprises se trouvent en position privilégiée pour faire triompher leur point de vue auprès des hauts fonctionnaires, des législateurs, des membres du gouvernement et même de l'opinion publique.

Dans les Cantons de l'Est, l'adoption d'une loi particulière est vue par des représentants municipaux comme « une victoire des grandes compagnies... parce qu'elles ont les moyens, de présenter des mémoires étoffés »². Aussi, la conduite des gouvernants devant les petits producteurs ou devant une initiative « populaire » comme celle de Cabano devient-elle, disons, compréhensible. « Les ministres », soulignaient les animateurs du projet de cartonnerie, « sont lents à se compromettre ». Mais lorsque l'I.T.T. offre de mettre en branle l'exploitation des forêts de la Côte Nord, le conglomérat impérial amène avec lui (et pour son profit) l'expertise technique, financière et de marketing qui garantit aux pouvoirs publics qu'à plus ou moins court terme, les arbres tomberont, les machines tourneront et les courbes statistiques de l'emploi ou du P.N.B. s'animeront de soubresauts réconfortants. La logique de la croissance n'en demande pas plus. Tandis que les énergies populaires du Témiscouata s'étiolent, les gouvernements déroulent les tapis verts pour ces messieurs de la Rayonnier (I.T.T.) :

¹ Entrevue n° 22.

² C.R.D. Cantons de l'Est, *La région*, vol. III, mai 1972, p. 10.

*« on leur donne 116 millions pour qu'ils viennent investir ici... on leur donne 26 mille milles des plus belles forêts du Québec, on leur donne l'électricité gratis à moitié, la coupe à 0,50 la corde... »*¹

Qu'une communauté locale, un groupe d'hommes « ordinaires », entreprennent de mettre les pieds dans les platebandes du Capital en voulant s'occuper sérieusement d'aménager le territoire d'un coin de pays, de mettre la main sur certains moyens de production et ils s'y retrouvent presque toujours perdants.

*« Y'a un pouvoir qu'est capitaliste. L'argent c'est énormément fort puis ça fait avancer son petit gars. Quand le petit s'éveille et qu'il y a une gang qui se réveille avec lui, ben... il y a nécessairement un poids qui lui tombe sur la tête, qui est contrôlé par celui qui a la finance. »*²

Enfin, il n'y a pas que la compétence et la force économique des compagnies qui leur confère un pouvoir démesuré dans le développement de la société et un poids incomparable auprès de gouvernement. Pour plusieurs de nos informateurs, les capitalistes sont littéralement propriétaires des partis politiques. « Quand ils font leurs élections, dit-on, ils ne viennent pas chercher l'argent des pauvres ». Les politiciens se trouveraient par là inféodés à leurs bailleurs de fonds. Pourtant, l'explication reste insatisfaisante : d'abord, on citera le nom de députés ou de ministres qui, malgré les caisses électorales, se rangent du bord du peuple. Et puis, nul de nos informateurs n'a évoqué le Parti québécois – à la « caisse propre » – comme avenue différente vers une nouvelle pratique politique. Ce parti, remarque-t-on, est truffé de conseillers d'anciens gouvernements, et offre un même contenu dans un contenant dépoussiéré*.

En dernière analyse, maintes fractions du peuple diagnostiquent une collusion *idéologique* entre les partis politiques et le pouvoir capitaliste. La politique électorale, dans son entier, serait la chose des « gros » et non celle des petits, elle fait partie d'un univers dont les coordonnées sont étrangères au peuple, et pour y participer dans les règles, il faut abandonner derrière soi le monde des « gens ordinaires ».

*« La minute qu'un gars se lance en politique, on le perd... On élit un gars pour nous représenter, puis lorsqu'il est élu, il nous représente pas. »*³

Le langage du quotidien ne s'y entend pas, mais celui du Capital y est bien compris. En somme, si le lobbying des compagnies est efficace, c'est qu'il sait

¹ Entrevue n° 22.

² Entrevue n° 10.

* D'ailleurs, tous les partis politiques québécois doivent désormais respecter une loi électorale qui restreint les contributions électorales et exclut les « personnes morales » (compagnies, associations) du financement des partis.

³ Entrevue n° 21.

s'exprimer dans le termes que le pouvoir comprend ; si les capitaliste possèdent la compétence, c'est aussi parce que ce sont eux qui définissent la notion de compétence ; si l'entreprise privée garnit les caisses électorales des partis politiques, c'est parce que ce sont ses partis, ses succursales politiques.

« La population, lit-on dans un document préparé par une coalition d'organismes populaires de Québec, croit de moins en moins aux élections comme moyen d'orienter d'une manière significative les décisions politiques qui se prennent quotidiennement. »¹

Devant les manœuvres élaborées des groupes financièrement puissants, ajoute-t-on, « la population assiste, impuissante, dominée et humiliée, au spectacle de l'action politique dont elle connaît à l'avance l'issue »².

Perdant peu à peu foi dans la pratique de la démocratie selon les règles fixées par les puissants eux-mêmes, les citoyens tendent à considérer les diverses options offertes à l'électorat comme un autre artifice dans un pénible carnaval :

*« On a le Parti libéral, on avait l'Union nationale on va avoir l'Unité-Québec **, le Parti québécois... Qu'est-ce qu'ils nous apportent ? Qu'est ce qu'ils vont nous apporter ? On est rendu à ça. Quand t'en est rendu à chercher les possibilités d'un parti politique... Ca peut arriver qu'on prenne un gros crayon de feutre et qu'on fasse un grand X sur le bulletin de vote. On est rendu là. »³*

Cette désaffection est-elle due à des faits de conjoncture politique ? Ce serait se tromper que de le croire. Comme la situation précédente le démontre (on avait..., on aura...) l'écœurement relatif que l'on éprouve face à la politique provient surtout de la réalisation « qu'il en a toujours été ainsi ». On a découvert que derrière les façades changeantes de la scène politique, le système restait le même. Désormais, les enjeux des débats électoraux sembleront à plusieurs singulièrement fades et insignifiants. Il en est ainsi même sur une question aussi primordiale, pour certain, que l'indépendance du Québec :

« Être indépendant avec l'argent des capitalistes, avec le maudit système qu'on a là, je suis pas d'accord. Si on est obligé, mon vieux, de se traîner aux financiers, aux États-Unis, pour avoir le baptême de piastre, on est aussi bien de rester comme ça. »⁴

¹ Front commun des organismes populaires. *Une politique pour le C.D.Q.M.*, mémoire présenté au Conseil de développement du Québec métropolitain : Québec, septembre 1971.

² *Ibid.*

^{**} Unité-Québec est le malheureux vocable sous lequel la vieille Union nationale a tenté de maquiller ses rides.

³ Entrevue n° 21.

⁴ Entrevue n° 10.

Apathie ou auto-détermination ?

À juste titre, on peut se demander sur quelles conduites collectives débouche un tel détachement du régime politique établi. Il faut pour cela établir une distinction entre l'apathie et le refus conscient de jouer le jeu. Car là réside le sens des pratiques de changement qui se mettront en branle.

Pour beaucoup de citoyens des couches populaires – peut-être le plus grand nombre – les poussées quotidiennes de la survivance familiale, sociale autant qu'économique, suffisent à occuper l'esprit, qui a bien d'autres chats à fouetter que les déficiences de la démocratie ou les luttes qui tiraillent le développement régional. Ainsi cet homme de la rue, entendu à la radio, qui ne s'inquiétait pas d'une crise éventuelle de l'énergie. « S'ils veulent qu'on en ait une », disait-il à peu près, « on en aura une. S'ils veulent pas, on en aura pas ». On a vécu quelques millénaires avec la Providence ; on continuera bien quelque temps encore même si elle a choisi de sous-louer son paradis céleste pour aménager au Parlement, ou dans les étages supérieurs des gratte-ciel de Montréal ! L'apathie tient à l'acceptation de la dépendance.

La société d'aujourd'hui déguise ses agressions. On dit que c'est celle du bien-être parce que la classe moyenne est confortable et que les classes inférieures profitent, grâce aux « programmes sociaux » et aux lois « progressistes » de l'État, d'un standard de vie minimum qui ne cesse d'étonner ceux d'entre nous qui ont vécu, disons, le Krach de 1929. Les gens sont bien. Les puissants – *Ils* – prennent soin du monde.

Ce sont souvent les catégories les plus miséreuses qui désirent le moins s'engager dans les activités publiques ou communautaires. Car moins on en profite, plus il demeure lointain, plus le bien-être matériel a les apparences du bonheur. Et le bien-être n'est toujours qu'un bonheur privé, individuel : pour l'obtenir, il n'est pas nécessaire de poursuivre – il faut même souvent sacrifier – les dimensions collectives du bonheur, en incluant celles de prendre une part active à la construction de son avenir, à l'élaboration des valeurs et des façons de vivre que l'on partage avec ses semblables et d'exercer sa part, même minime, du pouvoir collectif.

L'apathie est le signe d'une forme d'aliénation fondée à la fois sur la dépendance, la privatisation et la massification des besoins, l'hypertrophie des appareils d'État et la formidable puissance des oligopoles industriels. Témoignage d'un dessèchement des potentiels d'expression de la personnalité et d'individuation par et dans le travail collectif en échange du bien-être matériel, elle s'accommode bien de ce type de « revendications de consommateur » dont l'effet cumulatif est de confirmer l'importance des liens de dépendance.

Le discours dominant, posé en termes d'« adaptation » au milieu, c'est-à-dire à l'ensemble des Forces et Nécessités extérieures, et qui représentent la Cité commune sous les conceptions abstraites d'immenses appareils supra-quotidiens, recouvre idéologiquement les réalités infra-structurelles de l'économie politique et le *vécu* correspondant. Tout le monde est un peu impuissant devant « la Société », « l'Économie ». Que peut faire le travailleur lorsqu'il apprend que son insécurité d'emploi dépend des « déséquilibres de la structure industrielle ? » Où est-ce qu'on tire pour relever les coins pendants de la structure industrielle ? C'est l'apparente complexité de la société et l'incapacité d'en saisir une image claire qui déroutent parfois et conduit à l'impuissance.

Or, les expériences de développement régional ont poussé beaucoup de citoyens à réfléchir sur leur propre situation. Le remous agitera surtout ceux que le changement social depuis la guerre avait laissés pour compte, chez les agriculteurs ou pêcheurs habitués à une technologie semi-artisanale ; dans les petits villages où le style de vie urbain n'avait pas encore détruit la façon de vivre traditionnelle, les contrecoups de cette bousculade ont eu des répercussions très concrètes, très immédiates. Ces gens-là ont été conduits à agir et à réfléchir sur le destin de leur communauté, souvent même sur l'avenir de leur propre famille.

Ils ont réalisé que la politique considère des questions d'une pertinence immédiate, comme la relocalisation des habitants d'un village, la fermeture d'une mine, l'abandon d'une ferme, ou le départ des enfants vers un CEGEP métropolitain dont ils reviendront, (s'ils reviennent) transformés en étrangers à la tête aussi échevelée extérieurement qu'intérieurement. Tel était le contenu réel, vécu, de nos conceptions académiques de concentration, de productivité, de technocratie et de capitalisme. Ils pouvaient avoir le bien-être, mais à condition d'abandonner un tas de choses. Des phénomènes apparemment disparates lorsqu'on les regardait par la peau des dents, prenaient place dans des ensembles cohérents et compréhensibles lorsqu'on les examinait avec quelque recul.

Ils ont appris des technocrates eux-mêmes qu'il ne suffisait plus de vivre, de laisser vivre le voisin, de laisser les élites régler au fur et à mesure les problèmes qui se posaient à la collectivité. Les nouvelles élites, la nouvelle politique ne voulaient plus simplement gérer les problèmes, mais les prévoir, et aménager, organiser, *régler la société elle-même qui dans sa forme actuelle était un problème*. C'était ça, le développement. C'était ça, la démocratie d'aujourd'hui. « Le développement, c'est le nouveau mot de la paix », dira un curé des Opérations-Dignité.

En même temps, la population voit s'ériger autour d'elle les nouveaux appareils de l'État destinés à accomplir cette tâche gigantesque. On se rend compte d'abord que ce sont les élites bourgeoises et les technocrates qui naviguent à l'aise dans ces

appareils, et qu'ils ont chargé sur leurs propres épaules le fardeau de programmer le bonheur. Puis :

*« À mesure que ce processus prend place et que la définition des besoins de l'homme et de la société passe aux mains des techniciens, on voit apparaître dans l'ensemble de la population une insatisfaction considérable et l'apparition d'un nouveau besoin qui cette fois-ci n'est plus matériel mais politique. »*¹

Selon Fortin, au milieu des années '60, c'est chez les travailleurs les plus qualifiés et chez les techniciens que l'on voit apparaître « la conscience de n'être que de simples exécutants qui ne participent pas aux décisions »². Attention, ceci importe : les nouvelles aspirations naissent chez ces catégories de travailleurs qui profitent déjà d'un standard de vie décent et qui, par conséquent, *sont probablement satisfaits du capitalisme puisqu'il les fait bien vivre, mais qui désirent une amélioration*. Cette amélioration, c'est ce que plusieurs ont appelé la « société de participation ». Le lecteur sait maintenant avec nous que l'idée d'une « société de participation » est essentiellement cybernétiste, et qu'en ce sens elle représente une tentative de la part des puissants pour récupérer à leur profit les frustrations montantes au sein du peuple, et ainsi consolider leur pouvoir.

Les technocrates, en effet, ne sont pas si bêtes et se rendent compte eux-mêmes du danger inhérent à l'érection des grands appareils bureaucratiques nécessaires à l'administration de la société-machine. Par exemple, ce ne sont pas les critiques du statu quo qui ont écrit les plus belles pages sur la rigidité chronique qui guette les bureaucraties, mais plutôt les idéologues intéressés à trouver des solutions qui permettent au statu quo de se maintenir, comme un Robert Merton, ou un Michel Grozier, maîtres à penser de la société fonctionnelle.

Les technocrates ne veulent pas changer radicalement la société ; pour mettre les points sur les *i*, ils ne contestent pas le pouvoir qu'un petit nombre exerce sur les moyens de production de toute la collectivité : ils savent seulement que les excès du capitalisme privé risquent de fomenter des frustrations dangereuses. Ils s'attristent sur le fait que :

*« l'harmonie n'est pas l'État vers lequel tend naturellement le régime libéral (Lire : le libéralisme économique). Sous la poussée contestatrice, déjà, les cadres sociaux se disloquent et la mécanique socio-politique toute entière risque de se détraquer... »*³

¹ Entrevue n° 10.

² FORTIN, *Recherches Sociographiques*, Vol. VI, n° 1, 1965, p. 58.

³ Léon DION, *Société et politique*. Tome 1, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 467. Nous soulignons.

Pour survivre, le système capitaliste doit changer. Or, simplifions-le un peu ce système : d'une part, il est entendu que les capitalistes privés dirigent l'appareil productif, et par conséquent fixent les conditions selon lesquelles les membres de la société participent à la construction de l'Histoire, établissent leur rapport avec l'univers, que l'on appelle cela le progrès, la croissance, le développement, ou l'avenir. D'autre part, les institutions politiques, au sens large, permettent à la population en général de dire son mot, de faire savoir quand elle est insatisfaite, d'exiger des ajustements et de profiter du progrès.

En pratique, les traditionnels réseaux de patronage, armatures essentielles des anciens rapports politiques, ne conviennent plus aux conditions nouvelles de la production, où l'État doit se charger de la concertation des stratégies économiques de la « mise en valeurs » des ressources humaines, de préparer le terrain en vue d'une exploitation privée éventuelle. Devenu agent réel du système de production, l'État-Entreprise adopte mimétiquement les impératifs et l'organisation de l'industrie ; soumis comme elle à la dominance exclusive de la rationalité instrumentale, il *doit* envahir les champs de coopération sociale qui échappent au Capital privé pour y imposer le mode de relations bureaucratiques, hiérarchisés. Les « dysfonctions organisationnelles », qui empêchaient hier de dormir les chefs des grosses corporations, deviennent une préoccupation sociétale et angoissent la classe politique. Ceux qui ont besoin de la bureaucratization auront nécessairement à en souffrir les grimaces. Un concept apparaît pour galvaniser la nécessité de socialiser le peuple aux conditions nouvelles de l'aliénation politique : la participation. Il correspond à l'idée de « management par objectifs » dans l'Entreprise.

Les technocrates ne veulent pas que la société poursuive d'autres objectifs que la Productivité et le Bien-être, comme les capitalistes. Ils ne veulent pas remettre en doute le culte de la technicité, de l'expertise et de l'efficacité, comme les capitalistes. Ils ne veulent pas que le peuple se *sente* manipulé, ils veulent qu'il se sente bien dirigé par eux, comme les capitalistes. Alors, ils proposent une transformation, un ajustement de certaines mécaniques collectives.

Aussi, devant les frustrations de la population des régions, retiendront-ils surtout celles des classes moyennes, et des petites élites locales. Ils ne parleront pas de changer les priorités de l'État ou de la Société, de débâter les appareils bureaucratiques, et encore moins de refaire les rapports de pouvoir économique, si ce n'est pour renforcer la part de l'État, où ils sont chez eux.

Non, ils essaieront de faire un peu de place dans leurs rangs pour certains éléments de la « population », pourvu qu'ils acceptent leurs propres préceptes d'action. Ils offriront à tous la possibilité d'entrer dans les appareils de l'État sous toutes sortes de formes consultatives. Et cela, diront-ils, c'est ce que veut la population :

« Des groupes de plus en plus nombreux réclament non seulement le droit à être nourris, logés, vêtus, soignés, éduqués, mais à donner leur avis sur le contenu des différents biens et services, sur les priorités à établir entre ces biens et ces services. »¹

Ainsi, continue l'auteur cité, *« par son succès même, la société technocratique de masse prépare et crée la société de participation »*. Reprenons cette conclusion dans notre éclairage : ainsi, par son développement même, et dans sa logique même, la société technobureaucratique capitaliste doit adapter ses techniques de démocratie sans quoi elle risque d'éclater, il faut en somme que le peuple puisse parfois revêtir les vêtements du prince et aller danser au palais. C'est ainsi qu'un des intellectuels les plus écoutés du Québec interprète les volontés du petit peuple :

« Que veulent en effet les couches défavorisées, écrit Léon Dion, sinon les mêmes objectifs que poursuivent les catégories favorisées : se gagner un accès auprès des dirigeants afin de se faire entendre ; attirer l'attention des dirigeants sur leurs problèmes ; ... s'assurer d'un contrôle sur les règles du jeu de l'action politique... »²

Nous ne disons pas que ceci soit faux, bien au contraire. Toutes nos données démontrent que de telles aspirations ont été présentes partout, tout au long des expériences régionales qui font l'objet de cette étude. Toutefois, nous pensons qu'il s'agit là d'une version sélective des faits.

Voici encore, par exemple, des fonctionnaires qui étudient les comités de citoyens et analysent leurs frustrations : sont-ce l'insécurité économique, le sentiment d'être manipulé, la noirceur des espoirs, la volonté de reprendre les rênes de leur destinée et de garantir à leurs enfants une chance égale de gagner leur vie dans un travail non abrutissant ? Pas du tout ; selon les experts du bien commun, les comités de citoyens se plaignent :

1. de moyens d'accès au gouvernement limités ;
2. d'une inaptitude à prendre part aux décisions qui affectent leur vie ;
3. De la complexité de la division du pouvoir entre les niveaux de gouvernement,
4. d'un sentiment de frustration à l'égard des discussions poursuivies avec le gouvernement.³

¹ FORTIN, « La société de demain », *op. cit.*, p. 23.

² Léon DION, « La conscience auto-déterminée » in *La prochaine révolution*, Montréal, Leméac, 1976.

³ Ministère dit Secrétariat d'État. « Project Team on New Citizen's Organisations », Ottawa, 1972.

En somme, rien qui ne puisse se régler par des mesures administratives, comme « des programmes d'assistance financière, une simplification de l'organigramme de l'État, quelques comités consultatifs », etc.

Pourtant, si on y regarde bien, à chaque fois que les comités de citoyens de tout type décident de passer eux-mêmes à l'action, ce n'est jamais l'Administration qu'ils entreprennent de changer. Bien sûr, ils ne méprisent en rien les forces de l'État et réalisent que le pouvoir public possède, en théorie, la capacité de modifier le cours des événements, mais au fond, ils n'en attendent ni les programmes, ni les structures. Ce qu'ils retiennent d'essentiel des caractères de l'État, c'est sa faculté de prélever une part du profit de la production collective, son aptitude à ramasser un capital public qui ne soit pas, celui-là, à la libre disposition de l'entreprise privée et puisse être par la suite soumis à d'autres rationalités que celles de la productivité et de la rentabilité économique.

« Y'a des moyens collectifs qui sont mobilisés par l'État et les pouvoirs supérieurs, qui sont monopolisés par eux (l'administration). Ce que les gens de la base demandent, c'est : donnez-nous une partie de ces moyens collectifs-là. Ça peut être des ressources financières, des législations, des droits,... alors donnez-nous une partie de ça... on va être moins dépendants, on va avoir des relations avec d'autres groupes, on va s'arranger. »¹

Ailleurs, quand nous avons demandé si, à la limite, les luttes populaires ne déboucheraient pas sur la création d'un gouvernement régional, on nous a répondu :

« On entend souvent l'expression : avoir un gouvernement à nous autres ; mais c'est dans le sens d'un gouvernement qui servirait leurs intérêts, pas d'un gouvernement régional. Ils veulent se gouverner mais ils ne veulent pas de gouvernement. »²

Considérons les « demandes » réelles de la population, lorsqu'elles s'expriment ailleurs que dans les comités et les appareils de consultation. Dans la vallée de la Matapédia, les gens qui participaient aux travaux du B.A.E.Q. ont proposé la création de fermes communautaires. À Cabano, les citoyens ont entrepris de construire une usine où ils détiendraient un certain pouvoir de décision, pas d'exiger des consultations permanentes avec quelque ministère pendant qu'on décidait de leur sort. Les Opérations-Dignité ne visent pas la participation du peuple aux œuvres gouvernementales, mais la vie et la suivie des villages envisagées dans un contexte de plus grande autonomie face au gouvernement et face aux compagnies. À Ferland, au Saguenay, les habitants se sont engagés dans l'aménagement d'un complexe de plein air et le renforcement de leur coop.

¹ Entrevue n° 10.

² Entrevue n° 5.

forestière. À Manseau, les citoyens ont voulu créer une exploitation maraîchère communautaire dont ils seraient propriétaires ; à Mont-Laurier, ce sont des travailleurs qui remettent en cause la toute puissance des capitalistes sur le sort de leur usine. À Manville, le feu prend sur une route forestière parce que l'entreprise privée bouffe les arbres sans égard pour la suite du monde.

On se trouve ainsi en présence de groupes qui, avec les moyens du bord, se décident à prendre leur propre univers à bras-le-corps et, pour reprendre les termes heureux de Léon Dion « cherchent à modeler eux-mêmes et dès maintenant le cours des choses en ce qui les concerne » ¹.

Ce qu'il y aura de plus significatif dans ce geste tient à ce qu'il contrecarre précisément les formes technobureaucratiques de l'aliénation du travailleur, du citoyen et du consommateur : non pas celles de l'oppression, mais celles de la participation dépendante et du paternalisme des puissants, non pas celles de la violence ouverte, mais celles de la manipulation discrète. La contestation authentique de la société cybernétiste commence quand les méprisés refusent de se laisser entretenir ; quand d'après Alain Touraine :

« ... les éléments marginaux cessent de se considérer comme tels, prennent conscience de leur dépendance et entreprennent une action axée sur eux-mêmes, sur leur auto-détermination. » ²

¹ DION, « La conscience... », *op. cit.*

² TOURAINE., Alain, *La société post-industrielle*, Paris, Denoël, 1969.

V

Le contre-projet : la communauté auto-déterministe

[Retour à la table des matières](#)

À partir du milieu des années soixante, et de plus en plus par la suite, des associations volontaires d'un type nouveau sont apparues et se sont multipliées. Certaines d'entre elles sont disparues aussi spontanément qu'elles étaient nées ; d'autres n'ont connu une véritable existence que dans les mass-médias ou dans l'esprit des professionnels du changement social.

Dans les quartiers populaires des métropoles comme dans les campagnes des régions, des citoyens généralement démunis de pouvoir économique ou politique se regroupaient afin de travailler ensemble autour d'un objectif pressant pour leur propre collectivité, souvent sous l'impulsion d'animateurs venus d'un autre milieu, mais aussi à la suite d'animateurs organiques recrutés en leur sein.

Ces associations ne se soucient ni d'incorporation officielle, ni de structuration hiérarchique ; elles ne se donnent pas de règlements écrits et n'essaient pas de coucher leurs objectifs dans des textes constitutionnels. La plupart du temps, elles naissent et fonctionnent de façon autonome ; sinon, elles s'associent informellement à d'autres au sein d'un réseau assez lâche, aux buts plus ou moins clairs, mais aucunement connecté aux appareils officiels de la société publique.

Elles ont une base très localisée et ne prétendent pas au titre de « fonction sociale ». On en parle différemment sous les noms de « comités de citoyens », « groupes de base », « mouvements populaires », etc., lorsqu'elles profitent d'une certaine permanence. D'aucunes de ces expériences ont focalisé l'attention de la gauche, qui y vit les balises d'une recherche inédite de formes de solidarité radicalement nouvelles, placées sous la bannière aussi généreusement hospitalière qu'imprécise de *l'autogestion*. Un peu comme « l'affaire Lip », en France, « Cabano », « Mont-Laurier », ou plus tard « Tricofil », sont devenus des points de ralliement intellectuel et ont incarné l'espoir diffus de tous ceux qui, lassés des grands projets technocratiques de la Révolution tranquille ou rebutés par les

phantasmes centralisateurs et étatistes du marxisme-léninisme, surveillaient plutôt les pratiques quotidiennes à la recherche des feux-de-vie où s'inventerait la société nouvelle.

Mais beaucoup ignorent encore l'étendue du phénomène, car la majorité des comités de citoyens n'ont guère fait les manchettes. À Ferland, dans le Bas-Saguenay, des gens ont occupé le Centre de main-d'œuvre et un comité s'est formé afin d'organiser la population autour de projets locaux de développement. À Sacré-Cœur, près de Tadoussac, les ouvriers d'une papeterie ont essayé d'en assumer la gestion avec l'Union catholique des cultivateurs. À Baie St-Paul, dans Charlevoix, des femmes ont mis sur pied un réseau d'échange de vêtements et une garderie tournante. À Alma, des ouvriers ont racheté leur petite usine de produits métalliques et engagé leurs propres gestionnaires. En banlieue de Québec, ceux de l'imprimerie Monolino ont fait de même. Les gens de Manville, en Abitibi, ont bloqué un chemin forestier pour empêcher le pillage des ressources et, avec les habitants d'autres paroisses, ont entrepris d'empêcher la fermeture de leurs villages. Initiative similaire à celles des fameuses « Opérations-Dignité », dont on a beaucoup parlé et où des dizaines de petites communautés de l'arrière-pays gaspésien ou du Bas-du-Fleuve continuent de lutter pour leur survie. Il faudrait encore parler du « J.A.L. », des « comptoirs alimentaires », des recherches sur les « médias communautaires », mais on n'en finirait plus.¹

Notre propos n'est pas de décrire, d'inventorier et de comparer les initiatives communautaires lancées dans les régions pour faire contrepoids à la dépendance, mais d'en trouver le sens ; de repérer les caractères fondamentaux qui composent un mouvement général, au-delà des contingences et particularités individuelles, et de dégager la trame de ce mouvement sur la toile de fond de la société québécoise en tant que tout.

Si les phénomènes régionaux dont nous parlons s'inscrivent dans une poussée plus large, celle-ci possède des facettes qui ne sont pas présentes partout avec la même intensité : l'accent, chez les étudiants, porte peut-être plus sur la façon dont sont transmises les valeurs dominantes ; dans les comités de citoyens de Montréal, on appuie peut-être plus sur la réorganisation des structures communautaires alors que les paroisses marginales luttent pour la survivance économique d'un style de vie bousculé par l'idéologie de la rentabilité à court terme. Mais essentiellement, ces objectifs sont interdépendants, même si chaque acteur social n'a pas besoin d'une carte de toute la société pour s'engager dans une stratégie accordée à ses problèmes immédiats. Cela veut dire pourtant que les lignes de force d'un geste particulier, comme celui que posent certaines communautés des régions périphériques, rejoignent implicitement toutes celles qui, par d'autres chemins,

¹ Sur les initiatives du même genre en métropole, voir Jacques Godbout et J. P. Colin. *Les organismes populaires en milieu urbain*, Montréal, INRS-Urbanisation, Rapports de recherche n° 3, août 1977.

participent à l'ensemble des contradictions sociales nouvelles qui se manifestent ici depuis une quinzaine d'années ; que, par conséquent l'évolution des luttes dans l'arrière-pays dépend de celles des métropoles, et qu'il ne faut pas se gêner pour interpréter les unes à la lumière des autres. Une telle optique devrait nous permettre de comprendre les singularités du mouvement des communautés marginales des régions, en même temps que son universalité.

Nous cherchons en somme à reconstituer le projet de rechange qui est en train de s'élaborer dans notre société, en contrepartie de ce que proposent les idéologies dominantes. Ce projet, nous le dirons utopique, parce qu'il ne prend pas appui d'abord sur les tendances du présent pour envisager le futur, mais qu'à l'opposé il s'attache d'abord à dénoncer les tendances de manière à dégager l'horizon. L'utopie, rappelons-le, n'a pas pour nous le sens de grand plan idéaliste mais irréalisable comme on l'entend dans le langage courant ; en fait, c'est une façon de concevoir l'homme et son univers qui s'élabore par bribes et trouve son inspiration dans la contradiction inéluctable entre les contraintes de l'ordre et l'aspiration à une constante redéfinition. Son « utopisme » réside dans l'ampleur de ses visées et sa recherche de l'absolu.

Notre système social, le capitalisme technobureaucratique, engendre sa propre rationalisation idéologique qui en dresse un portrait stylisé, idéal, rend cohérent ce qui est contradictoire dans les faits, explique et légitimise le système, assure sa continuité. Ses pôles sont la *Société-Machine / l'Homme-Fonction*. On verra que par définition, c'est envers cette idéologie que se dresse une utopie, celle de la *Société-Communauté / l'Homme-Autonomie*. De sorte qu'en examinant la contribution régionale à l'élaboration de l'utopie, on se rendra compte qu'elle se précise au cours d'un véritable dialogue avec l'idéologie des technocrates ; c'est même celle-ci qui fournit les points d'ancrage du projet, des projets d'auto-détermination. La vision de rechange d'un monde radicalement libérateur commence par une rupture nette avec les croyances cybernétistes et se poursuit dans des formules concrètes, souvent vagues certes, qui visent à transformer la pratique sociale, et dans des actions qui *sont* de la pratique.

Et fait, certains comités de village se sont même constitués à la suite d'une impulsion technocratique. Les « Opérations-Dignité » découlent directement des programmes de relocalisation des habitants des paroisses marginales proposés par l'Office de développement de l'Est du Québec. En Abitibi, on nous a confirmé :

*« Le mouvement des paroisses marginales est commencé avec la Mission... *
On a décidé de prendre nos affaires en main, de s'organiser parce qu'on
s'apercevait qu'il était pour nous arriver des plans préparés à Québec sur des
bureaux. »¹*

* La mission de planification gouvernementale.

¹ Entrevue n° 21.

Même lorsque la réaction populaire s'enflamme autrement que sous une étincelle immédiatement technocratique – c'est le cas à Mont-Laurier où la crainte de voir fermer une usine fournit la poussée initiale – la volonté implicite du regroupement des forces de la base se présente comme un rejet de ce qui caractérise l'aliénation techno-bureaucratique : la dépendance et la manipulation. Dans les termes d'un rapport de consultation des ruraux d'Abitibi : « Les populations impliquées n'ont pas l'intention de se laisser manipuler... elles sont capables... ; de s'imposer comme les artisans de leur propre sort. »¹

C'est le noyau de l'utopie d'auto-détermination, et c'est par ce noyau que l'action des marginaux des régions se rattache à celle des comités de citoyens métropolitains.

Mais les établissements régionaux possèdent un caractère qui dramatise tout particulièrement les conséquences de l'industrialisation avancée : l'intimité des rapports avec le milieu physique et social. C'est un lieu commun de rappeler que le développement des techniques et la division du travail social tendent à élargir le monde des *construits*, des choses inventées par l'homme, au détriment des relations directes que les hommes entretiennent avec le milieu naturel.

Les artefacts, la culture matérielle d'un peuple, (comme les habitations, les outils, les villes, les usines), introduisent entre l'homme et la Nature un grand nombre d'intermédiaires qui finissent par séparer le producteur de ses matières premières, le citadin de sa terre, de son ciel, de sa géographie.

Or, la population des petites villes et villages est habituée à un style de vie où le vent, la température, le sol, les saisons, les arbres, le relief du pays marquent immédiatement la vie quotidienne **.

Les construits sociaux, (comme les organisations, les structures hiérarchiques, les appareils bureaucratiques, les mécanismes du marché) introduisent aussi une distance entre les hommes eux-mêmes. Forcés d'agir par le biais de toutes sortes d'intermédiaires, les gens éprouvent de la difficulté à agir avec une poigne solide sur les déterminants collectifs de leur propre situation. Notre condition s'apparente à celle du péripatéticien kafkaïen errant de bureau en bureau sans jamais réussir à rencontrer un responsable. Plus la bureaucratisation de la vie collective s'accroît, plus les citoyens sont coupés de leur milieu social, plus le pouvoir se concentre au sommet des appareils et des structures, lesquelles (comme celles de l'usine qui

¹ Comité des paroisses marginales, cité par Conseil économique régional du Nord-Ouest québécois « L'Avis du CERNOQ, Annexe A : Le réaménagement des zones marginales » Rouen, 1972.

** Notre intention n'est pas de chanter un hymne à nos campagnes. Elle veut quand même marquer la distance entre un pôle de culture et un autre, tel que représenté, disons, par les catacombes du centre-ville montréalais.

capitalisent la valeur ajoutée aux produits par le travail), capitalisent de même l'énergie, le pouvoir collectif ajouté par la participation de chacun à la vie publique.

Or, les populations des villages ont en mémoire une échelle collective où les rapports entre les membres sont directs *.

L'utopie contre-cybernétiste s'élèvera, de là, dans trois dimensions. La première définit un rapport particulier des hommes avec l'univers physique : elle projette une société où les hommes réaffirmeraient leur prise directe sur les éléments ; la seconde cherche à reconstruire un lieu collectif où les rapports entre les hommes seraient plus organiques que fonctionnels : la communauté ; la dernière veut transformer les relations entre la vie publique et la vie privée, elle projette de ramener dans la sphère quotidienne l'activité publique des citoyens qui élaborent leur propre histoire.

Toutes se confondent pour former un système général de représentations idéalisées d'un univers à ériger qui veut répondre aux problèmes posés par l'ordre social cybernétiste. *Accrochée à la terre, la communauté sera le lieu d'auto-détermination quotidienne.*

Une prise directe sur le pays.

Les mouvements régionaux d'auto-détermination communautaire seront d'abord intimement arc-boutés sur la Terre, le milieu physique. C'est d'ailleurs là un point crucial de divergence avec les comités de citoyens urbains.

Les travailleurs des régions s'identifient beaucoup à leurs ressources ; leur économie repose le plus souvent sur une exploitation primaire des richesses naturelles, leur survivance en dépend, leur futur aussi.

*« On veut garder notre économie », nous disait un bûcheron du comité des citoyens de Ferland, « y'en a du pillage ; ils nous disaient : tes enfants verront pas le bout. J'ai des enfants ; ils sont pas vieux. Et on commence à voir le bout. »*¹

La volonté de « conserver nos ressources » est plus forte chez les travailleurs qui exploitent directement la nature : les bûcherons, les ouvriers d'usine qui connaissent les sites d'extraction de la matière première et le produit fini ; ceux qui, en somme, souffrent le moins de la césure que l'industrialisation introduit entre le producteur, son produit, ses matières premières.

* Attention, nous ne disons pas : harmonieux, plus vrais ; nous ne croyons pas au bon sauvage, ni au lyrique bonheur des petits villages paisibles.

¹ Entrevue n° 20.

C'est pour cette raison que les mouvements d'auto-détermination dans les arrière-pays ne suivent pas les lignes traditionnelles des luttes travail / capital. Le capitalisme est certes durement critiqué, mais parce qu'il dévore les ressources naturelles appartenant à la collectivité dont elles sont, en quelque sorte, le prolongement et l'enracinement.

*« Ici, mon vieux, on avait des richesses immenses au point de vue forêt. Bon. Ils ont tout pris nos forêts et les ont envoyés ailleurs. Quoi c'est qu'a resté ? On reste avec la misère. »*¹

L'expression sera reprise presque mot pour mot en Abitibi : « On a amené la richesse ailleurs ; il nous reste la misère. »²

L'autodétermination doit s'appuyer sur un certain pouvoir économique, et celui que les régionaux considèrent comme le leur se nourrit aux ressources de la terre. Celles-ci appartiennent à tout le monde, et surtout à ceux qui vivent dans le milieu où elles se trouvent. Si on hésite à reprocher au capitaliste son appropriation des moyens de production (après tout, il a payé l'usine !), on trouve quelque chose d'immoral à ce qu'il s'approprie les arbres, l'eau, le sol. Encore hier travailleurs agro-forestiers, mi-paysans, mi-prolétaires, ces hommes se souviennent d'un pays qui les faisait vivre. Aussi ne faut-il pas s'attendre à ce que la volonté d'indépendance se fixe sur le contrôle des moyens de production. Lorsqu'à Maniwaki ou à Mont-Laurier les ouvriers cherchent à gagner la maîtrise d'une usine, lorsqu'à Cabano, la population entière réclame une cartonnerie, l'autogestion à l'intérieur de l'entreprise passe au second plan, dans l'ordre des moyens. Mais attention aux droits de coupe ! Attention à qui ils profitent, attention à qui décroche les emplois ! Des facteurs de production, c'est la terre qu'on veut collectivement s'approprier avant le capital.

La solution, c'est le contrôle communautaire des ressources de l'environnement immédiat et leur exploitation parcimonieuse pour le bénéfice des membres de la communauté d'abord. On nous a dit à Cabano :

« Présentement, il y a beaucoup de monde sur le bien-être social... » (c'est-à-dire en état de dépendance économique)... *« Il faut les envoyer en forêt, redonner à la forêt la valeur qu'elle avait autrefois. »*³

¹ Entrevue n° 22.

² Entrevue n° 21.

³ Entrevue n° 22.

À la recherche de la communauté

De la même manière qu'en ville on ne saurait imaginer ce type de rapport à la Terre, il est difficile de se cramponner à l'idée de « communauté » quand il s'agit de faire face à la désintégration de l'environnement social immédiat sous l'envahissement des rapports marchands et des relations sociales secondaires où les hommes ne se confrontent plus les uns aux autres que par l'interdépendance de leurs rôles abstraits. En « province », par contre...

« Dans le milieu urbain t'es tellement pénétré par le modèle de vie petit noyau, t'as perdu la souvenance collective d'une appartenance à une communauté, t'as perdu le goût de ce que ça ajoute. Dans un milieu comme ici (l'Abitibi) c'est ben récent cette souvenance. »¹

Ce n'est pas que l'histoire récente ait ménagé ses coups contre une telle mémoire. De fait, on pourrait dire que la sociologie classique, façonnée à chaud dans les forges de l'industrialisation et de l'urbanisation est issue d'une nostalgie envers les anciennes formes de solidarité renversées par les nouveaux types de soudure sociale qu'imposait la croissance phénoménale des forces productives et de la densité démographique. Jürgen Habermas en a parlé² : la plupart des couples conceptuels de la sociologie classique essayaient de tenir compte de cette dérive des solidarités d'un pôle vers l'autre. Relations primaires et secondaires, solidarités organiques et mécaniques, communauté et société, autant de typologies binaires pour en tenir compte. Jusqu'à Marx et Engels qui opposent les rapports sociaux communistes (dont ils exhument le modèle d'une conception romantique des sociétés primitives) et les rapports marchands ! En même temps, il n'est guère de doctrine réformiste ou révolutionnaire du dix-neuvième siècle qui n'ait cherché à reconstituer, d'une façon ou d'une autre, de nouvelles solidarités *par conscience d'appartenance* qui viendraient combler le vide moral creusé par le déferlement des rapports marchands entre des individus coupés les uns des autres, bien que de plus en plus interdépendants économiquement, (c'est-à-dire par l'instrumentalité des échanges et de la coopération). De la religion scientifique-socialiste de St-Simon ou de Comte au corporatisme d'Émile Durkheim ; du communisme marxien à la quête de la communauté de quartier chez Park et Burgess ; ceux qui, au nom de la science, articulaient le discours de la société industrielle sur elle-même, ont exploré les mécaniques théoriques qui faciliteraient enfin la résurrection, sous des formes inédites de la volonté commune, de la cohésion symbolique, du consensus intérieur, de la sécurité communiant exhalés avec les derniers soupirs de la société agraire moribonde.

¹ Entrevue n° 15.

² Dans *La Technique et la science comme idéologie*. Paris, Stock, 1972.

À la recherche d'une communauté à reconstruire, les citoyens des régions québécoises ne faisaient rien d'autre que de reprendre à leur compte les explorations des grands critiques du capitalisme industriel du dix-neuvième siècle. Les futurologues positivistes et la gauche cannibale, qui savent si bien trancher entre les avenues sans issues de la pratique et celles qui sont enceintes de l'avenir ne devraient pas voir ici *que* de la nostalgie traditionnelle ou de la fausse conscience humaniste. Quand on a perdu jusqu'à la mémoire des questions originales, vécues, concrètes auxquelles on prétend fournir les réponses théoriques, il vaut mieux d'abord prendre le temps d'écouter, et de comprendre le monde qui est en train de se faire.

Tout le développement de l'économie industrielle se fait sous le signe de la privatisation, d'un côté, et de la massification, de l'autre. Les unités sociales faisant l'objet d'interventions délibérées de rationalisation forment des ensembles abstraits : un certain marché, un "secteur" de la société, une « fonction » de l'État. Tandis que la production et la consommation massives concourent à la centralisation décisionnelle et à l'homogénéisation des besoins, la représentation que l'on se donne de *la Société* décolle graduellement du champ de la vie de tous les jours. La Société semble s'élaborer selon les lois immanentes, à la remorque de cette autre divinité omniprésente, l'économie. C'est un peu comme le Corps mystique du Christ, chez les catholiques : tous en font partie, mais allez donc demander au bout d'ongle ainsi sanctifié ce qui se passe dans le cortex. Les bienfaits de cette Société transcendante repoussent les satisfactions dans la sphère privée, là où, justement, on a cessé de contribuer directement à son fonctionnement : un emploi régulier et bien payé, un standard de bien-être minimal pour tous, des divertissements de masse, ce sont là des agréments qui ne sollicitent pas la mise en commun des efforts à la base. On peut se laisser porter, Y'a pas le feu.

Rappelons-nous que la privatisation des comportements économiques était engagée bien avant que le gouvernement québécois ne prenne le pas et décide, en 1960, de prendre sa part du fardeau et de repousser de même les comportements politiques vers le privé. Une partie du travail était déjà accompli : les Canadiens français catholiques avaient appris à désirer le même standard de vie et leurs aspirations s'exprimaient déjà dans la consommation¹. Il restait à accorder la démocratie et l'administration publique au diapason des conditions imposées par le mode de production.

« On a valorisé à l'exclusion de tout autre le Québec d'ensemble, avec les instruments qui vont avec ça, l'Hydro, la Régie des Rentes, tout ça, tous des instruments collectifs, et le collectif en question c'est tout le Québec. Depuis

¹ Voir Gérard Fortin et Marc-Adélar Tremblay, *Les comportements économiques de la famille salariée canadien ne-française*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1964.

*10 ans, c'est rien que là-dessus qu'on a travaillé. On s'est laissé berner par la grande culture de consommation. »*¹

Lorsqu'on s'adressait à des sous-ensembles, comme la région ou la ville, les innovations technocratiques avaient l'effet de raccrocher les petits ensembles aux structures globales. La réforme de l'éducation a « nationalisé » les commissions scolaires et le mandat que les parents et le leadership local – fussent-ils rétrogrades – exerçaient encore sur l'instruction des enfants ; les expériences d'aménagement régional ont « nationalisé » la responsabilité que les citoyens conservaient à l'égard du développement de leur coin de pays ; la restructuration municipale a créé de nouvelles administrations sans faire de nouvelles villes ; la réforme des affaires sociales va tantôt « nationaliser » la compassion, l'altruisme et la charité communautaire pour en faire un service dont seule est responsable, encore, la société dans son ensemble *.

« Ce que je prétends, c'est qu'ici, au Québec, on a dévalorisé les petits ensembles, on a effacé ça, on a détruit un niveau culturel fort valable. »²

Loin d'être une larme nostalgique versée sur le bon vieux temps, cette observation signale une perte plus sérieuse : dans la massification cybernétiste, non seulement un niveau culturel unique disparaît, mais aussi la faculté que le peuple pouvait avoir de façonner effectivement la culture de l'ensemble québécois même. Qui donc, en effet, hormis un tout petit groupe de dirigeants, peut prétendre agir, comprendre, influencer à l'échelle de la société globale ? Certainement pas le citoyen moyen, et surtout pas grâce à la participation-à-la-sauce-technocratique puisque celle-ci entraîne justement une concentration du pouvoir efficace au sommet des canalisations sociales. C'est pour cela que les mouvements régionaux d'autodétermination parlent très concrètement de réduire l'unité d'action où s'exerce d'abord l'intervention des citoyens dans les affaires publiques.

*« Il faut revenir à une taille humaine, il faut maintenir un lieu de fonctionnement à taille humaine. Ça, ça veut dire quelques centaines, quelques milliers de personnes. »*³

Ainsi, le comité des paroisses marginales d'Abitibi suggère « une refonte des structures sociales et politiques de façon à créer de nouvelles communautés de base qui comprendraient entre 300 et 500 familles »⁴. Nombre qui s'accorde avec la fusion spontanée des villages de Ferland et Boileau, qui s'accorde avec la fusion spontanée des villages de Ferland et Boileau, au Saguenay, dans un même comité

¹ Entrevue n° 15.

* Réforme qui suit les pistes de celle du développement régional. Voir Benjamin J., « La réforme des CLSC est-elle mal partie à Montréal ? », *Le Devoir*, mardi 15 janvier 1974, p. 5.

² *Idem.*

³ *Idem.*

⁴ Comité de paroisses marginales, *op. cit.*

de citoyens. En Abitibi, pas plus que dans l'arrière-pays de l'Est, on a attendu la sanction royale pour coiffer plusieurs villages d'un seul comité commun.

La « taille humaine » recherchée, on le sent, serait celle d'une population suffisamment réduite pour que les rapports entre les citoyens, et entre ceux-ci et les dirigeants des institutions locales, puissent se produire en face à face (ou si l'on préfère, de personne à personne), plutôt que de fonction à fonction, impersonnellement. Mais ce n'est pas cela le plus important. La taille doit être suffisamment réduite pour que l'accès aux institutions demeure possible à celui qui en a besoin ; dans la communauté nouvelle,

« L'individu ne connaît pas tant le monde (les gens) que les mécanismes. Les mécanismes sont accessibles, il peut les toucher, avoir accès. Dès le moment où il perd accès, son aliénation commence drèt là. Tant que les gens sont capables d'agir sur les mécanismes du fonctionnement collectif, ça va. »¹

Il ne suffit pas pour cela que la communauté de base soit réduite : encore faut-il en effet que sa population justifie la constitution de mécanismes locaux assez articulés et diversifiés * pour fournir l'occasion aux membres d'agir sans intermédiaire et à l'intérieur des cadres de la communauté, sur les rouages les plus déterminants de leur vie quotidienne : l'éducation, les services sociaux et d'infrastructure municipale, le développement économique local, la consommation de base. Il faut pour cela une base démographique assez grande. On nous l'a dit au Lac St-Jean, les impératifs technologiques et économiques favorisent la concentration des forces productives, même au plan local, et « les résistances – comme l'esprit de clocher – vont être brisées par la force des choses »²

Hors des milieux urbains, par exemple, on envisage sans hésitation un élargissement de la base géographique de la communauté, par la formation d'unités d'aménagement englobant plusieurs villages et leur milieu environnant et la concentration volontaire des résidents des anciennes paroisses dans une agglomération à taille rentable, chef-lieu de zone ; on réorganiserait sur cette base les services essentiels, consoliderait l'économie de la zone et, pour refléter la nouvelle solidarité, chapeauterait le tout de conseils de citoyens. (Proposition du comité des zones marginales d'Abitibi.)

L'étendue de ces nouvelles unités géographiques n'est pas la région administrative des technocrates, ni nécessairement la zone d'influence d'un centre

¹ Entrevue n° 15.

* Qu'est-ce qui constitue, se demande Paul Goodman, l'unité d'un village ? Elle est certainement différente de l'unité de fonction caractéristique, par exemple, d'une industrie. « La plus petite intégration possible de toutes les fonctions pertinentes, de telle sorte qu'on ne puisse s'arrêter à une seule fonction, mais qu'on passe nécessairement de l'une à l'autre jusque dans la vie d'ensemble de toutes les parties ». Entrevue n° 16.

² P. Goodman, *Five Years*, New York, Vintage Books, 1969, p. 205.

urbain régional. Selon les Abitibiens, elle serait délimitée « par l'existence d'une communauté homogène, ayant une activité économique autonome ». Pratiquement, cela signifie que les citoyens se rallient autour d'une industrie-noyau et que tous dépendent plus ou moins directement de cette source productive. L'homogénéité sociale, d'autre part, s'ensuit : le regroupement touchera d'abord ceux dont le style de vie est immédiatement déterminé par le type de production ; ainsi verra-t-on une communauté agro-forestière, une communauté industrielle, une communauté rurale de cueillette et de traitement d'une ressource locale, une communauté urbaine organisée autour d'un ensemble de services, ou d'une activité manufacturière.

Le cas de la zone du Grand-Portage du Témiscouata, où la pratique précède la théorie, semble éloquent. L'Opération Dignité II a été lancée non seulement pour assurer la subsistance des paroisses rurales environnantes grâce à la mise en marche d'une expérience d'aménagement agricole et forestier, mais tout autant, selon un de ses animateurs, pour affirmer « une totale solidarité avec Cabano ». On imaginerait, pour l'avenir, que l'usine de Cabano serait fournie en bois de pulpe par les producteurs des paroisses environnantes. Voilà la zone « d'activité économique autonome », la communauté rattachée à une ressource et à une industrie-noyau.

Les frontières de la nouvelle communauté seraient aussi symboliques, fondant ainsi une certaine homogénéité culturelle. Reprenant notre exemple, on remarquera qu'il n'est pas question d'inclure Rivière-du-Loup dans cet ensemble de premier contact ; c'est que cette ville appartient à un niveau supérieur d'association communautaire ; Rivière-du-Loup est le pivot, le centre de services d'une unité économique qui inclut, à l'ouest St-Pascal et La Pocatière, petits centres manufacturiers, et au sud la zone du Grand-Portage orientée vers l'industrie primaire et habitée de ruraux. Déjà, dans cette unité de second niveau, l'homogénéité culturelle n'est plus si intime, et les mécanismes semblent moins accessibles. Le citoyen d'Esprit-Saint qui va à Cabano reste dans un même univers social ; lorsqu'il descend à Rivière-du-Loup, il passe en ville et s'y trouve déjà plus étranger.

Il y a donc dans l'utopie communautariste un certain repli sur le milieu prochain, (nostalgie de l'ancien esprit de clocher ?), mais qui se marie néanmoins à une extension de la conscience d'appartenance, à une ouverture sur des frontières plus vastes que celles de la paroisse d'autrefois. C'est en partie dans cette expansion de la conscience communautaire que réside l'invitation au dépassement, c'est-à-dire à un changement qualitatif des conditions de vie. Un repli apparent qui n'est en vérité qu'un moyen de rompre le chaînon de la dépendance, puisque le citoyen moyen est incapable d'agir sur son sort lorsqu'il doit passer par les grandes institutions inaccessibles. Une ouverture par ailleurs qui agrandit les cadres de référence de la participation des citoyens des petits villages, et les invite à refaire l'unité de base de la société civile. Une volonté de reprendre l'histoire en main, en

somme, puisque l'on veut assumer des responsabilités que l'expansion des services étatiques et la consommation ont enlevées à la plupart des citoyens.

Expliquons cette dernière phrase. Nous voulons montrer une fois de plus que le mouvement d'auto-détermination communautaire ne peut être compris que dans son rapport dialectique avec celui de la cybernétisation. L'utopie de la communauté s'élève contre, et à cause de la bureaucratisation des rapports entre les hommes et les groupes.

Les solidarités du sens

Au cours de la coopération économique les membres d'un groupe s'associent selon la contribution spécifique que chacun apporte à la poursuite du but commun. Par rapport à ce but, la participation sociale est définie et mesurée en vertu de sa stricte efficacité. À l'échelle de l'économie d'une nation, groupes et individus se définissent par leur *fonction* au sein du système de production et de consommation. Nous avons déjà souligné que la cybernétisation de la société consistait à étendre cette fonctionnalisation délibérée à tous les domaines de la vie en commun. Au bout du compte, en dehors même de la sphère du travail et des échanges marchands, les hommes se trouvent de plus en plus liés dans des appareils dont la finalité est technique, vouée à la simple efficacité instrumentale : ils s'intègrent sous divers titres, à l'ensemble des outils et des ressources utilisés et consommés par le Système, la Machine.

Il existe pourtant une autre forme de solidarité propre à la nature biologique de l'homme, due au fait que ce bipède est *parlant*. C'est celle qui se tisse au gré de la communication sociale par l'élaboration de symboles dont la signification est connue du groupe, et par la constitution d'une mémoire commune qui façonne la personnalité la plus intime et offre un pôle à l'appartenance. Les conduites qui s'inspirent de ce bagage symbolique ne sont pas jugées selon le critère de l'efficacité par rapport à un but précis, mais selon leur conformité à une norme commune¹. Les hommes qui participent d'une *culture* (car la mémoire commune n'est rien d'autre) s'identifient les uns aux autres grâce au partage de gestes, de manières de faire ou de penser qui ont pour chacun la même signification. Ils se trouvent par conséquent solidaires les uns des autres par la *fusion* d'une partie au moins de leur personnalité. L'identité individuelle dépend et se réalise dans l'identité collective. Les hommes s'inscrivent alors dans une société particulière par le fait que chacun des membres respecte les mêmes « valeurs », trouve dans le monde un *sens*, une signification profonde qui est sans cesse renforcée puisque les autres partagent précisément les mêmes interprétations.

Par la mobilité géographique, l'économie capitaliste déracine la main-d'œuvre, par la mobilité professionnelle ou l'instabilité d'emploi, elle coupe le travailleur de

¹ Voir Habermas, *op. cit.*

son métier ; par la division et la hiérarchisation de tâches (ou des fonctions) au sein d'ensembles de plus en plus compliqués, elle morcelle l'investissement affectif que chacun apporte aux rapports qu'il entretient avec les autres, dans le travail, lors des fêtes, etc. ... À défaut de cet investissement, l'identité individuelle se manifeste souvent dans le mode d'habitation, (d'où l'attrait irrésistible des maisons unifamiliales de banlieue) ; elle se signale également à travers le type de consommation, les groupes d'amis, les modes, les vedettes, la carrière (en opposition au métier). Bref, partout où nous agissons comme personne privée ou en tant que portion d'une masse, *et nulle part où nous pourrions consciemment prendre part à la définition, à la construction, à la gestion de la vie sociale*. Cette « fonction »-là, qui n'en est pas une car elle recouvre, au-delà de toute fonction particulière, la vie politique entière à toutes les échelles, cette « fonction »-là n'appartient qu'aux maîtres des appareils : « Ils ».

La volonté de reconstruire la communauté équivaut à chercher des façons de marier à nouveau la solidarité par fusion et la solidarité instrumentale, la communication et le travail, la culture et l'économie, les valeurs fondamentales et l'efficacité économique, la quotidienneté et la politique, le vécu immédiat et l'histoire. Les formes concrètes de la nouvelle communauté restent à prospecter ; ne concluons pas que la base locale soit essentielle, même si cette territorialisation de l'appartenance constitue un objectif réaliste pour les collectivités restreintes des campagnes.

On ne peut concevoir meilleure illustration de la contradiction entre la conception cybernétiste et la conception auto-déterministe de la vie sociale que ces deux définitions du développement, tirées de l'introduction d'un rapport du C.R.D. de l'Outaouais. Un professeur de sociologie ayant d'abord la parole, déclare que le développement est : « *la possibilité pour une société de choisir ce qu'elle désire et de prendre les moyens efficaces pour réaliser ces objectifs* »¹

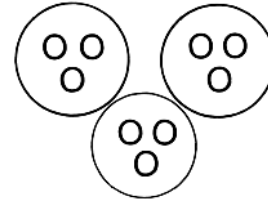
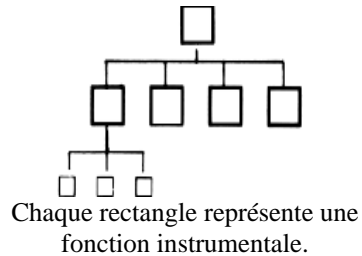
Quelques lignes plus bas, voulant sans doute affûter quelque peu cette définition, les gens de Hull réussissent, avec une candeur admirable, à renverser à peu près complètement la citation d'autorité :

*« Toute communauté », écrivent-ils, « que ce soit de façon très gauche ou très malhabile, cherche à s'épanouir et à rendre chacun de ses membres le plus heureux possible. Elle réalise son objectif grâce aux valeurs qu'elle établit comme étant les plus aptes à répondre au défi qu'elle se pose. »*²

¹ Gérald Fortin cité par CRDO, *Projets touristiques de la SAQ et avis de la population*, Hull, février 1972.

² CRDO *idem*.

L'écart est net : l'universitaire parle de bureaucratie efficace et les auteurs du rapport évoquent un lieu social d'échange entre les hommes et de poursuite du bonheur. Aidons-nous d'un schéma pour distinguer ces deux conceptions :



L'examen de ces modèles démontre qu'ils impliquent l'un et l'autre des définitions différentes du pouvoir. La pyramide bureaucratique amène une concentration progressive du pouvoir décisionnel vers le sommet : seuls ceux qui jouissent d'un point de vue élevé connaissent la filiation de toutes les fonctions, seuls ils peuvent toucher tous les mécanismes et ont le loisir d'agir sur le tout comme sur les parties. Tandis que plus on descend dans la pyramide, plus il est difficile aux occupants des cases d'agir sur leur propre situation, qui dépend des cases supérieures et de l'ensemble, qu'ils ne voient pas et ne peuvent toucher. Dès lors, le vecteur dirigé vers la base porte avec lui une soumission progressive aux consignes venues d'en haut, et un abandon de plus en plus complet des responsabilités à l'échelon supérieur.

L'autre modèle imagine une fusion progressive de petits ensembles relativement autonomes se fondant hiérarchiquement les uns dans les autres jusqu'à composer une société globale. L'objectif exigerait une base d'indépendance économique, à chaque niveau, suffisante pour tourner vers l'intérieur une proportion élevée des échanges et des efforts de coopération. Sans force de gravitation centripète, inutile d'imaginer l'érection d'une communauté véritable, fondée sur des normes communes. C'est sur la trame des rapports économiques que circulent les communications sociales, et que se tissent les solidarités symboliques. On aura compris qu'à la limite, l'utopie communautariste supposerait une immense réorganisation de l'économie capitaliste, touchant jusqu'aux multinationales. Elle traduit à l'échelle micro, en somme, les autonomismes ethniques qui dérangent partout l'impérialisme.

Cette perspective renverse les rôles du pouvoir dans la société, et la manière de l'exercer. On veut faire de la cellule de base, de la communauté immédiate, le foyer d'où émane tout pouvoir subséquent, plutôt que d'y voir une instance locale des pouvoirs centraux.

Dans les milieux de campagne, la communauté s'appuie évidemment sur la géographie ; rien n'empêche qu'il en soit autrement dans les villes :

« Il va falloir revenir à un certain communautarisme. Il va falloir qu'ils (les urbains) trouvent des formules de communautarisme, de vie, de création de petites collectivités, soit des collectivités de quartier, ou de solidarité autour d'autre chose, du travail je ne sais pas trop quoi... »¹

Essentiellement, la communauté résulterait d'une solidarité immédiate autour de quelque activité collective qui mettrait les gens en contact quotidien et formerait le point d'ancrage du pouvoir social.

Corollairement, alors que le pouvoir cybernétiste découle toujours et exclusivement d'une participation aux travaux de la grosse société, en entrant dans l'appareil à quelque niveau, le pouvoir communautaire est tourné vers la communauté elle-même : ses membres prétendent récupérer les responsabilités qui gouvernent leur propre univers, plutôt que de s'étioler à vouloir jouer un rôle dans l'État / Entreprise.

Aussi, quand la cybernétisation se démasquera comme étouffeur des citoyens marginaux des régions, ils couperont court à leurs récriminations auprès des instances officielles ou officieuses des Grands Pouvoirs, etc., en appliquant directement les principes d'une volonté différente des relations de pouvoir, ils fonderont des comités autonomes pour s'attaquer eux-mêmes aux problèmes qui les concernent. On dirait, en quelque sorte, qu'ils entreprennent de refaire la société par le bas, par l'expérimentation sur eux-mêmes. En ce sens, la *notion de communauté apparaît comme une conception particulière des rapports sociaux qui correspond à la valeur d'autodétermination.*

Les clivages sociaux

Faut-il attendre que, par ce mode d'action, pousse une société parallèle comme le chiendent au travers de l'asphalte de la société officielle ? Même s'ils se butent à l'ensemble des lois et si leur action tisse une dialectique nouvelle entre les sous-sols et les rez-de-chaussée de notre société, ces groupes qui assument leur position aux lisières, se conduisent comme si les institutions établies appartenaient à un autre univers. Ainsi, la politique :

« La politique va changer. Il va falloir que les gens apprennent à agir pour eux autres mêmes. Je parle pas de renverser le gouvernement et toutes ces affaires-là, mais de faire de plans et de les présenter au gouvernement et dire : c'est ça qu'on veut. »²

¹ Entrevue, n° 15.

² Entrevue n° 22.

À un gouvernement moderne qui « va aux administrés », sollicite les avis populaires et met en place les réseaux de « feed-back » qui lui permettent d'ajouter son action aux besoins de la clientèle, à un gouvernement qui *utilise* le peuple, répond l'utopie d'un peuple pour qui l'État est une réalité extérieure, un outil, une banque, une chose. On n'ambitionne nullement de participer au pouvoir, mais plutôt, de le manipuler – (à n'importe quel prix) – afin d'arracher les moyens de reconstituer son propre monde par le bas. En ce sens, les gens des comités de citoyens ne seraient pas « politisés » : ils votent indifféremment parce que les partis sont « blanc bonnet, bonnet blanc » et en aucun endroit n'avons-nous retiré l'impression que les animateurs actuels du mouvement désiraient éventuellement institutionnaliser dans un parti ou un lobby politique leurs conceptions de la société.

Quand nous avons demandé si cela supposait que l'on en viendrait à avoir deux sociétés, on a répondu :

« À l'heure actuelle, on en a deux. Tu peux être sûr de ça. T'as pas besoin d'aller ben loin pour voir qu'on en a deux. Je suis pas révolutionnaire une maudite miette, je suis le gars le plus conciliant. »¹

S'il y a rupture, elle commence quand on cesse d'accepter comme sienne la Société des Puissants. Plutôt que d'entreprendre, par le haut, grâce à un parti par exemple, de changer la société en maîtrisant l'État, on se tourne vers ses pareils, on les convie à se mettre à l'ouvrage.

Cela commence bien sûr dans le milieu immédiat, et c'est à cette échelle que se feront les expérimentations, mais l'ouverture communautaire ne se borne pas aux frontières de la petite zone économiquement ou culturellement homogène. Voyons par exemple le noyau initial du mouvement des paroisses marginales d'Abitibi. Après ses premières semaines d'existence, ce mouvement s'étend à d'autres villages en situation similaire dans le reste de la région : « Ainsi, des réunions d'information pourraient être tenues chez eux avant de structurer et de coordonner l'action sur le plan régional. »²

Lorsque nous avons rejoint un des leaders du groupe original, il attendait la visite d'un camarade d'un village éloigné, et se préparait à une mission d'information dans le nord du Témiscamingue.

Dans le cadre des trois Opérations Dignité (centrées aux Méchins, à Ste-Paule, à Esprit-Saint) des contacts presque quotidiens étaient maintenus et ils ont servi de point de ralliement, en automne 1973, aux groupes défavorisés de tout le Bas St-Laurent réunis dans une sorte d'auto-consultation parallèle aux consultations officielles conduites avec la bénédiction de l'État.

¹ Entrevue n° 21.

² Comité des paroisses marginales in CERNOQ, *op. cit.*

De village en village, les gens voient bien qu'ils appartiennent à un monde commun. Ainsi lorsqu'un conventum organisé en 1972 par le C.R.D. de l'Est du Québec, une ligne téléphonique reliait ensemble dix assemblées de zone et là « on s'est rendu compte que (nos) problèmes étaient exactement les mêmes que Cabano, ou que Sayabec, ou Cap-Chat, ou Gaspé, ou Chandler, ou les Îles. C'était exactement la même chose ». Et voilà ce qui est intéressant : notre informateur n'en conclut pas qu'il faudrait monter un dossier, ou faire appel ensemble à l'État ; bien au contraire, puisqu'on éprouve tous les mêmes difficultés, il faudrait se rejoindre et les attaquer ensemble ; « ce n'est pas un petit barbu de l'O.D.E.Q. de Rimouski qui va venir nous dire comment nous occuper de nos affaires »¹.

Pourtant, un haut fonctionnaire de l'Office de planification nous affirmait que « les Opérations Dignité ne se soucient pas de l'ensemble de la région »². C'est aussi faux pour les Opérations Dignité que pour tout autre comité régional de citoyens.

Mais voilà, la conception populaire de la région se distingue, de deux façons, des dogmes technocratiques. D'abord on ne la voit pas comme une unité géographique de la machine administrative ou économique, mais comme l'incarnation d'un principe d'appartenance et de solidarité. Deuxièmement, cette communauté ne respecte pas les canons harmonistes de l'idéologie cybernétiste : elle ne met pas du même bord les élites et le peuple, les initiés de Québec et les manipulés des régions.

Car, la véritable volonté de régionalisation se manifeste dans cette aspiration :

*« Je pense qu'il y a un sentiment d'appartenance, je suis capable de l'expliquer et je peux pas dire comment ça va se faire, mais le sens que faut qu'y ait une organisation régionale. »*³

Cette appartenance tient évidemment au milieu de vie commun où l'on partage des rapports singuliers avec la nature, avec le reste du pays, qui façonnent des coutumes, des valeurs, des attachements, et à la longue une personnalité culturelle propre. L'implacable unité d'intention de la société cybernétiste, qui ne voit que des quantités abstraites et ne reconnaît que les données économiques, menace cette personnalité.

Au regard des simples citoyens « provinciaux », (qui n'ont rien à gagner à abandonner leurs différences, puisque, contrairement aux élites locales, ils n'en retirent pas plus de pouvoir mais plus de dépendance face aux centres), la

¹ Entrevue n° 10.

² *Idem.*

³ Entrevue n° 9.

régionalisation devrait tendre à renforcer le droit de vivre différemment, par la convergence des énergies locales, par une certaine centralisation des forces productives, par l'amélioration de la viabilité économique aussi, pas seulement afin de rendre « rentable » la région comme unité de production, mais pour rendre « rentable » la personnalité propre de la communauté régionale.

*« On s'occupe de nos affaires locales, on est une petite patrie qui travaille cependant pour la grande patrie. On veut surtout pas être à la charge du reste de la province. »*¹

Ce sont là les termes d'un informateur de Guy Gauthier, en 1968. Quatre ans plus tard, nous en avons perçu l'écho fidèle chez cet agriculteur du Lac St-Jean : « Notre région est un petit pays à l'intérieur d'un grand pays. On peut pas envisager de s'en aller à Québec. Ça nous ressemble pas. »²

La solidarité culturelle régionale se constitue sous la menace d'une massification des valeurs due à la consommation massive et au centralisme... Dans la même veine, elle se formule en réaction contre l'insécurité qui pèse sur la tête des hommes ramenés à une force de travail abstraite :

*« Je peux pas travailler juste au niveau des Paroisses. Prends Cadillac Normétal, même Val d'Or qu'est une assez grosse ville. Si les mines ferment comme c'était supposé, ça deviendrait marginal ça aussi. Même Rouyn, c'est rien que la mine Noranda qui tient ça. »*³

La régionalisation cybernétiste désire l'harmonisation et l'intégration des classes sociales régionales au sein de sous-ensembles administratifs et spatiaux agissant comme relais de l'État central. Pourtant bien que les habitants d'un même environnement géo-économique s'inscrivent dans une situation commune, le mode de cette participation diffère selon la classe à laquelle on appartient ; les conditions de vie des petites gens ne sont pas équivalentes à celles qui prévalent pour les membres des establishments locaux, même si les unes dépendent des autres. Il y a là un rapport de classe, dont l'évidence s'affirme d'autant plus qu'on se rapproche des groupes les moins nantis des régions. Or, la régionalisation cybernétiste ne veut pas modifier ce rapport de classe, seulement le rendre plus rentable et adoucir son abrasivité.

Les marginaux les plus éveillés pensent autrement ; aussi leurs solidarités vont-elles plus spontanément vers ceux qui font partie de la même classe que vers la région comme telle ; ainsi écrit-on en Abitibi :

¹ Entrevue n° 10.

² Entrevue n° 10.

³ *Op. cit.*

« Le mouvement amorcé par les citoyens des paroisses marginales, suscite un intérêt marqué chez un grand nombre de personnes faisant partie des autres secteurs de la vie économique régionale : des encouragements de plusieurs organismes (syndicats, médias etc...) nous permettent de croire qu'une victoire des citoyens des paroisses marginales en serait une pour tous les travailleurs du Nord-Ouest. »¹

On dit « pour tous les travailleurs » et non « pour toute la région du Nord-Ouest ». De la même manière que les sans-pouvoir de l'Est du Québec préfèrent se réunir entre eux plutôt que de participer aux travaux du Conseil régional de développement. Quand la régionalisation passe par les bureaucraties, elle entraîne la création de structures, le lancement d'études et de programmes d'action, l'élaboration de liens avec les centres, tout cela avant même que la communauté régionale ait eu le temps de naître. Il est certain que si elle se faisait par la base, elle suivrait la voie d'un regroupement graduel, où les structures suivraient la communauté plutôt que de la précéder, selon le mode suggéré par ce coopérateur des Îles-de-la-Madeleine :

« On changera pas le visage de la région, ni de la province de Québec. On va faire un regroupement des forces coopératives des Îles, on va se joindre aux mouvements coopératifs de la Gaspésie et du Bas-du-Fleuve. »²

Ou bien on préférera encourager la fédération successive des comités de citoyens locaux, puis de zones, puis de la région, comme il en est question dans le rapport du Comité des paroisses marginales du CERNOQ.

La conscience d'une communauté des petites gens sert avant tout, actuellement, à s'élever contre les solidarités corporatives, géographiques ou administratives qui sont si chères aux élites libérales et technocratiques. Nous en voulons pour expression, la manière dont divergent les perceptions respectives des relations entre les régions du Québec, selon que l'on se range du bord des « gens ordinaires » ou du côté des nantis. Pour les élites bourgeoises, les régions sont à la fois en compétition entre elles et en lutte contre les métropoles. Au près des classes inférieures, cependant, on semble croire que le combat du développement engage dans le même camp tous les défavorisés. Ainsi, les gens de Cabano se déclaraient-ils encouragés, devant nous, du fait que leur geste avait inspiré les citoyens de St-Pascal de Kamouraska (lors de la remise en marche d'une tannerie détruite par un sinistre) et ont souhaité que leur exemple entraîne les marginaux des autres régions dans le mouvement :

« Quand on aura réussi notre chose, ici, nous autres, que ce soit dans le Lac St-Jean, l'Abitibi, la Gaspésie, ils vont imiter notre geste. »¹

¹ Entrevue n° 16.

² Entrevue n° 21.

On envisage même d'investir dans la « cause » de l'auto-détermination une part des bénéfices matériels que l'on retirera du moulin de Cabano. Lorsqu'il tournera : « Les bénéfices de la compagnie devront servir à partir d'autres industries à genre de participation. Je calcule que ça va être le départ dans le Québec. »²

Une fois amorcée, une telle conscience saute vite par-dessus les chauvinismes locaux, et on ne doute pas, même dans les villages les plus ruraux, que les problèmes des marginaux domiciliés dans les grandes villes recourent des préoccupations courantes chez soi :

*« J'ai été à St-Henri (Montréal). Eux aussi se révoltent contre le gouvernement. Pas tellement contre les fonctionnaires, mais contre le Système. »*³

Bousculés par les sacro-saintes volontés économiques et techniques, les « relocalisés » des campagnes, les « rénovés » urbains et les « développés » indiens se reconnaissent dans la lie des ressacs sociaux, quand passent les vagues de fond du progrès :

*« Prends les Indiens de la Baie James, ils veulent les déporter, les amener à Montréal dans un petit bloc de ciment *, tu sais sur le plan social, je suis pas d'accord une miette, c'est pas mêlant je me révolterais, je prendrais un fusil et je dirais vous avez pas le droit de faire ça et vous le ferez pas. À moins qu'ils se mettent une maudite gang contre moi ».*⁴

Enfin, la solidarité englobe aussi l'histoire. Vers le passé d'abord, on se trouve des liens avec les Acadiens, face au phénomène de dépopulation graduelle des régions et aux programmes de relocalisation.

*« Ils sont en train de faire une sorte de déportation, comme celle des Acadiens, mais en plus camouflée. »*⁵

Ou ailleurs, avec les luttes syndicales des décennies qui précèdent :

« Le gouvernement nous aurait pas matraqués, on se serait pas laissé matraquer. Je me souviens que Duplessis avait matraqué les mineurs

¹ CERNOQ, *L'Avis... op. cit.*

² Entrevue n° 10.

³ Entrevue n° 22.

* À peine une exagération. Depuis l'industrialisation du nord Manitobain, un ghetto indien de 20 000 personnes tuméfie le centre de Winnipeg. Quant au bloc de ciment... certaines prisons de l'ouest abritent une population rouge à 85 pour cent.

⁴ *Idem.*

⁵ Entrevue n° 21.

d'Asbestos »¹ Vers l'avenir, ensuite, l'espoir dans une génération qui aurait appris à ne plus se laisser porter comme un bouchon sur la mer des événements : les jeunes. On croit partout que les jeunes seront du même côté que les petits d'aujourd'hui dont ils reprendront le flambeau, munis de ressources inédites. Pour ce leader de Cabano :

*« Ca va prendre toute une maudite éducation. J'ai vu des gars me donner \$50 et shaker. Y'avaient peur du risque. (...) C'est un gros pas qu'on fait là et les jeunes, surtout les jeunes vont embarquer. Je calcule que les jeunes ont plus de sens que ça. Ils ont pas peur du risque : au CEGEP de Rimouski, on a souscrit \$ 600. »*²

Et à Manville, dans l'Abitibi, on nous confiait que la venue des jeunes urbains dans les terres abandonnées pouvait bien renforcer les prétentions des marginaux à vivre chez eux comme ils l'entendent. Un vieil habitant en faisait des alliés potentiels et s'annonçait « disposé à les accueillir »^{*}.

Le mouvement d'autodétermination communautaire s'ouvre donc sur une conscience de classe qui chevauche les contingences géographiques ou sociologiques pour s'enraciner dans l'histoire et la critique du « système » dominant dans toute l'économie occidentale. Bien entendu, elle ne s'exprime pas avec toute la limpidité du discours académique ; elle reste peut-être peu profonde et certainement diluée au travers d'éléments de conscience contradictoires.

Et puis, toute l'histoire du syndicalisme montre à quel point le peuple est ultimement gradualiste. Égarés entre les diktats sourds d'une gauche métropolitaine qui affirme qu'on ne saurait changer le monde sans le retourner bout pour bout sur la moitié de la planète et les politesses racoleuses du genre « Initiatives Locales » et autres programmes de subventions, les comités populaires

¹ *Idem.*

² *Idem.*

^{*} Espoir qui, selon nous, risquerait d'être déçu. Hormis quelques cas exceptionnels, les jeunes « retour-à-la-terre » appartiennent à des milieux culturels urbains et « sophistiqués » qu'ils n'abandonnent pas en gagnant la campagne. La plupart, d'ailleurs, n'orientent pas leur activité quotidienne vers la communauté rurale, mais vers leur propre maisonnée – comportement strictement urbain. Ils ne partagent ni les travaux, ni les joies de leurs voisins. Pourtant, qui peut prédire que la remise en question culturelle inhérente au retour-à-la-terre ne débouchera pas sur une dialectique féconde entre les anciens et les nouveaux habitants ? Un cultivateur nous disait « il se fait une crise sociale en ville, comme la crise économique qui nous a fait monter ici », reconnaissant implicitement des parentés historiques entre les refoulés de nos métropoles et les anciennes victimes de la crise. Qui plus est, à chaque fois que nous avons mentionné aux militants marginaux des régions la question de la jeunesse contestataire (gauche traditionnelle et contre-culture), ils acceptaient, vaguement, que les objectifs et les critiques de cette jeunesse recoupaient les leurs. Quant aux types du FLQ, et autres, on peut douter que les bûcherons du Lac-St-Jean ou de l'Outaouais s'y reconnaissent. Ce qui n'empêche pas quelques noyaux de militants marxistes de s'être fait un nid dans le Témiscouata, et même, d'y avoir recruté quelques membres des anciens comités de citoyens. À suivre.

trouvent grande misère à ne pas se muer en nobles martyrs de la révolution verbale ou en collaborateurs innocents et ensuifés des appareils d'État. Ils sont, en somme, vulnérables de tous les côtés.

Des pratiques vulnérables

Car il est difficile de réconcilier en esprit l'idéal communautaire et la conscience de la classe, de parler aujourd'hui de la « population » et demain des « travailleurs ». Les petites communautés tendent à amoindrir les écarts de classe puisque dans une collectivité de dimension réduite, les dirigeants restent si prochains que la population peut plus aisément les contrôler, et empêcher que, détenteurs d'un pouvoir délégué par la base, ils n'en viennent à se prendre pour l'incarnation de la souveraineté elle-même. Or, cette possibilité d'assujettir les élites à la population en général décroît à mesure que grossit l'unité politique ou économique.

Cela explique la réticence éprouvée par les groupes de citoyens lorsque vient le temps de s'allier à des coalitions plus vastes. À ce jour, en effet, les actions concrètes les plus efficaces ont été posées à l'intérieur de la communauté immédiate et les fronts communs des paroisses marginales, lorsqu'ils se constituent, ne se veulent pas tant en lutte contre les possédants que moyens de pression pour obtenir voix au chapitre : ils jouent alors le jeu de l'équilibre cybernétique des fonctions sociales, les plus démunis des ruraux représentant un « secteur » au même titre que les autres corps intermédiaires, ou associations volontaires.

L'idéal communautaire qui motive les comités de citoyens se rapproche beaucoup du « grass roots democracy » jeffersonien et flirte aussi avec la petite idéologie anglo-saxonne du « community development ». Quand on affirme vouloir « prendre en main ses propres affaires », ou « s'occuper de son village » on risque d'oublier que ces affaires et ce village font partie d'un ensemble et qu'ils sont pour le moins le produit d'une situation historique, le jouet de la conjoncture économique, le résultat de certaines structures nationales sinon trans-nationales, et que par conséquent une transformation du milieu socio-économique immédiat n'a pas beaucoup de chances de réussir à moins de tenir en ligne de compte ces filiations avec la société d'ensemble. L'action particulière ne conduira à des changements significatifs que si elle s'inspire d'une volonté et d'une conscience « universelles » ; plus concrètement, l'autodétermination populaire localisée reste une illusion, à moins que les gestes posés ne soient conçus comme des jalons d'une pratique d'autodétermination populaire à l'échelle de toute la société, et qu'ils ne procèdent d'une critique fondamentale de la société, débouchant à la longue sur un mouvement sociétal.

La conscience de classe dont nous démontrions plus haut l'existence alimente justement une telle représentation d'ensemble des rapports sociaux, des

fondements de la vie collective, des modèles selon lesquels se développent les rapports sociaux, la politique, le système de production, et convertit de même la réaction spontanée en geste historique. Mais nous défendrions une illusion à prétendre qu'elle imprègne également chaque individu qui soutient ou prend une part active aux expériences régionales vers l'autodétermination communautaire.

Une grande part des fantassins de l'action collective répondent à des impulsions et frustrations venus de la réalité banale de tous les jours et qu'ils éprouvent individuellement : mon emploi, ma maison, ma terre, la subsistance de ma famille, l'éducation de mes enfants, etc... Et c'est souvent à ce seul niveau que les hommes s'engagent dans les affaires publiques, afin de satisfaire un espoir dont le terme concret reste personnel et peu éloigné.

Ainsi, cette équipe de travail du gouvernement canadien qui a étudié l'ensemble du phénomène et que nous citons plus haut, affirme :

« il est exceptionnel qu'une de ces organisations soit consciemment engagée vers la poursuite d'objectifs à long terme, même selon une tradition réformatrice ou révolutionnaire. Ceux qui l'ont fait demeurent vagues et confus quand il s'agit de préciser l'objectif ».

Il est certain que les objectifs immédiats que se donnent ces groupes cherchent à soulager des situations de crises imminentes et que si l'on se réfère aux conceptions un peu amidonnées en vertu desquelles nous sommes habitués à juger des actions « réformatrices » ou « révolutionnaires », le mouvement déroute. La réaction spontanée devant une crise n'est pas la révolution, et le désespoir à la critique fragile.

« Moi, je suis convaincu que la journée où Mao Tsé Toung arrive dans Ste-Anne-des-Monts ou ailleurs et qu'on dit « y vient vous donner des jobs » et qu'il se présente à la Mairie, ce gars là va être élu. Ils vont se ficher qu'il est communiste. Pourquoi ? Parce qu'il viendra apporter de l'ouvrage aux gens. »¹

On comprend la vulnérabilité des comités de citoyens à abandonner certains de leurs objectifs les plus radicaux, puisqu'il est facile aux gouvernements, ou même aux entreprises, de satisfaire bien des attentes immédiates. Jacques Grandmaison, qui connaît bien les groupes populaires métropolitains, croit que nombre d'entre eux ont perdu le sens et la vigueur de leur poussée initiale après avoir profité des subventions étatiques. Dans le village de Sacré-Cœur, près de Tadoussac, la collaboration active du ministère des Terres et Forêts dans l'implantation d'un complexe industriel forestier a érodé complètement les velléités de critique.

¹ Entrevue n° 22.

Pris un à un, la plupart des noyaux régionaux d'auto-détermination communautaire sont passibles d'être éventuellement désamorcés, et leurs fins intégrées aux appareils idéologiques dominants.

*« De nombreux groupes ont été et sont encore forcés de poursuivre des buts et des programmes autres que leurs propres, parce que les sources d'assistance (funding structures) imposent certaines priorités. Ex. : de nombreux groupes à revenu inférieur se confinent à la revendication au lieu d'explorer la machine du pouvoir ».*¹

Cela est d'autant plus facile que les visées immédiates des membres peuvent généralement être satisfaites aussi bien par la participation dépendante que par l'auto-détermination, et incluent pour le moins autant d'aspirations à la société de Bien-Être qu'à un idéal communautariste.

La participation cybernétiste pourrait très bien réussir, à la condition que les forces libéralistes qui jouent sur le fonctionnement de l'État et du gouvernement consentent à laisser un peu de corde aux technocrates pour leur accorder le temps suffisant de mettre au point leurs programmes, d'ajuster leurs méthodes et leurs budgets, afin d'être en mesure d'aller au devant des contestations utopistes.*

Pour la maîtrise du quotidien : l'expérimentation

D'un autre côté, pourtant, il se pourrait bien que ces apparentes carences, comme la disponibilité idéologique, le souci de la communauté à échelle réduite, le travail au plan local et la recherche d'une autodétermination de niveau quotidien, constituent au contraire la force même du mouvement de résistance à la cybernétisation, et possèdent une puissance critique davantage accordée aux conditions actuelles de l'aliénation, que les prescriptions traditionnelles des gauches officielles.

¹ Entrevue n° 12.

* C'est exactement le sens du message transmis par Jacques Benjamin, en référence à la réforme des affaires sociales : « *Après les années de prise de conscience* », (la Révolution tranquille, la montée des technocrates), « *la période actuelle paraît celle de la participation contre. Beaucoup d'élus aux conseils d'administration des C.L.S.C. conçoivent leur rôle en opposition au gouvernement* ». (Ils contestent la domination) « *Le cas du Témiscamingue* » (où le gouvernement a bien réagi) « *m'apparaît avoir atteint la participation à la solidarité active en faveur de quelque chose. Si cette hypothèse s'avère exacte, le parti global de M. Castonguay* » (la participation aux appareils) « *pourrait être rencontré, dans quelques années. Peut-être par les élus des C.L.S.C. eux-mêmes. Élus dont les perspectives auraient changé. « La philosophie du gouvernement aussi »*. (Les uns et les autres se résignant à accepter le bien fondé de la participation technocratique). Nous soulignons les propos du politicologue pour bien les distinguer de nos interprétations. MEER, « *Project team on new citizen's organizations* », Ottawa, Conseil canadien d'aménagement rural, 1972.

On trouve, dans le livre « Communitas » des frères Goodman la reproduction d'un slogan chinois conyant les masses à prendre part au développement, qui conviendrait aussi bien à exprimer le message implicite de l'utopie d'autodétermination communautaire qui s'élabore dans nos régions.

Trois symboles calligraphiques composent le mot d'ordre. Leur signification : PETIT, n'entreprenez que ce qui demeure à l'intérieur de vos possibilités ; TERRE, compter d'abord sur votre sol natal, vos ressources locales ; GROUPE, travaillez ensemble plutôt qu'individuellement. L'informateur cité plus haut qui mentionnait Mao Tsé Toung ne croyait sans doute pas si bien dire : c'est à peu près ce que tentent de pratiquer les comités de citoyens, compte tenu d'un contexte où la technicité du système de production et les valeurs individualistes posent des limites à l'initiative populaire.

Ce n'est pas à Despinatie ou à St-Félicien que les hauts fourneaux artisanaux vont se mettre à pousser dans les arrière-cours, à la manière des paysans du Hunan ; les slogans PETIT ! TERRE ! n'en stigmatisent pas moins l'intention qui couve sous les attitudes suivantes :

« On va réagir avec les moyens du bord » (Îles-de-la-Madeleine).

« Il faut que les gens embarquent. Y'a des tas de petits projets d'un million, un million et demi qui pourraient être faits ». (Bas St-Laurent).

« On a un bon chantier, faudrait juste des petites choses... les gens voulaient pas disparaître sans voir ce qu'on pourrait faire avant ». (Région du Saguenay).

« On va se servir de tout ce qu'on a » (Abitibi).¹

Quant à l'action de groupe, elle prend d'abord la forme, bien sûr, des comités de citoyens, comités des travailleurs, groupements agro-forestiers, etc...

Sont-ce là les objectifs d'une transformation importante ? Poussés jusqu'à leur terme, oui. Car ils s'élèvent carrément contre les tendances dominantes de l'évolution sociale.

La société cybernétiste est une ode vivante à la systématisation ; elle a horreur du désordre, de l'expérimentation spontanée, de l'action à la pièce ; elle veut régler une fois pour toutes les problèmes sociaux et les dysfonctions économiques. Elle cherche donc un Système social parfait. Une fois la population entière institutionnalisée, une fois réalisé l'équilibre inébranlable entre les centaines de

¹ J. Benjamin, « La réforme des CLSC est-elle mal partie à Montréal », Montréal, *Le Devoir*, 15 janvier, 1974, p. 5.

pièces du casse-tête, une fois au point les rouages de gouverne automatique et les « censeurs » informant le système sur les « besoins » des administrés, alors on aura enfin éliminé, sinon le fait, au moins la valorisation du changement social.

À contre-courant, plutôt que de chercher le grand système impeccable, on proposera d'attaquer directement les problèmes de « les prendre un à un, les régler, puis passer à un autre ».

Lorsqu'on parle de régler les problèmes un par un, ce n'est pas pour mépriser la notion de planification – puisque tous les comités de citoyens reprochent justement aux gouvernements de ne pas planifier – mais pour défendre le droit du peuple à s'attaquer de lui-même aux tâches de développement qu'il peut entreprendre : il n'occupe pas, lui, cette position de contrôle des appareils sociaux qui confère à la planification technocratique son intention de concilier toutes les interventions. Si l'intégration des politiques collectives de développement ne dépend pas de l'efficacité formelle d'une machine étatique graissée à grandes goulées d'expertise scientifique et auto-réglée par les circuits d'information rétroactive branchés au cœur du peuple (le Parti, la consultation), elle ne pourra reposer que sur une nouvelle convergence symbolique, sur un nouveau partage de valeurs, d'intentions ou de convictions quant au sens à investir dans le monde. La portée du terme « planification par la base » ressort du même coup : recherche expérimentale de solutions ponctuelles inspirées d'abord par les valeurs d'autonomie, de liberté et de coopération, plutôt que d'un *système de solutions* dont la cohérence idéaliste mène très vite à la répression. Inutile de prétendre imprimer au vécu un ordre sèchement rationnel qu'il refuse de prendre ; inutile aussi de fomentier le désordre dans l'espoir illusoire d'en prendre ensuite le contrôle. Herbert Marcuse écrit :

*« La révolution ne sera ni le résultat de l'action spontanée des masses, ni le résultat de changements institutionnels décrétés par les appareils centraux. Elle requiert la transformation des consciences individuelles et collectives par l'expérimentation de nouvelles formes de vie avant la mise en place d'un nouveau système ».*¹

Par la formulation de règlements et la division du travail qu'elle implique, l'institutionnalisation risque de réduire la participation réelle des membres au bénéfice d'une certaine efficacité technique.

Or, on se vante avant tout et partout de l'encourageante participation de chacun, de la collaboration entre les citoyens, du merveilleux sentiment de solidarité autour d'un travail ; l'efficacité, pour les comités de citoyens, c'est d'abord la participation maximale des membres de la communauté à « une bataille », « un essai », une expérience collective.

¹ Paul Goodman et Percival Goodman. *Communitas*, New York, Random House, 1946, pp. 75 et suivantes.

Rejet de la systématisation encore dans cette attitude distante et indifférente à l'égard des thèmes et méthodes chers à la gauche métropolitaine : « Le socialisme où le gouvernement a le contrôle, ça, je suis contre. Faudrait un socialisme qui prend soin de l'homme ». ¹

On considère la gauche comme le pendant officiel de la droite, fondues en somme toutes deux dans un même univers qui, non seulement est étranger à la condition quotidienne, mais souffre entièrement des mêmes maux. *

Plusieurs de nos informateurs confessent leur espoir en une forme quelconque de socialisme, mais généralement on reste bref sur les choses en « isme », sauf pour dénoncer le capitalisme, comme on l'a vu au chapitre précédent. Mais la tactique de ces dénonciations reste expérimentale ; la stratégie implicite aussi :

« On était pas intéressé qu'Irvint continue à couper. C'était justement le bon moment de mettre un capitaliste à sa place. Je pense que s'ils étaient tous mis à leur place, de même, dans la province, on aurait moins de misère ». ²

La logique de lutte contre le système établi reste donc la même que celle qui dicte l'invention d'une nouvelle façon de vivre : prendre le problème à la base, essayer de le régler avec les moyens du bord, et compter que les autres en feront autant. Les gauches et les droites officielles partagent la grâce de connaître les recettes du système social parfait : c'est une auréole que le peuple hésite à s'attribuer, pour le moment.

Est-il en train d'expérimenter, comme dit Marcuse, de nouvelles formes de vie qui changent la conscience individuelle et collective ? Notre conviction est que, du moins partiellement, il s'occupe justement à cette tâche.

Réconcilier fins et moyens

L'expérimentation directe et auto-déterminée est d'ailleurs plus qu'un moyen pour atteindre une fin lointaine, disons, un modèle social applicable à toute la société. C'est une façon de vivre, une réconciliation dans la pratique de la fin et des moyens, un processus continu d'activité satisfaisante, en elle-même et dans sa fin utile. Il en va du travail collectif comme du travail individuel : pour fusionner fins et moyens, il faut que le fait d'essayer ensemble des choses soit aussi satisfaisant

¹ Entrevues n^{os} 10, 22, 20, 21.

* À leur manière, les gens souscrivent à ce constat d'Henri Lefebvre : « Certes les technocrates de tous les pays n'hésiteraient pas à balayer les obstacles, les façons de vivre, les valeurs et les systèmes de valeurs, pour embrigader des populations diverses dans des processus identiques. Ces technocrates semblent se répartir équitablement entre la droite et la gauche. Les uns cherchent du côté de l'impérialisme leurs moyens d'action, et les autres du côté du socialisme ». Entrevue n^o 21.

² Herbert Marcuse « Entrevue », Paris, *Le Nouvel Observateur*, n^o 426, 8 au 14 janvier 1973.

en soi que les buts que l'on poursuit ; que par exemple, travailler en communauté, inventer la communauté, et faire vivre économiquement la communauté constituent, dans le vécu, une seule et même chose.

*« Il y a autre chose, des sentiments plus profonds, le plaisir qu'ils (les citoyens) ont dans le moment même de l'action ».*¹

Selon les règles proposées dans la société actuelle, au contraire, les citoyens contribuent au rendement maximum des appareils productifs (l'appareil politique et administratif inclus) dans les cadres d'une participation qui émiette la personnalité (le mécanicien ne connaît rien de l'administration de son travail, l'agriculteur n'a que rarement l'occasion d'influencer les politiques d'éducation, etc...) et exige un rétrécissement de l'expression aux dimensions d'une fonction bureaucratique. Le travail, individuel ou collectif, n'est pas alors satisfaisant. C'est un moyen d'obtenir des gratifications matérielles, lesquelles sont elles-mêmes des moyens permettant enfin aux gens de réaliser leurs aspirations au bonheur.

Pour ceux qui appartiennent aux cénacles dirigeants, la productivité, le fonctionnement continu des appareils est une fin, un objet de satisfaction directe. Conduire les bureaucraties est pour eux une activité gratifiante, le canal d'expression de leur personnalité. Le travail individuel est en même temps celui par lequel ils œuvrent consciemment à fabriquer la société, c'est aussi un travail collectif. Leurs fins (conduire le monde) et leurs moyens (gérer les appareils), se confondent dans une même activité.

Le mouvement d'auto-détermination revendique, à l'échelle communautaire, un objectif similaire. Alors que par le passé, on acceptait de laisser aux élites et aux appareils le soin de modeler à leur aise les conditions de vie en échange de bienfaits matériels (on acceptait, par exemple, de changer d'emploi, de se relocaliser, etc...), aujourd'hui, on voudrait que l'activité quotidienne soit, par elle-même, une composante du bonheur et un lieu d'expression authentique. Ainsi, lorsque l'on propose qu'une paroisse devienne une coopérative forestière, cela signifie qu'en prenant part aux réunions publiques, l'individu contribue non seulement à assurer de lui-même sa propre sécurité d'emploi, mais il est aussi responsable des conditions de son travail et est appelé à faire sa part pour établir les normes d'emploi, celles du salaire, celles de la mise en valeur des qualités et des ressources disponibles chez ses concitoyens, etc... Il se voit confié, en somme, à modeler ses propres conditions de vie sociale, à répondre aux questions qui viennent de l'histoire, du milieu physique, des rapports avec ses semblables. Tout cela, c'est la vie ; il se sert de la communauté (moyen) pour reproduire une communauté où il se reconnaît (fin) et trouve dans cette activité une satisfaction, une signification touchant son identité individuelle aussi bien que collective.

¹ Henri Lefebvre, *Manifeste différentialiste*, Paris, Gallimard, Coll. NRF-Idées, 1970, p. 30.

Réunir ce qui est séparé

À la société comme *organisation*, s'oppose la notion de société conçue comme *Cité*. Pensons au paradigme athénien ; la cité est le lieu de congrégation des hommes responsables qui brassent ensemble des affaires, discutent ensemble de leurs problèmes, font ensemble leurs plaisirs et leurs cérémonies. C'est un univers qui diffère de celui du bureau, de l'usine, du travail, et des activités privées conduites à la maison. L'homme-citoyen est autre chose que l'homme-domestique. Voilà précisément une dimension de l'association entre les hommes que la centralisation techno-bureaucratique et la consommation dirigée ont écrasée : il n'y a pas de place pour un *lieu public de première instance* entre l'univers domestique et celui de la société globale que contemplent les économistes ou les sociologues dans leurs statistiques et leurs modèles systémiques. Les rapports marchands ont vidé de leur contenu politique des espaces sociaux intermédiaires comme un magasin général, une rue, une taverne. Parce que la rationalisation entraîne une spécialisation du discours et une normalisation centrale des règles du jeu (pour parer à l'arbitraire) même le social immédiat revêt les caractères de technicité et la logique des débats qui y prennent place est définie par avance, aux « niveaux supérieurs ». À la base, nous nous trouvons dans une position comparable aux trois aveugles de la fable qui, tenant chacun un membre de l'éléphant sans percevoir l'ensemble, croyaient avoir affaire à un arbre (la jambe) un mur (le flanc), ou un très gros câble (la trompe).

Contre cette existence aveugle, l'utopie communautariste cherche à briser, au ras du quotidien même, les frontières arbitraires entre les « secteurs » de l'action sociale qui morcellent et émiettent la personnalité civile, l'homme citoyen. Dans le champ économique :

*« Joignons nos forces, que ce soit épargne, production ou consommation. Tout ça dans le même bag. Et puis le gars, c'est lui qui est pêcheur, qu'est consommateur et puis épargnant dans la même unité de base. »*¹

Il faut encore voir comment les comités de citoyens enjambent les frontières abstraites entre l'économique, le politique, le culturel en se mêlant aussi bien d'éducation que de mise en valeur du territoire, des services publics, des loisirs ou de festivals tout en agissant comme groupe de pression.²

En Abitibi, les habitants des « paroisses marginales » proposent d'ériger sur un même territoire englobant plusieurs villages, un comité d'école, un comité d'aménagement, une paroisse ecclésiastique – la séparation de l'Église et de l'État

¹ Entrevue n° 22.

² Entrevue n° 15.

ne semble pas causer d'insomnies – le tout associé à une instance globale : le comité des citoyens. Une commune ? Des « soviets » ? En intention, la formule s'en rapproche, bien que les réalités historiques diffèrent.

Deux différences fondamentales démarquent ce genre de projet des institutions actuelles de gouvernement local, comme les municipalités. Premièrement, la nouvelle structure cherche à s'asseoir sur une base productive (supposant une propriété « morale » ou « politique » des entreprises à mettre sur pied sinon une propriété juridique), puis à partir de là, recouper tous les secteurs essentiels de la gestion communautaire ; au lieu d'une division des champs de responsabilité entre les diverses instances horizontales de l'organisation politique – (la municipalité ne s'occupe pas d'éducation, la province n'élabore pas de politique monétaire) – on envisage plutôt d'échelonner les *degrés* de responsabilité en ne confiant aux niveaux supérieurs que les tâches qui, dans tous les domaines, ne peuvent pas convenablement s'accomplir au niveau inférieur. Deuxièmement, les frontières entre les divers comités restent strictement formelles : d'abord les plénières de chaque comité sont ouvertes à *toute* la population ; ensuite les postes électifs peuvent être cumulés.

Derrière tout cela, on découvre une unité d'intention très claire : refaire à la base la cohérence d'une gestion collective devenu complexe et, de la sorte, *mobiliser au maximum la puissance humaine*.

Pour les technocrates, évidemment, les collectivités sont faites pour être développées par le haut. On réalisera donc la déssectorisation au-delà du vécu : dans les schémas des systèmes de planification et de programmation budgétaire, dans les matrices descriptives, les modèles et les organigrammes, et dans la division et la hiérarchisation des conduites bureaucratiques. On intègre les structures mais désintègre la vie quotidienne du peuple qui se réduit alors aux « administrés ». Et les administrés sont définis par l'administration.

Le mouvement utopiste veut renverser la vapeur, et faire de la collectivité elle-même plutôt que des appareils institutionnels, le lieu premier de la reconstitution du tout, et le premier agent du développement.

Dans le premier cas, la technologie et l'organisation sont considérés comme les facteurs les plus lourds dans le développement. Puisque celui-ci équivaut à la croissance de la productivité, les ressources humaines se ramènent à une masse quelconque de force de travail dont on peut améliorer la productivité grâce aux perfectionnements technologiques, qu'il s'agisse de machines améliorées, de rouages administratifs mieux graissés, ou encore de systèmes d'éducation et de formation conçus pour adapter les facultés individuelles aux machines et aux systèmes organisationnels eux-mêmes.

Dans le second cas, les ressources humaines sont à la base de tout développement. Le développement n'est rien d'autre que la mise en valeur des ressources humaines. Mais le mot ressource n'a pas ici le sens de facteur marchand de la productivité, il a celui de pouvoirs *humains*. Aussi, lorsque le comité des paroisses marginales d'Abitibi présente son analyse de la situation aux missionnaires de l'O.P.D.Q., il place au premier rang des « espoirs » la population des paroisses mêmes, parce qu'elle a décidé de prendre son sort en main et d'utiliser ses capacités.¹

S'il est indéniable que le modèle bureaucratique garantit une efficacité plus grande dans l'exécution de tâches matérielles précises et intégrant les efforts d'un grand nombre de personnes, rien n'est moins sûr qu'il convienne aussi aux objectifs plus complexes, plus diffus qui sont chose commune dans le *développement de la société* comme un tout. Les bureaucraties publiques fourniraient une confirmation suffisante : après dix ans d'efforts et plusieurs centaines de millions investis dans la Gaspésie et le Bas St-Laurent, elles ont réussi à y maintenir les mêmes taux de chômage, d'émigration et de stagnation économique qui caractérisaient cette région en 1964. Paul Goodman écrit :

*« En installant une structure qui canalise strictement l'énergie, dirige l'attention et régleme le mouvement (ce qui est BON pour les productivistes) nous risquons d'inhiber temporairement l'impulsion, le rêve, l'espoir et le hasard (que les productivistes trouvent MAUVAIS) mais nous mettons aussi en danger l'initiative, la motivation, l'imagination, l'autonomie, la liberté face aux inhibitions et finalement même, le bon sens et la santé ».*²

Nous risquons, en somme, de mettre aux fers les facultés créatrices de l'homme. Les dirigeants eux-mêmes n'ignorent pas ce paradoxe : autrefois, dans les entreprises, ils comptaient sur la compétition pour en minimiser les effets ; aujourd'hui que la compétition menacerait la saine stabilité de l'État et des très grandes compagnies, ils ont recours aux techniques de management non-directif, à l'analyse des systèmes, à l'ingénierie sociale et à la participation.

Sans doute est-ce auprès des groupes marginalisés que la logique productiviste de l'organisation conduit le plus aisément aux plus grands gaspillages. Dans le jargon même des bureaucrates, on dirait que des couches complètes de la population sont « mises sur la tablette ». Il suffit pourtant que celles-ci se mettent au travail sur leurs propres problèmes en comptant d'abord sur leurs propres forces pour découvrir en elles des ressources hier dormantes et oubliées.

¹ Entrevue n° 10.

² Voir, pour illustration, toutes les livraisons du journal de l'Opération Dignité I, « *La voix du peuple* », mensuellement publié à Matane.

Aux dires d'un ancien animateur du B.A.E.Q. la principale différence entre le plan des aménagistes professionnels et les recommandations des comités populaires est que ceux-ci auraient essayé de « décentraliser au maximum, de donner les moyens à la base et de laisser la spontanéité, l'inspiration, laisser le pouvoir à l'imagination »¹ Sept ou huit ans plus tard, les meneurs d'un comité de citoyens du Bas-Saguenay observeront quelque chose de similaire :

*« Parce que c'était l'affaire du monde, ils avaient de l'imagination. Notre cas est particulier : dans les milieux organisés, la participation est moins forte. Les structures sont organisées ».*²

Ce qui revient à dire que, dans les conditions présentes, l'affranchissement de l'imagination et des pouvoirs humains qui sommeillent dans la population est inversement proportionnelle à la participation (volontaire et inévitable) aux appareils officiels (là où les « structures sont organisées », les chances de succès sont moins bonnes) et, en second lieu, elle dépend directement de la possibilité de compter, à la base, sur une communauté solidaire (une « participation forte »).

Pourtant beaucoup de gens continuent d'attendre du développement la satisfaction de besoins de consommation ; ceci résulte d'une propagande de tous les instants issue des centres de pouvoir et, à vrai dire, baignant notre mode de vie tout entier. Il faudrait d'abord consentir à parier le contraire avant de fermer la porte d'avance.

*« Les technocrates se situent dans une logique de bien-être, de consommation. C'est-à-dire, quand ils disent : les gens ont pas telle affaire et nous on peut leur donner. Moi je dis : c'est pas vrai. Les gens seraient bien contents de l'avoir, mais ils en ont peut-être pas besoin. Mais ils vont préférer à ça autre chose, l'exercice d'un pouvoir, essayer des affaires. Ça leur prend pas grand chose pour s'arranger. Ils vont renoncer à des tas d'affaires, des tas de biens de consommation. Ils vont s'arranger avec des vieux chars. Donne-leur la chance d'essayer des affaires ensemble, de s'occuper, d'inventer, de faire des essais. Ils vont être très heureux. C'est ce qu'ils oublient les technocrates, le bonheur ».*³

Réapproprier la technique

Une image se brosse peut-être dans l'esprit du lecteur : celle d'une sorte de bacchanale populaire où les citoyens verts poursuivraient gaiement l'autodétermination dans tous les sens, pratiquant l'art pour l'art, affichant un

¹ Paul Goodman, *The New Reformation. Notes of a Neolithic conservative*, New York, Vintage Books, 1969, p. 76. Je traduis.

² Entrevue n° 15.

³ Entrevue n° 20.

souverain mépris pour l'analyse des facteurs, l'efficacité, les choses utiles, la technique. Nous exagérons pour marquer à quel point *la réalité de l'autodétermination quotidienne s'écarte d'une telle image*. Au contraire, nous avons partout constaté que le mouvement d'autodétermination incite ces fragments mêmes de la population encore hier les plus médusés par la technique, le savoir-faire et l'expertise, à se réconcilier avec ces choses ; c'est peut-être là un de ses aspects les plus subversifs : dans une société où le pouvoir se déguise sous la technicité, vouloir domestiquer et s'appropriier la technologie, mettre la main sur les machines, apprivoiser les méthodes contemporaines de gestion, c'est court-circuiter un mécanisme important de la domination.

Aux mains des dirigeants des bureaucraties, les connaissances scientifiques et les techniques sont d'une inaccessibilité hermétique, para-magique, et sont des instruments d'aliénation tournés contre les couches supposées non instruites. N'importe laquelle intervention publique du gouvernement sur une question de développement économique – comme celle de la Baie James, par exemple – suffirait à démontrer comment la technologie ou la science économique sont agitées aux yeux du peuple tels des fétiches qui exorcisent les coups de dé et les préjugés de ceux qui les maîtrisent tout en leur conférant d'apparentes puissances occultes.

Ainsi, Henri Lefebvre devait-il dire :

*« Cette société se veut et se dit rationnelle. Elle met au premier plan les « valeurs de finalité ». On organise à tour de bras, à plein temps. On structure, on planifie, on programme. La scientificité alimente les machines (de quoi ? comment ? ce détail n'a pas d'importance pourvu qu'il y ait computer, cerveau électronique, programme). Des cuisines de bas étage passent pour le dernier cri de la science et le premier imbécile venu se disant « spécialiste » jouit d'un prestige illimité ».*¹

De cette manière, la technologie – celle qui dérive des sciences sociales et du comportement autant que celle qui s'inspire des sciences physiques – la technologie qui devrait agir en tant qu'extension des facultés humaines dans l'œuvre collective, comme moyen de transformer le monde, forme au contraire un écran touffu, opaque et tout-puissant qui coupe plutôt l'homme de son univers et le fait plier à des contraintes externes, soi-disant inévitables, plutôt que de le libérer. La technologie passe au camp de l'idéologie.

L'opposition apparaît sur plusieurs fronts. On connaît mieux maintenant les rengaines technicistes, leurs implications, leurs résultats, et on n'y croit plus. On ne croit plus, par exemple, que la connaissance technique et les problèmes complexes de l'aménagement soient hors de portée des gens ordinaires :

¹ Entrevue n° 16.

« Les arguments du ministère de l'Agriculture n'ont pas convaincu les cultivateurs que la programmation du ministère était supérieure à celle qu'ils avaient eux-mêmes préparée avec les officiers régionaux de ce ministère. C'est pourquoi ils maintiennent leurs propositions. »¹

La bataille de Cabano se fait partiellement à coup d'études de marché et de rentabilité ; les citoyens en ont appris le langage. Elle oppose – comme chez les agriculteurs tout à l'heure – des experts à la solde du Comité et ceux des gouvernements ou de l'industrie. « On a pris les méthodes qu'on avait apprises dans le temps du B.A.E.Q. » glisse-t-on d'ailleurs avec un sourire.

En Abitibi, après que les planificateurs eurent déposé leur rapport d'analyse du problème des paroisses sous-développées, les sujets ne se sont pas contentés de donner leur avis :

« Dans une dizaine de secteurs, on a formé des comités pour en poursuivre l'étude et voir comment ils pourraient s'appliquer dans le milieu. Plusieurs de ces comités ont commencé à faire un plan de réaménagement. »²

La participation technocratique a du bon, comme on le voit. Elle familiarise les gens du commun avec les outils de travail des spécialistes et contribue à la réduction de la spécialisation et de l'expertise elles-mêmes. Ceux-là ne se contenteront plus d'ailleurs de respecter les consignes. Par exemple, ils s'apercevront que les puissants pratiquent des formes nouvelles d'intervention politique, comme le lobbying ; faisant fi des avertissements théoriques visant à encadrer le bon peuple dans les labyrinthes de la « consultation », ils se creusent des tunnels dans les monolithes bureaucratiques, jouent d'influence, se font des amis dans l'appareil d'État et chez certains législateurs. « Du monkey business », affirmait presque témérairement un monsieur de Cabano, « il va s'en faire de moins en moins ».

Ces initiatives, qui démystifient la technocratie, suscitent souvent le sarcasme chez ceux qui n'ont d'autre titre de gloire que leur compétence technique, et elles rencontrent au sein des villages eux-mêmes de fortes résistances. Quoi, de simples citoyens prétendent faire marcher une usine, suggérer des plans de développement, construire et opérer un complexe touristique ?

¹ Henri Lefebvre « *La vie quotidienne dans le monde moderne* ». La citation vient d'une anthologie de sociologie critique collectée par Alf Schwarz, de l'Université Laval. Mimeo. 1971.

² Lettre des cultivateurs d'Abitibi au Ministre de l'Agriculture, in CERNOQ « L'Avis du CERNOQ n° 2. Le développement des différents secteurs de l'activité économique régionale », Rouen, 1972, p. 22.

« Même ici, y'en a qu'on dit : cette gang d'innocents là, qu'est-ce qu'ils vont faire dans l'industrie ». ¹

Propagandes, une autre fois. Car enfin, si un artiste peintre raté et ignorant a pu, en Allemagne, mettre sur pied la plus monstrueuse et la plus formidable machine de guerre que le monde a pu voir, pourquoi diable une collectivité locale ne pourrait-elle s'approprier la technique ?

« On était des gens ignorants, mais déterminés à faire quelque chose, on accepte pas d'être considérés comme incompetents... On est pas des compétences on est pas des ingénieurs, mais des ingénieurs, ça s'engage. Nous autres, on s'est entouré de compétences. » ²

Un ingénieur, ça s'engage Voici une disposition d'esprit qui lève un voile très lourd.

Elle suggère d'abord que les clefs du pouvoir de contrôler les techniques n'appartiennent pas en propre aux élites, aux maîtres des grands appareils. Elle invite du même coup les citoyens de toute condition à dépasser les confinements traditionnels qui veulent que les cols bleus, les ouvriers, les manuels, les cultivateurs, soient exclus d'une participation autonome à la production intellectuelle de la société : celle qui arrête les buts, choisit les possibles, formule les objectifs des institutions, oriente les représentations et les valeurs, canalise la recherche scientifique.

*« Il y a les élites, ceux qui pensent qu'ils sont là pour le fonctionnement collectif. C'est des vieilles images, ça peut changer, surtout, ça doit changer, parce que c'est pas possible que ça dure, parce que ça marche pas. Ça peut changer et ça va changer. Pas seulement par le fait que ceux qui sont dans la production intellectuelle accèdent à la production matérielle, mais par le fait que ceux qui sont dans la production matérielle accèdent à la production intellectuelle et apportent une crise de contribution. » ³ **

Plus radicalement encore, une telle attitude repousse au second plan la stricte compétence manipulatrice des techniciens, et la logique des systèmes, inhérente aux techniques et méthodes établies. Elle rapatrie le développement dans les domaines des volitions humaines, des jugements de valeurs et de la morale

¹ CERNOQ, feuillets « Nouvelles », vol. 3, n° 1, 5 mars 1971.

² Entrevue n° 22.

³ *Idem.*

* Un coup de goupillon, pour occidentaliser cette observation. Marcuse écrit : « Aux États-Unis, les intellectuels sont proprement haïs. Mais la composition de la classe ouvrière est en train de changer : la proportion des travailleurs en col blanc, ayant reçu une « formation supérieure » ne cesse d'augmenter. Et la distance entre travail intellectuel et travail manuel diminue. » Entrevue n° 20.

collective, domaines auxquels la technologie doit être soumise. D'un même trait, elle sort le développement des arguties techniques où les experts le confinent pour le rejeter là où, en définitive, il se fait réellement : au milieu des luttes sociales pour l'appropriation des moyens de produire la vie matérielle et le sens du monde.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Contre les tendances d'un ordre social que nous avons appelé cybernétiste, le projet utopique d'une société différente s'élabore dans les régions excentriques. Au-delà des contingences propres à tel projet ou milieu particulier, oubliant provisoirement les contradictions qui surviennent ici ou là dans les intentions avouées de ceux qui participent à ce mouvement, mettant de côté le succès ou l'insuccès des efforts entrepris et même les évolutions subséquentes qui ont modifié l'orientation des expériences parcellaires d'autodétermination, nous avons cherché l'image d'une contre-idéologie, d'une utopie cohérente. Nous avons insisté sur les parentés plutôt que sur les divergences entre les divers comités de citoyens ; sur ce qui conteste l'ordre établi plutôt que sur les tolérances à son égard qui transparaissent dans les gestes comme dans l'esprit de nos informateurs ; sur le discours et les projets, puisque par définition l'utopie se situe ailleurs et demain.

Notre intention délibérée se restreignait à mettre en évidence le rapport dialectique entre les idéologies et pratiques dominantes d'une part, et les pratiques utopiques, de l'autre. Ce qui surgira de cette dialectique n'est pas pour demain. Les idéologies et l'utopie vont continuer à se refaire. Les mouvements régionaux d'auto-détermination communautaire ne représentent qu'une seule voie d'exploration parmi d'autres, déjà ouvertes en d'autres milieux, sur d'autres fronts.

Nous avons voulu montrer les ambiguïtés qui augmentent la vulnérabilité des groupes d'auto-détermination communautaire ; que la volonté de construire une place publique à l'échelle de la vie quotidienne, que l'expérimentation locale et le refus de s'institutionnaliser réduisent le souffle du mouvement et prêtent le flanc à la constante menace d'une récupération à la pièce. Déjà, les comités de citoyens commencent à s'intégrer aux rouages « normaux » de notre société. Portant toute la mise sur leurs faiblesses, (la perspective locale, l'attente de résultats économiques concrets) les gouvernements ont adopté des programmes qui soutiennent systématiquement les initiatives locales, considérées comme réponses ponctuelles au problème du chômage. Tout groupe de plus de deux personnes peut profiter de ces largesses pourvu qu'il laisse croire que son action, fut-elle des plus

insignifiante contribue au bien commun. Le scoutisme social ou le cynisme se substituent à la critique, à l'utopie. De plus en plus de gens parmi les jeunes comme chez les marginalisés, se livrent à des travaux communautaires subventionnés servant de pont temporaire entre deux périodes d'accessibilité à l'assurance-chômage. Le pouvoir s'accommode des formes nouvelles de contestation, et réciproquement le peuple reprend sa place parmi les statistiques, les clientèles, les administrés et joue le jeu pour sauver sa peau.

Ce comportement n'est pas propre à notre époque ; il constitue à vrai dire un aspect nécessaire du phénomène idéologique. Dans les sociétés où l'ordre social repose sur une division en classes du travail collectif, il faut bien que les masses acceptent de jouer selon les règles établies par les dominants pour gagner leur vie. Elles contribuent de ce fait à maintenir les conditions existantes. C'est la crainte fondamentale de ne pouvoir assurer sa subsistance qui permet à l'idéologie de normaliser les règles concrètes des échanges sociaux et de pénétrer dans les consciences.

Dans le cas du salariat, la menace est immédiate : travaille ou meurs. Aujourd'hui que diverses sources de revenu minimum s'ouvrent à défaut de salaire, la peur de manquer des plus élémentaires satisfactions est liée à l'ensemble du régime politico-économique. Les plus démunis d'entre nous tressaillent dans leurs taudis des mêmes fluctuations du dollar ou du taux d'inflation que le Conseil économique du Canada.

Pour reprendre une phrase de Paul Goodman, la société actuelle souffre de « parfaite insensibilité morale, elle maquille toutes choses en vue d'une expansion qui n'a pas de buts » ; ses nécessités naissent dans la panique : « garder le contrôle, peur du changement, crainte de toute déviance ».¹

On conclurait qu'elle se maintient moins en exploitant de façon éhontée les salariés que par l'efficacité de ses propagandes idéologiques, en équilibrant rigoureusement les avantages engourdissants du confort matériel et la terreur psychologique, *la peur de tout dérèglement de la machine productrice*.

Pour échapper à une telle alternative, la conscience même doit rompre avec le totalitarisme économique. Or, cela fait peur surtout chez les plus pauvres : peur d'un lendemain incertain, peur de tuer la poule aux œufs d'or, peur de perdre le peu qu'on a, peur de couper les veines qui vont au cœur du système et qui nourrissent.

Comme aucun des comités de citoyens que nous avons approchés n'avait encore réalisé ses objectifs immédiats, nous avons demandé aux leaders de porter un jugement sur l'action accomplie à ce jour. Voici quelques réponses :

¹ Entrevue n° 15.

« On est sûrs qu'au niveau économique on est battu d'avance. On lutte pour des valeurs. C'est ça qui nous tient. On ne peut pas démenager les gens à coups de canon et il me semble qu'on va trouver là des valeurs humaines et sociales, autres que les valeurs économiques. » (Bas St-Laurent)

« Il y a deux ans, les gens avaient peur que ça ferme : ça met les gars nerveux, dans l'incertitude. Le comité de citoyens a démontré au monde qu'on pouvait rester. » (Saguenay) ¹

Contre la peur, il faut affirmer qu'on n'a plus rien à perdre. Devant l'insensibilité morale du cybernétisme, brandir la primauté des valeurs et des finalités, du bonheur, du bien et du bon. Pour l'acteur, sinon pour l'analyste, la véritable cassure commence là. Ainsi, le président du comité de survivance de Cabano dessinait-il d'un mot le bilan des gestes posés à ce jour : « Le monde s'est affranchi de la peur ! » ²

Les collectivités n'échappent pas aux déterminismes inscrits dans l'univers social réalisé : à toute période de l'histoire elles doivent compter avec des servitudes, des empêchements, des limites déjà inscrites dans les faits, qui dictent les avenues possibles ouvrant sur le futur, poussant et contenant les changements dans certaines directions dont la source remonte loin derrière.

C'est la fonction des propagandes idéologiques de faire peur, de définir les limites du possible à un moment donné, dans une société donnée, sous un ordre donné. Pour valoriser et justifier l'ordre établi, une idéologie présente les charges historiques comme des réalités qui transcendent l'intervention humaine :

Volontés divines hier, garanties par la menace de la Géhenne éternelle ; « tendances », exigences techniques, « rationalité » aujourd'hui, protégées par l'épée de Damoclès de la crise, de l'anarchie, de l'écroulement du Système. C'est Pierre Vadeboncoeur, je crois, qui résumait à peu près ainsi : « Ne plus savoir où on va et continuer à faire ce que l'on fait. »

En contrepoint, la fonction utopique se manifeste dans l'affirmation du pouvoir de l'action collective sur les déterminismes ; l'histoire, dit l'utopie, change parce que les hommes possèdent la faculté de s'arracher à l'ordre social réalisé et d'en orienter le sens pour laisser émerger la liberté au delà des contraintes. Afin de libérer la conscience créative, l'utopie dénonce la nécessité des déterminismes identifiés par l'idéologie. Elle ne veut pas tant améliorer le présent ou préparer le futur que, dans les termes d'un beau slogan, *libérer l'avenir*.

¹ « Entrevue », *Le Nouvel Observateur*, op. cit.

² Paul Goodman, *The moral ambiguity of America*, Toronto, CBC publications, 1966. Je traduis.

Quoiqu'il advienne, les contenus utopiques qui se dégagent des discours et des gestes que nous avons analysés ne disparaîtront pas du champ de la critique collective aussi longtemps qu'en contrepartie les grands vecteurs du capitalisme cybernétique se prolongeront dans le futur. Que s'éteignent ou non les feux qui réchauffent les villes ou villages excentriques, d'autres foyers s'allumeront ailleurs dans notre société.

C'est à suivre.

ANNEXE

Sources orales

[Retour à la table des matières](#)

Lors de l'été 1972, j'ai parcouru avec un collègue toutes les régions du Québec à l'exception de la communauté urbaine de Montréal. Notre porte d'entrée dans le milieu : les Conseils régionaux de développement. À Saute-Mouton, d'un informateur à l'autre référé par le premier, nous avons essayé de glaner l'essentiel du discours des Québécois de tous les jours sur le développement régional. Nous quittions une région quand la lassitude du camping se conjugait au sentiment de n'entendre plus que des redites et d'évoluer dans le déjà-vu. On pourrait peut-être appeler cette méthode « ALVCJTP » : à-la-va-comme-je-te-pousse.

Des dizaines et dizaines d'entrevues ainsi accordées par des gens presque toujours affables, ouverts et hospitaliers, ici dans un bar, là au milieu de la rue, dans un presbytère ou un bureau, nous avons retenu les enregistrements de celles que je cite ici directement.

N°

1. Officier du CRD de l'Outaouais, Hull.
2. Cultivateur Membre directeur de l'Union catholique des cultivateurs. Membre du conseil d'administration du CRD de l'Est du Québec. Trois Pistoles.
3. Deux officiers du CRD Laurentides-Lanaudière, au nord de Montréal. St-Jérôme.
4. Officier du CRD-6C, sud de Montréal. St-Jean d'Iberville.
5. Groupe d'animateurs sociaux volontaires d'Abitibi. Val d'Or.
6. Professionnel. Membre fondateur du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec. Maire de sa municipalité. (Gaspésie).
7. Officier du CRD-02, Saguenay, Lac St-Jean. Jonquière.
8. Officier du CRD, Région centre du Québec. Trois-Rivières.

9. Officier supérieur de l'Office de développement et de planification du Québec. Québec.
10. Permanent d'une coopérative, Îles-de-la-Madeleine. A participé aux travaux du BAEQ, puis à ceux du CRD de l'Est du Québec. Havre-aux-Maisons.
11. Curé. Membre-fondateur d'Opération-Dignité II. Esprit-Saint (Bas St-Laurent).
12. Professionnel. Édile municipal. Membre de certains comités du CRD de l'Est. Ste-Anne-des-Monts.
13. Préfet de comté et maire d'un village du haut Lac-St-Jean.
14. Commissaire industriel, ancien journaliste. Alma.
15. Ancien animateur du BAEQ, plus tard officier d'un CRD et animateur de Multi-media (expérience populaire et d'information communautaire). Rouyn-Noranda.
16. Cultivateur. Dirigeant de l'UCC., Lac St-Jean, Ancien membre du CRD. St-Ambroise.
17. Officier des « CRD associés du Québec ». Chicoutimi.
18. Officier du CRD de l'Est du Québec. Rimouski.
19. Officier du CRD du Nord-Ouest Québécois. Val d'Or.
20. Deux leaders du comité des citoyens de Ferland-Boileau, Bas-Saguenay. Boileau.
21. Leader du comité des paroisses marginales d'Abitibi. Manville.
22. Président du Comité de survivance de Cabano. Cabano.
23. Petit industriel des pêcheries, Gaspésie, Anse-à-Beaufils.